



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Composition de la
Chambre des Députés p. 06

Organes, commissions
et délégations p. 07-10

Séances publiques
n^{os} 1 et 2 p. 11-28

Questions au
Gouvernement p. 29-99

2023-2028

n^o 1



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-05
Composition de la Chambre des Députés	p. 06
Organes, commissions et délégations	p. 07-10
Séances	p. 11-28
1 ^{re} séance du mardi 24 octobre 2023	p. 11-18
2 ^e séance du mardi 21 novembre 2023	p. 18-28
Questions au Gouvernement	p. 29-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
11/12/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



La nouvelle Chambre constituée pour la législature 2023-2028



Le Bureau a été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc.

1^{re} rangée (de gauche à droite): Mme Diane Adehm, membre, M. Michel Wolter, Vice-Président, M. Claude Wiseler, Président, S.A.R. le Grand-Duc, MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo, Vice-Présidents, Mme Sam Tanson, membre
2^e rangée (de gauche à droite): MM. Fred Keup et Marc Spautz, Mme Lydie Polfer, M. André Bauler, membres, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général, M. Yves Cruchten, membre

La nouvelle Chambre issue des élections législatives du 8 octobre 2023 est au complet : 60 députés ont été assermentés. Depuis le 21 novembre 2023, le Parlement a un nouveau Président en la personne de

M. Claude Wiseler (CSV). Ses organes décisionnels (Bureau, Conférence des Présidents) et les commissions parlementaires (4 commissions réglementaires et 22 commissions permanentes) sont également en

place pour cette nouvelle législature, de même que les délégations représentant le Grand-Duché dans les assemblées parlementaires internationales (relevés publiés ci-après).

La Chambre s'est constituée en deux étapes : 46 députés ont prêté serment lors d'une première séance publique le troisième mardi après les élections, le 24 octobre 2023. La séance a été interrompue pour procéder à la vérification des pouvoirs des membres, tel que prévu par la Constitution (article 67) : « La Chambre des Députés se réunit en séance publique de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections pour vérifier les pouvoirs de ses membres. » Il appartient en effet exclusivement à la Chambre des Députés de vérifier que les opérations électorales se sont déroulées de manière régulière, que les candidats élus remplissent les conditions d'éligibilité et que ceux-ci ne sont pas frappés par une incompatibilité.

Une fois le nouveau gouvernement en fonction, la Chambre s'est réunie une deuxième fois en séance publique le 21 novembre 2023 pour assermenter 21 candidats élus. Il s'agit aussi bien des députés qui étaient ministres du gouvernement précédent que des suppléants qui ont remplacé les députés désignés pour rejoindre le nouveau gouvernement.

Pendant les quatre semaines qui se sont écoulées entre ces deux séances, M. Michel Wolter (CSV), doyen en rang, a assumé la présidence de la Chambre des Députés par intérim.



Assermentation de 17 élus de la circonscription Sud



Assermentation de 5 élus de la circonscription Est



Assermentation de 16 élus de la circonscription Centre



Assermentation de 8 élus de la circonscription Nord



21 candidats élus ont été assermentés lors de la séance publique du 21 novembre 2023.



La première séance publique après les élections législatives d'octobre 2023 a été présidée par le candidat élu le plus ancien en rang, M. Michel Wolter (CSV) (au milieu). Le doyen des députés a été assisté par les deux candidats élus les plus jeunes en âge, Mme Liz Braz (LSAP) (2^e à gauche) et M. Luc Emering (DP) (2^e à droite), comme le prévoit l'article 2 du Règlement de la Chambre.

M. Claude Wiseler élu nouveau Président

Lors de la séance publique du 21 novembre 2023, les députés ont élu à l'unanimité le nouveau Président de la Chambre des Députés. Premier citoyen du pays, il joue un rôle essentiel dans la vie parlementaire. Qui est-il et quel est son rôle ?

À 63 ans, le Président de la Chambre des Députés nouvellement élu peut se prévaloir d'une longue carrière politique au Parlement, mais également en tant que ministre (2004-2013) ainsi qu'au niveau communal.

M. Wiseler a déjà représenté la première institution du pays en tant que Vice-Président de la Chambre des Députés entre décembre 2018 et octobre 2020 et membre du Bureau ces dix dernières années. Élu député pour la première fois en 1999, il connaît toutes les facettes du travail parlementaire : il a non seulement été membre de nombreuses commissions parlementaires et de délégations auprès de différentes assemblées internationales, mais également de la Conférence des Présidents en tant que Président du groupe politique chrétien-social.

« Nous sommes envoyés ici pour représenter le peuple, pour parler au nom des gens. Notre mission est de donner une voix à ceux qui nous ont envoyés ici. » C'est ce qu'a déclaré M. Wiseler lors de son premier discours en séance publique.

Le Président fraîchement élu a parlé d'un moment extraordinaire, vu l'honneur et les charges que comporte sa nouvelle tâche. Il a évoqué l'importance de la communication à l'époque des réseaux sociaux et des retransmissions en direct. Ce qui importe le plus, selon M. Wiseler, c'est le contenu du travail. La majorité et l'opposition devraient unir leurs efforts pour lancer une grande discussion sur l'organisation des séances publiques de la Chambre, sur les temps de parole, sur l'évaluation des politiques ainsi que sur la publicité des réunions des commissions parlementaires.

Il a encore félicité le Président sortant, M. Fernand Etgen, pour le travail accompli, surtout pour « avoir permis à la Chambre de rester complètement opérationnelle pendant la crise de Covid-19 » et aussi



La nouvelle Chambre a élu à l'unanimité M. Claude Wiseler au poste de Président.

« pour l'avoir rendue plus transparente ». Finalement, il a remercié M. Michel Wolter pour son travail en tant que Président par intérim.

Quelles sont les missions du Président de la Chambre ?

Faire respecter le Règlement

Le Président de la Chambre a pour mission d'assurer la conduite des débats en séance publique et de veiller au respect du Règlement de la Chambre. Il est le garant de la bonne tenue des discussions, donne la parole aux députés et veille à la discipline et au respect des députés entre eux. Le Président prononce les décisions de la Chambre, comme par exemple le résultat des votes ou des nominations.

Diriger les organes décisionnels de la Chambre

Le Président de la Chambre est à la tête de plusieurs organes décisionnels de la Chambre des Députés :

- le Bureau, qui règle l'organisation et le fonctionnement interne du Parlement ;
- la Conférence des Présidents, qui fixe entre autres les ordres du jour des séances publiques.

Participer au travail parlementaire

En tant qu'un des 60 membres de la Chambre, le Président :

- peut participer à une discussion en tant que député, mais il doit se faire remplacer à la présidence à ce moment-là et prendre place dans les rangs de son groupe politique ;
- participe au vote des textes législatifs ou des motions/résolutions de la même manière que les députés ordinaires ;
- peut assister, avec une voix consultative, aux réunions de toutes les commissions dont il n'est pas membre.

Représenter la Chambre au Luxembourg et à l'étranger

Le Président représente le Parlement lors de ses déplacements officiels nationaux et internationaux. Il

assure également la représentation de la Chambre des Députés lors de cérémonies officielles (Journée de commémoration nationale, fête nationale, etc.) et dans certaines instances internationales (Union interparlementaire).

Il accueille régulièrement des hôtes importants, des délégations parlementaires, des chefs d'État ou encore des membres de gouvernement étrangers en visite officielle au Grand-Duché.

Le Président peut se faire remplacer dans ses fonctions par un des trois Vice-Présidents du Parlement. Ces derniers exercent, lorsqu'ils le remplacent, les mêmes attributions que le Président. Les trois Vice-Présidents sont MM. Fernand Etgen (DP), Mars Di Bartolomeo (LSAP) et Michel Wolter (CSV).

Verlängerung vun der Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“



Opgroond vum groussen Interessi bei de Visiteure verlängeren d'Lëtzebuergger Nationalarchiven an d'Chambre des Députés d'Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“ bis de 24. Februar 2024. D'Ausstellung op Franséisch an op Däitsch ass vu méindes bis freides vun 8.30 bis 17.30 Auer a samschdes vun 8.30 bis 11.30 Auer op. Si ass an de Lëtzebuergger Nationalarchiven um Plateau du Saint-Esprit an der Stad. D'Entrée ass fräi.

Dir fannt weider Informatiounen zur Ausstellung um Site vun den Nationalarchiven:



Le vibrant appel d'une délégation israélienne



Les députés luxembourgeois ont reçu une délégation israélienne composée de survivants du massacre au festival de musique de Réim en Israël et des proches de personnes enlevées ou tuées par le Hamas.

Les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont écouté le 15 novembre 2023 les témoignages bouleversants de survivants du massacre perpétré par le Hamas au festival de musique de Réim en Israël. Ils ont également reçu des membres de familles dont un ou plusieurs proches ont été enlevés ou tués par l'organisation terroriste. Ceux-ci exhortent les responsables politiques à faire pression auprès des autorités palestiniennes afin d'obtenir la libération des personnes retenues en otage.

Dans ce contexte, les députés luxembourgeois ont déclaré à plusieurs reprises que l'utilisation de civils en tant que boucliers humains ne pouvait être acceptée. Ils ont par ailleurs condamné fermement la prise en otage de civils et souligné que la communauté internationale devra intervenir afin de trouver une perspective viable pour Israël et la Palestine. Une

députée a mis en avant qu'une fois la guerre terminée, il faudrait améliorer le système éducatif, qui serait, selon elle, la clé de réussite pour une paix durable.

En tant que Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a salué le fait que les messages transmis par les survivants et les membres de familles de personnes enlevées ou tuées par le Hamas « ne sont pas des messages remplis de haine, mais des messages d'humanisme et de paix ». Il a ajouté que « face à cette guerre, il n'y a pas de famille politique, mais nous sommes tous de la même famille : celle de l'humanité ».

M. Di Bartolomeo a par ailleurs appelé à faire preuve d'une sensibilité particulière en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien pour prévenir tout dérapage antisémite et empêcher que l'histoire ne se répète.

Le « Zuch vun der Demokratie » est passé à la Chambre

Une centaine d'élèves se sont rendus le 17 novembre 2023 à la Chambre des Députés pour échanger avec les parlementaires au sujet des droits de l'enfant et des droits de l'homme. Cet événement s'inscrit dans le cadre des activités dédiées à la Journée mondiale de l'enfance.

La sixième édition du « Zuch vun der Demokratie » était l'occasion pour les députés de discuter avec des élèves de 8 à 12 ans pour savoir comment mieux répondre aux besoins des jeunes. Quels sont actuellement les sujets qui préoccupent le plus les jeunes ? Quelles sont leurs principales inquiétudes ? Dans quels domaines souhaiteraient-ils voir un plus grand engagement de la part des responsables politiques quant à leurs revendications ?

Dans le cadre de plusieurs ateliers thématiques répartis à travers toute la Chambre des Députés, les jeunes ont eu l'occasion de partager leurs idées et leurs propositions avec les députés. Ils ont utilisé des figures en carton de taille réelle créées à l'école pour illustrer leurs concepts de manière visuelle et interactive. Par la suite, ils se sont rassemblés dans la salle plénière pour présenter leurs réflexions en grand groupe aux députés. Les sujets abordés concernaient entre autres la protection de l'enfance, l'inclusion, l'égalité des chances et l'environnement.



Une centaine d'élèves se sont rendus à la Chambre pour discuter avec les députés des droits de l'enfant.

Chaque année, aux alentours du 20 novembre, une centaine d'enfants des cycles 3 et 4, issus de différentes communes du Luxembourg, prennent le train jusqu'à Luxembourg-ville pour se rendre ensuite à la Chambre des Députés – d'où le nom « Zuch vun der Demokratie » – pour rencontrer des élus. Cette action est organisée par le Parlement luxembourgeois en collaboration avec le Kannermuseum Plomm, la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL), Luxtram et le Zentrum fir politesch Bildung.

Journée mondiale de l'enfance



Le logo de la Chambre des Députés en bleu, le drapeau de l'UNICEF hissé et des jeunes ambassadeurs menant des interviews avec des députés et des candidats élus – le Parlement luxembourgeois a participé aux activités organisées pour commémorer la Journée mondiale de l'enfance le 20 novembre 2023.

Deux jeunes ambassadeurs de l'UNICEF ont rencontré des parlementaires et candidats élus de trois groupes et sensibilités politiques. Il s'agit là d'un exemple des activités organisées dans le cadre de la Journée mondiale, qui offrent l'occasion aux jeunes de s'engager

pour leurs droits et de rencontrer des représentants politiques.

La Chambre soutient la campagne #GoBlue

Avec la campagne #GoBlue, l'UNICEF appelle chaque année les citoyens à exprimer leur soutien en faveur des droits de l'enfant. La couleur bleue est mise en avant pour favoriser la visibilité de cette cause.


La Journée mondiale de l'enfance marque l'anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies.



Composition de la Chambre des Députés



Gouvernement

- | | | |
|-----|--------------------------|-----------|
| 1. | Wiseler Claude | CSV |
| 2. | Wagner David | déi Lénk |
| 3. | Baum Marc | déi Lénk |
| 4. | Sehovic Meris | déi gréng |
| 5. | Bausch François | déi gréng |
| 6. | Kemp Françoise | CSV |
| 7. | Weydert Stéphanie | CSV |
| 8. | Bauer Maurice | CSV |
| 9. | Zeimet Laurent | CSV |
| 10. | Galles Paul | CSV |
| 11. | Hansen Christophe | CSV |
| 12. | Weiler Charel | CSV |
| 13. | Morgenthaler Nathalie | CSV |
| 14. | Boonen Jeff | CSV |
| 15. | Donnersbach Alex | CSV |
| 16. | Goergen Marc | Piraten |
| 17. | Clement Sven | Piraten |
| 18. | Polidori Ben | Piraten |
| 19. | Welfring Joëlle | déi gréng |
| 20. | Tanson Sam | déi gréng |
| 21. | Eicher Emile | CSV |
| 22. | Modert Octavie | CSV |
| 23. | Mosar Laurent | CSV |
| 24. | Wolter Michel | CSV |
| 25. | Adehm Diane | CSV |
| 26. | Spautz Marc | CSV |
| 27. | Hengel Max | CSV |
| 28. | Arendt Nancy épouse Kemp | CSV |
| 29. | Eischen Félix | CSV |
| 30. | Lies Marc | CSV |
| 31. | Keup Fred | ADR |
| 32. | Kartheiser Fernand | ADR |
| 33. | Braz Liz | LSAP |
| 34. | Lenert Paulette | LSAP |
| 35. | Bofferding Taina | LSAP |
| 36. | Biancalana Dan | LSAP |
| 37. | Delcourt Claire | LSAP |
| 38. | Fayot Franz | LSAP |
| 39. | Etgen Fernand | DP |
| 40. | Cahen Corinne | DP |
| 41. | Hartmann Carole | DP |
| 42. | Baum Gilles | DP |
| 43. | Beissel Simone | DP |
| 44. | Graas Gusty | DP |
| 45. | Polfer Lydie | DP |
| 46. | Engelen Jeff | ADR |
| 47. | Schoos Alexandra | ADR |
| 48. | Weidig Tom | ADR |
| 49. | Cruchten Yves | LSAP |
| 50. | Di Bartolomeo Mars | LSAP |
| 51. | Engel Georges | LSAP |
| 52. | Closener Francine | LSAP |
| 53. | Haagen Claude | LSAP |
| 54. | Bauler André | DP |
| 55. | Agostino Barbara | DP |
| 56. | Minella Mandy | DP |
| 57. | Emering Luc | DP |
| 58. | Schockmel Gérard | DP |
| 59. | Arendt Guy | DP |
| 60. | Goldschmidt Patrick | DP |



 Secrétaires généraux adjoints Président Secrétaire général

Scheeck Laurent, Secrétaire général
 Reiter Benoît, Secrétaire général adjoint
 Barra Isabelle, Secrétaire générale adjointe

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (23 novembre 2023)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	CSV	Wiseler Claude	
Vice-Présidents	DP	Etgen Fernand	
	LSAP	Di Bartolomeo Mars	
	CSV	Wolter Michel	
Membres	CSV	Spautz Marc	
	LSAP	Bofferding Taina	
	ADR	Keup Fred	
	DP	Polfer Lydie	
	DP	Bauler André	
	CSV	Adehm Diane	
	LSAP	Cruchten Yves	
	déi gréng	Tanson Sam	
	Membres suppléants permanents	CSV	Modert Octavie
		DP	Cahen Corinne
LSAP		Engel Georges	
ADR		Kartheiser Fernand	
déi gréng		Sehovic Meris	
Secrétaire général	Piraten	Clement Sven	
	déi Lénk	Baum Marc	
		Scheeck Laurent	

Conférence des Présidents

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Spautz Marc
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	ADR	Weidig Tom
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	DP	Goldschmidt Patrick
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz, Haagen Claude
	déi gréng	Bausch François
	Piraten	Polidori Ben
	déi Lénk	Wagner David

Commission du Règlement

Président	déi gréng	Tanson Sam
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André
Membres	CSV	Hengel Max, Modert Octavie, Spautz Marc, Weiler Charel
	DP	Arendt Guy, Baum Gilles
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Schoos Alexandra
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Pétitions

Président	LSAP	Closener Francine
Vice-Présidents	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
	DP	Cahen Corinne
Membres	CSV	Galles Paul, Hengel Max, Morgenthaler Nathalie
	DP	Agostino Barbara, Bauler André, Baum Gilles
	LSAP	Braz Liz, Delcourt Claire
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	LSAP	Bofferding Taina
Vice-Présidents	CSV	Spautz Marc
	DP	Baum Gilles
Membre	ADR	Kartheiser Fernand

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Hansen Christophe
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Adehm Diane (<i>pour le volet Europe</i>), Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile (<i>sauf pour le volet Europe</i>), Galles Paul, Mosar Laurent
	DP	Baum Gilles, Goldschmidt Patrick, Polfer Lydie
	LSAP	Braz Liz, Fayot Franz (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Lenert Paulette (<i>pour le volet Coopération</i>)
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam (<i>pour le volet Affaires étrangères et européennes, Commerce extérieur et Grande Région</i>), Welfring Joëlle (<i>pour le volet Coopération</i>)
	Piraten	Clement Sven

Commission des Affaires intérieures

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan
Membres	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (<i>pour le volet Police</i>), Eicher Emile, Hengel Max, Morgenthaler Nathalie (<i>sauf pour le volet Police</i>), Mosar Laurent
	DP	Arendt Guy, Emering Luc, Graas Gusty
	LSAP	Bofferding Taina (<i>pour le volet Police</i>), Braz Liz (<i>sauf pour le volet Police</i>), Haagen Claude
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Président	DP	Hartmann Carole
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Adehm Diane (<i>sauf pour le volet Tourisme</i>), Boonen Jeff, Eischen Félix (<i>sauf pour le volet Espace</i>), Hengel Max (<i>pour le volet Tourisme</i>), Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent (<i>pour le volet Espace</i>)
	DP	Arendt Guy, Bauler André (<i>sauf pour le volet Maritime</i>), Beissel Simone (<i>pour le volet Maritime</i>), Goldschmidt Patrick
	LSAP	Closener Francine (<i>sauf pour le volet Énergie</i>), Engel Georges (<i>pour le volet Énergie</i>), Fayot Franz (<i>pour le volet Espace</i>), Lenert Paulette (<i>sauf pour le volet Espace</i>)
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Bausch François
	Piraten	Clement Sven (<i>titulaire pour le volet Espace et observateur pour le reste</i>), Goergen Marc (<i>observateur pour le volet Énergie</i>)
	déi Lénk	Baum Marc (<i>titulaire, sauf pour le volet Espace où il est observateur</i>)

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président	CSV	Hengel Max
Vice-Présidents	DP	Schockmel Gérard
	LSAP	Di Bartolomeo Mars



Membres	CSV	Adehm Diane, Boonen Jeff, Kemp Françoise, Spautz Marc
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hartmann Carole
	LSAP	Biancalana Dan, Engel Georges
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Bausch François
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Travail

Président	CSV	Spautz Marc
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Kemp Françoise, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Bausch François
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Sports

Président	CSV	Weiler Charel
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Hansen Christophe, Hengel Max, Lies Marc, Morgenthaler Nathalie
	DP	Beissel Simone, Goldschmidt Patrick, Minella Mandy
	LSAP	Braz Liz, Closener Francine
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Président	CSV	Boonen Jeff
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Lenert Paulette
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Christophe, Modert Octavie, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Etgen Fernand, Graas Gusty
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz
	ADR	Engelen Jeff (<i>pour le volet Agriculture</i>), Schoos Alexandra (<i>pour le volet Alimentation et Viticulture</i>)
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Polidori Ben

Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	CSV	Donnersbach Alex
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hengel Max, Lies Marc
	DP	Agostino Barbara, Emering Luc, Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan (<i>pour le volet Aménagement du territoire</i>), Cruchten Yves, Lenert Paulette (<i>sauf pour le volet Aménagement du territoire</i>)
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Bausch François
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	DP	Cahen Corinne
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Eischen Félix, Galles Paul, Lies Marc, Weiler Charel
	DP	Emering Luc, Etgen Fernand, Graas Gusty
	LSAP	Closener Francine, Delcourt Claire
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de la Défense

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
	LSAP	Engel Georges

Membres	CSV	Adehm Diane, Donnersbach Alex, Eicher Emile, Eischen Félix
	DP	Bauler André, Beissel Simone, Etgen Fernand
	LSAP	Bofferding Taina, Braz Liz
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Agostino Barbara
Vice-Présidents	CSV	Galles Paul
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Hengel Max, Zeimet Laurent
	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole, Minella Mandy
	LSAP	Delcourt Claire, Lenert Paulette
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Polidori Ben (<i>pour le volet Education nationale</i>)
	déi Lénk	Wagner David (<i>observateur pour le volet Éducation nationale et titulaire pour les volets Enfance et Jeunesse</i>)

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

Président	DP	Schockmel Gérard
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	LSAP	Braz Liz
Membres	CSV	Hansen Christophe, Modert Octavie, Zeimet Laurent
	DP	Agostino Barbara, Arendt Guy, Bauler André
	LSAP	Bofferding Taina, Fayot Franz
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Bausch François (<i>pour le volet Digitalisation</i>), Welfring Joëlle (<i>pour les volets Enseignement supérieur et Recherche</i>)
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Président	CSV	Hansen Christophe
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Galles Paul, Kemp Françoise
	DP	Agostino Barbara, Graas Gusty, Minella Mandy
	LSAP	Biancalana Dan, Delcourt Claire
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Président	DP	Minella Mandy
Vice-Présidents	CSV	Morgenthaler Nathalie
	LSAP	Delcourt Claire
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Kemp Françoise, Weydert Stéphanie
	DP	Agostino Barbara, Baum Gilles, Hartmann Carole
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Engel Georges
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Finances

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	DP	Bauler André
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
	DP	Arendt Guy, Cahen Corinne, Goldschmidt Patrick
	LSAP	Fayot Franz, Lenert Paulette
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Commission des Institutions

Président	CSV	Zeimet Laurent
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Modert Octavie, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Wolter Michel
	DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles
	LSAP	Braz Liz
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Polidori Ben
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Médias et des Communications

Président	CSV	Eischen Félix
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Mosar Laurent, Weydert Stéphanie, Wolter Michel, Zeimet Laurent
	DP	Graas Gusty, Minella Mandy, Schockmel Gérard
	LSAP	Bofferding Taina, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Bausch François
	Piraten	Polidori Ben

Commission de la Justice

Président	CSV	Mosar Laurent
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	LSAP	Biancalana Dan
Membres	CSV	Donnersbach Alex, Weiler Charel, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
	DP	Beissel Simone, Hartmann Carole, Schockmel Gérard
	LSAP	Braz Liz, Lenert Paulette
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Goergen Marc

Commission de la Fonction publique

Président	CSV	Bauer Maurice
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Lies Marc, Spautz Marc
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Etgen Fernand
	LSAP	Braz Liz, Lenert Paulette
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Polidori Ben

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie
	LSAP	Engel Georges
Membres	CSV	Bauer Maurice, Eischen Félix, Kemp Françoise
	DP	Agostino Barbara, Minella Mandy, Schockmel Gérard
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Polidori Ben
	déi Lénk	Baum Marc

Commission de Vérification des Pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	CSV	Weiler Charel
	DP	Hartmann Carole
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Christophe, Lies Marc, Zeimet Laurent
	DP	Cahen Corinne, Schockmel Gérard
	LSAP	Biancalana Dan, Braz Liz, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Exécution budgétaire

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Goldschmidt Patrick
Membres	CSV	Adehm Diane, Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc
	DP	Arendt Guy, Bauler André, Schockmel Gérard
	LSAP	Biancalana Dan, Haagen Claude
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (4 décembre 2023)

European Interparliamentary Space Conference (EISC)

Membres effectifs :
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :
Bausch François (déi gréng)
Modert Octavie (CSV)
Schockmel Gérard (DP)
Weidig Tom (ADR)

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Membres effectifs :
Beissel Simone (DP)
Wiseler Claude (CSV)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :
Cruchten Yves (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :
Galles Paul (CSV)
Hengel Max (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE)

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Graas Gusty (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lies Marc (CSV)

Membres suppléants :
Braz Liz (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Etgen Fernand (DP)
Tanson Sam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :
Beissel Simone (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hansen Christophe (CSV)

Membres suppléants :
Schoos Alexandra (ADR)
Tanson Sam (déi gréng)
Weydert Stéphanie (CSV)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Membres effectifs :
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Engel Georges (LSAP)
Graas Gusty (DP)

Membres suppléants :
Baum Gilles (DP)
Clement Sven (Piraten)
Eischen Félix (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Fayot Franz (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Hansen Christophe (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Membres suppléants :
Braz Liz (LSAP)
Tanson Sam (déi gréng)
Weidig Tom (ADR)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :
Agostino Barbara (DP)
Closener Francine (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Graas Gusty (DP)
Sehovic Meris (déi gréng)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Biancalana Dan (LSAP)
Braz Liz (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :
Wiseler Claude (CSV), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Agostino Barbara (DP)
Donnersbach Alex (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Etgen Fernand (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Lenert Paulette (LSAP)
Morgenthaler Nathalie (CSV)
Weiler Charel (CSV)
Welfring Joëlle (déi gréng)

Membres suppléants :
Bauer Maurice (CSV)
Bofferding Taina (LSAP)
Cahen Corinne (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Kemp Françoise (CSV)
Minella Mandy (DP)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)
Weydert Stéphanie (CSV)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Braz Liz (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lies Marc (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Mosar Laurent (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :
Wiseler Claude (CSV), Président de la section luxembourgeoise
Adehm Diane (CSV)
Agostino Barbara (DP)
Cahen Corinne (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Bauler André (DP)
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Mosar Laurent (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Europol « JPSG » - joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs :
Arendt Guy (DP)
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Sehovic Meris (déi gréng)

Membres suppléants :
Donnersbach Alex (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 11	Prestation de serment de 8 élus de la circonscription Nord	
M. Michel Wolter, Président de séance		Mme Lydie Polfer, Présidente de séance	
2. Hommage à la mémoire de Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Députée honoraire	p. 11	Prestation de serment de M. Michel Wolter	
M. Michel Wolter, Président de séance		Proclamation des membres de la Chambre des Députés	
3. Hommage à la mémoire de M. Ady Jung, Député honoraire	p. 11	7. Discours de M. Michel Wolter, Doyen	p. 16
M. Michel Wolter, Président de séance		M. Michel Wolter, Président de séance	
4. Hommage à la mémoire de M. Camille Dimmer, Député honoraire	p. 12	8. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général	p. 17
M. Michel Wolter, Président de séance		M. Michel Wolter, Président de séance	
5. Vérification des pouvoirs	p. 12	9. Institution de la Conférence des Présidents	p. 17
M. Michel Wolter, Président de séance (intervention de M. Gérard Schockmel)		M. Michel Wolter, Président	
Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs		10. Constitution d'une commission parlementaire	p. 17
La séance publique est suspendue de 14.48 à 15.57 heures.		M. Michel Wolter, Président	
M. Mars Di Bartolomeo M. Michel Wolter, Président de séance (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)		11. Constitution du Comité de discipline	p. 17
Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs : Mme Claire Delcourt		M. Michel Wolter, Président	
Validation des élections législatives du 8 octobre 2023		12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen	p. 17
Vote		M. Michel Wolter, Président	
6. Procédure d'assermentation	p. 14	Présidence : M. Michel Wolter, Doyen en rang ; Mme Lydie Polfer, Second Doyen en rang ; M. Michel Wolter, Président	
M. Michel Wolter, Président de séance			
Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Sud			
Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est			
Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre			

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Michel Wolter, Président de séance | Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann heimadder d'Sitzung opmaachen a begrëissen Iech häerzlech an där éischter Chamberssitzung no de Parlamentswale vum 8. Oktober.

Den Artikel 67 vun eiser Verfassung ...

Ech muss mech nach dru winnen, Dir sëtzt elo zimmlech ...

(Hilarité)

Et sinn net méi esou déi selwecht Repèrè wéi virdrun.

Den Artikel 67 also vun eiser Verfassung, dee gesäit vir, dass d'Chamber sech den 3. Dënschden no de Walen de plein droit zesummefënnt. An den Artikel 2 vun eisem Chambersreglement, dee seet: „À l'ouverture d'une législature, le député le plus ancien en rang“ – ech insisteren: en rang! – „assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus.“

Dat sinn zum engen dann ech selwer an zum aneren d'Madamm Liz Braz an den Här Luc Emering.

2. Hommage à la mémoire de Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Députée honoraire

Leider, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, sinn am September vun dësem Joer direkt dräi Éierendeputéiert verscheet, d'Madamm Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, den Här Ady Jung an den Här Camille Dimmer. Si sinn allen dräi fréier Deputéierter aus menger Partei, der CSV, mat deenen ech och d'Éier hat, an der Chamber ze sëtzen. A si sinn all aus där selwechter Generatioun, well si sinn tëschent August 1938 an Abrëll 1939 gebuer.

D'Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ass den 28. August 1938 zu Téiteng gebuer. Wéi d'CSV 1987 no Kandidatinne gesicht huet fir d'Gemengewalen zu Hesper, si se natierlech op d'Marie-Thérèse gestouss. No e bëssen Iwwerzeugungsaarbecht an enger gewëssener Bedenkzäit – well déi Leit, déi si kann hunn, déi wëssen, datt si keng Persoun war, déi Decisiounen gären iwwert de Knéi gebrach huet – ass si, d'Entscheidung eemol geholl, séier eng ganz engagéiert Politikerin ginn. Et war deemools eng nei Erausforderung fir déi dräifach Mamm a Léierin.

Si ass och gläich 1987 an de Gemengerot zu Hesper gewielt ginn. Do war si fir d'éischt Conseillère, vu Januar 1997 bis Ufank Dezember 1999 Schäffin, éier si den 9. Dezember 1999 nom Doud vun eisem Kolleeg Alphonse Theis Buergermeeschtesch vun Hesper ginn ass.

2004 ass d'CSV-Politikerin bei de Chamberwalen ugetrueden an och direkt an d'Parlament gewielt ginn. Si war Vizepresidentin vun der Petitiouns- an der Educatiounskommissioun.

Der Madamm Gantenbein louche besonnesch d'Schoul, d'Kultur, déi gesellschaftlech Entwécklung an dat Soziaalt um Häerz. Si huet sech an deene Beräicher gutt auskannt an d'Kanner waren ëmmer eng vun hire grouse Suergen. Si huet mat vill Engagement a mat vill Energie matdiskutiert.

D'Madamm Gantenbein huet an hirer politescher Karriär ganz intensiv matgeschafft. Si huet hir Erfahrung an hir Kompetenz, déi si virun der Politick gesammelt hat, mat an d'Politick geholl.

Enn 2008 huet si, no bal fënnf Joer an der Chamber an 21 Joer Gemengepolitick, dovun néng Joer als Buergermeeschtesch, aus Altersgrënn decidéiert, hir aktiv politesch Karriär zu Enn ze bréngen an enger neier Generatioun hir Chance ze ginn.

Zu Hesper ass eise Kolleeg Marc Lies Buergermeeschter ginn an an der Chamber ass fir kuerz Zäit d'Fabienne Gaul nogeréckelt.

D'Madamm Gantenbein war eng léif a gentil Deputéiert, ëmmer zevirkommend an ëmmer gutt gelaunt. Besonnesch och am perséinleche Kontakt huet ee vill flott Diskussiounen mat hir kënnen féieren. Eng profund Mënschekennnis huet si ausgezechent an all Gespréich beräichert.

Eis Kolleegin Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ass de 7. September am Alter vu 85 Joer gestuerwen. Hirem Meedchen, hiren zwee Jongen an der ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir der Verstuerwener eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Hommage à la mémoire de M. Ady Jung, Député honoraire

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en zweeten Éierendeputéierte vun der Chamber huet eis och am September, méi genee de 15. September, verlooss, an dat ass den Ady Jung.

Den Ady Jung ass den 13. Dezember 1938 zu Esch gebuer. A jonke Joren ass hien als engagéierten Escher Geschäftsmann Member vun der DP ginn. No enger gewëssener Zäit ouni politeschen Engagement ass en 1979 dem Encouragement vun engem aneren Escher, dem Jean Wolter, nokomm an ass Member an der CSV ginn.

1981 ass hie mat der CSV an d'Gemengewale gaangen an ass och gläich op der Lëscht vun der CSV an de Gemengerot gewielt ginn. Hien ass bei alle Wale bis 1999 ëmmer erëmgewielt ginn. 1994 gouf hien éischte Schäffin. No de Walen 1999 wier et dem Walresultat no eigentlech un him gewiescht, fir Buergermeeschter vun Esch ze ginn. Nodeems dat net geklappt huet, huet den Ady sech 2000 aus der Gemengepolitick zrëckgezunn.

1984 ass den Ady Jung eng éischte Kéier mat der CSV an d'Chamberwale gaangen. 143 Stëmme hunn um Enn gefeelt an hie souz fënnf Joer op der Reservbänk. Hien huet déi Zäit genotzt, fir sech politesch weiderzuentwéckelen, och parteiintern. An esou war et iergendwéi logesch, dass hien 1989 gewielt gouf. Och an der Chamber ass hien 1994 an 1999 erëmgewielt ginn.

An der Chamber war den CSV-Politiker jorelaang President vun der parlamentarescher Kommissioun fir de Mëtzelstand an den Tourismus. Den Ady Jung huet gutt a gär diskutéiert, och kontrovers. Mat him konnt ee konstruktiv streiden. Fir vill Politiker war hien en onbequeme politesche Géignere. Hie war ëmmer extreem gutt virbereet an huet seng Dossieren aus dem Effeff kennt.

Hie war fir eis Chamber och iwwert d'Grenzen eraus engagéiert a senger Fonctioun als Member, Vizepresident a schliisslech 1995 an 1996 President vun der Assemblée interparlementaire Benelux. An där Zäit war hien e Pilier vum Benelux-Parlament.

Am Mee 2003 ass den Ady Jung an de Conseil d'État gewiesselt. Seng Nofolleg hei an der Chamber huet d'Nancy Arendt épouse Kemp ugetrueden. Am Staatsrot konnt hien déi gesammelt politesch Erfahrung am Interêt vun der Legistik vun den Texter asetzen. 2010 ass säi Mandat am Staatsrot aus Altersgrënn op en Enn gaangen.

Privat war den Ady Jung e ganz gesellege Mënsch, mat deem ee gären Zäit verbruecht huet. Seng Déieren, ob Päerd oder Hénger, waren him extreem wichteg.

Den Ady Jung ass am Alter vu 84 Joer verscheet. Senger Fra, dem Anny, sengem Meedchen a senger ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken.

Och hei géif ech Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

4. Hommage à la mémoire de M. Camille Dimmer, Député honoraire

Den 20. September huet eis mam Camille Dimmer en drëtten Éierendeputéierten iwwert de Summer verlooss. De fréieren CSV-Süddeputéierten an Éierepresident vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten, AAD, ass am Alter vu 84 Joer verstuerwen.

De Camille Dimmer gouf den 20. Abrëll 1939 zu Clierf gebuer. No senger Studien zu Léck huet hien als Ingenieur an der Stolindustrie geschafft. Viru senger politescher Karriär war de Camille Dimmer schonn op engem aneren Terrain aktiv, als nationalen an internationalen Fussballspiller. An do huet hie Fussballgeschichte matgeschriwwen. Mat sengen zwee Goler 1963 zu Rotterdam géint Holland huet hien déi Rout Léiwën an d'Veierelsfinal vun der Europameeschterschaft geschoss.

Ufank de 1970er-Joren huet de Camille Dimmer seng Fussballsschong un de berüümten Nol gehaangen a fräi no der Devise, dass et net duergeet ze kritiséieren, mee datt et besser ass, selwer eng Hand mat unzepaken, huet hie sech an der CSV engagéiert. Do huet hie probéiert, seng beruflech Erfahrung a seng politesch Aktioun ze kombinéieren.

1984 ass hie fir d'CSV am Süden an d'Chamber gewielt ginn, wou hien zéng Joer bliwwen ass. Hie war do ënner anerem President vun der Familljekommissioun. De Camille Dimmer war och ganz aktiv an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. Hie war och vun 1990 bis 1995 fënnf Joer laang Generalsekretär vun der CSV.

Och op lokalpoliteschem Plang huet de Camille Dimmer sech engagéiert. Jorelaang war hie Member vum Diddelenger Gemengerot.

1995 huet de Camille Dimmer der aktiver Politick de Réck gedréit. Duerno ass hien nach laang aktiv gewiescht an der AAD, der Associatioun vun de fréieren Deputéierten, mol als Sekretär, mol als President, mol als President a Sekretär. Hie war och President vun der Europäescher Associatioun vun de fréieren Deputéierten.

Den CSV-Politiker wollt d'Problemer ëmmer konkret ugoen. Dofir huet hie sech och fir Natur- an Ëmweltschutz agesat. Sou war hien zum Beispill den éischte President vun der Fondatioun Hëllef fir d'Natur. Mee och am Olympesche Komitee war hien aktiv an e war President vun der Handballfederatioun vun 1973 bis 1982, fir just dës Beispiller ze nennen. Hie wäert op ville Plazen a gudder Erinnerung bliwwen.

Senger Fra Loulou, sengen dräi Meedercher an der ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken. An och hei géif ech Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Merci.

5. Vérification des pouvoirs

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no de Wale vum 8. Oktober kënn d'Chamber, déi aus dëse Walen ervirgeet, esou wéi et den Artikel 67 vun der Verfassung an den Artikel 1 vum Chambersreglement virgesäit, den drëtten Dënschden no de Walen zesummen, fir d'Walen ze validéieren an d'Veifikatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Follgend Texter sinn do ze beuechten:

Den Artikel 67 Alinea 1 an 2 vun eiser Verfassung, den Artikel 118 an den Artikel 119 vum Walgesetz an den Artikel 4 vum Chambersreglement.

No der Verifikatioun vun hire Pouvoire ginn déi gewielte Verrieder an déi gewielte Kandidaten da vereedegt.

D'Chamber ass viru enger Regierungsbildung aberuff ginn, dat heescht, dass déi Memberen aus der Regierung, déi no der Regierungsbildung net méi Minister wäerte bliwwen an an d'Chamber gewielt goufen, eréischt an enger nächster Sitzung vereedegt wäerte ginn.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs

Esou wéi et den Artikel 4 vum Chambersreglement virgesäit, louse mer elo siwe Membere fir d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren aus.

Elo kënn dat Stéck, wat dat eenzegt Stéck nach an der Chamber ass, dat 1984 schonn do war, dat ass d'Urn.

(Hilarité)

Ech hunn nämlech op der Foto virdu gesinn, dass déi virum Här Urwald stoung deemools.

Kommt Dir, wann der wëllt, setzt Dir mer dat dohinner. Da kucken ech dat. Ass een, deen opschreift?

- Den Här Kartheiser,
- d'Madamm Delcourt,
- den Här Di Bartolomeo,
- den Här Schockmel.

Do hätt awer och kënnen ee sech aus der éischter Rei bei dech setzen, Gérard, esou aus Sympathie.

(Hilarité)

M. Gérard Schockmel (DP) | Et ass net ze spéit.

M. Michel Wolter, Président de séance | – Den Här Eicher,
– den Här Graas ...

An da misst ech nach een zéien, fir datt mer komplett sinn:

– den Här Wiseler.

Sou. Da maachen ech dat esou. Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, déi Kommissioun setzt sech also aus follgende Memberen zesummen: d'Madamm Delcourt, den Här Di Bartolomeo, den Här Eicher, den Här Graas, den Här Kartheiser, den Här Schockmel an den Här Wiseler.

D'Missioun vun dëser Kommissioun besteet doranner, fir éischtens d'Resultater vun de legislative Wale vum 8. Oktober an deene véier Walbezierker ze iwwerpräieren an zweetens d'Konditiounen fir d'Wielbarkeet vun deenen eenzelne gewielte Kandidaten ze iwwerpräieren, an dann erëmzecommen an der Chamber hir Konklusione virzeleeën.

D'Kommissioun ass ëffentlech a gëtt iwwer Chamber TV iwwerdroen, soudass jiddwereen heibannen oder dobaussen dat ka matverfollegen. D'Iwwerdroung fänkt an ongeféier 15 Minutten un, d'Zäit, fir dass d'Leit gebrieft ginn.

A wa se fäerdeg si mat hiren Aarbechten, da komme se rëm, an da féiere mer d'Sitzung weider. En attendant géif ech se ënnerbriechen.

Merci.

(La séance publique est suspendue à 14.48 heures.)

(La séance publique est reprise à 15.57 heures.)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi ëffentlech Sitzung geet da weider.

D'Kommissioun ass zu hire Konklusione komm an dofir géif ech da fir d'éischt d'Wuert un de President vun der Kommissioun, eise Kolleeg Mars Di Bartolomeo, ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, villmools merci fir d'Wuert. Ech géif d'Wuert direkt weiderginn un eis Rapportrice, ouni awer ze vergiessen, der Kommissioun an all deenen, déi der Kommissioun zougesehaft hu mat ganz grousser Kompetenz, e ganz grouse Merci ze soen.

Ech mengen, mir hunn alles duerchdiskutéiert a mir sinn, mengen ech, och zu de richtege Konklusione komm, déi d'Rapportrice, d'Madamm Claire Delcourt, Iech, wann Dir dat erlaabt, Här President, elo direkt wäert virstellen.

M. Michel Wolter, Président de séance | Dat wär elo nämlech mäi Saz gewiescht, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

(Hilarité)

M. Michel Wolter, Président de séance | ... Här Di Bartolomeo. Et ass um President, dem Skript no, fir der Rapportrice d'Wuert ze ginn.

An ech géif dann der Madamm Delcourt d'Wuert ginn, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hutt ganz Recht, Här President.

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | Ech huelen un, de Mikro ass un. Jo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi designéiert ginn ass, fir déi legislativ Wale vum 8. Oktober 2023 ze iwwerpräieren, koum zu follgende Resultater:

1. D'Piëcen iwwert d'Walvirgäng, d'Reklamatiounen an d'Walresultat – dat ass den éischte Punkt, deen ech do virliesen.

All d'Piëcë vun de Wale sinn an der Chamber tëscht dem 9. Oktober an dem 20. Oktober 2023 erakomm.

D'Procès-verballe vun de véier Walbezierker sinn an der Chamber den 18. an den 20. Oktober 2023 ukomm, woubäi dee vum Walbezierk Norde just an elektronischer Form receptionéiert gouf.

Déi gesamt Procès-verballe vun all de Walbüroer vun all de Gemenge sinn den 18. Oktober 2023 an der Chamber ukomm.

D'Päck mat de Walziedele vun all de Walbüroer vun all de Gemenge sinn tëscht dem 9. an dem 12. Oktober 2023 an der Chamber ukomm.

All déi aner Piëcen, déi mat de Walen ze dinn hunn, sinn tëschent dem 9. an dem 18. Oktober an der Chamber ukomm.

Unhand vun Tabloen ass e strikte Protokoll fir den Empfang an d'Kontroll vun der Konformitéit vun de Piëcen agehale ginn.

E strikte Protokoll fir d'Klasséieren an d'Araume vun de Regaler ass och agehale ginn. D'Mass vu Piëcen iwwert d'Walen ass an engem securiséierte Raum stockéiert.

Eng Kontroll vun de Procès-verballe vun all de Walbüroer vun all de Gemengen ass gemaach ginn.

Eng Reklamatioun ass an der Chamber vum Här Romain Reiter eragereecht ginn. D'Kommissioun huet iwwert dës Reklamatioun befonnt an huet folgend Decisioun geholl:

vun den Artikel 67 Paragraf 1 vun der Verfassung;

vun d'Kapitel 2 vum Chambersreglement „de la vérification des pouvoirs“, a besonnesch den Artikel 4;

vun d'Reklamatioun vum 6. Oktober 2023 vun Här Romain Reiter.

Zur Motivatioun vun de Fuerderunge vum Untragssteller:

Den Här Romain Reiter freet d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren, d'Wal vun den 18., 19., 20. an 21. gewielte Kandidaten am Bezierk Zentrum ze annulléieren opgrond vum Artikel 117 vum Walgesetz, deen d'Unzuel vun Deputéierte festleet, déi an deene véier Walbezierker ze wäelen sinn, déi net mat der Realitéit vun de Gemengewale vum 11. Juni 2023 iwwerteneestëmmt.

Dem Romain Reiter no wär de Walbezierk Zentrum iwwerrepresentéiert an déi aner dräi Bezierker ënnerrepresentéiert.

D'Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, seet, datt d'Opdeelung pro Bezierk muss duerch e Gesetz ugeholl ginn, dat mat enger qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt, an datt et keen esou e Gesetz gëtt.

Weider wär den Artikel 117 vum Walgesetz géint den Artikel 15 Paragraf 1 vun der Verfassung, deen de Prinzipp festleet vun der Gläicheit virum Gesetz fir all Lëtzebuurger.

A schliisslech sollen déi 18., 19., 20. an 21. gewielte Kandidaten aus dem Bezierk Zentrum net kënnen an der Verifikatioun vun de Pouvoiren deelhuele wéinst hirer Befaaenheet.

Iwwert déi zoutreffend Prozedur:

D'Kommissioun ass der Meenung, den Här Romain Reiter net mussen ze héieren, well de geschéckte Bréif prezis genuch ass, fir der Kommissioun et fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren ze erméiglechen, genuch informéiert ze sinn.

Iwwert d'Kompetenz vun der Kommissioun:

Den Artikel 4 Alinea 1 vum Chambersreglement gëtt der Kommissioun d'Missioun, ze iwwerpräieren, datt d'Walvirgäng gereegelt verlaf sinn an datt déi gewielt Kandidaten d'Konditiounen, wat hir Wielbarkeet ugeet, erfëllen.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet weeder am Artikel 4 Paragraf 1 nach an iergendenger Dispositioun vun der Verfassung oder vum Chambersreglement aner Kompetenzen, wéi dës grad genannten. Deemo ka si och net iwwert d'Verfassungskonformitéit vun den Dispositiounen vum Walgesetz befragen.

D'Demande vum Här Romain Reiter bezitt sech weeder op d'Walvirgäng nach op d'Wielbarkeet vun engem oder méi gewielte Kandidaten.

Déi gewielt Kandidaten, deenen hiert Mandat a Fro gestallt gëtt, sinn net mam Numm genannt an d'Reklamatioun vum Här Romain Reiter ass op de 6. Oktober datéiert, also zwee Deeg virun de Walen.

Iwwert de Fong vun der Reklamatioun:

D'Wieler fir d'Gemengewale sinn net déi selwecht wéi d'Wieler bei de Chamberwalen.

D'Verfassung, déi a Kraaft ass, ass d'Verfassung vum 17. Oktober 1868, déi als lescht duerch véier Gesetzer dëst Joer ofgeännert ginn ass.

D'Gesetz vum 20. Dezember 1988 setzt d'Unzuel vun Deputéierten, déi an de Bezierker ze wäelen sinn, fest, an dëst Gesetz gouf vun der Chamber mat enger qualifizierter Majoritéit ugeholl, esou wéi dat am deemolegen Artikel 114 vun der Verfassung virgesi war.

D'Gesetz vum 20. Dezember 1988 ass elo nach a Kraaft an offensichtlech verfassungskonform.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren muss iwwerengens am Exercice vun hirer Missioun, déi bestoend Gesetzer applizéieren.

Deemo ass d'Reklamatioun vum Här Romain Reiter net fondéiert.

Duerch dës Grënn proposéiert d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren der Chamber de Verwurf vun der Fuerderung vum Här Romain Reiter.

D'Kommissioun ass wuel der Meenung, datt de Fong vun dëser Reklamatioun net an dem Beräich vun hirer Missioun läit, mee datt se awer eng politesch Wichtigkeet dréit.

Eng Serie vun Elementer konnten am Kader vum Of-
laf vun de Walvirgäng vum 8. Oktober 2023 festgestallt ginn. D'Kommissioun ass zur Schlussfolgerung komm, datt keng Elementer do sinn, déi en Afloss op d'Eierlechkeet vum Walresultat hätte kënnen hunn, an anere Wieder, datt se d'Resultat vun de Walen hätte kënnen a Fro stellen.

Opgrond vun dëser Kontrolle ginn eng Rei vu Recommendationen un de Staatsministère gericht:

Et sollt drop higewise ginn, datt eng besser Kommunikatioun vun den Uspréich vum Walgesetz un d'Presidente vun de Walbüroer vun de Gemenge sollt stattfannen, dëst wat d'Begleedung vun invalide Wieler oder Wieler, déi ënner Momperschaft stinn, ugeet; wat d'Verschécke vun de Walziedelen ugeet, déi der Chamber solle séier an direkt zougestallt ginn; an datt d'Lëschten an d'Reschter vun alle Walbüroer der Chamber sollen zougestallt ginn.

Eng Ofännerung vum Walgesetz, wat den Artikel 165 ugeet, fir datt d'Procès-verballe, esoubal d'Resultater proklaméiert sinn, der Regierung zougestallt ginn an net eréischt véier Deeg duerno.

An deem selwechte Sënn sollt och d'Walgesetz ofgeännert ginn, fir datt et e maximalen Delai gëtt, an deem d'Resultater ausgeruff mussen ginn. Dat fir ze verhënnen, datt een an eng Situatioun kënnt, wou d'Chamber net kann, esou wéi d'Verfassung et virgesäit, den drëtten Dënschen no de Wale zesummekommen, well et keng offiziell Resultater gëtt.

Eng Ofännerung vum Walgesetz, wat den Artikel 154 Alinea 1 a) ugeet, fir datt d'Walenveloppe vun all de Walbüroer vun enger Gemeng net méi zesummen an engem Pak muss verschéckt ginn, well dëst an der Praxis net machbar ass, well zum Beispill d'Gemeng Lëtzebuerg misst 88 vun dëse grouse Päck zesummen an engem Pak verschécken.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt aus all deem ervirgeet, datt d'Walvirgäng gereegelt verlaf sinn a letztens, datt d'Resultater vun de Wale kënnen validéiert ginn, besonnesch wat d'Identitéit vun de gewielte Kandidaten ugeet an d'Reiefolleg vum Klassement vun de Suppleanten.

Merci.

(Ndlr: Le détail des résultats des élections par circonscription ainsi que les conclusions de la Commission de vérification des pouvoirs ci-dessous figurent dans le rapport écrit.)

Resultater fir den éischte Walbezierk (Walbezierk Süden):

<i>Stëmmziedelen an den Urnen:</i>	98.327
<i>Blank Stëmmziedelen:</i>	3.748
<i>Ongültig Stëmmziedelen:</i>	4.747
<i>Blank an ongültig Stëmmziedelen:</i>	8.495
<i>Gültig Stëmmziedelen:</i>	89.832
<i>Unzuel vun de gültige Stëmme vun all de Lëschten:</i>	1.904.069
<i>Nombre électoral:</i>	79.337

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

<i>Lëscht 1 (LSAP)</i>	467.088
<i>Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei)</i>	268.591
<i>Lëscht 3 (déi gréng)</i>	134.590
<i>Lëscht 4 (CSV)</i>	529.283
<i>Lëscht 5 (déi Lénk)</i>	82.914
<i>Lëscht 6 (ADR)</i>	199.903
<i>Lëscht 7 (Piraten)</i>	131.708
<i>Lëscht 9 (Fokus)</i>	41.966
<i>Lëscht 10 (Volt)</i>	6.449
<i>Lëscht 11 (KPL)</i>	17.715
<i>Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)</i>	16.736
<i>Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei)</i>	7.126

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (LSAP) – sechs Gewielter: den Här Jean Asselborn, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Georges Engel, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Liz Braz

Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – véier Gewielter: den Här Max Hahn, den Här Claude Meisch, den Här Gusty Graas, den Här Luc Emering

Lëscht 3 (déi gréng) – zwee Gewielter: d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Meris Sehovic

Lëscht 4 (CSV) – siwe Gewielter: den Här Gilles Roth, den Här Georges Mischo, den Här Michel Wolter, den Här Félix Eischen, d'Madamm Nancy Arendt ép. Kemp, den Här Marc Spautz, den Här Laurent Zeimet

Lëscht 5 (déi Lénk) – ee Gewielten: den Här Marc Baum

Lëscht 6 (ADR) – zwee Gewielter: den Här Fred Keup, den Här Fernand Kartheiser

Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Marc Goergen

Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten

Lëscht 10 (Volt) – kee Gewielten

Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten

Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten

Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei) – kee Gewielten

Resultater fir den zweete Walbezierk (Walbezierk Osten):
 Stëmmziedelen an den Urnen: 35.609
 Blank Stëmmziedelen: 898
 Ongülteg Stëmmziedelen: 1.227
 Blank an ongülteg Stëmmziedelen: 2.125
 Gülteg Stëmmziedelen: 33.484
 Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten: 226.107
 Nombre électoral: 28.264

Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:
 Lëscht 1 (LSAP) 39.049
 Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) 51.810
 Lëscht 3 (déi gréng) 17.282
 Lëscht 4 (CSV) 69.210
 Lëscht 5 (déi Lénk) 5.687
 Lëscht 6 (ADR) 21.404
 Lëscht 7 (Piraten) 11.071
 Lëscht 9 (Fokus) 5.685
 Lëscht 10 (Volt) 554
 Lëscht 11 (KPL) 898
 Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) 3.457

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
 Lëscht 1 (LSAP) – ee Gewielten: d'Madamm Paulette Lenert
 Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – zwee Gewielter: den Här Lex Delles, d'Madamm Carole Hartmann
 Lëscht 3 (déi gréng) – kee Gewielten
 Lëscht 4 (CSV) – dräi Gewielter: den Här Léon Gloden, den Här Max Hengel, d'Madamm Octavie Modert
 Lëscht 5 (déi Lénk) – kee Gewielten
 Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: d'Madamm Alexandra Schoos
 Lëscht 7 (Piraten) – kee Gewielten
 Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten
 Lëscht 10 (Volt) – kee Gewielten
 Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten
 Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten

Resultater fir den drëtte Walbezierk (Walbezierk Zentrum):
 Stëmmziedelen an den Urnen: 68.615
 Blank Stëmmziedelen: 1.578
 Ongülteg Stëmmziedelen: 2.923
 Blank an ongülteg Stëmmziedelen: 4.501
 Gülteg Stëmmziedelen: 64.114
 Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten: 2.255.820
 Nombre électoral: 57.083

Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:
 Lëscht 1 (LSAP) 148.046
 Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) 317.194
 Lëscht 3 (déi gréng) 144.834
 Lëscht 4 (CSV) 376.078
 Lëscht 5 (déi Lénk) 49.481
 Lëscht 6 (ADR) 82.230
 Lëscht 7 (Piraten) 81.668
 Lëscht 9 (Fokus) 34.323
 Lëscht 11 (KPL) 5.431
 Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) 16.535

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
 Lëscht 1 (LSAP) – dräi Gewielter: den Här Franz Fayot, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Claire Delcourt
 Lëscht 2 (DP) – sechs Gewielter: den Här Xavier Bettel, d'Madamm Yuriko Backes, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Simone Beissel
 Lëscht 3 (déi gréng) – zwee Gewielter: d'Madamm Sam Tanson, den Här François Bausch
 Lëscht 4 (CSV) – siwe Gewielter: den Här Luc Frieden, d'Madamm Elisabeth Margue, den Här Serge Wilmes, den Här Paul Galle, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Diane Adehm, den Här Marc Lies
 Lëscht 5 (déi Lénk) – ee Gewielten: den Här David Wagner
 Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: den Här Tom Weidig
 Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Sven Clement

Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten
 Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten
 Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten

Resultater fir de véierte Walbezierk (Walbezierk Norden):
 Stëmmziedelen an den Urnen: 47.483
 Blank Stëmmziedelen: 1.681
 Ongülteg Stëmmziedelen: 1.889
 Blank an ongülteg Stëmmziedelen: 3.570
 Gülteg Stëmmziedelen: 43.913

Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten: 377.404
Nombre électoral: 37.741

Déi verschidde Lëschten hu follgend Stëmme kritt:
 Lëscht 1 (LSAP) 57.693
 Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) 66.110
 Lëscht 3 (déi gréng) 25.193
 Lëscht 4 (CSV) 124.965
 Lëscht 5 (déi Lénk) 9.758
 Lëscht 6 (ADR) 45.422
 Lëscht 7 (Piraten) 29.110
 Lëscht 9 (Fokus) 11.858
 Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) 5.925
 Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei) 1.370

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
 Lëscht 1 (LSAP) – ee Gewielten: den Här Claude Haagen
 Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – zwee Gewielter: den Här Fernand Etgen, den Här André Bauler
 Lëscht 3 (déi gréng) – kee Gewielten
 Lëscht 4 (CSV) – véier Gewielter: d'Madamm Martine Hansen, den Här Christophe Hansen, den Här Charel Weiler, den Här Emile Eicher
 Lëscht 5 (déi Lénk) – kee Gewielten
 Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: den Här Jeff Engelen
 Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Ben Polidori
 Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten
 Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten
 Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei) – kee Gewielten

Wat d'Suppleanten ugeet, huet d'Kommissioun d'Reiefolleg vun de Suppleanten op deene verschiddene Lëschten an deene véier Walbezierker festgehale. Dës Reiefolleg ass an der Annex 2 vun dësem Rapport ze fannen an ass en integralen Deel vum Rapport.

2. Piècë vun de gewielte Kandidaten

Déi gewielte Kandidaten hunn tëscht dem 10. an dem 20. Oktober 2023 an der Chamber eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass, sou wéi e Certificat de résidence ofginn.

De Parquet huet der Chamber e Bilan mat de Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, fir jiddeder einzelen gewielte Kandidat zougestallt: fir 31 gewielte Kandidaten den 18. Oktober 2023 a fir déi 29 gewielte Kandidaten, déi iwwregbliwwe sinn, den 20. Oktober 2023.

Déi gewielte Kandidaten hunn tëscht dem 10. an dem 20. Oktober 2023 eng Deklaratioun op d'Éier, datt si sech engagéieren, d'Inkompatibilitäten, wat d'Funktioenen ugeet, zur Zäit ze behiewen, ofginn.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècë vun de gewielte Kandidaten ergëtt, datt all gewielte Kandidat d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, an datt all gewielte Kandidat sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Funktioenen ugeet, zur Zäit ze behiewen.

D'Kommissioun stellt fest, datt näischt géint d'Vereedegung vun de gewielte Kandidaten schwätzt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech soen der Madamm Delcourt Merci fir hiren éischte Rapport, dee si hei an der Chamber gemaach huet.

Validation des élections législatives du 8 octobre 2023

An ech géif dann d'Chamber an hirer Gesamtheit froen, ob si mat de Konklusiounen vun der Kommissioun d'accord ass.

Vote

Ech géif Iech bieden, trotzdeem eng Hand ze weisen, déi, déi d'accord sinn.

(Assentiment)

An da maachen ech d'Géigeprouf. Ass een dergéint oder enthält ee sech?

Da stellen ech fest, dass dat à l'unanimité gemaach ass.

D'Wale vum 8. Oktober sinn domadder eestëmmege vun der Chamber validéiert ginn.

6. Procédure d'assermentation

(Les ministres du Gouvernement actuel ont été chargés par le Grand-Duc d'expédier les affaires courantes et de ce fait ne pourront prêter serment comme député que lors d'une séance publique ultérieure.)

A mir kommen dann elo zu der Prozedur vun der Vereedegung.

Ech wäert déi gewielte Kandidaten aus deene verschiddene Walbezierker bieden, virun de Büro hei ze trieden an den Eed ofzeleeën, esou wéi den Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung dat virgesäit.

Ech liesen deen eng Kéier vir, also ech liesen e vir, duerno ruffen ech Iech an alphabetescher Reiefolleg op. Ech géif Iech bieden, dann no vir ze trieden, fir dass mer och vu jiddwerengem do eng gutt Foto kënne maachen, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze soen: „Je le jure“, oder „Ech schwieren“ oder „Ech schwieren et“.

Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Sud

Als Éischt géif ech déi gewielte Verrieder aus dem Walbezierk Süde bieden, virun de Büro ze trieden.

Wann Dir Iech wëllt e bëssen no hannen deplacéieren alleguer, fir dass deen, dee vereedegt gëtt, Plaz huet, fir virun de Mikro ze trieden. Dir kommt alleguerten, een nom aneren, drun. Am Süden ass am meeschte Gedrécks.

Sou, ech géif Iech dann den Artikel virlesen, esou wéi en an der Verfassung virgesinn ass, d'ailleurs en Artikel, deen net méi dee selwechten ass. Deen huet geännert an deen huet elo follgend Teneur: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Ech géif Iech also bieden, déi riets Hand ze hiewen, wann Dir den Eed ofleet, an ze soen: „Je le jure“, „Ech schwieren“ oder „Ech schwieren et“.

D'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Félix Eischen.

M. Félix Eischen (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Luc Emering.

M. Luc Emering (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | An den Här Laurent Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed. Dir kënnt Iech nees Plaz huelen, wannechgelift.

Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est

Ech géif dann déi gewielte Vertrieeder aus dem Wal-bezierk Oste virun de Büro bieden, wannechgelift.

(Brouhaha)

An ech géif déi aner Kolleegen am Sall bieden, mat deem selwechte Respekt dës Vereedegungen nozelauschteren, wéi mer hir Vereedegung nolauschteren.

An ech géif och Iech d'Formel nach eng Kéier virliesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Max Hengel.

M. Max Hengel (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Octavie Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | An d'Madamm Alexandra Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech ginn och Iech Akt vun Ärem Eed. Och Dir kënnt Iech Plaz huelen, wannechgelift.

Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre

An ech géif dann déi gewielte Vertrieeder aus dem Wal-bezierk Zentrum virun de Büro bieden.

Och Iech géif ech d'Formel vun Eed nach eng Kéier virliesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

D'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Claire Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Elisabeth Margue.

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Gérard Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | An den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Och Iech ginn ech dann Akt vun Ofleeschte vun Ärem Eed an ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 8 élus de la circonscription Nord

Ech géif schlussendlech dann déi gewielte Vertrieeder aus dem Wal-bezierk Norde bieden, fir virun de Büro ze trieden.

Och Iech géif ech den Eed nach eng Kéier virliesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Emile Eicher.

M. Emile Eicher (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Christophe Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Ben Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | An den Här Charel Weiler.

M. Charel Weiler (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Och Iech ginn ech Akt vun Ofleeë vun Ärem Eed. Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

An ech géif dann d'Madamm Polfer bieden, bis erop ze komme fir ze presidéieren, fir datt ech mäin Eed och kann ofleeën.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Prestation de serment de M. Michel Wolter

Mme Lydie Polfer, Présidente de séance | Jo, Här Michel Wolter, ech géif Iech dann effektiv bieden, och vir hinner ze kommen an ech géif Iech dann de Serment virliesen, esou wéi en an dem Artikel 67 vun der Verfassung virgesinn ass: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Dites: „Je le jure“ oder „Ech schwieren et“.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech schwieren et.

Mme Lydie Polfer, Présidente de séance | Domat ginn ech Iech Akt vun Ärer Prestation de serment.

(M. Michel Wolter reprend la présidence.)

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

M. Michel Wolter, Président de séance | Nodeem d'Prozedur vun der Vereedegung dann ofgeschloss ass, hunn ech d'Éier, follgend Leit zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren:

– fir de Walbezierk Süden: d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp, den Här Marc Baum, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Liz Braz, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Félix Eischen, den Här Luc Emering, den Här Marc Goergen, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser, den Här Fred Keup, den Här Georges Mischo, den Här Gilles Roth, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Spautz, mech selwer, also den Här Michel Wolter, an den Här Laurent Zeimet,

– fir de Walbezierk Osten: den Här Léon Gloden, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Max Hengel, d'Madamm Octavie Modert an d'Madamm Alexandra Schoos,

– fir de Walbezierk Zentrum: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Sven Clement, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Luc Frieden, den Här Paul Galles, den Här Marc Lies, d'Madamm Elisabeth Margue, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Gérard Schockmel, den Här David Wagner, den Här Tom Weidig, den Här Serge Wilmes an den Här Claude Wiseler a

– fir de Walbezierk Norden: den Här André Bauler, den Här Emile Eicher, den Här Jeff Engelen, den Här Fernand Etgen, den Här Christophe Hansen, d'Madamm Martine Hansen, den Här Ben Polidori an den Här Charel Weiler.

7. Discours de M. Michel Wolter, Doyen

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mam Dag vun haut fänkt eng nei Legislaturperiod un. 46 vu 60 gewielten Deputéierten hunn elo just hiren Eed ofgeluecht, nodeems iwwerpréift gouf, ob all eenzelne Gewielten d'Konditionnen erfëllt, fir säin Deputéiertemandat unzehuelen, an och ob d'Waloperationen dem Gesetz no richteg ofgelaf sinn.

Wéi ech de 16. Juli 1984 mat 21 Joer als Student zu Paräis eng éischte Kéier hei an der Chamber als Deputéierte vereedelegt gouf, konnt ech mir net virstellen, datt ech haut, néng Chamberwalen an 39 Joer an 3 Méint méi spéit, als Doyen d'Sitzung géif leeden.

Dobäi sinn ech iwwerhaupt net deen Eelsten. Kuckt mech emol un!

(Hilarité)

Loin de là. An deem Ranking kommen ech och no dëse Walen nach ëmmer érischt op déi 14. Plaz.

Datt ech haut Alterspresident sinn, verdanken ech indirekt der Madamm Astrid Lulling. Aus Angscht, datt si géif Alterspresidentin ginn, ...

(Interruption et hilarité)

... ass nämlech 2004 d'Reegel geännert ginn. An et war vun do un net méi deen Eelsten, mee dee mat deene meeschte Joren an der Chamber, deen déi nei Sessioun opmécht an d'Veereedegung vun de Kolleegen virhëlt, soudass déi éierevoll Aufgab mir haut zoukonn ass.

Dir verstëtt, datt no all deem, wat ech schonns esou an der Politick gemaach hunn, ech fir näischt a mengem Liewen dësen Dag hätt wëlle messen.

Och wann eppes mir opgefall ass: It's a lousy job!

(Hilarité)

2009 war de Lucien Weiler Alterspresident, 2013 d'Anne Brasseur an 2018 de Gast Gibéryen. Dat heescht: Kee vun dëse Virgänger war déi nächste Kéier nach derbäi.

(Hilarité)

Keng flott Aussichten deemno fir deen, deen hei um Stull sëtz.

Mat deenen zéng Kolleegen, déi haut fir d'éischt vereedelegt goufen, kommen ech elo op déi impressionant Zuel vun 253 Leit, mat deenen ech an all deene Joren an der Chamber souz. Weiderer wäerten nach an e puer Wochen, wann déi nei Regierung bis steet, derbäikommen.

Ech wëll et net vermessen, besonnesch eis nei Kolleegen haut an eiser Métt ze begrëssen. Dëst sinn: d'Liz Braz, d'Claire Delcourt, de Luc Emering, de Christophe Hansen, de Ben Polidori, de Gérard Schockmel, d'Alexandra Schoos, de Meris Sehovic, den Tom Weidig an de Charel Weiler.

Dir representéiert zum groussen Deel – entschëlleg Gérard – eng nei Generatioun vu jonke Politiker, ...

(Hilarité)

... eng Generatioun, där hiren Optrag et ass, sech deene munnechfaltegen Erausforderungen ze stellen, déi an deenen nächste Méint a Joren op eist Land a seng Leit wäerten duerkommen. All Guddes fir Är zukünfteg parlamentaresch Aarbecht. Haut ass Äre Glécksdag, genéisst en!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een esou laang derbäi ass, da kann ee vergläichen. Ëmmerhi si bal 40 Joer eppes wéi e ganz Aarbechtswien. Dofir eng kleng Zäitrees zrëck an d'Joer 1984, e Joer an enger Zäit vu profudem wirtschaftlechen a politeschen Émbroch an eisem Land. Eng hëtzege Zäit. Mir si matzen an der Stolkris, Noutstandsgesetzter, DAC (ndlr: Division anti-crise), Renteklau. E strukturellen Émbroch, deen net opzehalen ass. Den Interêt vun de Leit fir d'Politick ass riseg. Et geet ëm hir Zukunft an et geet ëm d'Zukunft vum Land.

Et ass den Ofschloss vun enger exemplarescher Karriär vum Pierre Werner, säit 1954 Finanzminister a säit 1959, mat enger Ënnerbriechung 1974–1979, Staatsminister vu Lëtzebuerg an den Ufank vun enger weiderer aussergewéinlecher Karriär, där vum Jean-Claude Juncker, deen déi nächst 30 Joer der Politick säi Stempel wäert opdrécken.

An de Chamberwale gëtt déi warscheinlech jéngste Chamber gewielt, déi jeemools an eisem Land gewielt gouf. Net manner ewéi 15 Gewielter hate 35 Joer a manner: Asselborn, Bodry, Err, Kollwelter, Wohlfart bei der LSAP; Brasseur, Goerens, Grethen, Polfer bei der DP; Jacobs, Juncker, Reding, Weiler, Wolter bei der CSV; Weber bei der GLEI. All direkt gewielt, net een Eenzegen nogeréckelt. A wann ech de Muck Huss nach derbäiziele, deen hat der deemools 37, da sinn et der souguer 16. Als Verglach: Dëst Joer sinn et der just emol 8. Nëmmen nach 13 Deputéierter haten 1984 eng Anciennetéit vu méi wéi 10 Joer.

Vill vun hinnen hunn déi nächst 20 bis 30 Joer dëst Land maassgeblech politesch matgestalt. Si entwëckelen nei Politicken. Si ginn nei Weeër. Dat Soziaalt, d'Nohaltegkeet, d'Entwëcklung vun eisem Land, d'Ekologie trieden an de Vierdergrond. Déi permanent Fro, wéi mer d'Leit an engem Boot kënnen halen, ass am Zentrum vum politeschen Denken a Schaffen. Eist Land wandelt sech vun engem Industrie- zu engem Déngschtleschtungsland.

An déi Gréng kréien eng politesch Bün mam Jup Weber a mam Muck Huss, gewielt op zwou verschidene Lëschten, der GAP an der GLEI. Si bréngen neie Wand an d'Politick.

40 Joer ginn net spuerlos laanscht. Si ginn net spuerlos un engem selwer laanscht, net um Land an de Leit an och net un der Chamber.

De Fokus an d'Intensitéit vun der legislativer Aarbecht sinn aner. 1984 loung déi éischt Prioritéit op dem Ausschaffe vu gudden Gesetzer. Vill Zäit ass an de Kommissiounen mat der detailléierter Analys Artikel fir Artikel vu proposéierten Texter dropgaangen. Am Detail ass net nëmme den Avis vum Staatsrot, mee och déi vun de Chambres professionnelles gekuckt ginn. De Rapporteur vum Projet huet dëse virgestalt a begleet, no bannen an no baussen, duerch dee ganze legislative Prozess. De President vun der Kommissioun huet den Debat geleet. De Regierungsmember oder säi Beamten, meeschtens een, huet op d'Fro geäntwert an de politesche Gesamtkontext am A behalen. Et ass sech Zäit gelooss gi mat der Detailaarbecht, bis déi lescht Fro eng Äntwert hat, ausser natierlech wann eng Urgence do war.

Dës detailléiert Analys ass am Laf vun der Zäit verluergaangen. Et sinn nei Politickfelder derbäikomm. D'Zuel vun den Texter huet sech multiplizéiert. Texter, déi erakommen, sinn inhaltlech méi schwach. D'Legistik gëtt haut quasi exklusiv vum Conseil d'État gemaach. Et ass kaum nach e Rapporteur, deen aktiv selwer säi Projet an der Kommissioun a ronderëm virundreift. Den Text gëtt quasi just nach no der Zuel vun den Oppositionsformellen vum Staatsrot gemooss. D'Avise vun de Chambres professionnelles ginn a ville Fäll iwwerhaupt net oder wann nëmme iwwerflächlech gekuckt. Et muss alles séier goen. D'Politick, gedriwwen duerch d'Schnelliewegkeet vun der Zäit, mengt, op all Fro eng schnell Äntwert mussen ze hunn. Heiansdo wier eng gutt iwwerluechten Äntwert besser.

Mat der Debatt iwwert d'Revaloriséierung vum Parlament an den 90er-Jore kommen ëmmer nei Diskussionsmodeller op de Knuedler: Interpellatioun, Débat d'orientation, Débat de consultation, Heure d'actualité. Et gëtt gemengt, wa méi diskutéiert géif ginn a manner legiferéiert, da géif d'Chamber besser no baussen do stoen. Mee Hand aus der Häär: Wéi vill vun den Dossenden Debaten an der leschter Legislatur hunn iergendeen Impakt op d'politesch Gestaltung vun eisem Land gehat oder sinn an der Effentlechkeet breet diskutéiert ginn? Eng Handvoll oder vläicht manner? Och hei wier manner heiansdo méi. Wéi och bei der Unzuel vun de Questions parlementaires: 8.388 an deene leschte fënnf Joer, 1.678 an der Moyenne pro Sessioun oder 4,5 den Dag, d'Samschdeger, d'Sonndeger an d'Feierdeeg mat agerechent. E weidert politescht Instrument, wat säi Stachel verluer huet, well et net méi sénnvoll agesat gëtt.

D'Kontroll vun der Regierung ass a mengem Aen eng vun de wichtegsten Aufgabe vun enger Chamber. Och wann d'Kontroll net ëmmer als positiv ugesi gëtt bei deenen, déi kontrolléiert ginn, och wa se stéiert, misst se en Deel vun der DNA vun all Parlamentarier sinn, ob an der Majoritéit oder an der Opposition. Nëmme mat enger staarker Chamber gëtt et och eng staark Regierung.

Dobäi kënnt der Persoun vum President eng essentiell Roll zou. De President muss sech als bedingungslose Verfechter vun der Chamber an all hiren Deputéierte gesinn – ob se an der Majoritéit oder an der Opposition sinn –, net als Verrieder vun der Regierung oder der Majoritéit an der Chamber.

Dat selwecht gëllt och fir den Émgang mat der Opposition. Si soll als gläichwäertige Partner ugesi ginn, déi hir heiansdo desagreabel Missiounen erfëlle kann a muss, déi net ofgewiergt gëtt – fir en Term ze gebrauchen, deen an der leschter Legislatur mol eng Kéier vun engem Kolleeg benotzt ginn ass – a méi delikate Momenter, déi noutgedrongen am Laf vun enger legislativer Period kommen.

D'Chamber, léif Kollegeen, huet eng schwiereg Aufgab viru sech: Si muss sech moderniséieren, fir sech de Besoinen an Erwaardunge vun eiser neier a schnell-lieweger Gesellschaft unzepassen. Si muss awer och gläichzäiteg hir Integritéit behalen an hirem Rôle als Pouvoir législatif gerecht ginn. Wann ech mer haut eppes kéint wënschen, da wier et, datt d'Chamber sech weiderentwéckelt, ouni sech selwer dobäi ze verléieren.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, eis Verfassung ass dëst Joer déifgräifend geännert ginn an d'Chamber ass a villen Hisichte gestärkt ginn, zumindest um Pabeier.

Dozou gehéiert, datt d'Chamber no de Walen net méi opgeléist gétt. Bis elo de Mëtte waren nach 29 aner Kollege Member vun dëser Chamber. Eng Rei wäerten erëmkommen, anerer net. Dat ass d'Spill vun der Demokratie, där mir eis hei zu Lëtzebuerg ënnerwerfen. Dëst ass net iwwerall op der Welt de Fall a soll och op engem Dag wéi deem hei ervirgestrach ginn.

Ech felicitéieren Iech all, déi Der haut vereedegt gi sidd an e Bestanddeel vun der Kontinuitéit vun eisem demokratesche parlamentaresche System sidd.

Ech wëll awer och net vergiessen, all deene Merci ze soen, déi an der leschter Legislaturperiod heibanne geschafft hunn an déi hiert Mandat net verlängert kruten oder sech net méi opgesat hunn. Ech wënschen hinnen all Guddes fir hire weidere Parcours.

Mir liewen an enger Zäit vu Krisen, Kricher, wirtschaftlechen a sozialen Onsécherheeten. An dofir ass et méi wichteg wéi jee, eis dorop ze besënnen, wat mer sinn a wou mer hi wëllen.

Mir liewen awer och an enger Zäit vun Transition, vu Geforen a vun onwarscheinlech ville Méiglechkeeten. An do ass et eis Verantwortung als Politick, als Regierung a Chamber, alles ze maachen, fir Dieren opzemaachen an Zich net ze verpassen.

Perséinlech sinn ech der Meinung, dass Entwécklungen, wéi déi vun der kënschtlecher Intelligenz, séier enorm Konsequenzen op de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft wäerten hunn. Un eis ass et, ze versichen, dat Positiivt dorauer ze gewinnen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

8. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

M. Michel Wolter, Président de séance | Mir géifen dann elo, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun der Kontinuitéit vun eiser Institution, e Bureau asetzen, deem seng Missioun ophält, wa mer bis komplett constituéiert sinn.

Dem Artikel 7 vun eisem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal néng Memberen a Membres suppléants permanents.

Ech géif virschloen, wéi dat de Gebrauch ass, de Bureau folgendermoossen ze besetzen:

als President de Rangeelsten, dat wier ech da selwer, als Vizepresidenten den Zweeteelsten, Drëtteeelsten a Véierteelsten am Rang, dat heescht: d'Madamm Lydie Polfer, den Här Mars Di Bartolomeo an d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

Als Memberen dann déi siwe jéngste gewielt Verrieder, dat dann dem Gebuertsschäin no: d'Madamm Liz Braz, den Här Luc Emering, den Här Meris Sehovic,

d'Madamm Elisabeth Margue, den Här Sven Clement, d'Madamm Claire Delcourt an den Här Ben Polidori.

Als Suppléants permanents géif ech déi siwen Eelst no deene véier Eelsten da proposéieren ...

Une voix | Weider am Rang?

M. Michel Wolter, Président de séance | ... an dat wieren dann: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser an den Här Félix Eischen.

Sidd Der mat deene Proposen d'accord?

(Assentiment)

Da wier dat sou decidéiert.

An da wéilt ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, den Här Laurent Scheeck als Secrétaire général ze ernennen, bis dass d'Chamber komplett constituéiert ass.

(Assentiment)

Dann ass dat och de Fall an esou decidéiert.

De Bureau vun der Chamber ass deemno folgendermoossen zesummegeat:

- President: ech selwer, den Här Michel Wolter,
- Vizepresidenten: d'Madamm Lydie Polfer, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp,
- Memberen: Liz Braz, Luc Emering, Meris Sehovic, Elisabeth Margue, Sven Clement, Claire Delcourt a Ben Polidori,
- Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

De Grand-Duc gétt iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Une voix | Très bien!

9. Institution de la Conférence des Présidents

M. Michel Wolter, Président | Als nächste Punkt hu mir dann d'Asetze vun der Conférence des Présidents.

Den Artikel 31 vun eisem Reglement seet:

„(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 17 et du président de chaque groupe technique constitué conformément à l'article 18.“

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir zougedroe gi sinn, wär d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz da folgendermoossen:

- de Chamberspresident: dat wär dann nees ech selwer,
- de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Gilles Roth,
- d'Presidentin vun der DP-Fraktioun: d'Madamm Carole Hartmann,
- de President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Mars Di Bartolomeo an
- de President vun der ADR-Fraktioun: den Här Fred Keup.

Muss ech do den Assentiment froen?

(Négation)

Neer? Dat ass dann esou.

(Hilarité)

10. Constitution d'une commission parlementaire

Da géife mer als nächste Punkt nach eng parlamentaresch Kommissioun zesummesetzen, an zwar déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Service de renseignement, déi duerch d'Gesetz virgesinn ass.

An do géif ech dem Gesetz no an nodeem mer da vun de Fraktiounen dat matgedeelt kruten, folgend Leit proposéieren:

- fir d'CSV: d'Madamm Martine Hansen,
- fir d'DP: d'Madamm Carole Hartmann,
- fir d'LSAP: den Här Mars Di Bartolomeo a
- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung vun dëser parlamentarescher Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Da wier och dat esou decidéiert.

11. Constitution du Comité de discipline

An da misste mer nach e Comité de discipline asetzen.

De Comité de discipline, laut Artikel 54 vum Chambersstatut, mécht disziplinaresch Ermëttlung vum der Administratioun vis-à-vis vun engem Beamten.

Dës Kommissioun besteet aus fënnf Deputéierten, déi vun der Chamber designéiert ginn. Dës Fonctioun ass awer inkompatibel mat der Fonctioun vum Member vum Conseil de discipline a vum Member vum Bureau.

Et gétt proposéiert, folgend Membere fir dës Kommittee ze nennen:

- fir d'CSV-Fraktioun: d'Madamm Diane Adehm,
- fir d'DP: den Här André Bauler,
- fir d'LSAP: den Här Dan Biancalana,
- fir d'ADR: d'Madamm Alexandra Schoos a
- fir d'Sensibilité politique vun déi Lénk: den Här David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung vun dësem Kommittee averstanen?

(Assentiment)

Da wier och dat decidéiert.

12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen

An als leschte Punkt, deen op eisem Ordre du jour vun haut steet, ass nach d'Vérification des pouvoirs vun engem neie Member am Europaparlament.

Säit haut ass de Christophe Hansen Deputéierten an der Chamber.

Laut Artikel 287 Paragraf 1 vum Walgesetz ass dës Funktioun mat där vum Europadeputéierten inkompatibel. Deemno ass dem Här Christophe Hansen säi Mandat fräi ginn. Esou wéi den Artikel 203 vum Chambersreglement et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleanté festgeluecht, déi den 20. Juni 2019 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dës Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Martine Kemp.

Esou wéi den Artikel 203 Paragraf 3 vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert am Fall, wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft ugeet, bestinn.

Den Artikel 203 preziséiert och nach, dass d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikelen 203 (2) an 200 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Martine Kemp

virum 20. Oktober um 18.00 Auer, also véier Deeg virun eiser Sitzung, déi néideg Piëcen ofginn huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Martine Kemp huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus der genauer Kontroll op dese gesamte Piëcen, dass d'Madamm Martine Kemp d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ubelaangt, erfëllt.

D'Pouvoire vun der Madamm Martine Kemp sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Conclusioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

Dës Conclusiounen ginn an dësem Fall dem President vum Europaparlament haut nach matgedeelt.

Domat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

Esou wéi et Usus ass, a well mer eppes ze feieren hunn – zéng nei Leit, dat ass ze feieren –, géif ech Iech dann nach um Rez-de-chaussée op e kleng Patt invitéieren.

An domat wär d'Sitzung zou.

(La séance publique est levée à 16.41 heures.)

2^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Michel Wolter, Président

2. Ordre du jour

M. Michel Wolter, Président

3. Vérification des pouvoirs

M. Michel Wolter, Président

Vote

4. Procédure d'assermentation

M. Michel Wolter, Président

Prestation de serment de 21 élus

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

5. Hommage à la mémoire de M. Marcel Schlechter, Député honoraire

M. Michel Wolter, Président

6. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

Élection du Président de la Chambre des Députés : M. Michel Wolter, Président | M. Marc Spautz | M. Michel Wolter, Président

Vote

Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés : M. Michel Wolter, Président | M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Michel Wolter, Président

Vote

Élection des membres du Bureau : M. Michel Wolter, Président

Vote

Élection des membres suppléants du Bureau : M. Michel Wolter, Président

Vote

p. 18

Élection du Secrétaire général : M. Michel Wolter, Président

Vote

p. 18

7. Allocution du Président élu

p. 21

M. Claude Wiseler, Président élu

p. 18

8. Changement de composition de la Conférence des Présidents

p. 22

M. Claude Wiseler, Président

p. 19

9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

p. 22

M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding

10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

p. 23

M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding

p. 19

11. Changement de composition du Comité de discipline

p. 23

M. Claude Wiseler, Président

p. 20

12. Renouvellement du mandat de trois membres de la Cour des comptes

p. 23

M. Claude Wiseler, Président

Vote

13. Communications

p. 23

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Michel Wolter, Président ; M. Claude Wiseler, Président élu

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Michel Wolter, Président | Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären eis Sitzung vun de Mëtteg opmaachen.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz an déi lescht Woch virgeschloen huet, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Une voix | Jo, Här President.

M. Michel Wolter, Président | Dann däerf ech dat och elo eng Kéier soen: Dann ass dat esou decidéiert.

3. Vérification des pouvoirs

Mir kommen zur Vérification des pouvoirs. D'Chamber huet an hirer Sitzung vum 24. Oktober d'Wale vum 8. Oktober validéiert an d'Vérification des pouvoirs duerchgefouert. De 24. Oktober goufe 46 gewielte Kandidaten als Deputéiert vereedeegt.

D'Pouvoire vun de 14 Memberen aus der vieregter Regierung, déi bei de Chamberswale vum 8. Oktober 2023 gewielt goufen, goufen an der ëffentlecher Sitzung vum selwechten Dag matverifizéiert a validéiert. D'Memberen aus der vieregter Regierung goufen net an dëser Sitzung vereedeegt.

Den Här Jean Asselborn huet per Bréif vum 14. November matgedeelt, dass hie géif op säi Mandat verzichten. Säi Suppleant ass den Här Yves Cruchten an deem ass duerno och kontaktéiert ginn.

Follgend gewielte Kandidaten, déi Member vun der vieregter Regierung waren, sinn net méi an där neier Regierung: den Här François Bausch, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Georges Engel, den Här Franz Fayot, den Här Claude Haagen, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Sam Tanson an d'Madamm Joëlle Welfring. Si goufen opgefuerdert, eng Déclaration de confirmation ofzeginn. Et geet aus der Kontroll vun dësen Deklaratiounen ervir, datt si nach ëmmer d'Konditiounen vun der Wielbarkeet erfëllen a sech nach ëmmer derzou engagéieren, Inkompatibilitéiten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Fënnef Membere vun där neier Regierung ware schonn Deel vun där viregter Regierung. Wéinst der Inkompatibilitéit tëscht dem Mandat vun dem Deputéierten an deem vum Member vun der Regierung, déi am Artikel 65 vun eiser Verfassung steet, kënnen si hiert Mandat an der Chamber net unhuelen. Dofir goufen d'Suppleantë vun dese gewielte Kandidaten kontaktéiert. Baséierend op der Reiefolleg aus dem Rapport vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire sinn d'Suppleanten déi follgend: d'Madamm Barbara Agostino, den Här Guy Arendt, den Här Gilles Baum, den Här Patrick Goldschmidt an d'Madamm Mandy Minella.

Siwe Membere vun der neier Regierung goufen de 24. Oktober vereedegt. Wéinst der Inkompatibilitéit tëscht dem Deputéiertemandat an deem vum Member vun der Regierung kënnen se hiert Mandat an der Chamber elo net méi weiderféieren. Dofir goufen och hei d'Suppleantë vun diesen Deputéierten kontaktéiert. Baséierend nees op der Reiefolleg aus dem Rapport vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire sinn d'Suppleanten déi follgend: den Här Maurice Bauer, den Här Jeff Boonen, den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Nathalie Morgenthaler, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Stéphanie Weydert.

Den Artikel 6 vun eisem Reglement ass agehale ginn, andeems déi 13 virdrun ernimmte Suppleantë virum 17. November um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, déi néideg Pabeieren ofginn hunn. Mat der Awëllung vun all de Suppleanten huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus de Kontrollen op deene gesamte Pièce vun de Suppleanten, datt jidderee vun deenen 13 Suppleanten d'Konditiounen vun der Wielbarkeet, déi am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, erfëllt an all Suppleant sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Vote

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen averstanen, fir engersäits d'Pouvoire vun den 13 Suppleanten ze validéieren an anerersäits d'Pouvoiren ze confirméieren fir déi Gewielten, déi just nach den Eed ofzeleeën hunn?

Ech géif ëm en Handzeeche bidden, wann een domadder d'accord ass.

Ech géif gären d'Géigeprouf maachen.

Dat wär dann unanime.

4. Procédure d'assermentation

Mir kommen dann elo zur Prozedur vun der Vereedegung. Mir géifen dann elo all déi Leit vereedegen, deenen hir Pouvoire grad validéiert goufen. Ech géif eis Huisserie bidden, déi nei Memberen eranzerrufen a se invitéieren, virun de Büro ze kommen, fir den Eed ofzeleeën, sou wéi en am Artikel 67 (4) vun der Verfassung virgesinn ass.

Dir Dammen an Hären, ech géif Iech dann d'Eedesformel virliesen. Duerno géif ech Iech eenzel an alphabeetescher Reiefolleg opruffen. Déi opgeruffe Persoun géif ech bidden, virzertrieden, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze äntwerten: „Je le jure“, „Ech schwieren“ oder „Ech schwieren et“.

D'Eedesformel, déi ech Iech elo virliesen, huet follgend Teneur: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Prestation de serment de 21 élus

Ech géif dann d'Madamm Barbara Agostino no vir bidden.

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Ech géif den Här Guy Arendt bidden.

M. Guy Arendt (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Maurice Bauer.

M. Maurice Bauer (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Jeff Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Alex Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Patrick Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Françoise Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Mandy Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Nathalie Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | An d'Madamm Stéphanie Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Ech ginn Iech allegueren Akt vun Ärem Eed an ech hunn d'Éier, Iech als Membere vun der Chamber ze proklaméieren. Ech bidden Iech, Plaz ze huelen.

(Applaudissements)

Ech géif dann allegueren déi Leit, déi net am Sall hei mussen derbäi sinn, bidden, de Sall och ze verloossen.

(Brouhaha)

Kéinte mer dat esou arrangéieren, datt all déi, déi näischt hei verluer hunn, de Sall géife verloossen, wannehgelift?

5. Hommage à la mémoire de M. Marcel Schlechter, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mir an der leschter Sitzung un dräi Deputéiert geduecht hunn, déi eis iwwert de Summer verlooss hunn, esou ass den 10. November e weidere fréiere Kolleeg, deen deen een oder deen anere vläicht nach perséinlech hei kann huet, derbäikom, den Éierendeputéierten, fréiere Minister a fréieren Europadeputéierten Marcel Schlechter.

Hie war am Ganzen zwielf Joer an der Chamber, fënnef Joer an der Regierung an néng Joer am Europaparlament.

De Marcel Schlechter gouf den 9. Juli 1928 hei an der Stad gebuer. An de 40er-Joren huet hien de Beruff vum Gäertner geléiert. Nom obligatoresche Militärdéngscht war hie Chauffeur bei verschiddenen Entreprises, huet op der Schmelz zu Schëffleng geschafft an ass schlussendlech Buschauffeur bei der CFL ginn.

Fréi huet hie sech gewerkschaftlech engagéiert, ënner anerem beim Landesverband. Hie war och President vun der Gewerkschaft vun de Berufsschauffeuren ACAL. 1957 ass de Marcel Schlechter Member an der LSAP ginn. 1963 ass hien an de Gemengerot zu Iechternach gewielt ginn, wou hien och sechs Joer Schäfte war.

1967 ass de Marcel Schlechter fir d'LSAP Osten an d'Chamber nogeréckelt, nodeems de Victor Bodson bei d'Europäesch Kommissioun gaangen ass.

Bei de Wale vun 1968 huet et net geklappt, mee 1974 kouw de Marcel Schlechter erëm an d'Chamber an an ass bei deenen dräi Wale duerno ëmmer erëmgeewilt ginn.

A senger Zäit an der Chamber huet den LSAP-Deputéierte sech virun allem fir Landwirtschaft, Transport, Energie an effentlech Aarbechten engagéiert, zum Deel Ressorten, déi hien och als Minister weider geleet huet.

An der Regierung Santer-Poos 1 war de Marcel Schlechter vun 1984 bis 1989 zoustänneg fir Transport, effentlech Aarbechten an Energie.

1989 ass hie mat an d'Europawale gaang an 1990 an d'Europaparlament nogeréckelt, wou hien de Sätz vum Robert Krieps iwwerholl huet.

1999 huet de Marcel Schlechter sech aus der aktiver Politick zrëckgezunn.

Hie bleift eis als e feine Politiker an Erënnerung, ëmmer korrekt, gutt gelaunt, no bei de Leit, dee mat jiddwerengem déi selwecht Sprooch geschwat huet, an dat mat enger him eegener, eenzegaarterger Melodie an der Stëmm.

An der Politick huet hien zum Gléck net esou ausgeleent wéi a senger sportlecher Fräizäit. Ugangs de 50er-Jore war hien zweemol Lëtzeburger Champion am Boxen an zwou verschiddene Gewiichtskategorien. Hie war och e begeeschterte Vëlosfuere an ass gäre lafe gaangen.

Den Éierendeputéierte Marcel Schlechter huet eis den 10. November am Alter vu 95 Joer verlooss. Senge Kanner a senger ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

6. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

Sou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeem mer dann elo komplett sinn, komme mer zur Constitutioun vun eise parlamentareschen Organer.

Et geet u mat der Wiel vum Bureau vun der Chamber an der Nominatioun vum Generalsekretär.

Laut Artikel 7 vum Chambersreglement besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal néng Memberen a Membres suppléants permanents souwéi dem Generalsekretär.

Ter mer zu deenen eenzelne Posteverdeelunge kommen, wollt ech Iech drop hiweisen, dass mir follgend Prozedur hunn:

Éischtens, wa mir esou vill Kandidate wéi Posten hunn, da gëtt et zwou Méiglechkeeten. Da kann d'Chamber éischtens decidéieren, den Artikel 7 (5) vum Reglement geltend ze maachen an op eng Ofstëmmung ze verzichten. Da wäeren deen oder déi Kandidaten op deem jeeweilege Poste proklaméiert. Déi zweet Méiglechkeet, ënner eent: Op Ufro vu fënnf Deputéierte kann iwwert d'Kandidaten e Vott gemaach ginn. Dat wär e Validatiounsvott, wou mat „oui, non, abstention“ d'Kandidaten op déi jeeweileg Poste gewielt ginn.

Déi zweet Méiglechkeet, deen zweete Fall, dat ass, wann et méi Kandidate gëtt, wéi Posten zur Verfügung stinn. An deem Fall muss e Vott gemaach ginn, fir d'Kandidaten op déi jeeweileg Posten ze ernennen.

Élection du Président de la Chambre des Députés

Mir wielen dann elo de Chamberspräsident. An ech géif deemno d'Chamber froen, ob eng Propos fir de Poste vum Chamberspräsident virläit.

De Fraktiounspräsident vun der CSV, géif deen dat maachen?

(Hilarité)

Da soen ech Iech villmools Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wollt de Claude Wiseler proposéieren als Chamberspräsident.

M. Michel Wolter, Président | Ech géif Iech, Här Spautz, da villmools Merci soe fir déi Propos an ech géif froen, ob et en anere Kandidat gëtt.

Wann dat net de Fall ass, da wollt ech Iech froen, ob Der dermat d'accord sidd, fir dee Vott à main levée duerchzeféieren.

(Assentiment)

Vote

Wann dat esou ass, da géif ech Iech bieden, Är Hand ze hiewen, wann Der domadder d'accord sidd.

Wien ass dergéint?

Ass een do, dee sech enthält?

Da wier dat unanime.

(Applaudissements)

Deemno ass den Här Claude Wiseler zum President vun der Chamber proklaméiert. Ech felicitéieren him fir d'Presidentschaft.

Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés

Mir wielen dann elo dräi Vizepresidenten. Och do géif ech froen, ob et Virschléi gëtt. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech proposéieren den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech proposéieren den Här Fernand Etgen.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech proposéieren de Mars Di Bartolomeo.

M. Michel Wolter, Président | Ech wollt froen, ob et aner Kandidature gëtt.

Falls dat net de Fall ass, dann hu mer dräi Propositionen, déi vum Här Michel Wolter, vum Här Fernand Etgen a vum Här Mars Di Bartolomeo.

Och hei wollt ech Iech froen, ob Der d'accord sidd, à main levée ofzestëmmen.

(Assentiment)

Vote

Wann dat de Fall ass, da géif ech Iech bieden, d'Hand ze hiewen.

Ech géif d'Géigeprouf maachen. Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da wiere mer och hei unanime an ech géif deenen dräi da felicitéiere fir hir Nominatioun.

(Hilarité)

Élection des membres du Bureau

A mir kommen da bei d'Membere vum Bureau. Do ass et e bëssen aneschtens. Do hu mer e bësse gefrot ronderëm, a follgend Propose fir d'Membres effectifs vum Bureau leie vir: déi vum Här Marc Spautz, déi vun der Madamm Diane Adehm, déi vum Här André Bauler, déi vun der Madamm Lydie Polfer, déi vun der Madamm Taina Bofferding, déi vum Här Yves Cruchten, déi vum Här Fred Keup an déi vun der Madamm Sam Tanson.

Gëtt et do aner Kandidaturen?

Falls dat net de Fall ass, da géif ech och hei froen: Sidd Der domadder d'accord, déi aacht Leit zu permanente Membere vum Bureau ze designéieren?

Vote

Da géif ech Iech bieden, d'Hand ze hiewen.

Gëtt et do eng Géigestëmm?

Eng Enthalung?

Da wär och déi Nominatioun unanime. An och hinne géif ech da felicitéiere fir déi Wal.

Élection des membres suppléants du Bureau

A mir kommen dann zum Schluss nach zur Wal vun de Membres suppléants permanents vum Bureau. Fir d'éischt muss d'Chamber d'Zuel vun de permanente Suppleantë festleeën. Nom Chambersreglement wäeren dat héchstens néng Leit.

Ech froen d'Chamber, ob se domadder d'accord ass, fir siwe permanent Suppleantë vum Chambersbureau ze wielen. Wäert Der domadder d'accord, dass mer déi Zuel op siwe géife festleeën?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Follgend Kandidature fir déi siwe Poste leien eis vir: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Fernand

Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

Gëtt et aner Kandidaturen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote

Da géif ech Iech och hei bieden, duerch Handophiewen déi Kandidaturen ze validéieren.

Ech maachen d'Géigeprouf.

Ass een, dee sech enthält?

Och bei dësem Vott ass dat net de Fall, soudass déi siwe Leit dann als Membres suppléants vum Bureau vun der Chamber nominéiert sinn.

Élection du Secrétaire général

Domat ass dann de Bureau nach net ganz komplett, well mer och nach de Poste vum Generalsekretär wéile mussen. Mir hunn den Här Laurent Scheeck als Kandidat fir dese Posten. Gëtt et do iergendwellech aner Virschléi?

Falls dat net de Fall ass, da géif ech Iech bieden, no där selwechter Prozedur d'Validatioun vum Här Laurent Scheeck fir de Poste vum Generalsekretär vun der Chamber virzehuelen.

Vote

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och dat unanime.

Deemno ass de Chambersbureau elo komplett an e setzt sech fir dës Legislatur follgendermoossen zesummen:

- President: den Här Claude Wiseler,
- Vizepresidenten: den Här Michel Wolter, den Här Fernand Etgen an den Här Mars Di Bartolomeo,
- Memberen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup an d'Madamm Sam Tanson,
- an als Membres suppléants permanents: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum,
- Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Da wier dat esou decidéiert.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, ginn de Grand-Duc an d'Regierung iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat. D'Regierung huet dat scho matkritt, kritt dat awer nach schrëftlech mat. Dem Grand-Duc schécke mer dat dann.

Ech hat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Ugangsried vu viru véier Wochen an de Kontext vun der Moderniséierung vun der parlamentarescher Aarbecht an der Organisatioun vun der Chamber gestallt. Ech hu vun deene véier Woche profitéiert, fir mat verschiddene Servicer Reuniounen ze maachen, a si gefrot, hir Viraarbechten, déi bestinn, an hir Gedanken, déi se hunn, op Pabeier ze bréngen. Ech war agreabel iwwerrascht, wéi vill Viraarbecht scho bestanen huet, wéi nei Iddien derbäikoumen a wéi sech den Dossier no an no geféllt huet.

Ech wëll alle Bedeelegten aus der Chamber e grouse Merci ausdrécke fir déi konstruktiv Mataarbecht an deene leschte véier Wochen. Nëmme e staarkt Parlament erméiglecht eng staark Regierung.

An deem Sënn géif ech Iech, Här Chamberspresident, gären dësen Dossier iwwerginn an der Hoffnung, dass d'Iddien, déi do dra sinn, eiser Chamber d'Méiglechkeet ginn, sech weiderzuentwéckelen, ouni sech derbäi ze verléieren. An domadder ass meng Aarbecht eriwwer an ech géif dem neie Chamberspresident gären de Stull hei iwwerloossen.

(Applaudissements)

(M. Claude Wiseler prend la présidence.)

7. Allocution du Président élu

M. Claude Wiseler, Président élu | Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn an deene 25 Joer, wou ech ganz an der Politick sinn, villes, villes erlief. Mee ech soen Iech: Hei eropzekommen a sech op dese Stull ze setzen, ass schonns eppes Aussergewöhnlech, wat mech net kal léisst – guer net kal! –, net well ech Iech hei alleguer esou richtig am Bléck hunn, mee wéinst der Éier an der Charge, déi dese Stull bedeit.

Ech wëll ufänke mat e puer Mercien, déi fir mech absolutt noutwendeg sinn. Un Iech alleguer heibanne merci fir Äert Vertrauen, och fir d'Kolleegen aus der Opposition, déi mech matgedroen hunn. Et bedeit mer schonns eppes, och Äert Vertrauen ze hunn iwwert d'Majoritéit ewech. Et bedeit mer eppes, an dat heescht, datt ech och fir d'Opposition do sinn.

Deen zweete Merci ass fir eise Président-Doyen, de Michel Wolter. Hien huet déi kuerz Woche benotzt, fir eng Reflexionsaarbecht mat der Administratioun iwwert d'Chamber ze maachen – an et ass en décken Dossier ginn –, déi eis an deenen nächste Méint ganz sécherlech wäert hëllefen. Hien huet déi Séance, wou hie President war, och perfekt geleet. Ech soen him och e ganz grouse Merci. Merci, Michel!

Och e grouse Merci u mäi Virgänger, de Fernand Etgen. De Fernand huet an deene leschte Jore villes hei an der Chamber erreecht, ouni sech selwer virzedrécken, ouni vill ze téinen oder iwwert sech selwer ze schwätzen. Hien huet et fäerdegbruecht, d'Chamber zu 100 % operationell ze hale während der Covidkris. Do, wou vill anerer nervös gi wäeren, ass de Fernand Etgen während ville schwierige Momenter ëmmer calme a konzentréiert bliwwen.

Hien huet d'Chamber als Institutioun no baussen opgemaach a méi transparent gestalt. Hien huet ganz villes entstëbt an dowéinst d'Chamber an hirem institutionelle Fonctionnement méi visibel a méi staark gemaach. Ech wëll just d'Aféierung vun engem wëssenschaftlechen Déngscht nennen oder och nach d'Digitalisatioun vun der Chamber, d'Ëmstellung vum Chambersblietchen, den Ausbau vun der Jugendaarbecht, fir nëmmen dës ze nennen.

Hien huet d'Chamber ëmmer mat Dignitéit dobaussen vertrueden. Dofir si mer him alleguer zu grousem Dank verflücht. Merci, Ferni, fir all dat, wat s du an deene leschte Jore fir d'Chamber gemaach hues!

(Applaudissements)

Felicitatiounen och un eis Regierung, eng Regierung mat villen neie Gesiichter, wou Verschiddener vun hinnen och nach keng Erfahrung mat der Chamber hunn. Ech soen Iech: Déi Erfahrung kritt Der noutgedronge ganz schnell. Wëllkomm heibannen Iech alleguer! An ech wënsche mir eng gutt Zesummenaarbecht, eng Zesummenaarbecht a géigesäitegem Respekt. Bonne Chance fir Iech!

(Applaudissements)

A schlussendlech och Felicitatiounen un Iech gewielte Volleksvertrieder alleguer an haaptsächlech un déi

nei Kolleegen, deenen hiert éischt Mandat et ass. Et sinn der 17 par rapport zur leschter Legislaturperiod.

Also, ech ka mech gutt erënneren un déi éischte Kéier, wéi ech hei an der Chamber war. An et ass – wéi soll ech soen? – am Ufank zumindest gewönungsbedürfteg. Mee ech soen Iech: D'Zäit, fir sech anzeliwwen, ass extreem kuerz heibannen a geschwé sidd Der total a matten am Jumm. An dat ass och gutt esou. Wëllkomm an der Chamber Iech alleguer!

Ech hunn an deene leschte 25 Joer, wou ech Politick maachen, vill gesinn, vill gro Hoer kritt an och alt Nuechten net geschlof. Ech ka mech u vill Momenter an un och vill schwierig Momenter erënneren. Mee eppes wëll ech haut an hei kloer an däitlech soen: Ech regrettéiere keen eenzelne Moment dovun! Ech hu während 25 Joer gär Politick gemaach an ech hoffen, datt dat op deemem Stull mat Iech och esou weidergeet.

Ech hunn et gäre gemaach, well ech mech als nützlech gespuert hunn. Politick maachen ass, am Déngscht vun de Leit sinn. D'Etymologie vum Wuert Deputéierten ass: „deen, deen op eng Missioun geschéckt ass fir ze representéieren a fir ze vertrieeden“.

Mir sinn, esou wéi mer hei sätzen, alleguer heihinnergeschéckt, fir d'Vollek ze vertrieeden, fir am Numm vun de Leit ze schwätzen. Eis Missioun ass, fir aner Leit do ze sinn, fir eng Stëmm ze si fir déi, déi eis heihinnergeschéckt hunn. An ech soen Iech: Fir mech verflücht dat. Et verflücht zu Asaz op där enger Säit, et verflücht zu Exemplaritéit an eisem Behuelen an et verflücht zur Humilitéit an eisem Verhalen. Genee dat ass et, wat mech a wat vill vun eis och motivéiert, an zwar dat Vertrauen, dat aner Leit an eis hunn, Leit, déi eis wielen, well se eis vertrauen.

An deemem Kontext géif ech mer erlaben, eng kleng Geschicht ze erzielen, déi mer passéiert ass, et muss an engem Walkampf gewiescht sinn. Ech mengen, viru fënnef oder zéng Joer, um Stater Maart, koum en eeler Mann bei mech an huet mer erkläert, wellech Schwierigkeeten an alles en hätt a wéi schlecht, wéi richtig schlecht et em géif goen.

Ech hunn dunn iergendwéi gefrot, wéi en da géif mengen, datt ech him kéint hëllefen, wat ech kéint fir e maachen. A seng Äntwert war: „Ech weess et net. Mee ech vertrauen Iech, datt Der dat Richteg maacht!“ An dunn ass e weidergang an ech stoung do an ech wouss net, wat ech sollt dovunner halen.

Ech géif de Mann warscheinlech haut net méi erëmerkennen, mee seng Wieder, säi Saz, dat ass ganz einfach bei mir hänkebliwwen. An ech soen Iech, et ass wéinst deemem Vertrauen, wou der vill vun eis an der Politick gedriwwen sinn.

Léif Kolleeg vum der Regierungsbänk, well ech scho vun der Etymologie vum Wuert „Deputéierte“ geschwat hunn, wëll ech hei och, well Der et haut net kënnt contestéieren, esou wéi mer elo haut hei sätzen, ee Wuert iwwert d'Etymologie vum Wuert „Minister“ soen. Minister kënnt wum Latäin „minister“, an dat heescht: deen, deen hëlleft, deen, deen déngt, an deen, dee just exekutéiert.

Ech wëll elo aus der Etymologie eraus keng Diskussioun mat der Regierung a mam Staatsminister declenchéieren iwwert den Equiliber vun de Pouvoiren an d'Primautéit vun der Chamber. Do gétt et nach aner Argumenter wéi just déi semantesch.

Ech wollt just am Fong meng Contributioun maachen zur noutwendeger Humilitéit och vum Exekutiv, an awer fundamental drop hiweisen, datt an der Demokratie d'Muecht, de Pouvoir, op dem Vertraue vun de Leit baséiert an och an den Déngscht vun de Leit muss gesat ginn. Et ass dat schlussendlech, wat eis vun Diktaturen ënnerscheet. Dëst an de Fait, datt de Pouvoir

an enger Demokratie an der Zäit limitéiert ass, just uvertraut am Kader vun engem fënnefjäregen Zäitvertrag, a wiesselt tëschent de Parteien. Deen, deen haut an der Opposition ass, ka muer an der Majoritéit sinn an ëmgedréit.

Och e puer Gedanken zur Opposition riets a léns hei. Wësst Der, ech hu scho vill Walkampf matgemaach. Ech hunn der vill gewonnen, och eng Rei verluer, souguer ee verluer, wou ech an der éischter Rei stoung. An ech weess, wéi ee sech ka fillen! Et ass komplizéiert, fir et emol esou auszedrécken, an et deet wéi. Mee et vergeet mat der Zäit, och wann een et net vergësst.

Ech wëll hei keng empathesch Ried iwwert d'Wichtigkeet vun der Opposition an der Demokratie halen. Dat wësst Der alleguer, dat kenne mer an Dir sidd Iech dessen total bewosst.

Wësst Der, wéi déi Partei, mat där ech an d'Wale gaange sinn, an d'Opposition komm ass, huet d'Press jorelaang eis a mir gesot: „Si, oder hien, ass nach net an der Opposition ukomm!“

Ech muss Iech soen, ech hunn dat ni richtig verstanen. Ech wollt am Fong nämlech ni an der Opposition ukommen. Dat Eenzegt, wat ech während zéng Joer dauernd wollt, dat war: erëm aus der Opposition erauskommen.

Dofir soen ech, Opposition ass heiansdo eng ganz komplizéiert Roll, haaptsächlech, wann een de Sënn vum Staat huet. An deen hutt Der! Mee fir et kuerz an einfach ze soen: D'Demokratie an d'Chamber brauchen Iech! An ech weess, datt et och meng Roll ass, fir Är Rechter ze garantéieren an Iech hei an deser Chamber déi Plaz ze ginn, op déi Der e Recht hutt.

De Michel Wolter huet a senger Untrëtsried als Doyen schonns beschriwwen, wéi d'Chamber iwwert d'Jore geännert huet, an hirer Aarbechtsaart a -weis, an hirer Duerstellung no baussen, awer och an hirem Selbstverständnis, Chamber ze sinn.

Eng Chamber fonctionéiert anescht, wa just Printmedien a Radio Berichterstattung maachen, wéi wa sozial Medien a Liveiwwerdroungen déi ongefiltet Immediatéit vun Evenementer onkommentéiert an onkomplizéiert präisginn. Doru muss mer eis upassen. Méi schnell, méi transparent ginn engersäits. Mee awer net just heibannen e Kommunikatiounsbetrieb sinn! Eis Aarbecht geet ëm den Inhalt a läit sécherlech och an den Nuancen, an den Detailer, an der Technik. Mir müssen heibannen den Inhalt vun den Dossiere meeschteren.

Dofir muss mer a mengen Aen hei an der Chamber eng gemeinsam Diskussioun, Majoritéit an Opposition, féieren:

iwwert d'Organisatioun vun deser Plenièere oder wéi mer kënnen déi richteg politesch Debatten no bausse bréngen,

iwwert d'Riedezäiten an d'Roll vun de Rapporturen a vun de Spriecher, d'Rapporturen, déi sollen e Projet an d'Aarbechte vun der Kommissioun virstellen, an de Spriecher, deen eng politesch Meenung vu senger Fraktioun soll ausdrécken,

iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht an de Kommissiounen,

iwwert d'Publicitéit vun de Kommissiounen, dat heescht, d'Méiglechkeet, d'Kommissiounssätzungen iwwer Livestream opzemaachen, doriwwer muss mer diskutéieren,

iwwert d'Aart a Weis, wéi mer d'Preparatioun vun Debatten iwwer grouss gesellschaftlech Projeten heibanne maachen,

iwwert de Suivi vu Motiounen a Resolutiounen, déi mer heibanne stëmmen a wou mer net ëmmer

wëssen, wat duerno mat hinne geschitt, respektiv ob eppes geschitt,

iwwert d'Evaluatioun vu Politicken, déi Evaluatioun, déi mer heibanne froen an esou ville Motiounen, awer och déi, déi e puer Joer no der Mise en place vun enger Politick sech einfach opdrängen,

an iwwert d'Aart a Weis, wéi mer mat der Gestiou an dem Suivi vun europäeschen Dossierien ëmginn. Dofir sinn ech frou, dass eng Souskommissioun iwwert d'europäesch Dossiere gegrennt ginn ass. En éischte Schrëtt!

Ech proposéieren hei eng gemeinsam Diskussioun driwwer, wéi mir un dës Sujeten eruginn. Ob Opposition oder Majoritéit, mir hunn alleguer Interêt, dass d'Chamber erëm méi an de Mëttelpunkt vum politesche Liewe réckelt. A fir dat fäerdegzibréngen, gëtt et awer zwee wichteg Prinzippien, déi ech hei wëll kuerz ënnersträichen.

Deen éischten ass: D'Chamber muss op sinn no bausen, op fir Sozialpartner, fir Beruffschamberen, fir ONGen, fir Biergerverriedungen, fir d'Zivillgesellschaft. D'Zivillgesellschaft huet haut grouss Particiationsméiglechkeeten duerch déi nei Verfassung. D'Chamber muss op sinn no bausen a participativ Initiative begleeden, awer dat ëmmer am Bewosstsäin, an ech wëll dat ënnersträichen, dass déi representativ Demokratie eis heibannen d'Missioun ginn huet, déi definitiv Decisioun ze huelen, dass d'Legitimitéit beim Parlament läit an dass d'Responsabilitéit letztendlech déi gewielte Verrieder hunn an hinnen déi kee kann ewechhuelen.

Déi zweet Remark, dat ass eist Selbstbewosstsäin. D'Chamber ass den éischte Pouvoir. De facto ass dat esou, well d'Regierung vun enger Majoritéit an deemem Haus ofhänkt. Ech soen der Regierung näischt Neies. Mee deem muss een dann als Chamber och gerecht ginn. D'Chamber däerf weeder den Enregistrementsbüro vun der Regierung hire Projekte sinn nach d'Waardezëmmer, fir an d'Regierung ze kommen.

D'Chamber huet eng institutionell zentral Aufgab an d'Chamber huet all institutionell Méiglechkeeten, hir Roll vum Gesetzer maachen, Regierung kontrolléieren a Politick evaluéieren effikass ze erleedegen.

Mir sinn, an ech wëll dat och ënnersträichen, no der Verfassungsrevisioun, déi mer an deem leschte Joer haten, déi stärkste Chamber, déi eist Land jee hat, déi, déi déi meeschte Moyenen huet!

Der Chamber hiert Recht op Informatioun vun der Regierung ass substanzuell gestärkt ginn. Eng Enquêtékommisioun ka vun 20 Deputéierte verlaangt ginn. Mir hunn elo e Vertrauensvot an och e Mësstrauensvot. Virgezunne Wale kënnen dann organiséiert ginn, wann d'Chamber e Mësstrauensvot ugeholl huet oder e Vertrauensvot refuséiert huet. Mir kënnen nach wie vor all d'Gesetzer esou amendéieren, wéi mer et als richtig empfangen, a mir sollen dës Moyenen och da benotzen, wann et noutwendeg ass. Weeder Enregistrementsbüro nach Waardezëmmer, mee an den Zentrum vun der politescher Diskussioun zu Lëtzebuerg!

Elo kann ee menger Meenung no dofir esou vill Reglementer änneren, wéi ee wëllt, esou vill Prozeduren erneieren, wéi engem afalen. Alles dat hëlleft awer menger Meenung no näischt! Dat, wat schlussendlech zielt, dat Eenzegt, wat zielt, dat ass d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi heibanne gemaach gëtt. An d'Qualitéit vun der Aarbecht hänkt schlussendlech vum Asaz vun den Deputéierten of, vun eise Asaz, vun der Presenz heibannen, vun der Presenz an de Kommissiounen, vun der Presenz an den internationale Gremien, wou d'Chamber eis geschéckt huet, vun eiser Kompetenz,

vun eise Wëssen an eiser Aarbecht op den Dossierien, op deene mer schaffen.

Eisen Asaz, eis Presenz, eis Aarbecht, dorop kënn et un, wa mer déi zentral Plaz an der Lëtzebuerger Politick wëlle behalen, déi eis zousteet. De Rescht ass just nützlech Dekoratioun ronderëm. Dofir sinn ech der Meenung, dass Deputéierte keen Hallefdaagsjob ass. Deputéierte sinn, verlaangt Asaz an Aarbecht. Dofir plädéieren ech, dass mer gemeinsam de Statutt vum Deputéierten iwwerschaffen.

Déi Leit, déi mer hei verrieden, déi eis, esou wéi mer hei alleguer sëtzen, hiert Vertraue geschenkt hunn, verdängen, dass mer vollen Asaz ginn, fir si hei wierdeg ze verrieden. Dat si mer hinnen alleguer schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten an ech freeë mech richtig drop, an deenen nächste Joren Iech alleguer, esouwäit dat méiglech ass, dobaussen ze verrieden. Merci.

Une voix | Très bien!

(Applaudissements)

8. Changement de composition de la Conférence des Présidents

M. Claude Wiseler, Président | An da komme mer erëm zum Ordre du jour zrëck.

Als nächste Punkt hu mir de Changement vun der Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents um Ordre du jour. An der öffentlecher Sëtzung vum 24. Oktober 2023 hu sech d'Fraktiounen vun CSV, DP, LSAP an ADR instituéiert.

Opgrund vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz folgendermoossen:

- de Chamberpresident: den Här Claude Wiseler,
- de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Marc Spautz,
- de President vun der DP-Fraktioun: den Här Gilles Baum,
- d'Presidentin vun der LSAP-Fraktioun: d'Madamm Taina Bofferding an
- de President vun der ADR-Fraktioun: den Här Fred Keup.

9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Da komme mer zu der Constitutioun vun deene parlamentaresche Kommissiounen. Am Artikel 20 vum Chamberreglement steet, éischts: „Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des Commissions permanentes, dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Les Commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de quinze membres au maximum.“

Et läit eng Proposition vir iwwert d'Asetze vu 4 reglementareschen an 22 permanente Kommissiounen.

D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op 15 festgeluecht ginn, dovunner 5 Membere fir d'CSV-Fraktioun, 4 Membere fir d'DP-Fraktioun, 3 Membere fir d'LSAP-Fraktioun, 1 Member fir d'ADR-Fraktioun, 1 Member fir d'Sensibilité politique déi gréng. D'Sensibilités politiques Piraten an déi Lénk deele sech ee Sëtz, woubäi d'Piraten an 18 Kommissiounen ee Sëtz hunn an déi Lénk an 12 Kommissiounen.

Et ass prezisiéiert, dass d'CSV-Fraktioun an der Petitiounskommisioun, an der Kommissioun fir den Enseignement supérieur, d'Recherche an d'Digitalisatioun an an der Kulturkommisioun just véier Sëtz huet

an dass d'DP-Fraktioun just 3 Sëtz an der Kontekommisioun an an der Reglementskommisioun huet. Béd Fraktiounen hunn dee Sëtz ofginn en faveur vun de Piraten an déi Lénk.

Ech zielen Iech elo déi verschidde Kommissiounen op. D'Commissions réglementaires: d'Commission des Comptes, d'Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, d'Commission des Pétitions, d'Commission du Règlement.

An dann d'Commission-permanenteën: d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, d'Commission des Affaires intérieures, d'Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme, d'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, d'Commission du Travail, d'Commission des Sports, d'Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, d'Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire, d'Commission de la Mobilité et des Travaux publics, d'Commission de la Défense, d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation, d'Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, d'Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Intégration et de l'Accueil, d'Commission des Finances, d'Commission des Institutions, d'Commission des Médias et des Communications, d'Commission de la Justice, d'Commission de la Fonction publique, d'Commission de la Culture, d'Commission de Vérification des Pouvoirs an d'Commission de l'Exécution budgétaire.

D'Lëscht vun de Kommissiounen mat hirer Zesummesetzung gouf Iech verdeelt.

Ass d'Chamber mat dese Virschléi averstanen, wat d'Unzuel an d'Nimm vun de Kommissiounen ugeet?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ass d'Chamber och mat de Virschléi averstanen, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet?

Elo misst een eppes soen. A bon, voilà! Jo, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir géifen nach gären eng Modifikatioun maache bei enger Kommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Macht Dir déi Proposition, Madamm Bofferding!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, et ass an der Kommissioun vun der Économie, do wier d'Madamm Lenert net fir de Volet Space zoustänneg an den Här Franz Fayot fir de Volet Space.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Dat hu mer esou notéiert an dat gëtt dann och esou publizéiert, wéi Dir et elo proposéiert hutt.

Ass d'Chamber mat deenen ëmgeännerte Virschléi esou d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen an hirer Zesummesetzung gëtt am Compte rendu esou verëffentlecht.

D'Deputéiert si just gebieden, no der offizieller Sëtzung hei am Sall ze bleiwen, fir dass mer d'Bureauen vun de Kommissiounen och gemeinsam asetzen. Et ass méi effikass, wa mer dat elo zesummen direkt maachen, wéi wa jiddwer Kommissioun dat muss duerno eenzel maachen.

10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

D'Chamber muss eebefalls hir Delegéiert fir déi verschidden international parlamentaresch Versammlungen designéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech iwwert d'Zesummesetzung vun de verschiddenen Delegatioune prononcéiert. D'Lëscht vun den Delegatioune mat hirer Zesummesetzung gouf un Iech verdeelt.

Ech froen d'Chamber, ob si mat de Virschléi, wat d'Zesummesetzung vun den Assemblées parlementaires internationales ugeet, averstanen ass.

Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Well et esou flott ass. Gutt! Mir géife bei der Delegatioun fir d'COSAC fir d'LSAP nach d'Liz Braz nominéieren als Suppleant. Domadder ass och de Problem, dee sech am Ufank gestallt huet bei der Space-Conference, dee Moment opgehewen, well mer virdrunner eng Modifikatioun gemaach hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Et gëtt gesot, do wier nach eng Plaz fräi gewiescht, déi net besat war. Mir enregistréieren also déi do Kandidatur an déi gëtt dann och esou publizéiert, wann elo d'Chamber seet, datt se mat all deene Virschléi am Gesamten d'accord ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Lëtzebuerger Vertrieeder an deene verschiddenen internationale parlamentaresche Versammlung gëtt och am Compte rendu verëffentlecht.

11. Changement de composition du Comité de discipline

Deen nächste Punkt ass iwwert d'Kompositioun vum Comité de discipline.

Doduerch, datt d'Madamm Diane Aehm an de Bureau gewielt gouf a weinst der Inkompatibilitéit vun dësem Mandat mat deem vum Member am Comité de discipline huet eis d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt d'Madamm Diane Aehm duerch den Här Laurent Mosar ersat gëtt.

Aus deem selwechte Grond gëtt och den Här André Bauler duerch d'Madamm Carole Hartmann am Comité de discipline ersat.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vun der Zesummesetzung vun dësem Komitee averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

12. Renouvellement du mandat de trois membres de la Cour des comptes

Mir kommen elo zur Demande fir d'Mandatserneierung vun Här Marc Gengler, President vun der Cour des comptes, vun Här Patrick Graffé, Vizepräsident, a vun Här Tom Heintz, Conseiller vun der Cour des comptes.

Den Artikel 125 vun eisem Reglement gëtt bei enger Mandatserneierung ugewannt. Deemo kënnen mir bei deenen dräi Mandatserneierungen den Artikel 7 Punkt 5 uwennen a kee Vott maachen, ausser et freet

een Deputéierten e Vott iwwert déi dräi Kandidaturen.

Dofir meng Fro: Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

Vote

Ech géif déi bidden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Merci.

An d'Géigepruf: Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat och esou uegoll.

Domat sinn dem Här Marc Gengler säi Mandat als President vun der Cour des comptes, dem Här Patrick Graffé säi Mandat als Vizepräsident an dem Här Tom Heintz säi Mandat als Conseiller vun der Cour des comptes verlängert ginn.

Da kënnen mer dee Punkt ofschléissen a mat eisem Ordre du jour weiderfuere.

13. Communications

An deen nächste Punkt um Ordre du jour wär d'Lëscht vun enger ganzer Rei Kommunikatiounen, déi ech wäert hei maachen.

Déi éischt Kommunikatioun ass, datt d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deponéiert ass.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 21 novembre 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et les propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8281 – *Projet de loi*

1^o portant approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la Directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les Directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures ;

2^o modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/07/2023

8282 – *Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/07/2023

8283 – *Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à l'aménagement du Boulevard Raiffaisen et du Boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/07/2023

8284 – *Projet de loi relative à l'accélération de procédures administratives relatives à la mise en œuvre et la fabrication de technologies d'énergies renouvelables, de technologies de transport, de distribution et de stockage de l'électricité, de l'hydrogène (et de ses dérivés renouvelables), de la chaleur et du froid, de pompes à chaleur, de technologies de production de l'hydrogène renouvelable incluant les électrolyseurs, de technologies de consommation de l'hydrogène renouvelable et de ses dérivés renouvelables incluant les piles à combustible, à des projets de construction ou de rénovation de logements et à des projets de tramways et de voies ferroviaires et modifiant :*

1^o loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

2^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3^o loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

4^o la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/07/2023

8285 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023

8286 – *Projet de loi concernant la comptabilité, les états financiers annuels et les états financiers consolidés des entreprises ainsi que les rapports y afférents et portant abrogation de la fonction de commissaire en droit des sociétés*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023

8287 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023

8288 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023

8289 – *Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8290 – *Projet de loi portant modification*

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8291 – *Projet de loi portant :*

1^o mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n^o 1060/2009, (UE) n^o 648/2012, (UE) n^o 600/2014, (UE) n^o 909/2014 et (UE) 2016/1011 ;

2^o transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier ;

3^o modification de :

- a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
- b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;
- c) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
- d) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
- e) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
- f) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
- g) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;
- h) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
- i) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8292 – *Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de transposer la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprise multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8293 – *Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/08/2023

8294 – *Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n^o 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau*

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/08/2023

8295 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23/08/2023

8296 – *Projet de loi relative au contrôle des concentrations entre entreprises et portant modification de :*

- 1^o la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
- 2^o la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
- 3^o la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
- 4^o la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 23/08/2023

8297 – *Projet de loi portant introduction d'une mesure sociale dans le domaine du photovoltaïque*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023

8298 – *Projet de loi relative à l'établissement de réseaux de transport d'hydrogène*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023

8299 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/08/2023

8300 – *Projet de loi relatif aux contrôles officiels et autres activités officielles concernant les maladies animales transmissibles*

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 24/08/2023

8301 – *Projet de loi portant modification :*

- 1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; et
- 2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 24/08/2023

8302 – *Projet de loi relative aux établissements classés modifiant :*

- 1^o la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- 2^o la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- 3^o la loi modifiée du 26 novembre 2008 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;
- 4^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- 5^o la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;
- 6^o la loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone ;
- 7^o la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ;
- 8^o la loi du 19 décembre 2014 relative aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;
- 9^o la loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;
- 10^o le Code pénal

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 24/08/2023

8303 – *Projet de loi portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/08/2023

8304 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/08/2023

8305 – *Projet de loi portant :*

1^o mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n^o 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission ;

2^o mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1190 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2022 modifiant le règlement (UE) 2018/1862 en ce qui concerne l'introduction dans le système d'information Schengen (SIS) de signalements pour information concernant des ressortissants de pays tiers dans l'intérêt de l'Union ;

3^o mise en œuvre de l'article 20 du règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816 ;

4^o mise en œuvre de l'article 20 du règlement (UE) 2019/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) n^o 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI du Conseil ;

5^o modification du Code de procédure pénale ;

6^o modification du Code civil ;

7^o modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

8^o modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;

9^o modification de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

10^o modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 01/09/2023

8306 – *Projet de loi portant approbation du Protocole d'adhésion à l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 01/09/2023

8307 – *Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques, et abrogeant la directive 2008/114/CE du Conseil, et modifiant :*

- 1^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- 2^o la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 01/09/2023

8308 – *Projet de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 13/09/2023

8309 – *Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services*

numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ;

2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14/09/2023

8310 – Projet de loi relatif à l'Observatoire de l'habitat

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 15/09/2023

8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/09/2023

8312 – Proposition de révision de la Constitution

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 22/09/2023

8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et
2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/09/2023

8314 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/09/2023

8315 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

2° de loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

3° de loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;

4° du Code de la sécurité sociale

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 28/09/2023

8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal aux fins de la transposition de la directive (UE) 2013/40 du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/09/2023

8317 – Projet de loi relative à la transition énergétique et modifiant :

1° la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ; et

2° la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 28/09/2023

8318 – Projet de loi visant à favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/09/2023

8319 – Proposition de loi soumettant « la proposition de révision de la Constitution nr 8312 » à un référendum

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 04/10/2023

8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/10/2023

8321 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 05/10/2023

8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transports de voyageurs par autobus

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/10/2023

8323 – Projet de loi relative au réaménagement du champ de tir au Bleesdall

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/10/2023

8324 – Projet de loi portant réforme de la formation menant au brevet de maîtrise

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09/10/2023

8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023

8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023

8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

8329 – Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 13/10/2023

8330 – Projet de loi portant organisation de l'Administration du cadastre et de la topographie

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/10/2023

8331 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/10/2023

8332 – Projet de loi relative à la construction du nouveau Lycée technique à Bonnevoie

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/10/2023

8333 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac et transposant la directive 2022/2100/UE de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du

Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20/10/2023

8334 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23/10/2023

8335 – Projet de loi relative à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics et modifiant la loi du 5 février 2021 sur les transports publics

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/10/2023

8336 – Projet de loi concernant la dissémination volontaire à toute autre fin que la mise sur le marché et la culture d'organismes génétiquement modifiés ainsi que la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 25/10/2023

8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/10/2023

8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024 et portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/10/2023

8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023

8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023

8341 – Projet de loi relatif à la commercialisation des semences et plants

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 13/11/2023

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

Retrait du rôle des affaires : 28/09/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2842 – Demande de pétition publique : Petitioun fir Hëllef vu Kleingewerben SARLs während den éischte 5 Joer

Dépôt : M. Kay Weber, le 18/07/2023

2843 – Demande de pétition ordinaire : Termin du tram dans la gare fantôme souterraine à l'aéroport de Findel

Dépôt : M. Ryan Shepherd, le 18/07/2023

2844 – Demande de pétition publique : Ophiewung vum Baucongé

Dépôt : M. Martin Heynen, le 19/07/2023

2845 – Demande de pétition publique : De grouse Camions-fürerschäi soll ee schonn ab 18 maache kënnen

Dépôt : Mme Nina Dumong, le 20/07/2023

2846 – Demande de pétition publique : Schaffung eines Männerhauses

Dépôt : M. Michel Benduhn, le 21/07/2023

2847 – Demande de pétition publique : Aféiere vu järelech verfügbaren, festgeluechte Fluchkilometer fir jiddereen als Privatpersoun (Ausnam wiere Geschäftsreesen & plausibel erklärelech Ausnamesituationen)

Dépôt : Mme Noémie Wealer, le 21/07/2023

2848 – Demande de pétition publique : Justice pour Emran! / Enfant tué par une sculpture à la ville de Luxembourg en novembre 2019

Dépôt : M. Ragbet Hamza, le 23/07/2023

2849 – Demande de pétition publique : Pour une modification de la facturation des frais de garde d'enfants dans les crèches privées en cas d'absence de l'enfant

Dépôt : M. Giuseppe Losito, le 24/07/2023

2850 – Demande de pétition publique : Tuningscene: Eng Plaz oder Streck kréien, fir sech auszetoben

Dépôt : Mme Nora Funck, le 26/07/2023

2851 – Demande de pétition publique : Je voulais proposer de doubler le temps de l'éducation physique dans les écoles

Dépôt : M. Pedro Fernandes, le 26/07/2023

2852 – Demande de pétition publique : Sécuriser durablement les quartiers de la gare et de Bonnevoie / Trouver une solution durable, éthique et sociale pour les personnes qui contribuent à l'insécurité

Dépôt : Mme Anaïs Noel, le 27/07/2023

2853 – Demande de pétition publique : Alkoholverbot in der Öffentlichkeit

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 28/07/2023

2854 – Demande de pétition publique : Alles op de Vëlo – Mamer-Miersch 2024 -

Dépôt : Mme Tammy Kneip, le 29/07/2023

2855 – Demande de pétition publique : Chaque nuit travaillée compte !

Dépôt : Mme Christelle Wagner, le 30/07/2023

2856 – Demande de pétition publique : Fir datt Lëtzebuerg eraus aus der WHO geet! Fir datt d'Verhandlungen iwwer Ännerungen un den internationale Gesondheetsvirschrëften direkt gestoppt ginn

Dépôt : Mme Tania Hoffmann, le 30/07/2023

2857 – Demande de pétition publique : Contre les burkini en piscine publique

Dépôt : Mme Amanda Schwenck, le 30/07/2023

2858 – Demande de pétition publique : Fürerschäin B op 4,25 T hiewen

Dépôt : Mme Michèle Defays, le 31/07/2023

2859 – Demande de pétition publique : Télétravail / Augmentation du nombre de jours de travail maximum permettant l'assimilation fiscale des contribuables non-résidents aux contribuables-résidents (Passage de 50 jours à 100 jours)

Dépôt : M. Stéphane Secco, le 01/08/2023

2860 – Demande de pétition publique : Interdire de fumer dans les véhicules en roulant !

Dépôt : Mme Alexa Logelin, le 03/08/2023

2861 – Demande de pétition publique : Petition für eine gesetzliche Verpflichtung für Verkäufer, potenzielle Käufer über anstehende Sanierungen zu informieren

Dépôt : M. Romain Braun, le 03/08/2023

2862 – Demande de pétition publique : Interdiction de rapporter des animaux de compagnie d'un pays étranger

Dépôt : M. Baudouin Michel Simon Schinker, le 04/08/2023

2863 – Demande de pétition publique : Interdiction des pesticides à base de glyphosate sur tout le territoire luxembourgeois

Dépôt : Mme Mélanie Santos, le 05/08/2023

2864 – Demande de pétition publique : Inciter le Gouvernement à ordonner aux dirigeants de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) de réduire considérablement la marge bénéficiaire sur les prêts hypothécaires et d'augmenter la souplesse au niveau de l'octroi des prêts accordés aux particuliers et aux entreprises œuvrant dans le domaine du logement

Dépôt : M. Daniel Miltgen, le 06/08/2023

2865 – Demande de pétition publique : Autonomiser les jeunes esprits: introduire des méthodes d'apprentissage efficaces dans l'enseignement primaire ! / Junge Köpfe stärken: Einführung effektiver Lernmethoden in der Grundschulbildung!

Dépôt : M. Marco Glaesener, le 08/08/2023

2866 – Demande de pétition publique : Simplified support of petitions / Vereinfachte Unterstützung von Petitionen

Dépôt : M. Nejat Philip Eryigit, le 09/08/2023

2867 – Demande de pétition publique : Droit à la bourse de mobilité pour les étudiants frontaliers

Dépôt : Mme Nadège Delaive, le 10/08/2023

2868 – Demande de pétition publique : Entlaaschtung fir Famillje mat beanträchtegte Kanner

Dépôt : Mme Maria Domenice Polce, le 16/08/2023

2869 – Demande de pétition publique : Pour un contrôle plus strict de l'alcool

Dépôt : M. Roy Kirsch, le 20/08/2023

2870 – Demande de pétition publique : Vebueden, den Hond mat op d'Schueberfouer ze huelen

Dépôt : Mme Lara Da Silva Valente, le 30/08/2023

2871 – Demande de pétition publique : Ne perdez pas vos données mobiles ! Parlons d'une utilisation équilibrée

Dépôt : M. Sazzath Hossain, le 30/08/2023

2872 – Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition menant à informer dignement de potentiels clients ...

Dépôt : M. Filipe Marques, le 31/08/2023

2873 – Demande de pétition publique : Réductions d'impôts sur le revenu pour les célibataires

Dépôt : M. Frédéric Richard, le 01/09/2023

2874 – Demande de pétition publique : Lehre und Forschung müssen in Luxemburg in einem freiheitlichen Rahmen gewährleistet sein

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 02/09/2023

2875 – Demande de pétition publique : Offre plus large d'aliments et de boissons sans gluten dans les cafés et restaurants

Dépôt : Mme Nina Romera Blanco, le 04/09/2023

2876 – Demande de pétition publique : Vaccination FSME remboursée par la CNS

Dépôt : M. Eric Stöver, le 04/09/2023

2877 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Gesetz fir Chamberwalen / Deejéinege mat de meeschte Stëmme soll obligatoresch Premier ginn / Et soll net méi erlaabt ginn, einfach e puer Parteien zesummesetzen, fir Majoritéit ze hunn

Dépôt : M. Jean-Pierre Ramos, le 04/09/2023

2878 – Demande de pétition publique : Réduire la fiscalité sur l'épargne : baisser le taux à 10 % et monter le seuil d'exonération à 1.000 EUR

Dépôt : M. Damien Tognola, le 04/09/2023

2879 – Demande de pétition publique : Déduction totale de l'impôt sur le revenu des intérêts liés à l'achat d'un logement pour usage personnel

Dépôt : M. Marcos Basaldella, le 05/09/2023

2880 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la sécurité et la surveillance du boulevard Docteur Charles Marx

Dépôt : M. Grégory Wawszyniak Dumont, le 04/09/2023

2881 – Demande de pétition publique : Obtenir un duplicata d'acte de PACS via myguichet de la même manière qu'on peut obtenir un duplicata d'acte de mariage sans passer par le répertoire civil

Dépôt : M. Benjamin Laurent, le 05/09/2023

2882 – Demande de pétition publique : Pétition impôts / Ech sinn net domat d'accord, datt Leit, déi an der Steuerklass 1 sinn, esou viel Steiere mussen all Mount op hire Salaire bezuelen / Dat ass fir Retraitéien, dei eleng liewen, a fir déi Leit, déi gescheet sinn. Mir mussen alles selwer eleng bezuelen a ginn dofir bestrooft

Dépôt : Mme Danielle Mailliet, le 05/09/2023

2883 – Demande de pétition publique : Circuit de course au Luxembourg

Dépôt : M. Sam Hardt, le 06/09/2023

2884 – Demande de pétition publique : Keng Walobligatioun méi

Dépôt : M. Sven Lutgen, le 06/09/2023

2885 – Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition pour un compromis de vente, acte notarié et un contrat de bail stipulant en toutes lettres les pollutions cancérigènes du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Filipe Marques, le 06/09/2023

2886 – Demande de pétition publique : Halte à la pollution sonore dans les transports en commun

Dépôt : M. Xavier Janin, le 07/09/2023

2887 – Demande de pétition publique : Gesetzlich vorgeschriebene Schuluniformen in Grundschule und Hochschule „Lycée“

Dépôt : M. Alex Speyer, le 09/09/2023

2888 – Demande de pétition ordinaire : Sommervakanz erof an dofir déi eenzel Vakanz am Wanter ëm 1 Woch eropsetzen

Dépôt : M. Kim Jacob, le 10/09/2023

2889 – Demande de pétition publique : Introduction d'un cours de premier secours obligatoire dans le programme de l'enseignement secondaire

Dépôt : Mme Natalie Da Silva, le 13/09/2023

2890 – Demande de pétition publique : Relancer marché de construction et de l'immobilier, plafonner les taux d'intérêt pour les prêts jusqu'à 800.000 EUR, TVA 3 % même pour les investisseurs et jusqu'à 100.000 EUR

Dépôt : M. Adis Éco, le 13/09/2023

2891 – Demande de pétition publique : Nettoloun dierf net énnert 52 % vum Bruttoloun sinn

Dépôt : M. Jean-Marie Heyder, le 08/09/2023

2892 – Demande de pétition publique : Rendre les parkings des zones industrielles obligatoires pour avoir des auvents solaires photovoltaïques. Un stockage supplémentaire sur batterie serait conseillé

Dépôt : M. Anton Sterenborg, le 14/09/2023

2893 – Demande de pétition publique : Instaurer une vignette pour circuler au Luxembourg comme en Suisse

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 14/09/2023

2894 – Demande de pétition publique : Aide financière pour les étudiants travaillant 40 h par semaine

Dépôt : M. João Pedro Sousa Brás, le 14/09/2023

2895 – Demande de pétition publique : Caisse de maladie pour animaux domestiques

Dépôt : M. Claude Jean-Baptiste Grund, le 15/09/2023

2896 – Demande de pétition publique : Droits égaux partenariat et mariage

Dépôt : M. Laurent Alf, le 15/09/2023

2897 – Demande de pétition publique : Verbot von Babys und Kleinkindern auf Festivals und lauten Veranstaltungen, um diese zu schützen

Dépôt : Mme Tamara Scheitler, le 18/09/2023

2898 – Demande de pétition publique : Avoir une table à langer pour enfants dans toutes les toilettes de restaurants

Dépôt : Mme Candy Backes, le 18/09/2023

2899 – Demande de pétition publique : Een Zebrasträife beim Hotel Willspull (Michelau)

Dépôt : M. Andy Muller, le 19/09/2023

2900 – Demande de pétition publique : Petitioun Aide-soignante

Dépôt : Mme Diana Difino, le 19/09/2023

2901 – Demande de pétition publique : Interdiction de fumer sur les quais de trains et trams et les stations de bus

Dépôt : M. Moez Bohli, le 20/09/2023

2902 – Demande de pétition publique : Interdire la mise en place d'affiches électorales en adoptant le code électoral pour améliorer la sécurité routière et l'esthétique visuelle de l'espace public, ainsi que pour réduire la pollution environnementale des campagnes électorales, la fatigue démocratique et le vandalisme.

Dépôt : M. Emmanuel Simon, le 21/09/2023

2903 – Demande de pétition publique : 1 Woch Führerschäi fort bei Handy um Steier

Dépôt : M. Roger Van Leemput, le 23/09/2023

2904 – Demande de pétition publique : Bloquer X/Twitter au Luxembourg/Europe

Dépôt : M. Mickael Card, le 23/09/2023

2905 – Demande de pétition publique : Petition 2512 Elterregeld amplat vun institutionellen Arichtungen

Dépôt : M. Robert Bernard, le 25/09/2023

2906 – Demande de pétition publique : Referendum fir 1 eenzege Walbezierk fir d'Chamberwalen

Dépôt : M. Igor Verlaine, le 25/09/2023

2907 – Demande de pétition publique : Condamner et sanctionner l'Azerbaïdjan pour le nettoyage ethnique de la république du Haut-Karabagh d'Arménie

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 27/09/2023

2908 – Demande de pétition publique : Relance de pétition de congé pour les femmes qui ont des règles douloureuses

Dépôt : Mme Sabrina Reverberi, le 28/09/2023

2909 – Demande de pétition publique : Aide pour problèmes financiers lors de l'augmentation des intérêts et prix pour personnes privées

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 28/09/2023

2910 – Demande de pétition ordinaire : Aide pour problèmes financiers lors de l'augmentation des intérêts et prix

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 27/09/2023

2911 – Demande de pétition publique : Une bourse de mobilité équitable pour tous les étudiants résidents et frontaliers dans le cadre de l'AideFi

Dépôt : Mme Nadège Delaive, le 29/09/2023

2912 – Demande de pétition publique : Parking gratuit

Dépôt : M. Pedro Miguel Silva Pereira, le 29/09/2023

2913 – Demande de pétition publique : Suppression de l'exonération fiscale de la moitié de l'indemnité accordée aux députés

Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 01/10/2023

2914 – Demande de pétition ordinaire : Primary School: Homework and Starting Times

Dépôt : Mme Amy Rose, le 29/09/2023

2915 – Demande de pétition publique : Fir öffentlech Toiletten op alle Spillplazen

Dépôt : Mme Anthea Jasmina Di Pietro, le 05/10/2023

2916 – Demande de pétition publique : Das Recht kleiner Kinder auf Schutz vor erzwungenem Umgang

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 05/10/2023

2917 – Demande de pétition publique : Petition gegen erzwungenes Umgangsrecht mit Großeltern / Kinder sollten das Recht haben, sich vor potenziell schädlichen Situationen zu schützen und ihre Meinung in dieser Angelegenheit gehört zu haben

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 05/10/2023

2918 – Demande de pétition publique : Pour l'annulation de la loi sur le fond de travaux du 30 juin 2022 car discriminatoire (s'applique aux seuls propriétaires d'appartement) et spoliatrice (impose une cotisation qui disparaît du patrimoine du cotisant)

Dépôt : M. Philippe Auquier, le 05/10/2023

2919 – Demande de pétition publique : Pour une valorisation du trajet professionnel

Dépôt : M. Eric Well, le 05/10/2023

2920 – Demande de pétition publique : Des règles plus justes: améliorer la prise en compte de l'enjeu menstruel

Dépôt : M. Julien Delpierre, le 06/10/2023

2921 – Demande de pétition publique : Fir eng méi streng Reguléierung vu Walplakater am öffentleche Raum an ee Verbuet op öffentlechen Infrastrukture wéi Luuchtepottoen / #LuuchtepottoGärHunn

Dépôt : M. Camille Muller, le 07/10/2023

2922 – Demande de pétition publique : Contre l'abus médiatique: Suppression ou restructuration impérative de l'ALIA pour la préservation de la démocratie luxembourgeoise

Dépôt : M. Roy Holzem, le 09/10/2023

2923 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Aarbechtsgesetz fir Student/innen

Dépôt : Mme Léa Friedrich, le 09/10/2023

2924 – Demande de pétition publique : Fir e vereinfachte Walsystem an d'Ofschafung vun de Walbezierker

Dépôt : Mme Liv Bintener, le 11/10/2023

2925 – Demande de pétition publique : Remboursement d'un tire-lait hospitalier

Dépôt : Mme Beatriz Mendes, le 13/10/2023

2926 – Demande de pétition publique : Changement de calendrier / méthode pour établir l'âge de scolarisation au précoce et à l'école fondamentale: Prise en compte de l'année de naissance et pas du mois de naissance pour la scolarisation

Dépôt : Mme Mélanie Kemat, le 16/10/2023

2927 – Demande de pétition publique : Augmentation 15 % du salaire social minimum

Dépôt : M. Luís Pereira Pinto, le 16/10/2023

2928 – Demande de pétition publique : Im Ausland lebende Luxemburger sollen das Recht haben, bei den Kammerwahlen (Chamberwahlen) für eine Partei zu kandidieren oder sich aufzusetzen

Dépôt : M. Olivier Delvaux, le 16/10/2023

2929 – Demande de pétition publique : De Verkaf vun Tubakwuere fir all déi Leit verbidden, dei um oder nom 1. Januar 2009 gebuer sinn

Dépôt : M. Semir Honsic, le 17/10/2023

2930 – Demande de pétition publique : Impôts canins

Dépôt : Mme Joëlle Haas, le 18/10/2023

2931 – Demande de pétition publique : Fir dass de Circuit Good Year an der Motorradseason 2 ganz Weekender pro Mount fir Auto- a Motorradfuerer soll opgemaakt ginn

Dépôt : M. Marc Belli, le 19/10/2023

2932 – Demande de pétition publique : Fin du télétravail

Dépôt : M. Sébastien Cazenave, le 20/10/2023

2933 – Demande de pétition publique : Restrukturierung vun de Gerichter an onse Gesetzestexter

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 20/10/2023

2934 – Demande de pétition publique : Congé spécial de 2 jours pour le décès de son animal de compagnie (chien, chat, etc.)

Dépôt : M. Franky Lux, le 24/10/2023

2935 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt unique

Dépôt : Mme Andreia Craveiro Ferreira, le 24/10/2023

2936 – Demande de pétition publique : Revue à la hausse des indemnités des Députés

Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 24/10/2023

2937 – Demande de pétition publique : Il faut savoir parler la langue luxembourgeoise pour pouvoir travailler au Luxembourg

Dépôt : Mme Sabrina Frisch, le 24/10/2023

2938 – Demande de pétition ordinaire : Augmentation des droits d'accises sur les produits de tabacs (cigarettes, tabac à rouler, cigares)

Dépôt : M. Marc Senidre, le 26/10/2023

2939 – Demande de pétition publique : Semaines de 4 jx10 h pour avoir des weekends de 3 j et plus de flexibilité en général

Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023

2940 – Demande de pétition publique : Pouvoir déplacer des jours fériés fixes et les utiliser comme jours fériés normaux

Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023

2941 – Demande de pétition publique : CDIs de 11 mois, 10 mois, 11,5 mois, etc.

Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023

2942 – Demande de pétition publique : Augmentation du plafond forfaitaire de la rubrique « intérêts débiteurs et primes d'assurances » des dépenses spéciales de l'imposition sur le revenu annuel des personnes physiques

Dépôt : Mme Danielle Fassbinder, le 30/10/2023

2943 – Demande de pétition publique : Empêcher que toutes ONG, ASBL, ... ne fournissent une aide à des belligérants, groupes terroristes, enrichissement d'une minorité ...

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 01/11/2023

2944 – Demande de pétition publique : Prix du trajet de taxis abordable / Introduction d'un système similaire à Uber ou Web-Taxi

Dépôt : M. Frank Wagner, le 08/11/2023

2945 – Demande de pétition publique : Pédiatrie dans le Nord

Dépôt : M. Nelson Delgado, le 09/11/2023

2946 – Demande de pétition publique : Réévaluation des mesures de protection actuelles envers les victimes de violences

Dépôt : Mme Myriam Alexandra Dos Santos, le 09/11/2023

2947 – Demande de pétition publique : Firmen müssen innerhalb von 1 Monat eine Antwort auf eine Bewerbung geben

Dépôt : M. Laurent Back, le 11/11/2023

2948 – Demande de pétition publique : Petition fir eng realitéitsno Adaptatioun vun den Horairë vum ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg nach virum 2. Quartal 2024.

Dépôt : M. Jeff Bruck, le 11/11/23

2949 – Demande de pétition publique : Avoir une même taxe sur les impôts / (marieé ou pas marieé)

Dépôt : Mme Filipa Andreia Teodoro Martins, le 11/11/2023

2950 – Demande de pétition publique : Die Vermittlungsggebühren sollten vom Eigentümer bezahlt werden

Dépôt : Mme Ioanna Boumpoureka, le 10/11/2023

2951 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir 24/24 h gratis ëffentlechen Transport a gratis Grenziwwergang a Frankräich, Däitschland esouwéi d'Belsch

Dépôt : Mme Anouk Feyenklassen, le 11/11/2023

2952 – Demande de pétition publique : Stationnement gratuit à la maternité ou à la clinique des enfants pour les séjours des mères et des enfants en raison de prématurité ou de maladies

Dépôt : Mme Rosa Eva Renato, le 13/11/2023

2953 – Demande de pétition publique : Krebsvorsorge und Sonographie der Brust – Kostenübernahme CNS

Dépôt : Mme Sabine Günther, le 14/11/2023

2954 – Demande de pétition publique : Des amendes plus sévères pour le stationnement sur les emplacements réservés aux personnes porteurs d'un handicap

Dépôt : M. Tom Habscheid, le 14/11/2023

2955 – Demande de pétition publique : Informer les citoyens de façon détaillée sur le « WHO pandemic agreement », communément appelé « Traité Pandémies » et sur les modifications proposées aux « International Health Regulations » (IHR), c'est-à-dire le « Règlement Sanitaire International (RSI) »

Dépôt : M. Romain Bernard, le 18/11/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

Véiertens, esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

An hirem Bréif vum 9. November 2023 huet d'Directrice vum Centre pour l'égalité de traitement matgedeelt, dass d'Mandat vun de Membere vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement am März 2024 zu Enn këntt.

Esou wéi et festgehal gëtt am Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 135 bis 139 vum Chambersreglement, ass d'Chamber derzou opgeruff, e President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur oder Erneuerung vun hirer Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspräsident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäuseleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënnen ginn, muss se bis spéitstens den 31. Dezember 2023 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereeche, déi beleeeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Staatsrot a vun der Regierung.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Domat si mer um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesumme fir d'Presentatioun vum Regierungsprogramm.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.21 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023				Vols retardés et annulés chez Luxair	8093	Laurent Mosar, Serge Wilmes	46
Reconnaissance de diplômes	8056	Sven Clement	31	Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur »	8094	Martine Hansen	46
Parquet général	8059	Marc Goergen	31	Émergence d'un nouveau cannabis synthétique	8095	Gilles Baum	46
Réorganisation du réseau RGTR	8060	Marc Spautz	32	Imposition des avantages en nature	8096	Roy Reding	47
Rapport d'évaluation du projet pilote « Passerelle GSO »	8061	Martine Hansen, Diane Adehm	32	Salaires des jeunes avocats	8097	Laurent Mosar, Elisabeth Margue	47
Gestion des transferts à l'étranger par le contrôle médical	8062	Nathalie Oberweis	32	Chargés de cours dans l'enseignement fondamental et secondaire	8099	Francine Closener	48
« Deutschlandticket »	8063	Chantal Gary	33	Potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat	8101	Laurent Mosar	48
Offre de commerces et de services dans les gares	8064	Chantal Gary	34	« Media Freedom Act »	8102	Laurent Mosar	48
Modes de paiement des tickets de train de 1 ^{re} classe	8065	Chantal Gary	34	Assistance à l'inclusion dans l'emploi	8103	Sven Clement	48
Logements d'urgence dans les communes	8066	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	35	Qualité du service Adapto	8104	Martine Hansen	49
Antoniusshaff	8067	Jeff Engelen	35	Coopération policière transfrontalière	8105	Léon Gloden	50
Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme	8068	Paul Galles	35	Sécheresse	8106	André Bauler, Gusty Graas	50
Observatoire national des politiques sociales	8069	Francine Closener, Dan Biancalana	36	Augmentation du taux de chômage	8107	Carole Hartmann, André Bauler	51
Contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)	8070	Roy Reding	36	Accidents dans le cadre de la mobilité douce	8108	Nancy Arendt épouse Kemp	51
Siège européen de la société OpenAI	8071	Laurent Mosar	37	Radars de tronçon	8109	André Bauler	51
Taxe d'abonnement dans le cadre des énergies nucléaires	8072	Fred Keup	37	Stationnement de véhicules électriques dans le parking de résidences	8110	Gusty Graas	51
Renouvellement du permis de conduire pour camions	8073	Jeff Engelen	38	Arrêt des allocations financières après le décès d'un enfant handicapé	8111	Max Hengel	52
Remboursement des lunettes par la CNS	8074	Sven Clement	38	Projet pilote « Guichet unique régional »	8112	André Bauler	52
Lutte contre la stigmatisation et la discrimination	8075	Max Hengel	38	Travaux de maintenance au CR306 entre Grosbous et Grevels	8113	André Bauler	53
Délégués de Gouvernement	8076	Sven Clement	39	Projet pilote de la Couverture universelle des soins de santé	8114	Paul Galles	53
Obésité au Luxembourg	8077	Dan Biancalana	40	Consommation de drogues chez les jeunes	8115	Nancy Arendt épouse Kemp	54
Situation au Sénégal	8078	Fred Keup, Fernand Kartheiser	41	Nationalités des détenus	8116	Fred Keup	54
Conséquences de l'inflation	8079	André Bauler	41	Émeutes en France	8117	Marc Goergen	55
Tunnel Schieburg	8080	Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf	41	Transfert automatique du droit de vote lors du changement de commune	8118	Charles Margue, François Benoy	55
Sécurité aérienne	8081	Jeff Engelen	42	Courses automobiles	8119	Fred Keup	55
Report de certaines épreuves écrites de l'examen de fin d'études secondaires	8083	Marc Spautz, Paul Galles	42	Droit à l'oubli dans le cadre de l'assurance solde restant dû	8121	Max Hengel	56
Traitement de la Long-Covid	8084	Max Hengel	42	Décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich	8122	Léon Gloden	56
Fraude contre la sécurité sociale	8085	Jeff Engelen	43	Cloître des Trinitaires	8123	André Bauler	56
Primes pour panneaux photovoltaïques	8086	Martine Hansen, Paul Galles	43	Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg	8124	Fred Keup	57
Poursuites dans le cas de mobbing envers des mineurs	8087	Laurent Mosar, Léon Gloden	43	Réaménagement de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach	8125	André Bauler	57
Impact financier du plafonnement du montant cotisable pour l'assurance maladie-maternité (AMM)	8088	Myriam Cecchetti	45	Changement du numéro d'immatriculation	8126	Gilles Baum, Barbara Agostino	57
Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP	8089	Martine Hansen	45	Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité	8129	Myriam Cecchetti	58
Dépassement de cyclistes	8090	Marc Goergen	45	Retrait de la permission de nuit permanente dans le cadre de la Fête nationale	8130	Marc Goergen	58
Réservoirs d'eau de pluie	8092	André Bauler, Gusty Graas	46				



Remboursement des séances de kinésithérapie à l'étranger	8131	Sven Clement	59	Travaux de réfection le long de la route B7 entre Ingeldorf et Schieren	8169	André Bauler	72
Chantier de la transversale de Clervaux	8132	André Bauler	59	Évaluation de l'alphabétisation en langue française	8170	Martine Hansen	72
Primes dans le domaine agricole	8133	Martine Hansen	59	Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier	8171	André Bauler	73
Formation professionnelle	8134	Martine Hansen	60	Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier	8172	Martine Hansen	73
Droits politiques des membres de la force publique	8135	Fernand Kartheiser	60	Nouveau bureau pour la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette	8173	Marc Goergen	73
Travail et consommation de cannabis	8136	Sven Clement	60	Tests sur des animaux	8174	Sven Clement	74
Émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique	8139	Sven Clement	61	Interdiction de construction d'éoliennes en forêt	8175	Jean-Paul Schaaf	78
Travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement	8140	Octavie Modert	61	Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg	8176	Marc Hansen, Djuna Bernard	78
Livraisons d'armes à sous-munition	8141	Nathalie Oberweis	62	Contournement de Bascharage	8177	Myriam Cecchetti	79
Logement abordable	8143	Sven Clement	62	Dangers liés au bois mort	8178	Octavie Modert	80
Terrains constructibles appartenant à l'État	8144	Marc Goergen	62	Pertes d'emplois dans le secteur de la construction	8179	Laurent Mosar, Marc Spautz	81
Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco	8145	Nathalie Oberweis	63	Épreuves standardisées	8180	Martine Hansen, Diane Adehm	82
Convention entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le TICE	8146	Marc Goergen	63	Nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne	8181	Laurent Mosar	82
Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram	8147	Diane Adehm, Marc Lies	64	Stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension	8182	François Benoy, Charles Margue	82
Réorganisation du TICE	8149	Marc Spautz	64	Courses illégales à Contern	8184	Claude Lamberty	83
Bornes pour voitures électriques « Chargy »	8150	Max Hengel	64	Stade d'athlétisme régional au sud du pays	8185	Myriam Cecchetti	83
Campagne de sensibilisation sur la finance durable	8151	François Benoy, Charles Margue	65	Cardiologie du Centre Hospitalier du Nord	8186	André Bauler	84
Subside de qualité+ pour les associations sportives	8152	Sven Clement	66	Impact des nouvelles lois en matière de déchets	8187	Martine Hansen	84
Réforme de la SNCA	8153	Martine Hansen, Emile Eicher	66	Respect du RGPD par Ryanair	8188	Laurent Mosar	85
Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021	8154	Max Hengel, Léon Gloden, Octavie Modert	66	Extension du réseau RGTR	8189	Marc Goergen	85
Pollution de la Syre à Munsbach	8155	Gusty Graas	67	Émissions du transport public	8190	Marc Goergen	85
Pollution du Dipbach à Esch-sur-Alzette	8156	Gusty Graas	67	Représentation dans les conseils d'administration des établissements publics	8191	Marc Goergen	86
Contournement des sanctions contre la propagande russe	8157	Nathalie Oberweis	68	Extension des capacités des P&R	8192	Marc Goergen	86
Enquête publique sur l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat	8158	Gusty Graas	68	Habilitation de sécurité	8193	Sven Clement	86
Inflation au Luxembourg	8159	Yves Cruchten	68	Faillite de Kleos Space	8194	Diane Adehm	88
Bachelor en sciences de l'éducation et Bachelor en formation pédagogique	8160	Martine Hansen	69	Rue Clairefontaine à Diekirch (N17)	8195	André Bauler	88
Incident grave lié au service Adapto	8161	Chantal Gary	69	Faillite de Kleos Space	8196	Marc Goergen	89
Accord de transfert de données entre les États-Unis et l'Union européenne	8162	Sven Clement	70	Chantiers sur les routes	8197	Marc Goergen	89
Travaux sur l'A13	8163	Nancy Arendt épouse Kemp	70	Lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg	8198	Laurent Mosar	90
Examen du permis de conduire	8164	Nancy Arendt épouse Kemp	70	Réorganisation du Service de renseignement de l'État	8199	Marc Spautz	90
Contournement des sanctions contre la Russie	8165	Laurent Mosar	71	Augmentation récente de la délinquance	8201	Léon Gloden, Laurent Mosar	91
Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)	8166	Martine Hansen	71	Règles de rotation des cultures et utilisation des jachères	8203	Martine Hansen	91
Alphabétisation en langue française	8167	Martine Hansen	71	Installation de la société américaine PureCycle à Luxembourg	8204	Laurent Mosar	91
Raccordement au réseau de distribution de gaz naturel	8168	André Bauler	72	Vaccins périmés	8206	Sven Clement	92
				Réduction du gaspillage alimentaire	8207	Marc Goergen	92
				Conséquences du vol d'une « Master Key » Microsoft	8209	Marc Goergen	92
				Censure des réseaux sociaux	8210	Fernand Kartheiser	93

Campagne « Not sharing is caring »	8211	Fernand Kartheiser	93	Risque de pénurie de médicaments pour enfants	8220	Claude Lamberty, Carole Hartmann	97
Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram	8214	Diane Adehm, Marc Lies	94	Situation au Centre socio-éducatif de l'État	8221	Léon Gloden, Laurent Mosar	97
Rentrée scolaire	8215	Diane Adehm	94	Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel	8222	Sven Clement	98
Impact du changement climatique sur la végétation au Luxembourg	8217	André Bauler	95	Législature 2023-2028			
Retrait de Luxair de la manutention de fret aérien au CargoCenter	8218	Marc Spautz	96	Courrier concernant les dispositifs de sécurité des marchés de Noël	0037	Dan Biancalana, Francine Closener	99
Précarité des enfants et des jeunes	8219	Djuna Bernard	96				

Reconnaissance de diplômes | Question 8056 (02/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Universitäts- an Héichschouldiplomer, déi een am Ausland erhält, muss een zu Lëtzebuerg an de Registre des titres androes loosson, wann een se hei am Land wëll unerkenne loosson. An der Reegel ass esou eng Unerkennung net néideg, wann den Diplom vun engem lëtzebuergereschen Ausbildungsinstitut ausgestellt ginn ass, well da gëtt en automatesch enregistriert. Et kann ëmmer sinn, dass den Diplom guer net unerkannt gëtt an eng Inscriptioun am Registre refuséiert gëtt vum Ministère.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi laang huet et an der Moyenne an deene leschte 5 Joer beim Ministère gedauert, fir eng Demande fir eng Unerkennung vun engem auslänneschen Diplom ze traitéieren?

Wat war d'Moyenne fir Persounen mat Diplom aus engem EU-Land? Wat d'Moyenne fir Persounen mat Diplom aus engem Net-EU-Land?

2. Op déi leschte 5 Joer gekuckt, wéi laang hunn d'Persounen am éischten an am leschte Quintil misse waarden, bis hir Demande vum Ministère traitéiert gouf?

3. Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi längste Waardezäit, fir eng Demande ze traitéieren?

Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi kierzte Waardezäit, fir eng Demande ze traitéieren?

4. Wéi vill Prozent vun den Demandë ginn ofgeleent? Wat ass heifir den heefegste Grond?

5. Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Délais de traitement sollte verkierzt ginn?

– Wa jo, wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dëst ze errechen?

– Wann nee, firwat net?

Réponse (15/06/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Et sief am Virfeld vun dëser Äntwert op dem honorebelen Deputéierte seng Froe betreffend d'Traitementsdauer vun den akadeemeschen Unerkennungsdemandë vun auslänneschen Héichschouldiplomer preziséiert, dass déi heidreänner genannten Zuele staark approximativ sinn, opgrond dovunner, dass den aktuelle Gestionsprogramm vun dësen Demanden net drop ausgeluecht ass, esou eng Statistik opzestellen. Et ass och wichteg ze betounen, dass am Prinzip den Delai vun der Traitementsdauer eréischt uleef, wann den Dossier bis komplett ass, während an dësen Zuelen och den Delai zwëschent dem Areeche vun engem onkompletten Dossier an der Vervollstännegung vusäite vum Demandeur mat abegraff ass. A finalement sief nach drop opmierksam gemaach, dass et sech bei dësen Donnéeën ëm Kalennerdeeg an net ëm Schaffdeeg handelt.

An de leschte fënnf Joer louch déi global Moyenne vun der Traitementsdauer vun den akadeemeschen Unerkennungsdemanden zwëschent zirka 21 a 45 Kalennerdeeg, woubäi déi duerchschnëttlech Dauer fir EU-Diplomer sech zwëschent zirka 18 an 41 Kalennerdeeg situéiert huet, an déi fir Net-EU-Diplomer zwëschent zirka 29 a 54 Kalennerdeeg.

Déi duerchschnëttlech Bearbeitungsdauer am éischte Quintil läit dobäi konstant bei ongeféier enger Woch an déi am leschte Quintil situéiert sech zwëschent 2,5 an 3,5 Méint.

Dee kierzte Bearbeitungsdelaie variéiert, onofhängeg vum Joer, tëscht engem Dag an enger Schaffwoch. Dëst ass de Fall, wann et sech ëm een ausräichend bekannten Ofschloss handelt, an d'Agente vum Service Registre des titres vun den Demandeure fréizäiteg drop opmierksam gemaach ginn, dass et sech ëm eng justifiéiert urgent Demande handelt, déi kruzial ass, zum Beispill am Kader vun engem Rekrutement.

D'Waardezäit ass par contre méi laang, wann déi serviceintern Recherchen, wat den Unerkennungsstatus vun der Héichschoul an dem Diplom ubelaangt, net concluant waren, an deemno ee (leider net ëmmer rapid) Retour vun der concernéierter Héichschoul bzw. vun de kompetenten auslänneschen Autoritéiten ofgewart muss ginn. Och spillt d'Period vum Joer, an där eng Demande agereecht gëtt, eng Roll, an deem Sënn, dass zu gewësse Momenter de Service Registre des titres eng bemierkbar gréisser Unzuel vun Demandë receptionéiert. Selbstverständlech sinn, trotz dësen externe Facteuren, d'Agente vum Service Registre des titres beméit, d'Waardezäit esou kuerz wéi méiglech ze halen a gläichzäiteg eng fundéiert a prezis Unerkennungsdecisioun ze treffen.

Déi prozentual Unzuel vu refuséierten akadeemeschen Unerkennunge läit zimmlech konstant zwëschent 5,3 % a 6,2 % pro Joer. Den heefegste Grond fir d'Refuséiere vun Demanden ass kloer deen, dass et sech ëm een Diplom handelt, deen am Land, wou en ausgestellt gouf, net vun den zoustännegen Autoritéiten als Héichschouldiplom unerkannt ass.

Eng Verkierzung vun den Delaien ass natierlech wëschenswäert a gëtt och aktiv ugestrief. An dëser Hisiicht gouf an de leschte Joren de Service Registre des titres personaltechnesch opgestockt. Och vun der ustoender Digitaliséierung erwaarden ech mir mëttelfristeg ee positiven Impakt op de Bearbeitungsdelaie vun Diplomenerkennungsdemanden. Serviceintern gëtt och lafend no Méiglechkeete sondéiert, fir d'Gestioun vun den Dossierer nach méi efficace ze gestalten.

Weiderhi steet natierlech och konstant déi qualitativ Amelioratioun vum Traitement am Fokus. D'Verstärkung vum Service Registre des titres erméiglecht et deemno de Mataarbechter, selwer méi déifgrënneg Recherchen ze maachen, an dat besonnesch bei eeleren, haut net méi ausgestallten Diplomer, souwéi

och bei Diplomer aus Net-EU-Staaten. Speziell a méi komplexe Fäll huet dëst dozou bäigedroen, dass den Traitementsdelai reduzéiert gouf doduercher, dass d'Unerkennungsdecisioun manner un engem Retour vusäite vun der beträffender Héichschoul oder de kompetenten auslänneschen Autoritéite gehaangen huet.

Et sief an dësem Kontext ofschléissend ugemierkt, dass gewësse Fäll allerdéngs och weiderhin en onkontrolléierbaren Afloss op den Duerchschnëttsdelai wäerten hunn. Heibäi handelt et sech ënnert anerem ëm den Delai tëscht dem Areeche vun engem onkompletten Dossier an der Vervollstännegung duerch den Demandeur, mee och ëm den Delai, deen ufält, wann eng onëmgänglech Informatioun bei enger Héichschoul oder bei auslänneschen Autoritéite muss nogefrot ginn.

Parquet général | Question 8059 (05/06/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Fir d'Sécherheet an eiser Gesellschaft ze garantéieren, brauch et ee staarke Rechtsstaat. Ee staarke Rechtsstaat bedeit, dass Strofdoten erkannt, verfollegt a sanktionéiert ginn. De Rechtsstaat funktionéiert nëmme dann, wa jiddereen d'Reegelen an eiser Gesellschaft respektéiert, well e weess, dass Strofdote Konsequenze fir jidderee wäerten hunn.

Fir dass Strofdote virun engem Geriicht landen, suergegen hei am Land d'Police an de Parquet (Staatsanwaltschaft). Dofir muss d'Institutioun vum Parquet beschtméiglech equipéiert sinn, grad am Kontext vun engem staarke Bevölkerungswuesstem, wéi en zu Lëtzebuerg zënter Joerzéngte stattfënt.

An deem Zusammenhang wëllt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Personalsituatioun beim Parquet zënter 2017 entwéckelt (punkto Demissiounen, Wiesel an aner Déngschter vum Staat, Pensiounen, Neiastellungen)?

Wéi huet sech de Personalbestand zënter 2017, opgelëscht no Karriär (A1, A2, B1, C1), entwéckelt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi beim Parquet agaange sinn, zënter 2017 entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi ouni Suite klasséiert goufen, zënter 2017 entwéckelt?

4. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi de Parquet viru Geriicht bruecht huet, zënter 2017 entwéckelt?

5. Wéi laang brauch et am Duerchschnitt, bis eng Affär vum Agang beim Parquet bis viru Geriicht bruecht gëtt?

Wéi huet sech dës Zuel zënter 2017 entwéckelt?

6. Falls d'Ministesch an de Parquet dës Zuelen net hunn, kann d'Ministesch erklären, wéi d'Aarbecht vum Parquet evaluéiert gëtt a falls jo, eng

Oplëschtung mat alle Kennzuelen a „Key Performance Indicators“ maachen?

Réponse (06/07/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Laut Informatioun vum Parquet général huet d'Personalsituatioun beim Parquet Lëtzebuerg sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

- Demissiounen: 3
- Wiesselen: 9
- Pensiounen: 4
- Stierffäll: 1
- Neiastellungen: 21

D'CAE, CDD an OTI sinn hei net abegraff. Präzis Zuelen zu de Mouvementer an dëse Kategorien zënter 2017 leien net vir. Laut Informatioun vum Parquet général huet de Personalbestand beim Parquet Lëtzebuerg sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dobäi kommen nach d'Magistraten.

D'Zuel vun de Magistraten ass zënter 2017 vu 35 op 39 geklommen.

Laut Informatioun vum Parquet général huet d'Personalsituatioun beim Parquet Dikrech sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

- Demissiounen/Departen: 3
- Pensiounen/Invaliditéit: 4
- Wiesselen: 2

D'CAE, CDD an OTI sinn hei net abegraff. Präzis Zuelen zu de Mouvementer an dëse Kategorien zënter 2017 leien eis net vir.

Laut Informatioun vum Parquet général huet de Personalbestand beim Parquet Dikrech sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dobäi kommen nach d'Magistraten.

D'Zuel vun de Magistraten ass zënter 2017 vu 6 op 8 geklommen.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir detailléiert Informatiounen iwwert d'Unzuel vun den Affäre gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verweisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html>.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir detailléiert Informatiounen gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verweisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html>.

ad 4. Heidrenner d'Zuele vun de Jugementer an den Ordonnances pénales (am Kader vum Exercice vun der Action publique duerch de Parquet):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir detailléiert Informatiounen gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verweisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html>.

ad 5. Heidrenner Statistike vum Parquet général, déi d'Evolutioun säit 2013 weisen.

Dës Statistike betreffen nëmmen ofgeschlossenen Affären. Pro Joer gëtt d'Durée moyenne ugewise vun den Affären, déi dat Joer ofgeschloss goufen.

D'Durée moyenne générale vun all den Affären, déi am Joer 2022 mat engem Jugement ofgeschloss goufen, läit bei 619 Deeg. Bei den Affären, an deenen en Untersuchungsriichter intervenéiert ass, läit d'Durée moyenne am Joer 2022 iwwert dëser Moyenne générale, bei 915 (Lëtzebuerg) respektiv 918 (Dikrech) Deeg. Bei den Affären, an deene keen Untersuchungsriichter intervenéiert ass, läit d'Durée moyenne an deene meeschte Fäll ënnert der Moyenne générale.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6. D'Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) vum Conseil de l'Europe, mécht reegelméisseg eng Analys vu verschiddenen Aspekter vun den europäesche Justizsystemer a stellt fir all analyséiert Land eng Fiche op.

Déi lëtzebuergesch Fiche vun 2020 hänt als Annex un.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Réorganisation du réseau RGTR | Question 8060 (05/06/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Säit der Reorganisation vum RGTR-Réseau kënnst et ëmmer rëm zu Reklamatiounen vu Passanten, well entweeder Linne ganz gestrach gi sinn, oder Busse manner oft circuléieren. Dëst schaaft virun allem Problemer zu den Haaptzäite vum Verkéier, also moies an owes.

Zënter dem 21. Mee 2023 gëtt et op de Linne 508 a 601, déi vun Ottange (F) iwwert Keel/Téiteng a Richtung Lëtzebuerg-Gare fueren, 7 Busse manner. Dat ass eng Reduktioun vun 33 % am Verglach zu der aler Linn 601. Virun allem fueren tëschent 6.00 Auer a 6.30 Auer, also zur Spëttestonn, 3 Busse manner. Dëst ass ëmsou méi problematesch, well d'Busser, déi duerch d'Uertschaften Téiteng a Keel fueren, scho voll sinn. Dovu ofgesinn huet keng Linn méi hiren Depart zu Téiteng.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

- Ass dem Här Minister dës Problematik bekannt?
- Gedenkt den Här Minister de Fuerplang vun dëse Linnen unzepassen?
- Wa jo, wéini a wéi?

Réponse (03/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vum 19. Juni 2023 u fueren zousätzlech Bussen an de Spëttestonnen op der Linn 508 Ottange-Lëtzebuerg. D'Informatioun dozou gouf den 9. Juni 2023 publizéiert:

<https://www.mobiliteit.lu/fr/informations-de-circulation/>

Duerno kënnst nach eng Upassung um Tracé zu Keel.

Rapport d'évaluation du projet pilote « Passerelle GSO » | Question 8061 (05/06/2023) de **Mme Martine Hansen | Mme Diane Adehm** (CSV)

Zënter der Schoulrennée 2021/2022 erméiglecht de Pilotprojet „Passerelle GSO“ de Primaner vun der Sektioon GSO, sech an engem Joer zum Educateur – mat entsprechemend Diplom – ausbilden ze loossen. Ugebuede gëtt dës Formatioun am „Lycée technique pour professions éducatives et sociales“ (LTPES), wou d'Schüler an déi regulär Ofschlossklass integréiert ginn, an an der „École nationale pour adultes“ (ENAD), wou d'Ausbildung beruufsbegleedend ofleeft.

Laut engem Zeitungsartikel läit elo den Evaluatiounsrapport vum éischte Joer vun dëser Formatioun vir. Erstallt gouf dee vum „Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques“ (SCRIPT). Donieft gëtt et jee weils ee separate Rapport vun deenen zwou Schoulen, wouvun dee vun der ENAD net effentlech ass an och net an de Rapport vum SCRIPT agefloss ass.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

- Kann den Här Minister confirméieren, dass de Rapport vun der ENAD net effentlech ass an dass déi entsprechemend Conclusiounen och net an de Rapport vum SCRIPT agefloss sinn?
- Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

- Kann den Här Minister eis de sougenannten ENAD-Rapport zoukomme loossen?

Réponse (11/07/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Rapport vun der ENAD ass effentlech, en ass awer réischt Ufank Juni fäerdeg ginn. Um Site vum SCRIPT ka jiddereen, deen sech dofir interesséiert, dëse Rapport noliessen (<https://script.lu/fr/news/2023-05/pilotprojet-passerelle-gso-1sged1sged-den-evaluatiounsrapportass-vereffentlecht>).

Gestion des transferts à l'étranger par le contrôle médical | Question 8062 (05/06/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment une lettre ouverte à la CNS a fait part du malaise d'un médecin-psychiatre concernant le cas d'un de ses patients. Il y a fait part de son incompréhension devant la façon avec laquelle le contrôle médical gère les transferts à l'étranger et en particulier le cas de son patient. Il regrette non seulement la durée qu'a pris le contrôle médical pour répondre mais aussi la non-transparence des raisons du refus.

Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, je ne suis pas sans savoir qu'une simplification de la procédure pour l'obtention d'un S2 a été mise sur pied récemment. Néanmoins, au vu du témoignage de la lettre ouverte, il semble que la nouvelle procédure ne soit pas si légère.

Partant, j'aimerais vous poser les question suivantes :

- 1) Quels sont les critères à la base desquels les transferts à l'étranger sont accordés voire refusés ?
- 2) Comment est-ce que ces critères sont mis en pratique pour arriver à une décision ?
- 3) Quel est le processus de prise de décision d'un transfert à l'étranger ? Qui prend les décisions ? Est-ce que c'est une personne seule ou est-ce qu'il y a plusieurs instances ?
- 4) Si c'est une personne seule voire une instance seule, en l'occurrence le directeur du contrôle médical, n'estimez-vous pas qu'une décision si vitale pour un assuré/ un patient devrait être prise en concertation avec d'autres personnes/instances par exemple le médecin traitant et/ou le Collège médical ?
- 5) Monsieur le Ministre, est-ce que vous jugez que la pratique actuelle met suffisamment au centre de l'attention le bien-être de l'assuré/le patient ?
- 6) Monsieur le Ministre, estimez-vous qu'il faudrait revoir les critères pour un transfert à l'étranger voire le processus de prise de décision à la base d'un transfert à l'étranger ?

7) Monsieur le Ministre, ne pensez-vous pas qu'une durée de 11 mois pour répondre à la demande d'un transfert est trop longue – justement en pensant au bien-être du patient/de l'assuré ? Ne faudrait-il pas un délai maximal pour la réponse ?

8) Finalement, vu le nombre élevé et alarmant de plaintes reçues régulièrement par différentes instances concernant le fonctionnement, le traitement des patients ainsi que la gouvernance du CMSS, ne serait-il pas opportun de commander un audit externe pour détecter d'éventuels dysfonctionnements et proposer des solutions dans l'intérêt de toutes les parties concernées ?

Réponse (12/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) De prime abord il faut préciser qu'il n'y a pas une procédure pour les transferts à l'étranger, mais plusieurs en fonction de la réglementation européenne, y compris directives, et nationale ainsi qu'en fonction des conventions internationales ou bilatérales.

Il en découle que les critères résultent des dispositions juridiques communautaires et nationales ainsi que de la jurisprudence des cours et tribunaux communautaires et nationaux.

Sur base des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne, les juridictions sociales du Luxembourg répondent à la même question posée par l'honorable Députée de la manière suivante :

« En principe, l'exigence d'une autorisation préalable constitue pour les patients et les prestataires une entrave à la libre prestation de services. Toutefois, l'article 49 du Traité CE ne s'oppose pas à ce que le droit d'un patient à obtenir des soins [...] dans un autre État membre à la charge de la Caisse de sécurité sociale dont il relève soit soumis à une autorisation préalable lorsque celle-ci est justifiée par :

- a. Une raison impérieuse d'intérêt général tel qu'un risque d'atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale
- b. Des raisons de santé publique, tel que le maintien pour des raisons de santé publique d'un service médical et hospitalier équilibré et accessible à tous dans la mesure où il peut contribuer à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé
- c. Le maintien d'une capacité de soin ou d'une compétence médicale sur le territoire national, essentielles pour la santé publique ou la survie de la population
- d. L'objectif de garantir sur le territoire de l'État de résidence du patient une accessibilité suffisante et permanente à une gamme équilibrée de soins hospitaliers de qualité et d'assurer une maîtrise des coûts et d'éviter, dans la mesure du possible, tout gaspillage de ressources financières, techniques et humaines. »

Par ailleurs, l'article 23, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale dispose que : « Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

ad 2) Le médecin traitant du patient doit établir une demande d'autorisation de traitement à l'étranger, lorsqu'une telle autorisation préalable est requise. Cette demande doit contenir un certain nombre d'éléments et doit être dûment motivée. En vertu des statuts de la Caisse nationale de santé (CNS), l'article 27 dispose que cette demande doit contenir au moins les éléments suivants :

- « 1. les données d'identification de la personne protégée (noms, adresse, numéro d'identification unique) ;
- 2. les données d'identification du médecin prescripteur ;
- 3. la désignation précise du prestataire appelé à donner les soins à l'étranger ;
- 4. le diagnostic précis moyennant codification CIM10 à 4 caractères ou une version plus récente ;
- 5. la date de début de traitement avec l'indication de la durée prévisionnelle de traitement ;
- 6. l'indication des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux auxquels il est prévu de faire recours lors du traitement de la personne protégée ;
- 7. la nature du traitement ;
- 8. la motivation exposant les faits et critères justifiant le traitement ;
- 9. le cas échéant, l'information que les prestations ne peuvent être dispensées à la personne protégée dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie. La motivation détaillera les antécédents médicaux du patient, l'évolution probable de sa maladie, le degré de sa douleur et de la nature de son handicap au moment de la demande [...] »

Sur base des informations figurant sur les demandes, la CNS et, dans les cas où l'intervention du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) est prévue par les lois, règlements et statuts, le CMSS analyse les demandes par rapport aux différents éléments qui sont requis d'après les dispositions en vigueur.

ad 3) et 4) Depuis décembre 2022, la procédure a été simplifiée et en principe seules les demandes de prise en charge des frais de soins à l'étranger dans le cadre de l'article 20 et 20 bis du Code de la sécurité sont encore soumises pour avis au CMSS.

En effet, la procédure définie dans l'article 20 résulte de la mise en œuvre d'une directive relative aux soins de santé transfrontaliers (loi du 1^{er} juillet 2014 portant transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers) et diffère partiellement de celle prévue au règlement européen 883/2004 (procédure « S2 »).

Celle de l'article 20 bis est requise pour les pays qui ne rentrent pas dans le champ d'application du règlement 883/2004, de la directive sur les soins transfrontaliers ou d'une convention bilatérale.

Au sein du CMSS, il s'agit soit d'un médecin-conseil, soit d'un colloque de médecins-conseils qui avisent la demande de transfert à l'étranger.

En règle générale, les demandes de transfert à l'étranger ne sont pas traitées par une personne seule.

En ce qui concerne une éventuelle concertation avec le médecin traitant, l'article 421 du Code de la sécurité sociale est d'application.

Une concertation avec le Collège médical n'est pas prévue par la loi et le Collège médical n'a par ailleurs pas dans ses missions l'analyse médicale de dossiers d'assurés et ne peut donc pas s'immiscer dans les dossiers individuels soumis au CMSS ou une autre institution publique pour avis.

ad 5) et 6) La procédure d'autorisation de traitement à l'étranger a justement été simplifiée fin 2022, comme expliqué plus haut, pour faciliter le traitement de ces demandes.

Pour le reste, il n'appartient pas à un ministre ou ministre de juger des faits médicaux à la base d'un avis médical du CMSS ou de toute autre institution publique, comme par exemple l'Administration d'évaluation et de

contrôle de l'assurance dépendance pour ne citer que celle-ci.

ad 7) En vertu de l'article 28, paragraphe 11 des statuts de la CNS :

« (11) La Caisse nationale de santé transmet la décision à la personne protégée dans un délai compatible avec le degré d'urgence et de disponibilité des soins envisagés et au plus tard trois semaines après la date de réception de la demande complète. Si la Caisse nationale de santé n'est pas en mesure de répondre à la demande dans ce délai, elle en informe la personne protégée et lui fait part des circonstances suspendant le délai de traitement de la demande. »

La vérification de la durée effective du traitement de la demande qui a récemment fait l'objet d'une lettre ouverte et qui affirme un délai de réponse de 11 mois a révélé que cette affirmation est erronée. En effet, le dossier a été avisé endéans 3 jours par le CMSS.

ad 8) Concernant le « nombre élevé et alarmant de plaintes » mentionné par l'honorable Députée, il y a lieu de préciser que le CMSS effectue une multitude de contrôles et analyses médicales pour effectuer les missions lui conférées par le Code de la sécurité sociale.

Bien que toute « plainte » soit une de trop, les données disponibles ne peuvent pas confirmer qu'il y ait un nombre élevé, un nombre alarmant de plaintes reçues par rapport au nombre impressionnant et toujours croissant de contrôles effectués.

En la matière, la question parlementaire n° 7081 de l'honorable Député Monsieur Sven Clement apporte plus de détails.

Alors que toutes les administrations et institutions de sécurité sociale s'efforcent d'optimiser leurs procédures et leur fonctionnement interne, il y a lieu de rappeler qu'elles agissent dans le cadre des missions lui conférées par les lois et règlements.

En outre, la direction du CMSS a invité tant la Commission parlementaire du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que l'Ombudsman, entre autres, au sein du CMSS pour leur montrer le fonctionnement des services du CMSS et répondre à leurs questions.

Finalement, le ministre ne partage pas l'avis de l'honorable Député qu'un « audit externe pour détecter d'éventuels dysfonctionnements » d'une administration qui exerce les missions lui conférées par la loi soit « opportun ».

.....

« Deutschlandticket » | Question 8063 (05/06/2023) de Mme Chantal Gary (déi gréng)

Mit dem neuen „Deutschland-Ticket“ oder „49-Euro-Ticket“ genannten Abonnement können Fahrgäste seit dem 1. Mai 2023 deutschlandweit die Busse und Bahnen des öffentlichen Nah- und Regionalverkehrs zum Preis von 49 € pro Monat nutzen. Laut Medienberichten bietet das neue Deutschlandticket demnach den Pendlern im grenzüberschreitenden Zugverkehr zwischen Deutschland und Luxemburg ein attraktives Angebot, gelte bisher allerdings nicht für die grenzüberschreitenden RGTR-Linien nach Rheinland-Pfalz und ins Saarland oder für die CFL-Expressbuslinie zwischen Luxemburg und Saarbrücken.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten folgende Fragen stellen:

1. Warum ist das neue 49-Euro-Ticket nicht für die grenzüberschreitenden RGTR- und CFL-Buslinien nach Deutschland gültig?

2. Gibt es Verhandlungen für eine kurz- oder mittelfristige Lösung, bzw. die Ausweitung der Gültigkeit des neuen Tickets auf die grenzüberschreitenden Buslinien?

Réponse (03/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Die Einführung des Deutschland-Tickets erfolgte sehr kurzfristig. Somit war die nötige Abstimmung mit den deutschen Ministerien und Betreibern im Vorfeld leider nicht möglich. Aus diesem Grund wurde das bestehende Tarifgefüge im grenzüberschreitenden RGTR-Netz beibehalten.

ad 2. Mein Ministerium hat Gespräche mit den deutschen Partnern angestoßen und versucht schnellstmöglich eine Lösung im Sinne der Nutzer des grenzüberschreitenden öffentlichen Verkehrs zu finden.

Offre de commerces et de services dans les gares | Question **8064** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Rendre le plus agréable possible le passage des voyageurs de train dans les gares est un élément important pour augmenter l'attractivité des transports publics en général et pour animer les gares voire leurs alentours. Une offre de commerces et de services utiles, comme par exemple la vente de boissons et de produits alimentaires, de journaux, de produits de premiers besoins, etc., possède par ailleurs le potentiel d'attirer des clients non voyageurs. Au Luxembourg le nombre de gares pouvant se prévaloir d'un flux de voyageurs important – y inclus en dehors des heures de pointe – est évidemment limité et la viabilité économique d'un commerce de proximité n'est pas toujours donnée. Pourtant, il me semble essentiel de ne pas négliger les gares plus périurbaines voire rurales dans la réflexion sur les services à offrir aux clients.

Un développement intéressant a été l'ouverture récente d'une petite supérette 7j/7 en Gare de Luxembourg, créée à l'aide d'une société commerciale commune des CFL avec une chaîne de supermarchés et qui annonce la création d'autres offres commerciales à l'avenir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle stratégie le ministère poursuit-il au niveau de la modernisation et de la revalorisation des gares – y inclus les gares périurbaines voire rurales ?

2) Est-ce que d'autres offres de commerces de proximité, de kiosques, de stands mobiles, de distributeurs automatiques, etc., sont prévues dans des gares ? Dans l'affirmative, dans quelles gares et à quelle échéance ?

Réponse (03/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Depuis des années, une attention particulière est portée à la modernisation des installations ferroviaires.

Le réseau ferré luxembourgeois compte actuellement 35 gares et 33 points d'arrêt.

Pour chacune de ces gares/points d'arrêt, un catalogue des équipements et services à prévoir (p. ex. abris temporisés, commerces, espace d'attente, espace sanitaire, ...) a été élaboré pour satisfaire aux besoins de nos clients tout en respectant les directives européennes et lois nationales en vigueur.

Les travaux en gare étant souvent synonyme de contraintes pour les voyageurs, il est important de garantir un enchaînement cohérent et optimal des

projets avec le but d'en réduire les nuisances pour nos clients.

Une enquête réalisée en 2020 auprès d'un panel de clients des CFL a mis en évidence leurs attentes suivantes :

- tout d'abord, deux catégories de besoins ressortent très clairement, à savoir le « food to go » et les achats alimentaires de proximité
- ensuite, d'autres pistes commerciales ont été évoquées :
- coin de services (distributeur d'argent, espace poste, services administratifs, ...),
- buralistes et librairies,
- automates distribuant cafés et produits alimentaires,
- café ou bistrot convivial,
- fleuriste,
- pharmacies,
- récupération de commandes (en ligne)/marchandises.

L'offre commerciale dans les gares et sur les points d'arrêt sera différenciée selon les profils de consommation propres à chaque type de gare. La réponse aux besoins des clients ne sera donc pas standardisée. L'offre se basera sur des « convenience stores » alliant restauration rapide et petite épicerie, du « fresh to go » ou encore des distributeurs sur d'autres sites. Pour tous points d'exploitation, la priorité sera donnée à une offre de qualité, éco-responsable et favorisant aussi les circuits courts.

En plus du magasin ouvert récemment en gare de Luxembourg, le concept prévoit les développements détaillés ci-après :

1. Gare de Luxembourg :

Un coin services qui sera aménagé dans l'espace des anciens guichets pour rendre la gare plus accueillante. Les voyageurs y trouveront de la presse, des livres, un point POST et les produits de la loterie. Pour une animation supplémentaire, un bar sera aménagé. Le planning actuel prévoit une mise en service en 2024.

2. Magasins de proximité en gares :

Des magasins de proximité sont prévus dans certaines gares principales du réseau ferroviaire lorsque les infrastructures de la gare le permettent. À ce stade sont notamment prévus des magasins à Mersch (2024) et Ettelbruck (lors de l'ouverture de la nouvelle gare).

3. Magasins de proximité en conteneurs :

Aux endroits où les infrastructures ne permettent pas l'aménagement de shops de proximité en gare, des shops installés dans des conteneurs sont prévus, à proximité immédiate de la gare, sur le domaine ferroviaire.

4. Vending machines :

Étant donné que les magasins ne couvriront que les principales gares et afin de proposer une gamme de produits à un maximum de clients, l'offre est complétée par un réseau de « vending machines ». Il est prévu de déployer 42 modules d'automates sur 21 sites différents ce qui garantira à 88 % des clients du réseau ferré un accès à une offre commerciale. Ces distributeurs combinés proposeront des boissons fraîches, dans la mesure du possible des boissons chaudes et également un assortiment de produits de la vie quotidienne, provenant d'une filière durable.

Au cours des années 2023 et 2024, il est actuellement prévu que ces machines soient progressivement déployées aux gares et points d'arrêt suivants : Luxembourg, Belval-Université, Schifflange, Pfaffenthal-Kirchberg, Dommeldange, Bettembourg, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Mersch, Rodange, Wasserbillig, Pétange,

Kautenbach, Differdange, Bascharage-Sanem, Diekirch, Howald, Wiltz, Troisvierges, Walferdange et Clervaux.

5. Autres services :

L'offre commerciale sera complétée par le développement d'un concept d'exploitation de food trucks sur des parvis de gares ainsi qu'à terme d'un concept d'exploitation d'un atelier de réparation de vélos sur la place de la gare après mise en service du parking souterrain pour vélos, qui est en cours d'étude.

Modes de paiement des tickets de train de 1^{re} classe | Question **8065** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

La Deutsche Bahn a aboli, début 2022, la possibilité d'acheter son ticket auprès du contrôleur du train. En Belgique, cet achat reste possible, mais la possibilité de payer en espèces a été abolie au 1^{er} mai 2023. Dans les trains belges, les voyageurs concernés doivent désormais utiliser une carte bancaire, le paiement en espèces étant limité aux guichets et aux distributeurs automatiques.

Avec la gratuité des transports publics luxembourgeois, depuis mars 2020, l'achat d'un ticket n'est plus nécessaire, à l'exception toutefois des voyageurs en 1^{re} classe, qui ont le choix entre un ticket « courte durée » de 3 euros (valable 2 h) et « longue durée » de 6 euros (valable jusqu'à 04.00 heures du matin). Lorsqu'en période de très forte affluence en 2^e classe, des clients optent spontanément pour un voyage en 1^{re} classe, ils peuvent encore acheter leur ticket en espèces auprès du contrôleur. Le paiement par carte bancaire n'est pas prévu.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les différentes possibilités actuelles pour les clients CFL souhaitant acheter un ticket de 1^{re} classe dans le train ? Est-ce que l'achat d'un ticket par l'intermédiaire de l'app mobile des CFL est encore possible dans le train, respectivement après le départ du train ?

2) Existe-t-il des statistiques sur le nombre et la proportion des tickets de 1^{re} classe, achetés dans le train ?

3) Est-il actuellement prévu d'abolir la possibilité de payer des tickets en espèces auprès du contrôleur ?

Réponse (05/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les clients des CFL ont la possibilité d'acheter des billets 1^{re} classe dans les trains auprès des agents d'accompagnement de trains moyennant un tarif de bord de 1 €, en complément du prix du billet de 3 €.

Ils doivent cependant informer au préalable et activement l'accompagnateur de trains qu'ils ne sont pas en possession d'un billet valable lors du contrôle des billets.

L'art. 11ter 1^{er}, de la loi du 13 septembre 2013 sur les transports publics et sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics stipule que : « Tout usager des transports publics doit se munir d'un titre de transport valable au début de son voyage. »

L'achat d'un billet première classe au moyen de l'app CFL nationale est également possible à condition que le billet puisse être présenté à l'accompagnateur de train lors du contrôle des billets en première classe. Dans le cas contraire, le client risque une amende administrative de 150 € conformément à la loi du 13 septembre 2013. En effet, l'art. 11ter 1^{er} al. 2 prévoit que : « L'usager qui ne peut pas présenter de titre de

transport valide à la demande de l'agent, est tenu de payer une amende administrative de 150 euros.»

En 2022, la proportion de billets première classe vendus dans les trains CFL s'est présentée comme suit :

– Billets courte durée 1^{re} classe. Sur 19.436 billets vendus, 3.789 ont été vendus dans les trains, ce qui représente 19,49 % des billets courte durée 1^{re} classe vendus en 2022.

– Billets longue durée 1^{re} classe. Sur 7.459 billets vendus, 491 ont été vendus dans les trains, ce qui représente 6,58 % des billets longue durée 1^{re} classe vendus en 2022.

Entre janvier et mai 2023, les CFL ont observé approximativement la même répartition avec toutefois une forte augmentation des ventes de billets 1^{re} classe de +56,76 % billets courte et longue durée confondus. (Statistiques de vente billets première classe de 2022 et 2023 en annexe)

Il n'est actuellement pas prévu d'abolir le paiement en espèces lors de l'achat de billets auprès de l'accompagnateur de trains. En complément, les CFL envisagent à l'avenir de mettre à disposition de la clientèle le paiement par carte. Le Service activité voyageurs trains a lancé un projet visant à moderniser l'outil de vente et de contrôle des accompagnateurs de trains afin d'inclure le paiement par carte de crédit ou de débit.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Logements d'urgence dans les communes | Question 8066 (05/06/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Trente-huit personnes ont récemment été sinistrées par un incendie d'un immeuble d'habitations collectives au Grundhof. Dans un reportage radiophonique du 25 mai 2023 le maire de la commune concernée explique que le relogement des sinistrés s'avèrerait très compliqué faute de logements disponibles. Il précise en outre que l'obligation légale de relogement des personnes sinistrées incomberait au(x) propriétaire(s) des logements concernés et que par conséquent la responsabilité de la commune ne s'appliquerait qu'en cas de défaillance du(des) propriétaire(s).

Ces derniers mois des incendies d'immeubles résidentiels ont régulièrement fait la une dans les médias. Dans la plupart de ces cas, le relogement d'urgence des personnes sinistrées suite à la défaillance des propriétaires des logements pose des problèmes sérieux aux autorités communales.

Malgré ces difficultés de relogement rencontrées par les communes, ces dernières sont réticentes à créer des logements, voire des hébergements d'urgence réservés justement pour pouvoir offrir des solutions rapides à un besoin d'abri. Si un certain nombre d'organisations détiennent des logements ou hébergements d'urgence destinés à des populations cibles, ce n'est que rarement le cas pour les communes.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir un relevé de tous les logements et hébergements d'urgence actuellement mis à disposition et ventilés par types de gestionnaire/propriétaire (promoteurs publics et communes, ASBL, fondations, etc.) ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils également me fournir un relevé de tous les logements et d'hébergements d'urgence en propriété communale, ventilés par commune ?

3) Des projets communaux de création de logements et d'hébergements d'urgence sont-ils actuellement en cours ou en planification ? Dans l'affirmative, combien de logements ou d'hébergements seront créés et par quelles communes ?

4) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils en faveur de la création d'une réserve de logements et d'hébergements d'urgence répartie entre les communes ?

5) Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils la mise en place de mesures pour favoriser la création de logements et d'hébergements d'urgence par les autorités communales ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (11/07/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une structure d'urgence multifonctionnelle au Findel qui est destinée à l'hébergement d'urgence et de courte durée de groupes de personnes obligées de quitter inopinément leur lieu d'hébergement habituel. Cette structure est gérée par la Dräieck ASBL qui est conventionnée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Pour ce qui concerne les projets communaux de création de logements et d'hébergements d'urgence, nous nous référons au rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement qui vient d'être publié et qui détaille les projets de logements abordables actuellement en cours¹.

La création d'une réserve de logements et d'hébergements d'urgence est soutenue par le Gouvernement. En effet, le projet de loi n° 7937 relatif au logement abordable, introduit en procédure législative par le Ministre du Logement, prévoit des participations financières étatiques à hauteur de 75 % du coût de réalisation pour les logements dits « de réserve ». Il s'agit d'un logement accueillant momentanément des locataires qui sont exposés à une situation de détresse extrême, qui ne peuvent souffrir d'aucun délai pour bénéficier de l'attribution d'un logement. Ce type de logement peut être réalisé par tout promoteur social et peut être géré par tout type de bailleur social.

Antoniushaff | Question 8067 (05/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Op meng Fro mat der Nummer 3772 vum 4. Mäerz 2021 betreffend den Antoniushaff an der Gemeng Wëntger gouf mir Folgendes geäntwert:

„Ee genauen zäitleche Kader fir d'Ëmsetzung vun engem konkrete Projet gëtt et aktuell nach net. D'ANF an de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hunn de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert de Projet informéiert an dobäi och ëischt Elementer en vue vun der Conception geliwwert.

Am Moment leeft d'Ufro vusäite vun der ANF fir eng Naturschutzgeneemung. Op Basis vun dëser kann eréischt een definitive Projet entworfen ginn. Et gëtt domat gerechent, dass mam Bau an den nächsten 1 bis 2 Joer kann ugefaang ginn.“

Allerdéngs muss een haut feststellen, datt d'Aarbechten nach net ugefaangen hunn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi wäit ass dëse Projet vun der ANF fortgeschrott oder gëtt et an der Tëschenzäit een neie Projet?

2. A wéi engem zäitleche Kader kann elo mat der Ëmsetzung vun dësem Projet gerechent ginn?

Réponse (11/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung verweisen op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 8045, déi sech mat deene selwechte Froen betreffend den Antoniushaff befaasst.

Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme | Question 8068 (05/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Virun 3 Joer huet de Staatsrot säin Accord zur Elaboration vun engem nationale Plang géint den Antisemitismus (Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme) ginn, eng EU-Initiativ, fir géint den Antisemitismus virzegoen an déi reliéis Fräiheet an d'Égalitéit vun all de Leit ze stäerken an ze schützen.

Dëse Plang ass bis dato awer nach net publizéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung doriwwer informéieren, wou de Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme drun ass a wéini dëse publizéiert gëtt?

2. An eiser parlamentarescher Ufro mat der N° 4018 betreffend d'Sécuritéit vun der Synagog zu Esch, huet d'Regierung ënnerstrach, dass ee géing am Kader vun der Preparatioun vum zukünftege Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme doriwwer nodenken, ob a wéi een déi jeeweileg Gemenge bei der Sécherheet vun de Synagogen technesch ënnerstëtze kéint. Huet een sech doriwwer scho Gedanke gemaach?

– Wa jo, wat wieren hei d'Méiglechkeeten?

Réponse (28/06/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7969 vum 5. Juni 2023 vun den honorablen Deputéierte Mars Di Bartolomeo an Dan Biancalana.

D'Regierung verurteilt all Aart vun Diskriminatioun an Opruff zum Haass, dorënner och den Antisemitismus. Den nationale Plang géint den Antisemitismus (Plan national de lutte contre l'antisémitisme [PANAS]) ass eng Initiativ vun der Regierung a wäert dem Regierungsrot an den nächste Woche virgeluecht ginn.

De Plang ass iwwerdeems am europäesche Kontext ze gesinn, well d'Memberstaaten, op Initiativ vun der Kommissioun, sech engagéiert hunn, fir national Pläng géint de Rassismus an den Antisemitismus virzeleeën. De Stéichdatum heifir gouf op den 31. Dezember 2023 verlängert.

D'Prioritéit vun der Strategie sinn d'Strofverfolgung, d'Sensibiliséierung, d'Préventioun vum Antisemitismus an d'Zesummenaarbecht mat der jüddescher Gemeinschaft.

Fir dës Ziler ze erreechen, soll de Plang eng Rei vun Aktiounen ëmfaassen, wéi d'Applikatoun vun engem renforcéierte legale Kader fir d'Police an d'Justiz, d'Sammelen an d'Analyse vun Donnéeën a Statistiken iwwer Antisemitismus zu Lëtzebuerg, an d'Opklärung vun de Jonken am Zesummenhang mat der Shoah.

¹ Fonds spécial de soutien au développement du logement 2022

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4018 vum 29. Abrëll 2021 vum honorablen Deputéierte Georges Mischo.

D'Menacë géint d'Kulten am Land gi permanent vun der Police evaluéiert.

Ee vun den Objektiv vum nationale Plang géint den Antisemitismus ass e weideren effikasse Schutz vun der Sécherheet vun de Synagogen zu Lëtzebuerg an zu Esch. De Plang gesäit e reegelméisseg Austausch tëschent de Verrieder vun de Synagogen an de staatlechen Autoritéite vir. Dofir soll e Comité fir Sécherheetsfroe gegrënnt ginn an d'Synagoge sollen eng gemeinsam technesch Hëllef a finanziell Ënnerstëtzung vum Staat a vun de Gemengen, virun allem wann d'Gemenge Proprietär vun de Gebailechkeete sinn, kréien, fir hir Sécherheet an Integritéit ze garantéieren.

.....

Observatoire national des politiques sociales | Question 8069 (06/06/2023) de Mme Francine Cloener | M. Dan Biancalana (LSAP)

Le dernier rapport de l'Observatoire social de la Ville d'Esch-sur-Alzette, réalisé en collaboration avec le LISER, fait état d'un nombre croissant de bénéficiaires du Revenu d'inclusion sociale (REVIS).

Or, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, qui a été modifiée depuis, a créé un Observatoire national des politiques sociales, placé sous l'autorité du Ministre ayant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans ses attributions.

Alors que l'article 39 de la loi du 28 juillet 2018 précitée arrête la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'observatoire, l'article 38 définit les missions de l'observatoire, à savoir :

- la proposition d'études et d'analyses quantitatives et qualitatives en matière de politiques sociales ;
- la conception et la mise en œuvre d'actions pour évaluer des politiques sociales ;
- la réalisation de bilans intermédiaires et travaux de synthèse ;
- l'établissement de comparaisons internationales.

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région :

– Dans quelle mesure les missions dévolues à l'Observatoire national des politiques sociales ont-elles été réalisées ?

– Si et dans quelle mesure l'Observatoire national des politiques sociales s'est penché sur l'évolution sur le terrain au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont, le cas échéant, les recommandations de l'Observatoire national des politiques sociales et les conclusions tirées au niveau politique pour remédier à la situation ?

Réponse (03/07/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région

L'Observatoire des politiques sociales, instauré par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, est composé d'un représentant d'un organisme spécialisé en matière de recherches socio-économiques ainsi que de représentants des ministères œuvrant dans le domaine des politiques sociales. Depuis sa création en 2019, l'observatoire s'est réuni à onze reprises.

L'observatoire s'est d'abord consacré à la rédaction d'un avis sur la manière dont les dispositifs sociofiscaux abordent les ménages monoparentaux. L'avis

peut être consulté sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Dans le cadre de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et plus spécifiquement de l'objectif européen de réduire le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale d'au moins 15 millions à l'horizon 2030, l'observatoire a élaboré une proposition de contribution du Luxembourg à l'objectif européen. À cette fin, il s'est adjoint le concours d'experts du LISER en matière d'indicateurs sociaux et d'un représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

À l'heure actuelle, l'observatoire mène une réflexion sur le phénomène du non-recours aux prestations sociales au Luxembourg. Il est prévu de rédiger un avis sur le non-recours au Luxembourg avec des recommandations au futur Gouvernement afin de faciliter le recours aux prestations sociales et de limiter ainsi le risque de non-recours.

.....

Contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) | Question 8070 (06/06/2023) de M. Roy Reding (ADR)

L'article 1601-5, alinéa 2, point f) du Code civil prévoit l'obligation lors de la conclusion d'un contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de remettre à l'acquéreur de l'immeuble à construire une garantie dite « d'achèvement ». Le Code civil ajoute : « Lorsqu'une garantie d'achèvement a été stipulée, celle-ci se transforme en garantie de remboursement lorsqu'il est établi que la construction ne peut être réalisée matériellement ou juridiquement. »

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil tel que modifié par le règlement grand-ducal du 3 octobre 1978 (ci-après RGD 1977) ajoute à ces cas de transformation automatique que le vendeur et le garant ont la faculté, au cours de l'exécution du contrat de vente, de substituer la garantie d'achèvement prévue à la garantie de remboursement ou inversement, à la condition que cette faculté ait été prévue au contrat de vente.

S'agissant de la garantie de remboursement, le RGD 1977 précise en son article 3 que celle-ci doit revêtir « la forme d'une convention de cautionnement aux termes de laquelle la caution s'oblige envers l'acquéreur, solidairement avec le vendeur, à rembourser les versements effectués par l'acquéreur au cas de résolution amiable ou judiciaire de la vente pour cause de défaut d'achèvement ».

Il semble que la ratio legis des dispositions relatives à la garantie d'achèvement respectivement de remboursement n'avait toutefois pas à l'esprit l'éventualité ou en tout état de cause les conséquences d'une éventuelle structuration dans laquelle le vendeur de la quote-part terrain/du terrain et le vendeur des constructions seraient deux entités distinctes. Pourtant, force est de constater à ce jour que l'essentiel des contrats de VEFA sont conclus par les acquéreurs avec deux vendeurs distincts et les garanties émises soit par des banques ou des assureurs se limitent à garantir la quote-part construction, alors que si les vendeurs des constructions font émettre des garanties d'achèvement/remboursement au profit des vendeurs, tel n'est pas le cas des vendeurs des quotes-parts terrain. Or, le prix du terrain/de la quote-part terrain représente une part considérable du prix de vente total dans le cadre d'une VEFA.

Dans ce contexte, j'ai les questions suivantes pour Madame la Ministre de la Justice :

1) Dans le cadre d'une VEFA, est-ce que le vendeur du terrain/de la quote-part terrain, si différente du

vendeur de la quote-part construction, doit lui aussi fournir une garantie (a priori de-remboursement) à l'acquéreur pour le terrain/la quote-part terrain ?

2) Dans le cadre d'une VEFA où le vendeur du terrain/de la quote-part terrain est le même que le vendeur des constructions, est-ce que le vendeur doit alors obligatoirement souscrire une garantie qui en cas de transformation de la garantie d'achèvement en garantie de remboursement, inclut le remboursement du terrain/de la quote-part terrain à l'acquéreur ?

3) À défaut ne serait-il pas judicieux de modifier la loi et le RGD 1977 afin d'imposer aux vendeurs de terrain/de quotes-parts terrain de faire émettre une garantie couvrant en cas de remboursement le remboursement du prix payé pour le terrain aux acquéreurs, respectivement d'imposer au vendeur du seul terrain/quote-part terrain de faire lui aussi émettre une garantie s'il s'agit d'une entité différente de celle vendant les constructions ?

Réponse (05/07/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) Dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain, si différent du vendeur de la quote-part construction, n'est pas légalement tenu de fournir une garantie spécifique de remboursement à l'acquéreur pour le terrain ou la quote-part terrain.

Contrairement au vendeur de la quote-part construction, le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain n'est pas directement impliqué dans la construction de l'immeuble. Par conséquent, la garantie fournie dans le cadre d'une VEFA au Luxembourg est liée à la construction elle-même et aux éventuels défauts ou malfaçons qui pourraient survenir.

ad 2) Conformément à l'article 1601-4 du Code civil, la livraison du terrain par le promoteur n'est pas un critère impératif pour l'application de la loi du 28 décembre 1976.²

Par conséquent, il est important de noter que la vente du terrain sur lequel la construction doit être érigée peut être effectuée par un acte séparé sans encourir de sanctions. Ainsi, les parties ne sont pas tenues d'inclure la vente du terrain dans le contrat de construction qu'elles concluent. Par conséquent, le contrat de vente du terrain peut être considéré de manière indépendante par rapport aux autres relations contractuelles qui se sont formées entre les parties.³

Dans le cas où le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain est le même que le vendeur des constructions, il est nécessaire que le vendeur se conforme à l'article 1601-5, point f), du Code civil et souscrive une garantie. Cette garantie, qu'il s'agisse d'une garantie d'achèvement ou d'une garantie de remboursement, a pour objectif de protéger les intérêts de l'acquéreur en cas de défaillance du vendeur. Il est possible, à travers les termes et conditions spécifiés dans le contrat de vente ou dans la garantie elle-même, de prévoir qu'en cas de transformation de la garantie d'achèvement en garantie de remboursement, le remboursement du terrain ou de la quote-part terrain soit inclus dans cette garantie.

ad 3) La question de modifier la législation pour imposer aux vendeurs de terrain/de parts de terrain de fournir une garantie de remboursement du prix payé aux acquéreurs, ainsi qu'au vendeur du terrain uniquement s'il est une personne distincte de celle vendant les constructions, nécessite au préalable une évaluation approfondie quant aux éventuelles implications

² Elter, M. et Schockweiler, F., Copropriété des immeubles bâtis et ventes d'immeubles à construire au Grand-Duché de Luxembourg, n° 180 et n° 189

³ TA Lux., 14 décembre 2005, n° 255/2005, n° 92.419 du rôle, BII, p. 6

juridiques, financières et pratiques d'une telle modification.

Le Gouvernement entend analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur. À cette analyse seront associés les différents acteurs du terrain.

Siège européen de la société OpenAI | Question 8071 (06/06/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans un sujet publié sur paperjam.lu, « Même ChatGPT ne sait pas si OpenAI intéresse le Luxembourg », il est question de l'implantation de la société américaine OpenAI en Europe. Le fondateur de l'entreprise Sam Altman aurait terminé récemment une tournée de l'Europe sans être passé par le Luxembourg. D'après les médias, la Pologne aurait pour l'instant la préférence du chef de la société.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que le Gouvernement estime qu'une société comme OpenAI pourrait convenir pour l'écosystème luxembourgeois ?

– Est-ce que le Gouvernement a cherché à attirer la société américaine OpenAI au Luxembourg ? Dans l'affirmative, pourquoi est-ce qu'une visite au Luxembourg n'a pas eu lieu ? Quels seraient les avantages de la venue d'une société comme OpenAI dans notre pays ?

– Est-ce que l'implantation de la société OpenAI au Luxembourg a été discutée lors de l'entrevue entre les représentants d'OpenAI et du Gouvernement pendant la dernière mission aux États-Unis ?

– De manière plus générale, est-ce que le Gouvernement estime les efforts entrepris en matière d'accueil et d'encadrement des entreprises intéressées par le Luxembourg comme suffisants ?

Réponse (18/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Le Gouvernement estime que la société OpenAI pourrait être un ajout excellent à l'écosystème technologique luxembourgeois, comme d'ailleurs d'autres entreprises similaires spécialisées dans l'Intelligence artificielle (IA). Comme l'écosystème tech luxembourgeois témoigne d'une excellente dynamique, due aux infrastructures de pointe en matière de connectivité ainsi qu'aux instruments de soutien en matière de RDI avec le support de Luxinnovation, l'expertise en matière d'IA est une ressource rare et importante pour notre économie.

Cependant, il existe un effet de spécialisation dans les différents écosystèmes et le Luxembourg se spécialise dans la recherche appliquée de nouvelles technologies, ce qui vaut aussi pour l'Intelligence artificielle. Or, OpenAI offre un service nécessitant de la recherche de fond dans les algorithmes IA. C'est donc un besoin spécifique qui ne correspond pas nécessairement aux atouts luxembourgeois.

Dans le cadre de la mission économique sur la côte ouest des États-Unis en mars 2023, Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, a pu longuement s'entretenir avec Greg Brockman, président et cofondateur de l'entreprise OpenAI. Les discussions ont porté sur la régulation de l'IA via notamment l'AI Act, ainsi que l'évolution générale de l'entreprise. Il a aussi été question du choix concret de l'implantation au sein de l'Union

européenne et la discussion reflétait l'angle décrit ci-dessus. La visite de Monsieur le Premier Ministre auprès d'OpenAI, qui a donc préempté le tour de Sam Altman en Europe, avait pour objectif principal de s'informer auprès d'un leader global de l'IA générative.

La mission économique en Californie est une des nombreuses actions concrètes destinées à démarcher des entreprises stratégiques au Luxembourg.

De façon générale, les activités de prospection internationale, visant à attirer des nouvelles entreprises technologiques au Luxembourg, sont organisées avec le soutien des membres du réseau « Trade and Invest » dont la gouvernance avait été redéfinie et renforcée en 2017. Au sein de « Trade and Invest », c'est Luxinnovation, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Économie, qui est en charge de la promotion du Luxembourg comme terre d'investissement pour de nouvelles entreprises innovantes.

Avec 55 entreprises technologiques, en provenance d'Amérique du Nord (principalement États-Unis), d'Asie du Sud-Est (principalement Corée du Sud et Japon), d'Israël et d'autres pays de l'Union européenne, qui se sont implantées au cours des 3,5 dernières années d'efforts de prospection, dont plus d'une année de pandémie mondiale qui a fortement limité les possibilités de prospection à l'étranger et un contexte géopolitique compliqué, le Gouvernement estime que les activités de prospection mises en œuvre par Luxinnovation et le réseau Trade&Invest ont porté leurs fruits. S'ajoutent à ce chiffre, les start-up du programme Fit 4 Start qui font grandir et rayonner l'écosystème des start-up luxembourgeoises, sachant que, à ce jour, le programme a attiré plus 2.600 candidats et a permis à 148 start-up d'être accompagnées lors des 13 éditions déployées depuis son lancement en 2015.

Taxe d'abonnement dans le cadre des énergies nucléaires | Question 8072 (06/06/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Dat aktuell Budgetgesetz „loi du 23 décembre 2022 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023“ gesäit am Artikel acht eng degressiv Taxe d'abonnement vun 0,04 bis 0,01 Prozent fir OPCe vir, wann dës tëschent fënnef a 50 Prozent oder méi vun hire Verméigenswäerter a sougenannt nohalteg Investissementer placéieren, déi am Artikel dräi vum EU-Reglement (UE) 2020/852 virgesi sinn. Allerdéngs kënnen si an deem Zesummenhang keng Investissementer urrechne loossen, déi op Kategorien entfalen, déi an de Sektione 4.26 bis 4.31 vun den Annexen I an II vum „règlement délégué (UE) 2021/2139“ vum 7. Juni 2021 opgezielt ginn.

Déi viséiert Paragraphe betreffe virun allem Technologien aus dem Bereich vun der Nuklearenergie, déi ënner anerem kënnen agesat ginn, fir Atomkraftwierker ze moderniséieren an och fir stëll geluechten Anlagen zeréckzebauen. Duerch dës Dispositionen dréckt d'Regierung hir allgemeng Ofleennung vun der Bewäertung vun der Atomenergie als ëmweltfrëndlech Energieform an der EU-Taxonomie aus. Esou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Regierung allerdéngs rezent e Subsid an eng Lëtzebuurger Firma ausbezuel, déi am Bereich vun deenen Technologie fierscht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Transaktioun vun deem Subsid bestätegen? Falls jo, kann d'Regierung dann elaboréieren, wéi esou eng Entscheidung sech mat de restriktive Konditiounen vun der Taxe d'abonnement

verdréit? Wéi motivéiert d'Regierung an deem Fall déi Decisioun, d'Investissementer op Basis vun de Sektione 4.26–4.31 vun der zitierterer EU-Legislatioun weiderhin als net nohalteg anzestufen?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt duerch dës Decisioun net méi genuch an d'Moderniséierung vun Atomkraftwierker investéiert gëtt, an domat och de Sécherheitsrisiko potenziell zouhëlt?

3. Gesäit d'Regierung an deem Zesummenhang net d'Geleeënheet fir eng allgemeng Revisioun vun der Taxe d'abonnement, notamment fir d'Finanzplatz Lëtzebuerg vis-à-vis vun der Konkurrenz vun Dublin ze stäerken?

4. Spezialfongen (FIS) profitéieren op Basis vum Artikel 68 vun der „loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés“ automatesch vun enger Taxe d'abonnement an Héicht vun 0,01 Prozent, un deenen Investisseuren, déi op Basis vun engem klengen oder mëttleren Akommes spueren, opgrond vun de Prädispositionen, esou wéi se am Artikel 2(1) vun deem virdrun zitierete Gesetz festgehalte sinn, awer net kënnen participéieren. Gesäit d'Regierung op där Basis eng Diskriminatioun vu Leit mat manner Verméigen duerch den Artikel acht vum aktuelle Budgetgesetz? Falls net, firwat net?

Réponse (10/07/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

ad 1. De Wirtschaftsministère bestätegt, dass e Lëtzebuurger mëttelstännegen Traditionsbetrieb an deene leschten 3 Joer 2 Subventionen krut, fir Fuerschungsprojeten ze ënnerstëtzen, déi am Bereich vun Equipementen an Technologien, déi am Sektuer vun der Sécherheet vun den Industrieanlagen hir Uwendung fannen, an dobäi och kënnen an Atomkraftwierker zum Asaz kommen.

Nieft dësen 2 Projeten huet dës Lëtzebuurger Betrieb, mat sengen iwwer 70 héich qualifizéierte Mitarbeiter, och aner Subventionen krut, fir den zanter iwwer 50 Joer undauernden Innovationswëllen ze ënnerstëtzen an esou innovativ Produkter a Services an diverse Beräicher ewéi dem Aersopatial, dem Ultralichtbau oder och der Mécanique de haute précision kënnen weltwäit unzebidden – mam Stempel „Made in Luxembourg“.

ad 2. Duerch dës Decisioun kréie gewëss Investissementer e steierlechen Avantage, well se zu enger sécherer an nohalteger energieetescher Transition bäidroen. Vu datt Investissementer an Atomkraft aus der Siicht vun der Regierung net nohalteg sinn, kréie se dës Bonus net, wat politesch kohärent ass.

Wat d'Investitiounen an d'Sécherheet vun den Atomkraftwierker ugeet, esou hunn d'Bedreier generell mat der Mise en service vun den Anlagen d'Obligation, fir finanziell Récklagen unzeleeën, fir dës ze bezuelen. Dat steet deemno net an Zesummenhang mat Taxonomiereegelen.

ad 3. D'Regierung gesäit d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuurger Finanzplatz als ee Ganzt. Dës Fro léisst sech net reng op Steiermesurë reduzéieren.

D'Prioritéit fir de Fongesector bleift et, déi néideg Konditiounen ze schafen, fir dass Fongemanager zu Lëtzebuerg eng ideal Juridiction fannen, fir hir Fongen opzeleeën a weltwäit ze verdreiwen.

De Finanzministère probéiert och ëmmer sécherze stellen, dass de legale Kader zu Lëtzebuerg et der Fongenindustrie erlaabt, sech weiderzuentwéckelen an nei Opportunitéiten ze ergreifen.

An deem Sënn huet d'Regierung och rezent e Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn, fir eise



Fongegesetzskader weider ze moderniséieren an domat d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ze stäerken.

Ënner anerem ass an dem Gesetzesprojet och virgesinn, fir eng Rei vu Fongen op den Taux préférentiel vun 0,01 % erofzesetzen oder ganz vun der Taxe d'abonnement ze befreien. Hei geet et virun allem och drëm, déi international Fongenindustrie ze encouragéieren, sech fir Lëtzebuerg ze entscheeden, wa se nei Produiten opleet, déi duerch d'EU-Reglementatioun geschaaft ginn. E Beispill hei sinn déi sougenannten ELTIFS (European Long-Term Infrastructure Funds), déi Investissementer an Infrastruktur, y compris erneierbar Energie, férdere sollen.

Méi generell wäert de Finanzministère och weiderhin europäesch an international Entwécklung vum Noem suivéieren an, am Dialog mam Secteur, punktuell Upassungen am Lëtzebuerg Fongekader maachen, fir d'Kompetitivitéit vum Secteur ze erhalen an ze stäerken.

ad 4. Hei besteet keng Diskriminéierung. De Steiersaz vun der Taxe d'abonnement gétt net op Basis vum Typ vun Investisseuren entscheet, mee iwwert den Typ vu Fong.

Verschidde Fonge si just fir Investissementer a cotéiert Wäertpabeiere geduecht, déi sougenannt UCITS, während aner Typen vu Fongen, wéi z. B. de FIS, et erlaben, a manner liquid an net cotéiert Aktivaen ze investéieren. Zum Schutz vum Investisseur hu sougenannt „Retail“-Investisseuren haaptsächlech Accès op Fongen, déi méi liquid sinn. Dëst ass och esou vum europäesche Recht virgesinn a gétt streng vum de Regulateure kontrolléiert fir ze verhënnern, dass Clientë Produiten ugebuede kréien, déi net hirem Risikoprofill entsprechen.

D'Taxe d'abonnement ass eigentlech en Droit d'enregistrement op d'Handelbarkeet vu Wäertpabeieren. Si representéiert also ënnert enger anerer Form den Droit d'enregistrement, zu där d'Cessiouen oder d'Iwwerdroe vu Wäertpabeiere féiere géif. An dem Sënn, ass hiren Objet d'Besteuerung vum der presuméierter Circulatioun vun Aktien. Prinzipiell hu Fongen, déi a cotéiert Wäertpabeieren investéieren, méi eng grouss Circulatioun vun Aktien, soudass e méi héijen Taux vun der Taxe d'abonnement principiell justifiéiert ass vis-à-vis vu Fongen, déi a manner liquid Aktivaen investéieren.

Och wa fir UCITS en Taux vun 0,05 % géllt, sou huet d'Regierung Exoneratiounen agefouert, déi besonnesch och Retail-Investisseuren zegutt kommen. Dat ass notament de Fall bei sougenannten Exchange Traded Funds (oder ETFs), déi en Indice boursier suivéieren, an duerch hiren nidderege Käschtpunkt besonnesch fir Retail-Investisseure geduecht sinn. A mat den neie gesetzlechen Upassunge wäerten Exoneratiounen agefouert gi fir den neien europäesche Pensionsproduit (PEPP) a fir ELTIFS. Och dat kënn Spuerer mat manner Verméigen zegutt.

Renouvellement du permis de conduire pour camions | Question 8073 (06/06/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

De 6. Dezember 2022 hunn ech dem Här Mobilitéitsminister eng Fro gestallt iwwert d'Ofschafe vum der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner. Dëst betrëfft z. B. déi Leit, déi e gréissere Camper fueren oder awer Sammler vun historiesche Gefierer sinn.

Den Här Mobilitéitsminister huet mir deemools geäntwert, datt dat betreffend Reglement de Mäerz

2022 deposéiert gouf an hien domat rechent, datt de Staatsrot säin Avis am Januar 2023 wäert ofginn, sou datt déi betreffend Reegel am Fréijoer 2023 geännert géif ginn an déi betreffend Leit iwwert 75 Joer dann ab dem Fréijoer erëm kéinte mat hirem Camper an d'Vakanz fueren. Op Nofro beim Mobilitéitsministère heescht et awer, datt dëst Reglement bis haut nach net ëmgesat gouf, well et sech ëm eng Dispositioun géif handelen, déi an engem gréisseren Text agebett wär, wat d'Prozedur vum der Ëmsetzung méi komplizéiert géif maachen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister:

1. Wusst den Här Minister beim Beäntwere vu menger mëndlecher Fro deemools schon, datt dee vun him genannten Zäitraum fir d'Ëmsetze vum där betreffend Reegel net realistesch respektiv schwéier anzehale wär a wusst den Här Minister zu deem Zäitpunkt, datt et sech ëm eng Dispositioun géif handelen, déi an engem gréisseren Text agebett wär, wat d'Prozedur vum der Ëmsetzung méi komplizéiert géif maachen?

2. Wou ass d'Prozedur fir d'Ofschafe vum der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner den Ament drun a wéini kënnen déi betrafte Leit mat der Ëmsetzung vum deem Reglement rechnen?

Réponse (05/07/2023) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Ännerung vum Code de la route, wat den Alter beim Camionsführerschäi betrëfft, ass wéi richtig geschriwwen am Mäerz 2022 op den Instanzewee gaangen. Well dës Projet zu deem Moment just fäerdeg war, ass profitéiert ginn, fir d'Modifikatioun vum der Altersgrenz beim Camion nach an dësse Projet mat dran ze huelen. An dësem Projet sinn awer och eng Rei Dispositiounen, déi mat dem Projet de loi 7985 zesummenhängen. Ouni dëst d'Gesetz kënnen dës Ännerungen am Code de la route net a Kraaft trieden. A sengem Avis vum 23. Dezember 2022 huet de Conseil d'État awer dunn eng Rei formell Oppositione formuléiert, esou datt d'Chamber huet Amendementer zum Text misse maachen, déi den 18. Abrëll un de Staatsrot gaange sinn. Dës Problemer am Projet waren esou net ze erwaarden.

Aktuell waarde mir elo nach op den Avis complémentaire zu dësen Ännerunge vum Staatsrot, fir dann nach déi eventuell néideg Ännerungen am Projet de règlement virzehuelen.

Remboursement des lunettes par la CNS | Question 8074 (06/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

D'CNS iwwerhëlt fir Erwuessener all 3 Joer respektiv bei engem Changement vun 0,5 vun der Dioptrie. Bei Kanner ass keen Delai vun 3 Joer virgesinn. De Montant, dee vun der CNS iwwerholl gëtt, gëtt an der Konventioun tëscht der Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg an der CNS festgehalten. Um Site vun der CNS fënnt een eng Konventioun, déi op den 01.01.2021 datéiert ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. An der Konventioun heescht et ënnert dem Artikel 8:

„La mise à jour des prix des listes peut se faire une fois par année. Les adaptations sont soumises à l'Union des caisses de maladie avant le 15 octobre de l'année en cause et, en cas d'approbation, prennent effet le 1^{er} janvier de l'année subséquente.“

Gouf eng Adaptatioun fir 2022 oder 2023 gemaach? Wa jo, firwat huet dës d'Konventioun vun 2021 nach net um Site vun der CNS ofgeléist?

Wann nee, firwat ass keng Upassung gemaach ginn? Ass de Secteur net vun der allgemenger Inflationsshausse betrafft?

2. Wéi hunn sech d'Montanten, déi d'CNS rembourséiert, an deene leschte 5 Joer entwéckelt? Ëm wéi vill Prozent sinn dës all Joer respektiv mat all Upassung vun der Konventioun géicht ginn?

3. Wéi vill Prozent vum Präis vun engem Glas sinn duerch de Remboursement vun der CNS gedeckt? Wéi huet sech dës Montant an deene leschte 5 Joer entwéckelt?

Réponse (11/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministère de la Sécurité sociale

ad 1. Fir d'Joren 2022 an 2023 gouf keng Adaptatioun vun den Tariffer gemaach. D'Dispositiounen an der Konventioun tëscht der Gesondheetskeess (CNS) an der Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg gesi vir, datt d'Federatioun der CNS all Joer kann eng nei Präislescht eraginn.

Op Basis vun dëser Lëscht decidéiert dann de Verwaltungsrot vun der CNS, ob dës uegholl gëtt oder net fir eng Prise en charge. Dës ass allerdéngs keng Negociatioun, ewéi dës üblecherweis praktizéiert gëtt tëscht der CNS an de Prestatairen.

Fir d'Joren 2022 an 2023 huet de Verwaltungsrot decidéiert, där Demande net nozekommen. Allerdéngs huet de Verwaltungsrot och decidéiert, eng méi strukturell an aktuell Approche en place ze setzen, fir kënnen méi cibléiert virzegoen, wat d'Präisser ubelaangt. Dës Aarbechte sinn um Lafenden.

ad 2. Bei der leschter Aktualiséierung vun den Tariffer fir visuell Hëllefsmëttel op den 1. Januar 2021, gouf de Budget fir dës Servicer ëm 14 % erhéicht, wat ongeféier 2 Milliounen Euro am absolute Wäert duerstellt.

ad 3. D'Tabell heidrënner weist de Betrag, dee vun der Krankeversécherung iwwerholl gëtt, déi duerch schnëttlech Participatioun pro Glas an den duerch schnëttleche Prozentsaz vum Remboursement pro Glas fir d'Joren 2018 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et sief ze präzisieren, datt kee Maximalpräis festgeluecht gëtt, soudatt déi verschidden Déngschtleeschter net en definéierte plafonéierte Präis musse respektéieren.

Lutte contre la stigmatisation et la discrimination | Question 8075 (06/06/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Am Kader vum Pride Month, deen dës Mount stattfënnt, gëtt Stol, Toleranz a Selbstbewosstsinn zelebriert an domat een Zeeche géint Stigmatisierung an Ausgrenzung gesat. Leider si Beleedigung an Ausgrenzung awer och am Joer 2023 nach ëmmer eng Realitéit an eiser Gesellschaft. D'LGBTQIA+-Communautéit ass oft engem Haass ausgesat, dee generell net sollt akzeptéiert ginn, genausou wéi Ufeindunge géint ee perséinleche Kleedungs- a Liewensstil.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

– Wéi eng Ulaflaze gëtt et hei zu Lëtzebuerg, nieft der Police, fir Leit, déi Beleedigung géint hir Persoun ausgesat ginn?

– Ass op deene Plazen ee psychologesche Support garantéiert?

– Wat ënnerhält d'Regierung, fir dës Ulaflplaze méi bekannt ze maachen?

Réponse (03/07/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Diskriminatiounen opgrond vu sexueller Orientéierung an der Genderidentitéit sinn zu Lëtzebuerg verbueden, genaousou wéi all Akt vu Gewalt gégeniwwer LGBTIQ+-Persounen. Et ass deemno richteg a wichteg, esou Akte bei der Police ze mellen, fir dass si an dëse Fäll intervenéiere kann.

Generell kënnen sech Affer vun Diskriminatioun zu Lëtzebuerg un de Centre pour l'égalité de traitement (CET) adresséieren, deen der Chambre des Députés ugegiddert ass. Dem CET seng Aufgab ass et, déi concernéiert Persounen ze beroden an ze orientéieren, a si iwwert hir perséinlech Rechter, d'Legislatioun, d'Jurisprudenz an d'Méiglechkeeten op hir Rechter ze pochen, ze informéieren.

De Familljeministère konventionéiert am Moment dräi Servicer, fir LGBTIQ+-Persounen ze empfangen, ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dës Servicer sinn esou ausgeriicht, dass si sech ergänzen an als Netzwerk zesummeschaffen.

De Centre LGBTIQ+ Cigale bitt zënter 20 Joer sozialpädagogesch Berodung a Form vu perséinleche Gespréicher un. Doriwuer eraus kënnen sech hei d'Persounen och informell an der „Reebou Stuff“ treffen, oder un enger vun de sëllegen Aktivitéiten oder Gruppentreffen deel huelen, fir sech iwwert hir Erfahrungen auszetauschen.

De Familljen-Center bitt zousätzlech zu sengen aneren Aktivitéiten eng spezialiséiert psychologesch Berodung fir LGBTIQ+-Persounen un. De Familljen-Center huet sech schonn 2018 am Theema „Intergeschlechtlechkeet“ spezialiséiert; 2020 gouf dës Offer fir all d'LGBTIQ+-Persounen erweidert.

Den neiste Service ass de Reebou-Center, deen zënter dem 17. Mee 2023 fënnef Deeg an der Woch seng Dieren an der Uewerstad ophuet, fir LGBTIQ+-Persounen ze empfangen an hinnen eng sécher Plaz unzibidden („Safe Space“). De Reebou-Center bitt keng perséinlech Berodung un, mee leed d'Persounen un déi zoustänneg Ulaflplaze weider wann dëst gebraucht gëtt.

Nieft hirer Homepage informéieren déi dräi Servicer an de soziale Medien iwwert hir Aktivitéiten an Offeren. Si bidden och Formatiounen iwwert d'Thematik LGBTIQ+ un, z. B. an de Schoulen, am sozialpädagogesche Beräich an am professionelle Kontext. Esou leeschten si Präventiounsaarbecht géint Diskriminatiounen a maachen sech an engems als Ulaflplaz bekannt.

Déi dräi Servicer huelen och reegelméisseg un öffentleche Veranstaltungen, Konferenzen an Table-ronden deel, wéi zum Beispill der Luxembourg Pride an dem internationalen Dag fir Reeboufamilljen.

Délégués de Gouvernement | Question **8076** (07/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 7942 hunn ech mech eng éischte Kéier bei der Finanzministesch zu den Délégués de Gouvernement informéiert. Verschidde Froe bleiwen awer nach a verschidden Äntwerte vun der Ministesch hunn nei Froen opgeworf.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir öffentlechen Déngscht, Interieur, Justiz a Finanzen dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 8 hat d'Madamm Ministesch erkläert:

„Eng Rei Ministèren hunn en eegene Budgetskredit, deen als Frais de contentieux libelléiert ass an doriwuer ginn all d'Affekotskäschte bezuelt, souwuel déi virun den zivilen Geriichter wéi déi virun den administrativen Geriichtsbarkeeten.“

Kann d'Ministesch opgrond vun dëse Bugetsartikele soen, wéi oft sech de Staat an deene leschten 10 Joer vun engem/enger Affekot:in vertrieede gelooss huet?

2. Wéi vill verschidden Affekoten oder Etuden huet de Staat an deem Zäitraum insgesamt (juridictions judiciaires et administratives) beoptraagt (anonymiséiert no Affekot/Etude an no Joren opgeschlësst)?

3. Wéi héich waren déi jeeeweileg Frais de contentieux pro Ministère an de leschten 10 Joer?

4. Ginn d'Affekotenhonorairen ëmmer am Viraus ofgekläert oder gëtt de Staat dës bei der Ofrechnung gewuer?

5. Wéi oft huet de Staat schonn Affekotenhonorairé contestéiert, well se ze héich waren?

6. Gi bei groussen Dossieren Appels de candidatures ausgeschriwwen, wou d'Affekoten sech da mellen?

7. Wéi vill Délégués de Gouvernement huet den Innenministère an de leschten 10 Joer agestellt a wéi vill sinn et der haut?

8. Wéi vill Délégués de Gouvernement huet de Ministère vun der Fonction publique an de leschten 10 Joer agestellt a wéi vill sinn et der haut?

9. A wéi villen Dossieren huet jidderee vun deenen 2 Ministèren an deene leschten 10 Joer (no Joren opgeschlësst) en Affekot beoptraagt a wéi vill Affekotenhonorairé bezuelt?

10. Wie wíelt den Affekot an engem Dossier aus: de Minister oder e Fonctionnaire? Falls Leschteres, wéi eng Fonctioun huet deen am Ministère?

11. Wéi vill vun deene 17,5 Poste fir Délégués si Fonctionnairesposten?

12. Wéi vill Persounen hunn eng voll Tâche als Délégué? Wéi vill nëmmen eng hallef?

13. Ginn d'Dossieren exklusiv vun den Délégués de Gouvernement betreit oder gi se zum Deel och instruéiert vu Fonctionnaires, déi keng Primm kréien? Falls Leschteres: No wéi enge Critèren entscheet sech, wéini e Fonctionnaire, dee sou een Dossier hëlleft ze instruéieren, eng Primm kritt?

14. Wéi eng Critère muss e Fonctionnaire erfëllen, fir Délégué de Gouvernement ze ginn, ofgesinn dovun, dass ee Jurist muss sinn an an deem concernéierte Ministère schaffen? D. h. op Basis vu wéi enge Critère gëtt déi intern Entscheidung getraff?

15. Falen ënnert déi 17,5 Posten och déi Fonctionnaires, déi un de Conseil de discipline de la fonction publique affectéiert sinn?

– Wa jo, sinn do Fonctionnaires drënner, déi souwuel an deem Conseil de discipline sëtzen, wéi och als Délégué de Gouvernement virun de Juridictions administratives agéieren?

• Wa jo, kréien dës Persounen 1 oder 2-mol déi Prime de délégué de Gouvernement fir dës 2 Aufgaben?

Réponse (02/08/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Déi gemeinsam Äntwert op dës Fro bezitt sech op déi 4 Ministèren, un déi d'Fro gestallt gouf.

ad 1. Et ass net méiglech, unhand vun dëse Budgetsartikelen ze soen, wéi dacks sech de Staat am Ganzen an deene leschten 10 Joer vun engem Affekot vertrieede gelooss huet.

– De Justizministère huet bei kengem Recours géint eng vu sengen Decisiounen en Affekot chargéiert.

– De Finanzministère selwer huet keen esou e Budgetsartikel, dowéinst sinn d'Affekotskäschten iwwert de Staatsministère zentraliséiert ausbezuellet ginn. Bei den Administratiounen huet d'Steierverwaltung selwer esou e Budgetsartikel „Frais de contentieux“, iwwert dee se am Ganzen 977 Verbuchunge gemaach huet. Dës Zuel seet awer näischt iwwert déi genee Zuel vu Vertrieedungen duerch en Affekot aus.

– Zënter dem Budgetsjoer 2021 existéiert de Budgetsartikel „Frais de contentieux“ beim Innenministère, dee quasi exklusiv bei Recourse géint PAG-Entscheidunge genotzt gëtt, déi primär géint d'Deliberatiounen vun de Gemenge gericht sinn.

2021: 15 Dossieren

2022: 11 Dossieren

2023: 5 Dossieren, bis dato.

Virun 2021 sinn och sämtlech Affekotskäschte vum Innenministère zentraliséiert iwwert de Staatsministère bezuellet ginn.

Fir de Ministère fir d'Fonction publique (MFP) gëtt op den Tableau an der Äntwert 2 verwisen, wat d'Unzuel vun den Affären, mat deenen Affekote chargéiert goufen, ugeet.

ad 2. Den Innenministère huet an deem Zäitraum 12 verschidden Etudë mandatéiert.

D'Steierverwaltung huet an deem Zäitraum 36 verschidden Affekoten oder Etudë mandatéiert.

Am Tableau heidrënner gesäit een, wéi vill dat der pro Joer opgeschlësst ausmécht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat de Ministère fir d'Fonction publique (MFP) betrëfft, si vun 2013 bis elo zéng verschidden Affekoten intervenéiert. Den Tableau heidrënner weist den Detail dovun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Et si just eenzel Ministèren, déi en eegene Budgetsartikel fir Frais de contentieux hunn. Den honorablen Deputéierte fénn déi respektiv Artikelen am Budget.

Zënter dass den Innenministère de Budgetsartikel „Frais de contentieux“ huet, sinn am Ganzen 79.666,69 € iwwert dee Budgetsartikel ausbezuellet ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Iwwert déi lescht 10 Joer si bei der Steierverwaltung am Ganzen 1.802.115,78 € iwwert deen Artikel ausbezuellet ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Ofgesi vun engem Stonnentariff, kann een am Viraus net onbedéngt wëssen, wat eng Affär genee kascht, well en d'Komplexitéit an d'Dauer zu deem Moment net kennt.

ad 5. Den Innenministère, de Finanzministère an de Justizministère hu keng Kenntnis dovunner.

An Dossieren, wou Affekote fir den MFP intervenéiert sinn, war dat bis elo nach net de Fall. Sollte mol Froen oder Onkloerheete bezüglech engem Mémoire d'honoraires gewiescht sinn, goufen déi mam

concernéierten Affekot ugeschwat. A verschiddene Fäll gouf dann d'Note d'honoraires ugepasst.

ad 6. D'Marchésprozedur mat den definéierte Seule gi selbsterständlech respektéiert.

ad 7. Den Inneministère huet säit 2021 ee Jurist, deen zousätzlech d'Tâche als Délégué de Gouvernement huet.

ad 8. Den MFP huet een hallwen Deleguéposten, deen sech dräi Agenten deelen. Contrairement zu deem, wat d'Fro suggeréiert, ginn d'Delegués net nei agestellt, mee et handelt sech ëm Agenten, déi schon am Ministère schaffen an déi zousätzlech Missioun iwwerhuelen.

ad 9. Wat den Inneministère betrëfft, ginn déi Zuelen aus den Äntwerten 1 an 3 ervir.

Wat den MFP betrëfft, ginn déi Zuelen aus der Äntwert 2 ervir.

ad 10. Op Virschlag vum mam Dossier befaasste Beamte gëtt dem Minister en Affekot proposéiert. D'Entscheidung, wéi een Affekot schlussendlech beoptraagt gëtt, hält de Minister.

ad 11. D'Délégués du Gouvernement sinn an enger ganz grousser Majoritéit Fonctionnaires.

Déi Leit, déi Délégué genannt sinn, maachen déi Aarbecht zousätzlech zu hirer normaler Aarbecht.

ad 12. 6 Persounen hunn eng voll Tâche als Délégué.

ad 13. Déi technesch Instruktioun vun engem Dossier gëtt am zoustännegen Ministère gemaach.

Den Délégué du Gouvernement kuckt de juristeschen Deel, bereet déi schrëftlech Conclusioun vir, mécht de Suivi vum Dossier viru Geriicht, mécht de Kontakt mat all de Parteien a geet d'Affär viru Geriicht plaidéieren.

ad 14. Den Délégué du Gouvernement ass ëmmer e Jurist, deen am Prinzipp eng spezifesch Erfahrung am Lëtzebuurger Recht respektiv eng Expérience um Barreau huet.

ad 15. Dem honorabelen Deputéierte seng Fro léisst op e bësse Verwiesslung schlëssen, wat d'Missioun vun engem Délégué beim Conseil de discipline ass. Deen Délégué „sëtz“ net am Conseil de discipline, mee vertritt d'Regierung virum Conseil de discipline. D'Délégués beim Verwaltungsgeriicht sinn ze ënnerscheede vun den Délégués du Gouvernement beim Conseil de discipline.

Déi legal Basis ass verschidden, an d'Jurisprudenz sistéiert op deen Ënnerscheed.

Déi 3 uewe genannten Agente vum MFP sinn Délégués beim Conseil de discipline an Délégués beim Verwaltungsgeriicht.

Vu dass et sech ëm komplett verschidde Saachen handelt, ass d'Indemnisation och eng aner. Beim Conseil de discipline ass se pro Audience/Affär, beim Verwaltungsgeriicht ass et ee Forfait proportional zu der Tâche als Délégué.

Obésité au Luxembourg | Question 8077 (07/06/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Récemment, l'Association des personnes et patients vivant avec l'obésité au Luxembourg (APPOL) a été créée. Celle-ci préconise de ne pas considérer l'obésité comme un problème lié à des mauvaises habitudes de vie d'une personne, mais comme une « maladie chronique multifactorielle, complexe et récidivante, dans les différentes sphères de la société ». La lutte contre l'obésité, phénomène qui ne cesse de croître ces dernières années, demanderait dès lors une approche

de type holistique prenant en considération les caractéristiques personnelles de la personne qui vit avec l'obésité.

Dans ce cadre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont les derniers chiffres disponibles en matière d'obésité au sein de la population luxembourgeoise ? La hausse du nombre de personnes en situation d'obésité constatée suite à la période de pandémie se confirme-t-elle ?

2) Quelle est l'appréciation du Ministère de la Santé face à l'approche de l'obésité préconisée par l'APPOL ? Le ministère partage-t-il la même vision de la notion d'obésité ?

3) Quelles sont, de manière générale, les mesures aujourd'hui mises en œuvre pour lutter contre le phénomène de l'obésité au Luxembourg ? Un plan d'action spécifique s'avère-t-il nécessaire ?

Réponse (03/07/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) a. Données de la médecine scolaire

Dans l'enseignement fondamental, pour 32.576 enfants âgés de 4 à 12 ans vus en médecine scolaire pendant l'année scolaire 2021-2022, 4,77 % (comparé à 4,62 % des 27.855 enfants examinés en 2018-2019) avaient une obésité.

Pour l'enseignement secondaire, les chiffres obtenus par la division de la médecine scolaire, montrent des taux d'obésité plus élevés que chez les enfants de l'enseignement fondamental: pour l'année 2021-2022, 12 % des 11.701 élèves examinés étaient considérés comme obèses selon les courbes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), courbes adaptées par rapport à l'âge. Ces chiffres sont similaires aux données de l'étude HBSC (Health Behaviour in School-aged Children), qui sont des données d'auto-déclaration de poids et de taille. La comparabilité avec les chiffres des années scolaires précédentes est difficile pour cause de changements de modalités de mesures et de collectes de données.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur l'évolution du pourcentage d'enfants considérés comme obèses par cycle scolaire depuis l'année scolaire 2015-2016 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau ci-après montre cette même évolution pour les élèves de l'enseignement secondaire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

b. Données de l'EHIS – European Health Interview Survey

D'après l'enquête sur la santé des résidents (European Health Interview Survey – EHIS) conduite au Luxembourg en 2019, la proportion d'adultes obèses a augmenté entre 2014 et 2019, passant de 15,6 % d'adultes obèses à 16,5 %. En 2019, la proportion d'hommes obèses (18,4 %) est plus élevée que celle de femmes obèses (14,6 %).

Pour la population adulte, des données sur l'obésité après 2019 ne sont pas disponibles. Une prochaine étude représentative (EHIS) sera réalisée en 2025.

ad 2) L'obésité est une maladie chronique multifactorielle et complexe qui peut avoir plusieurs causes comme la génétique, l'atteinte de certaines maladies physiques et mentales, la prise de médicaments, l'environnement et les déterminants sociaux, mais elle est surtout la conséquence d'un déséquilibre énergétique provoqué par de mauvaises habitudes alimentaires, le

manque d'activité physique et la sédentarité (OMS, 2023). L'obésité est dans la plupart des cas un précurseur d'autres maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardiovasculaires et certains types de cancer (Burki, 2021).

Le résultat est toujours une combinaison entre différents facteurs qui se rajoutent au cours des années de vie (OMS, 2022).

ad 3) La lutte contre l'obésité est un défi commun de toute la société, des pouvoirs publics, des associations, des entreprises, de l'éducation et de la recherche et qui implique la santé dans toutes les politiques.

c. Les actions de promotion de la santé en matière de l'alimentation équilibrée et de l'activité physique

Le programme « Gesond iessen, Méi beweegen » a comme but la promotion de l'alimentation équilibrée et de l'activité régulière et adaptée.

Les actions et mesures prévues dans ce programme sont basées sur des preuves et sur les recommandations d'institutions internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission européenne et les Nations Unies :

- promouvoir l'allaitement maternel ;
- réduire l'exposition et l'accessibilité aux aliments moins sains avec des profils nutritionnels défavorables ;
- développer les compétences en matière d'alimentation équilibrée (Nutrition Literacy) ;
- sensibiliser les parents et femmes enceintes ;
- promouvoir une activité physique régulière parmi les enfants ;
- promouvoir une alimentation équilibrée et une activité physique régulière au travail ;
- mise en place et contrôle de l'étiquetage alimentaire et des mesures pour faciliter la lecture comme le Nutri-score.

Un programme de prévention de l'obésité par l'activité physique est en cours d'élaboration afin de proposer des actions pour lutter contre l'obésité. Deux projets phares font partie du nouveau programme: la prescription de l'activité physique et la création de maisons de santé.

d. Le traitement de l'obésité

De par sa nature multifactorielle, le traitement de l'obésité a besoin d'une prise en charge multidisciplinaire (médicale, diététique, activité physique et soutien psychosocial).

Deux projets pour des réseaux de compétences pour le traitement de l'obésité chez l'enfant et l'adolescent et pour les adultes sont en cours :

- Le Réseau de compétences de l'enfant et de l'adolescent en surcharge/obésité au Grand-Duché du Luxembourg (MOTOR) et
- Le Réseau de compétences pour la prévention et la prise en charge de l'obésité sévère et morbide de l'adulte (RCOSMA).

Au Luxembourg, les enfants et adolescents en surpoids ou obèses sont déjà pris en charge de façon pluridisciplinaire (nutrition, activité physique et aide psychosociale) au sein d'une collaboration entre le CHL, le Reha-zenter et le Service national de psychiatrie juvénile des Hôpitaux Robert Schuman.

Le réseau MOTOR organise la prise en charge multidisciplinaire des problèmes de poids chez l'enfant. Il prend en charge les enfants et adolescents de 6 à 18 ans. Elle englobe la prise en charge axée sur l'éducation physique et psychodéterminante, le travail avec les parents et le jeune et, si nécessaire, des interventions à domicile, ainsi qu'un programme thérapeutique stationnaire (KannerKlinik, 2020).

Le service de médecine scolaire et de la santé des enfants et des adolescents de la Direction de la santé collabore avec le réseau MOTOR afin de rediriger les cas d'obésités constatées auprès de professionnels permettant d'évaluer la mise en place d'un suivi spécifique. En cas de surpoids, l'enfant est envoyé chez un/une diététicien/nne, si l'enfant est à 2 déviations standards par rapport à l'âge, il est orienté vers le réseau MOTOR.

La clinique de l'obésité au CHL s'occupe de la prise en charge des personnes atteintes de l'obésité et le traitement qui s'étend sur un an est remboursé par la CNS.

Les patients avec un BMI > 30 sont orientés vers le parcours médical normal avec prise en charge diététique, psychothérapeutique, des cours collectifs d'activité physique et tous les traitements et thérapies qu'ils ont besoin en fonction de leurs problèmes de santé et comorbidités.

L'équipe pluridisciplinaire est composée d'endocrinologues, de diététiciens, de psychiatres, de psychologues, de chirurgiens spécialisés en chirurgie bariatrique et d'autres spécialistes selon les besoins spécifiques du patient.

Les patients avec un BMI > 40 peuvent se soumettre à une chirurgie bariatrique, accompagnée des mêmes thérapies et traitements que lors du parcours médical.

Une chirurgie bariatrique peut également être proposée aux patients avec un BMI de 35 à 40 accompagné d'un ou de plusieurs facteurs de risques comme les apnées, etc.

Le Domaine thermal Mondorf propose une cure d'obésité remboursée par la CNS. (Domaine thermal Mondorf, 2023)

Depuis 2019, la CNS rembourse la consultation diététique prescrite par un médecin. Le remboursement est de 100 % si la personne est en dessous de 18 ans.

La nomenclature prévoit un remboursement de la consultation diététique en cas d'obésité sévère des adultes (BMI > 35) ou l'obésité chez l'adulte (BMI > 30) accompagnée d'un des critères suivants : diabète, hypertension artérielle résistante au traitement, syndrome d'apnée, type morphologique androïde, antécédents cardiologiques ou l'obésité chez les enfants et adolescents. (ANDL, 2019)

Des réflexions sont en cours sur le besoin éventuel d'un plan d'action sur l'obésité vu la publication du nouveau document de l'OMS « Health service delivery framework for prevention and management of obesity ».

Situation au Sénégal | Question 8078 (07/06/2023) de M. Fred Keup | M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Sécherheitssituatioun am Senegal gëtt ëmmer méi onstabil a rezent koom et zu gewalttätege Protester am ganze Land. Hannergrond dovun ass en ëmstrident GerichtsUrteel géint de bekannte senegaleseschen Oppositionspolitiker Ousmane Sonko. Déi senegalesesch politesch Opposition geheit dem President Macky Sall vir, ëmmer méi autoritär ze agéieren an Oppositioneller wëlle monddout ze maache respektiv dorun ze hënneren, politesch Verantwortung ze iwwerhuelen. Deemno géif de Macky Sall eng drëtt Amtszeit ustriewen, wat am Senegal iwwerdeems net kompatibel mat der Verfassung wier, déi maximal zwou Amtszeiten vum engem President virgesäit.

Brisant ass an deem Kontext, datt Lëtzebuerg de Senegal scho jorelaang am Beräich vun der wirtschaftlecher Entwécklung ënnerstëtz. Am Februar dëst Joer

gouf den Ierfgroussherzog am Kader vun enger Visitt am Senegal vum President Macky Sall esouguer mat der héchster senegalesescher Auszeechnung (Ordre national du Lion du Sénégal) dekoréiert.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi schätzt d'Regierung déi aktuell politesch Lag am Senegal an? Confirméiert sech an den Ae vun der Regierung d'Kritick vun der senegalesescher politescher Opposition, datt de senegalesesche President ëmmer méi autoritär agéiert an Oppositionspolitiker aschüchtere wëll? Misst d'Regierung sech an deem Fall net vum aktuelle politesche Regimm distanzéieren an och hir finanziell Ënnerstëtzung iwwerdenken?

2. Wéi eng Konsequenzen hunn déi uewe beschriwwen Ëmstänn op déi zukünfteg politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an dem Senegal?

Réponse (07/07/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Lëtzebuurger Regierung bedauert den Doud vun de Victimmen no de gewaltsamen Ausschreitungen Ufank Juni a mécht sech Suergen ëm d'Vergrößerung vun de politeschen a soziale Spannungen am Senegal. An dësem Kontext betount d'Regierung d'Wichtigkeet vum néidege Respekt vun Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter vun allen Acteuren.

D'Regierung huet Vertrauen an d'Stärkt vun der senegalesescher Demokratie, zemoos well si eng laang Traditioun an dësem westafrikanesche Land huet an et bis elo ëmmer fäerdegbruecht huet, Wale op eng inklusiv a friddlech Manéier virzebereeden. Den aktuelle President Macky Sall huet zudeem den 3. Juli annoncéiert, dass hien net méi bei de Wale 2024 kandidéiere wäert. Selbstverständlech wäert eis Ambassade zu Dakar déi weider Entwécklung sur place enk suivéieren.

ad 2. Zu dësem Zeitpunkt ass d'Zesummenaarbecht mam Senegal zemoos op wirtschaftlech Plang nach éischter onweesentlech. Vu politescher Säit aus ass ze soen, dass d'Regierung mat sengen europäeschen an internationale Partner am Dialog mat de senegaleseschen Autoritéiten weider op den demokratesche Prozess insistéiere wäert. Dozou gehéieren och d'Reunioun vum der Commission de partenariat, déi am Kader vun der Entwécklungszesummenaarbecht mam Senegal stattfannen. Déi nächst Reunioun ass do fir den 19. Juli zu Lëtzebuerg geplangt.

Conséquences de l'inflation | Question 8079 (07/06/2023) de M. André Bauler (DP)

Déi inflationär Tendenzen aus de leschte Joren hunn dozou gefouert, datt etlech Leit, trotz e sëllege finanziellen Hëllef vum Staat, sech hu missen aschränken an op verschidde Wuere entweder ganz verzichten oder hire Konsum aschränken. Och d'Bauern an d'Gärtner aus der Biolandwirtschaft schéngen net verschounet vun dëser Evoluitioun ze bleiwen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. A wat fir engem Mooss féiert d'Hausse vun de Produkter vu Biowuere zu enger Reduzéierung vun der Consommatioun? Gëtt et do schonn éischt statistesch Erkenntnisser?

2. Wat fir ee Feedback kritt den Här Landwirtschaftsminister aus der Branche vun de Biobauern, déi vun hirem Haff aus Fleisch, Mëllech, Geméis an aner Wuere verkafen?

3. Wat fir eng Wuere am Bioberäich goufen am stäerkste vun der Präishauss getraff? Wéi presentéiert sech d'Entwécklung vum Präis vun der Biomëllech, dem Biofleisch an de Bioeier an de leschte Méint?

4. Hunn eventuell misse Mataarbechter aus Biobetrieb entlooss ginn?

Réponse (07/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

ad 1. All Joer mécht de Statec seng Etude iwwer d'Ausgabe vun de Stéit. Bei Liewensmëttel a Gedrénks ass dobäi erauskomm, datt den Undeel vu biologesche Produkter 2022 ëm 8 % zeréckgaangen ass, iwwerdeems et déi Jore virduer nach e Plus vu ronn 10 % war. Déi Baisse zejoert kann eng Konsequenz sinn op d'Präisdeierecht. Déi Tendenz muss sech awer nach déi nächst Jore confirméieren.

ad 2. Grondsätzlech ass d'Haffvermaartung direkt un de Konsument bei bal alle Bauere (konventionelle a Bio) zeréckgaangen. Et ass awer generell net ënnert den Niveau vu virun der Inflation.

ad 3. Generell bei all de Bioliewensmëttel, oft awer net onbedéngt an deem Mooss wéi d'Hausse bei de konventionelle Liewensmëttel. Beim Biofleisch zu Lëtzebuerg hunn d'Produzenten hire Verkaufspräis net erhéicht un den Handel.

ad 4. Nee, laut eise verfügbare Informatiounen huet de Bioprimärsektor keng Mataarbechter entlooss.

Tunnel Schieburg | Question 8080 (07/06/2023) de Mme Martine Hansen | M. Emile Eicher | M. Aly Kaes | M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

Säit dem 27. August 2022 ass den Tunnel Schieburg op der Nordzuchstréck tëscht Kautebaach a Wëlwerwolz gespaart. Doduerch feelt eng wichteg Zuchverbindung zu Lëtzebuerg, virun allem fir d'Leit aus dem Norden. Bei enger rezenter Pressekonferenz vun den CFL ass kloergestallt ginn, dass den Tunnel net wéi geplangt no der Ouschtervakanz rëm konnt opgoen. Zënterhier ass kee konkreeten Datum gewosst, wéini d'Linn 10 rëm operabel ass. Doriwwer eraus geet aus enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7975 ervir, dass elo schonns geplangt ass, déi genannte Stréck fir den Zuchverkéier am Zäitraum vum 19. August bis den 10. September 2023, wou och d'Fouer stattfënnt, um Tronçon Ettelbréck-Gouvy, ze spären.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister eis soen, wat den aktuelle Stand vun den Aarbechten am Tunnel Schieburg ass?

– Ass et zu weidere Komplikatiounen bei den Aarbechten am Tunnel Schieburg komm?

– Wéini soll déi genannte Stréck nees fir den Zuchverkéier opgoen?

– Firwat sinn d'Entretienaarbechten, déi fir den Zäitraum August bis September 2023 geplangt sinn, net elo gemaach ginn, wou d'Stréck souwisou zou war respektiv zou ass?

Réponse (03/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Nodeems d'Gestengs, dat an den Tunnel gefall ass, komplett evakuéiert konnt ginn, sinn aktuell

d'Arbechten amgaangen, fir déi definitiv nei Drostruktur op der concernéierter Plaz an den Tunnel anzubauen.

Zënter dass den 13. Februar 2023 festgallt gouf, dass déi bis dohinner realiséiert Injektionen net duerginn an doropshin den Arbechtsprogramm ugepasst gouf, ass et zu kenge Komplikatoune bei den Arbechte komm.

Den Deel vun der Nordstreck tëschent Kautebaach a Clierf wäert de 5. August 2023 nees a Betrib kënnen goen.

D'Erneierungsarbechten, déi fir d'Period vum 20. August bis den 10. September geplangt sinn, gesinn eng komplett Erneuerung vun de Gleiser (Schinnen, Schwellen a Ballast) tëscht Wëlwerwol an Draufelt vir. Dobäi handelt et sech ëm ± 4.200 m Gleis, dat mat Hëllef vun engem mechaneschen Ëmbauzuch erneiert gëtt. Den Zougang fir dës spezialiséiert Arbechtsmaschinen an déi doduerch bedéngte Materialversuergung vum Chantier kann nëmme vu Süde Richtung Norde stattfannen, well dës Gefierer vun de Firmen, déi um Lëtzebuerger Reseau agreéiert sinn, keng Autorisatioun hunn, fir um belsche Reseau kënnen ze zirkuléieren.

Den Tunnel Schieburg, deen tëscht Kautebaach a Wëlwerwol läit, huet also den Accès per Schinn während de Méint, wou d'Nordstreck op dem betraffene Streckendeel zou war an och nach ass, verspaart. Wéinst der Topographie an dem Mangel un adäquater Stroossenaccèze war d'Erneuerung vun de Gleiser anescht wéi duerch déi mechanesch Method net denkbar.

Sécurité aérienne | Question 8081 (08/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3768 vum 4. Mäerz 2021 iwwert verschidde Sécherheetsmängel um Findel, déi am Kader vun engem Audit vun der ANA duerch d'DAC festgallt goufen, huet den Här Minister deemools ënner anerem dat hei geschriwwen: „An den Deeg nom Audit gouf der DAC e korrektiven Aktiounsplang, deen aus e puer Etappe besteet, zur Verfügung gestallt, wéi bei all Netkonformitéit. Dese leeft bis Enn 2021 a gouf vun der DAC guttgehescht.“

Zu der Fro vum schlëmmstméiglechen Impakt op de Findel huet den Här Minister deemools geschriwwen: „Aus enger operativer Perspektiv, wier déi extreemste Moosnam theoretesch e partiell oder komplett Zoumaache vum Fluchhafen oder vum Loftraum. Sou eng Moosnam schéngt allerdingens am Moment weeder gerechtfäerdegt nach proportional.“ Wéi rezent an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7950 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement ze liese war, kouw et an der Lescht awer zu substanzialen Aschränkungen am Passagéierverkéier, well d'Zuel vun de Landungen vum 20 op zwielef pro Stonn huet misse reduzéiert ginn. Als Begrënnung schreift den Här Minister dann ënner anerem dat hei: „Am Kader vun engem Audit vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) eng Rei Nonkonformitéite festgallt. Eng dovun ass als Niveau 1 klasséiert ginn an d'DAC huet eng direkt Aktioun vun der ANA gefrot, déi d'Zuel vun den Arrivéien op 12 pro Stonn limitéiere soll, soulaang déi Nonkonformitéit net geléist gouf.“

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéierminister gären dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi zwee Dossiere liiert sinn? Handelt et sech ëm zwee

verschiddenen Auditen oder ëm de Suivi vun identeschen Problemer? Kann den Här Minister am éischte Fall preziséieren, wéi sech dës héich Zuel u Pannen innerhalb vu kuerzer Zäit erkläert respektiv, am zweete Fall, firwat den ursprénglechen Delai, fir déi festgestallte Mängel bis Enn 2021 ze redresséieren, net agehale gouf?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, mat wéi vill Ausfäll a Verspéidungen d'Passagéier um Findel notament während der Saison mussen rechnen a preziséieren, wéi laang eng duerchschnëttlech Verspéidung kéint daueren?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dës Mängel sech allgemeng op déi international Reputatioun vum Findel auswirken a preziséieren, ob an deem Zesummenhang scho Fluchgesellschaften annoncéiert hunn, hir Aktivitéiten um Findel ze reduzéieren oder anzustellen, respektiv op geplangt Expansiounen oder nei Néierloosungen ze verzichten?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi ee Chiffre d'affaires der Firma lux-Airport als Exploitationgesellschaft duerch dës Reduktioun maximal ka verluer goen a preziséieren, ob dës oder och de Staat direkt am Risiko stinn, an deemem Zesummenhang missen Indemnitéiten u betraffene Fluchgesellschaften ze leeschten?

Réponse (19/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wat déi zwee Dossieren ugeet, esou handelt et sech ëm zwee verschiddenen Auditen. D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet Restriktiounen ausgeschwat wéinst feelenden Zertifikater vun de Kompetenzniveauen vun den Techniker vun der Administration de la navigation aérienne (ANA). Dës sinn noutwenneg, fir verschiddenen Zorte vu Maintenance un den technischen Ekipementer kënnen konform duerchgeféieren. D'ANA huet doropshin zousätzlech Formatiounen ugefrot, fir déi noutwenneg Zertifikater ze kréien, fir dass d'Restriktiounen dann esou séier wéi méiglech kënnen opgehewe ginn.

Wat d'Fro iwwer déi héich Unzuel vun Defaillancen ugeet, soll drop higewise ginn, dass d'Resultat vun enger Successioun vun Evenementer ass, déi haapt-sächlech op eng feelend Antizipatioun vun der Ëmsetzung vun existéierenden europäeschen Obligatiounen zeréckgeet. Dëst betrëfft am Moment haaptsächlech de CNS-Domän (Kommunikatioun, Navigatioun, Iwwerwaachung), dee rezent vun engem ganz héije Personalausfall betraff ass.

Zu de Verspéidunge bzw. Ausfäll vu Flich kann ee soen, dass dës normalerweis op verschidde Grënn baséieren, wéi zum Beispill op technesche Pannen, schlechte Wiederkonditiounen, der maximaler Kapazitéit vu verschidde Loftraim, Streik vu verschidde Acteuren aus der Loffaart etc. Deemno ass et net méiglech, den Impakt vun dese Restriktiounen op eenzel Flich genee ze bezifferen.

Et sief drun erënnert, dass d'Audite vun der DAC als Kontrollautoritéit gemaach gi fir sécherzestellen, dass déi international an europäesch Reglementer agehale ginn, dëst ëmmer mam Zil, fir d'Sécherheet um Fluchhafen ze assuréieren. Bis elo gëtt et keng Indizien dofir, dass sech dës Restriktiounen vun de Landungen negativ géifen op d'Reputatioun vum Fluchhafen Lëtzebuerg auswirken. Vusaite vun de Fluchgesellschaften gëtt et keng Informatiounen iwwert e reellen Impakt op hir Aktivitéiten. Dës Restriktiounen féieren am Eenzelfall zu Verännerungen vun de Landezäiten.

lux-Airport zitt och weiderhi Landetaxen an, dës bleiwen no den normale Reegelen och weider fällg. Et gouf bis haut nach keng Annulatioun vu Flich oder

Ëmleedunge wéinst den aktuell gëltege Limitatiounen, dohier och keng Verloschter op Säite vu lux-Airport.

Report de certaines épreuves écrites de l'examen de fin d'études secondaires | Question 8083 (08/06/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Paul Galles** (CSV)

Eisen Informatiounen no gouf en Deel vun de schrëftlechen Epreuvë vum Examen de fin d'études secondaires op déi Woch no der Péngschtvakanz verréckelt. Den Delai fir d'Verbesserung gouf awer net adaptéiert, soudass déi original Kopie vum de Schüler hu misse fotokopéiert ginn, fir dass d'Enseignanten deen Delai iwwerhaapt konnten anhalen.

An deem Kontext wéllt mir folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend richten:

– Kann den Här Minister d'Verréckele vun engem Deel vun de schrëftlechen Epreuvën op déi Woch no der Péngschtvakanz confirméieren?

• Wa jo, wéini gouf déi Decisioun geholl a wat sinn d'Grënn dofir?

– Kann den Här Minister eis doriwwer informéieren, wéi vill Fotokopien opgrond dovun hu misse gemaach ginn, am Total an opgeschlësst no Fach a Lycée?

Réponse (11/07/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De schrëftlechen Deel vum Premièresexame leeft iwwer 7 Deeg, déi op 2 Woche verdeelt sinn. Während dëser Zäit schreift all Schüler Examen a 6 Fächer. Well dëst Joer Päischten, an domat och d'Päischtvakanz, relativ spët louch, war den Écrit ursprénglech integral virun dëser Vakanz geplangt. Den Oral sollt no der Vakanz stattfannen.

Am Virfeld vun den Examen huet d'CNEL Bedenke geäussert, well déi 7 Examensdeeg vun schrëftlechen Examen op zwou Wochen hannerene louchen. Si hunn dorop higewisen, dass d'Schüler wéinst der Pandemie méi eng schwierig Troisième an Deuxième hannert sech hätten, an hunn d'fir gefrot, dass eng Preparatiounszäit tëschent déi 2 Ecrits-Examenswochen géif placéiert ginn. Fir deem Wonsch kënnen nozokommen an trotzdem de Schüler den Diplom spëtstens den 1. Juli zur Verfügung ze stellen, gouf eng Woch Oral mat enger Woch Écrit ausgetosch.

Dës eemoleg Measure huet awer mat sech bruecht, dass manner Zäit bliwwen ass, fir den zweeten Deel vum Écrit ze verbesseren. Fir dass d'Membere vun den Examenkommissiounen nawell mat der néideger Rou hir Kopie verbessere konnten, hunn ech d'Direktiounen vun de Lycéeën ugewisen, gläich no de jeeeweigen Epreuvë vun der 2. Écrit-Woch Kopie vum de Schüler hiren Äntwerten un den zweeten an drëtten Correcteur ze schécken.

An där zweeten Partie vum Premièresexame goufen 8.286 individuell Epreuvë geschriwwen. D'Kopien, déi gemaach goufen, verdeele sech folgendermoossen op d'Sektiounen a Variante vum ESC an op d'Sektiounen vum ESG:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et ass allerdingens kaum méiglech, dës Zuele pro Lycée ze ventiléieren.

Traitement de la Long-Covid | Question 8084 (09/06/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Am Juli 2021 huet d'Regierung e Pilotprojet fir eng multidisziplinär Behandlung vu Long-Covid-Patiente

présentéiert. Zanterhier ginn déi betrafte Patienten am CHL, an der Rehaklinik du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), am Rehazenter an am Domaine thermal Mondorf behandelt. Mengen Informatiounen no krute verschidde Patienten, déi un deem Programm deelhuefen, trotzdeem e Refus vum Kontrolldokter vun der CNS.

An dem Zesummenhang wollt ech folgend Fro un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéi vill Patiente si bis ewell am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt ginn?
2. Wéi vill Patiente kruten e Refus vum Kontrolldokter, obwuel e Spezialist virdu Long-Covid diagnostizéiert hat a si am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt goufen?
3. Firwat gétt bei Patienten, déi am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt ginn, d'Diagnos vum Spezialist net d'office vun der CNS unerkannt?
4. Wéi vill huet de Projet Long-Covid bis ewell kascht?

Réponse (11/07/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Finanzéierung vum Long-Covid-Programm, deen den 8. Juli 2021 virgestallt gouf, deemools ënnert der Form vun engem Pilotprojet, ass ufanks 2022 vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn a soll de Patienten, déi u Long Covid leiden, eng méi adäquat a pluridisziplinär Prise en charge garantéieren.

Am Kader vun dësem Programm si bis haut 1.006 Patiente behandelt ginn.

ad 2. an 3. Am Kader vun der Diagnos an der Prise en charge vum Long-Covid gétt d'Prise en charge vum Patient an Etappe vun de bedeelegte Spideeler realiséiert. Dës Prise en charge viséiert, déi festgestallte Krankheitsbiller ze verbesseren.

Bei enger laanger Aarbechtsonfäegkeet vum Patient kënn et vir, datt e Long-Covid-Patient an de medezinesche Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (Contrôle médical de la sécurité sociale – CMSS) geruff gétt, haaptsächlech am Beräich Krankegeld.

Dem Kontrolldokter seng Aufgab besteet doran ze evaluéieren, ob all Assuré fäeg ass ze schaffen oder net, fir deen e Krankeschäin ausgestallt gouf.

De CMSS stellt no der Analys en Avis op. Op dësem medezinneschen Avis baséiert d'Decisioun vun der Gesondtheitskeess.

Den Artikel 419 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit Folgendes vir: « Le CMSS a pour mission d'évaluer l'état de santé des assurés dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts afin de se prononcer dans des avis motivés sur les éléments d'ordre médical qui commandent l'attribution de prestations de sécurité sociale. »

Wat d'Zuelen ubelaangt, ass ze soen, dass, am Joer 2021, 261 Patiente vum Kontrolldokter gesi goufen, an der dovou 26 als aarbechtssäeg deklaréiert goufen. Fir d'Joer 2022 huet de Kontrolldokter am Ganze 411 Long-Covid-Patiente gesinn, an 48 dovou kruten e Refus. A fir 2023 krute bis elo 6 vun den ënnersichten 90 Patienten eng Aarbechtsonfäegkeet refuséiert. Dësen Taux läit an der Moyenne vum Taux vu Patienten, déi insgesamt vum Contrôle médical als aarbechtssäeg deklaréiert ginn. Am Joer 2021 waren dat 12 %.

ad 4. D'Zomm, déi vum Gesondheitsministère am Kader vun den Accorde vum Pilotprojet iwwer de Long-Covid bezuelt gouf, beleeft sech op 1.075.369,25 Euro.

Donieft gétt d'Prise en charge vum Long-Covid vun der CNS finanzéiert am Kader vun de bekannte

Finanzéierungsprinzipie vun der Dokteraktivitéit iwwerwert d'Nomenclature an d'Spidolsaktivitéit iwwerwert de järeliche Budget vun den eenzelne bedeelegte Spideeler.

Fraude contre la sécurité sociale | Question **8085** (09/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi een an der Press vum 8. Juni 2023 noliese kann, huet d'Krankekeess d'lescht Joer eng negativ Bilanz vun 41,6 Milliounen Euro gemaach, wat bedeit, datt déi global Reserv weiderhin ofhëlt. Mat Sécherheet droen och Frauden am Beräich vun der Krankeversécherung zu dësen Abousse bäi.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

– Mécht de Ministère fir d'sozial Sécherheet Estimatiounen bzw. Statistiken, wat de geschätzte Volume ugeet vun de Frauden am Beräich vun der Krankeversécherung? Wa jo, kann den Här Minister eis dës Estimatiounen bzw. Statistike matdeelen? Wann nee, firwat ginn esou Estimatiounen bzw. Statistiken net gemaach?

Réponse (11/07/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Am Allgemengen ass et net méiglech, de genaue „Schued“, deen d'Gesondtheitskeess (CNS) duerch potentielle Bedruch dovou gedroen huet, ze bestëmmen. Och um internationalen Niveau gétt et wéineg zouverlässeg a konkret Donnéeën.

Fir awer den Impakt vum konstatéierte Bedruch, dem Mëssbrauch an de Feeler am Beräich ze moossen, huet d'CNS, a méi spezifesch de Service „Lutte abus et fraude“, verschidde „Key Performance Indicators“ (KPI) fixéiert, op Basis vun deenen d'Ausmooss an d'Evolutioun vum konstatéierte Bedruch, deen am Kader vun der Kontrolle festgestallt ginn ass, kënnen evaluéiert ginn.

Dës KPI, déi reegelméisseg an de järeliche Rapporte vun der CNS publizéiert ginn, bestinn engersäits aus quantitativen Elementer wéi:

1. d'Unzuel un oppenen Dossieren (pro Joer);
2. d'Unzuel un Dossiere mat engem strofrectleche⁴ Suivi (pro Joer);
3. d'Unzuel u Saisiné vun der Commission de surveillance de la sécurité sociale⁵ (pro Joer).

Och wann de Kampf géint de Bedruch an de Mëssbrauch sech op déi strofrectlech Aktiounen konzentréiert, duerch déi ee méi konkreten Ausmooss vum Schued op Käschte vun der CNS ka festgestallt ginn, ass et awer och wichteg, de weesentlechen Aspekt vun der Präventioun ervirzehiewen, deen et erméiglecht, e potentielle Schued ze limitéieren.

Fir déi zwee Faktore „Repressioun“ a „Präventioun“ ze representéieren, gétt et e 4. dediéierte KPI, deen de „geschätzte Betrag un detektéiertem a gestopptem Schued“ duerstellt an esou eng méi cibléiert finanziell Dimensioun vun der Bekämpfung géint d'Feeler, de Bedruch an de Mëssbrauch an der Krankeversécherung an an der Fleegeversécherung erméigelt.

Esou kann also festgestallt ginn, dass de Betrag vum fréizäiteg detektéierten a gestoppte Schued, säit dem Ufank vun der Erhiewung am Joer 2021 (op Basis vun den Dossieren aus de staark vu Covid-19 betraffene Joren 2020 an 2021) a konstanter Progressioun ass.

⁴ Plaintes et dénonciations sur base de l'article 23 du Code de la procédure pénale

⁵ Article 73 du Code de la sécurité sociale

Tëscht Enn 2021 an Enn 2022 konnt eng Augmentatioun vu 4 Milliounen Euro verhënnertem Schued festgestallt ginn (7 Milliounen Euro Enn 2021, 11 Milliounen Euro Enn 2022).

En effikasse Kampf géint de Mëssbrauch, de Bedruch an d'Feeler ass e wichtegt Element am System vun der sozialer Sécherheet. Dofir wäert d'Gesondtheitskeess weiderhin dem Volet vun der Präventioun, dem Noweis an de Sanktiounen eng grouss Wichtigkeet accordéieren.

Primes pour panneaux photovoltaïques | Question **8086** (09/06/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

Säit dem 1. Januar 2023 goufen d'Bäihëllef fir Photovoltaikanlagen am Eegeverbrauch erhéicht. Och fir d'energeetesche Sanéierung, dat heescht, fir Gebaier oni fossill Brennstoffe ze heizen, goufen d'finanziell Bäihëllefen ugepasst.

Bei de Photovoltaikanlagen ass den Datum vun der Commande op den 1.1.2023, an dee vun der finaler Rechnung op Enn 2025 fixéiert ginn. Bei den Heizsystemer kann d'Commande awer op en Zäitpunkt ab dem 1.11.22, d. h. virun der Publikatioun vum Gesetz, datéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre weider folgend Froen un den Energieminister stellen:

1. Wéi verhëlt et sech elo mat Projektträger vu Photovoltaikanlagen am Eegeverbrauch, déi hir Anlag 2023 a Betrib huelen, ma déi awer schonns d'Commande 2022 respektiv villäicht esouguer eng éischt Ubezuelung am Joer 2022 gemaach haten?

2. Ginn déi Leit an deem Sënn benodeelegt, datt se dann ënnert déi al, manner avantagéis Konditiounen falen, obwuel d'Anlag réischt 2023 a Betrib gongt/geet oder gesäit de Minister do vir, fir och déi Anlagebedreiwer am Kader vun de modifizéierte Bäihëllefen ze consideréieren? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen?

Réponse (11/07/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

D'Thematik, déi vun den éierewäerten Deputéierten ugeschwat gétt, ass eng generell. An allen Hëllefsgimmer gétt et Bedéngungen an Delaien, bannent deenen een d'Hëllefen ufroe muss. Béid Saache bréngt mat sech, datt Grenzfall entstinn. Dat ass net ze vermeiden.

Am konkrete Fall hei goufen déi scho ganz attraktiv Hëllefen am Kader vum Tripartitt-Accord vu September 2022 punktuell, fir eng limitéiert Zäit, nach emol gehéicht, an d'Gesetz vum 23. Dezember 2022 „modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement“ huet d'Datumer, wéi se am Tripartitt-Accord Mëtt September 2022 decidéiert an ënnerschriwwen goufen, ëmgesat.

Am Sënn vun der Froestellung konnt sech jiddereen ab Mëtt September 2022 no dësen neien Delaie riichten.

Poursuites dans le cas de mobbing envers des mineurs | Question **8087** (09/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

En Donneschdeg den 8. Juni 2023 ass op de soziale Medien ee Video diffuséiert ginn, wou ee jonkt Meedche vun anere Jonken harceléiert, geschloen an op uergstem Niveau erniddregt ginn ass. De Video huet sech séier verbreet, dat obwuel eigentlech keng Videoe vu Mobbing op de soziale Medien dierfe gewise ginn.

Aus engem RTL-Artikel zu dem genannte Video ass erauszulesen, dass eng Plainte bei der Police deposéiert ginn ass. D'Police soll der Mamm vum Affer gesot hunn, hinne wieren d'Hänn gebonnen, well et sech ëm Mineuren handelt, an d'Unisec (Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État) hei am Land iwwerfëllt wier.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, d'Madamm Justizministesch an den Här Minister fir Educatioun riichten:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannte Faite bestätegen?
2. Wéi eng Pursuuite si géint déi Schëlleg an d'Weeër geluecht ginn?
3. Ass domat ze rechnen, dass och juristesch Pursuuite géint Meta an d'Weeër geluecht gi wéinst der Verbreedung vun deemem Video?
4. Wann et sech effektiv ëm Mineuren handelt, firwat kënnen des net an der Unisec zu Dräibuer placéiert ginn?
– Kann d'Regierung eis confirméieren, dass d'Unisec zu Dräibuer voll ass?
– Wa jo, wat gedenkt d'Regierung bei dëser urgenter Problematik vum Plazmangel an der Unisec ze ënnerhuelen?
– Si Vergréisserunge vun dëser Struktur virgesinn?
5. Wann et sech ëm Schüler aus engem Lycée handelt, wat gedenkt den Educatiounsminister ze ënnerhuelen, fir esou Virfäll virzebeugen?

Réponse (11/07/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Jo, d'Regierung ka bestätegen, dass et am Nómme vum 7. Juni um Gebitt vun der Région capitale vum genannten Iwwergrëff komm ass, an dass dese kuerz drop an de soziale Medien verëffentlecht a gedeelt gouf. De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass iwwer dese Fall informéiert ginn an huet sech mat den aneren zoustännege Ministere concertéiert.

ad 2. Den Dag selwer nach gouf bei der Police eng Plainte gefouert, wouropshin de Parquet Lëtzebuerg kontaktéiert ginn ass, deen d'Entscheidung getraff huet, den SPJ mat de weideren Ermittlungen ze befaassen.

ad 3. Vu dass et sech bei dese Faiten ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemno decidéiert aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer ëffentlech ze kommunizéieren.

ad 4.
– Am Zäitraum vum 1. Januar 2023 bis de 15. Juni 2023 ware während 36 Deeg all 12 Plaze vun der Unisec beuecht. De Rescht vun der Zäit waren nach Plazen an der Unisec op.

– Am Kader vum neie Jugendschutzgesetz sollt d'Unisec an e Centre pénitentiaire pour mineurs ëmgebaut ginn.

– Momentan gëtt eng Analys vun de Besoine vun dëser neier Struktur gemaach.

ad 5. De Kampf géint de Mobbing an de Cybermobbing betrëfft déi ganz Schoulgemeinschaft an ass

wichtig, fir d'mental Gesondheet vun de Jonken ze stärkeken.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass sech der Wichtigkeet vun dëser Thematik bewosst a setzt sech op villen Achsen an der Preventioun vu Gewalt a Mobbing an. Divers Projeten erlaben et engersäits, an der Schoul dem Mobbing an der Gewalt virzebeugen, an anerersäits, den Encadrement an d'Begleedung vun Affer an Auteure kloer ze encadréieren.

1. Campagne „Exit Mobbing“: eng Campagne, fir op Mobbing an der Schoul ze reagéieren a fir preventiv ze handelen

Eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne mam Numm „Exit Mobbing“ gouf dëst Schouljoer vum CePAS gestart. Dës Campagne adresséiert sech un d'Schüler an hir Elteren. Am Hierscht gëtt d'Campagne op d'Zilgrupp vum Schoulpersonal erweidert.

Wuel wëssend, datt et dacks schwéier fir e Schüler ass, sech engem unzevertrauen, wann hie belästegt gëtt, ass d'Zil vun dëser Campagne, de Phänomeen vum Mobbing ze enttabuiséieren. D'Affer sollen deculpabiliséiert ginn a sech trauen, och innerhalb vum Lycée no Hëllef ze froen. D'Zeie sollen net méi ewechkucken.

Dës Aktioun huet als Zil, iwwert d'Konsequenze vum Mobbing fir Affer, Zeien awer och Auteuren opzeklären.

2. Campagne „Not Sharing is caring“: eng Campagne, fir op d'Implikatiounen vum Deele vu Gewaltvideoen opmierksam ze maachen

Ufank Juli lancéiert den Educatiounsministère eng Campagne an Zesummenaarbecht mat der Police an dem Parquet, fir iwwer de Phänomeen vun de Gewaltvideoen opmierksam ze maachen. D'Zil vun der Campagne ass et, jonk Leit ze encouragéieren, hiert Verhalen an dat vun anere Leit ze hannerfroen an Zivillcourage ze weisen, andeems si direkt reagéieren bei Gewaltdoten an net ewechkucken oder souguer een Deel vun der Gewalt ginn. D'Campagne, déi iwwer déi sozial Media gedeelt gëtt, enthält zwee Kärmessagen:

– Wann s du Zeie vun enger Gewaltdot gëss, ruff d'Police!

– Wann s du ee Gewaltvideo geschéckt kriss, da schéck en net weider, fräi nom Motto „Not sharing is caring“.

3. Richtlinnen zu de Vertraulechkeetsreegelen an der psychosozialer an edukativer Praxis

De CePAS huet Richtlinnen opgrond vun der besteeënder Gesetzeslag zesummegeallt, déi der Uwendung vu Vertraulechkeetsreegelen am Kontext vun der multiprofessioneller Zesummenaarbecht am Lycée déngen.

Dës Richtlinnen erméiglechen e gemeinsaamt Verständnis vun de Schüler, den Enseignanten, der Direktioun an dem psychosozialen an edukativen Personal zu de vertraulechen Informatiounen a sensibelen Donnéeën, déi duerfe gedeelt ginn an déi net duerfe gedeelt ginn am Kader vun der Betreuung vun de Schüler.

Dës Richtlinne beschreiwen och Fäll, an deenen d'Beruffsgheheimnis seng Limitten huet a wou d'Situatiounen bei den zoustännegen Autoritéite muss gemellt ginn.

4. Aféiere vun engem „Délégué à la protection des élèves“ an all Lycée

Dat rezent modifizéiert Lycéesgesetz gesäit vir, datt all Lycée d'Funktioon vun engem Délégué à la protection des élèves (DPE) aféiert. Déi designéiert Mataarbechter aus de SePAS oder den SSE, déi dës Funktioun iwwerhuelen, hunn d'Missioun, d'Rechter vum Jonken ze promovéieren, ënner anerem iwwer d'Aféierung

vun engem interne Schutzkonzept. D'Schoulgemeinschaft gëtt sensibiliséiert, wéi d'Schüler géint all Form vu Mëssbrauch a Gefor kënnen geschützt ginn. Den DPE dréit déi néideg Informatiounen un d'Schoulacteuren erun an ass de privilegiéierte Gespéichspartner, wann et dorëms geet, fir d'Schoulacteuren am Handele géint Gewaltsituatiounen ze ënnerstëtzen an ze beroden.

5. Pilotprojet „Bientraitance“: preventiv an disziplinaresch Moosnamen an der Schoul

Am Joer 2022 hu véier Lycéeën um Pilotprojet „Bientraitance“ deelgeholl. Dese Projet bitt de Fachleit pedagogesch Instrumenter un, fir dat generell Schoulklima ze verbesseren, d'Rechter vun de Jonken ze schützen an d'Schoul, duerch d'Reduktioun op Mobbingsituatiounen, als e séchert Liewens- a Léierëmfeld ze stärkeken.

D'Zil vun der preventiver Moosnam Espace de parole régulé (EPR) ass et, d'Empathie an déi kollektiv emotional Intelligenz bannent dem Klassegrupp ze stimuléieren an de Grupp staark ze maachen, fir selwer Léisungen op Konflikter tëschent de Schüler ze fannen. D'emotional Reguléierung vum Einzelen an och der ganzer Klass gëtt heiduerch direkt am Schoulalldag geféiert.

D'EPR-Moosname maachen et och méiglech, Situatiounen vun emotionaler Nout fréizäiteg ze identifizéieren an eng gezielt Prise en charge a Berodung beim SePAS unzefroen.

D'Zil vun der disziplinarescher Moosnam Conseil d'éducation à la citoyenneté (CEC) ass et, dem Auteur d'Méiglechkeet ze ginn, no enger Transgressioun vun de Schoultreegelen seng Dot erëm guttzemaachen am Kontext vun enger edukativer Moosnam an als „Bierger“ Verantwortung fir säin Handelen ze iwwerhuelen. De Conseil vum CEC funktionéiert als pedagogesch Struktur, déi op eng partizipativ Manéier Moosname festleet, déi eng „sozial Rehabilitatioun“ vum Jonken erméiglechen.

De CEC gëtt complémentaire zu den disziplinareschen Moosnamen vum Conseil de discipline agesat.

6. BEE SECURE

Zënter Joren intervenéieren d'Formateure vu BEE SECURE a Lycéeën an am Fondamental, fir iwwert d'Gefore vum Internet, vun de soziale Medien an neien Technologien opzeklären. Formateure vu BEE SECURE kënnen direkt vu Schoule gebucht ginn a bidden eng divers Palett vu Formatiounen un, esou dass d'Offer un d'Besoine vun der jeeweileger Schoul oder Klass kann ugepasst sinn. Fir um neiste Stand vun den Technologien ze bleiwen, entwéckelt BEE SECURE seng Offer ëmmer rëm weider an traitéiert dohier och d'Phänomeen vun de Gewaltvideoen a senge Coursen.

7. Permanenten Aarbechtsgrupp mam CoDir an de Chefs de département EPS

Fir zesumme mat alle concernéierten Acteuren géint Mobbing a Gewalt an de Schoule virzegoen, huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ee permanenten Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, fir gemeinsam Reaktiounen op Gewalt- a Mobbingphänomeener ze fannen. An deem Grupp sollen och Méiglechkeeten ausgeschafft ginn, fir Jonker ze ënnerstëtzen, déi een net adaptéiert Verhale weisen.

8. IFEN-Formatioun zum Thema Gewaltvideoen

Ab Hierscht lancéiert den IFEN eng Formatioun, déi an Zesummenaarbecht mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, der Police an dem Parquet ausgeschafft ginn ass. An dëser Formatioun, déi sech haapt-sächlech un Enseignanten aus dem Secondaire richt, ginn d'Prozeduren a Fäll vu Gewalt rappeliert, d'Prise en charge vun deene Jonken erkläert a Preventiouns-usätz gedeelt.

Impact financier du plafonnement du montant cotisable pour l'assurance maladie-maternité (AMM) | Question 8088 (12/06/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Lors d'une réunion récente du Comité quadripartite, le déficit des opérations courantes pour l'exercice 2023 a été estimé à 41,5 millions d'€. Il s'agirait donc du quatrième exercice d'affilée qui pourrait se solder par un déficit.

Dans un communiqué publié suite à la réunion du Comité quadripartite, Monsieur le Ministre a rappelé qu'un groupe de travail « soutenabilité financière » aurait été chargé d'analyser et de proposer des pistes envisageables qui devraient permettre de retrouver un équilibre financier des opérations courantes de l'AMM.

Sachant que la base du calcul mensuel des cotisations pour certains risques sociaux, dont ceux pour maladie-espèces et pour maladie-soins, est plafonnée à cinq salaires sociaux minimum mensuels (cumulé sur un an), je voudrais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes :

1) Combien d'assurés affiliés au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) ont été concernés par un dépassement du plafond annuel maximum cotisable en 2022 ? Comment le nombre d'assurés concernés par un dépassement a-t-il évolué au fil des années ?

2) Quel a été le manque à gagner de l'AMM en 2022 suite au plafonnement du montant annuel cotisable ? Comment ce manque à gagner a-t-il évolué au fil des années ?

Réponse (21/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) En 2022, 34.665 assurés de l'assurance maladie-maternité (AMM) ont été concernés par un dépassement du plafond annuel maximum cotisable, ce qui représente 5,2 % de l'ensemble des assurés de l'AMM.

Alors que le nombre d'assurés de l'AMM concernés par un dépassement a progressé de +15,6 % entre 2018 et 2022, la part qu'ils représentent dans l'ensemble des assurés de l'AMM n'a que peu évolué (+3,1 %) (tableau n° 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Étant donné que le Code de la sécurité sociale définit un seuil au niveau du revenu cotisable pour la perception des cotisations de l'AMM et que certaines prestations sont, par analogie, également plafonnées au niveau de ce même seuil (prestations en espèces), le dépassement du plafond de 5 fois le SSM ne peut pas être considéré comme un « manque à gagner ».

Toutefois, si le plafond au niveau des cotisations n'existait pas, alors l'AMM aurait perçu, sur toute l'année 2022, 290 millions d'EUR⁶ en plus, ce qui représente 7,6 % des recettes de cotisations de l'AMM.

Alors que le montant des cotisations « déplafonnées » a progressé de +28,9 % entre 2018 et 2022, la part qu'il représente dans les recettes de cotisations de l'AMM est resté stable (+0,1 %) (tableau n° 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP | Question 8089 (13/06/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Am Joer 2018 ass am Kontext vun de Strukture fir Schüler mat spezifesch Besoinen och en Zenter fir héichbegaabte Kanner a Jugendlecher (Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP) geschaf ginn. Dësen Zenter ass doriwier eraus och Ulafstell fir Elteren an Educationspersonal.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi vill Schüler hunn zënter 2018 op d'Servicer vum CEJHP zréckgegraff?

– Wéi vill dovou kommen aus dem Enseignement fondamental?

– Wéi vill dovou kommen aus dem Enseignement secondaire?

2. Wéi ass d'Verhältnis vun de Schüler mat enger „prise en charge ambulatoire“ par rapport zu deene mat enger „scolarisation spécialisée“?

3. Ganz allgemeng, huet den Här Minister e Bilan iwwer déi 5 éischt Jore vum CEJHP zéie gelooss?

– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun a wou sinn déi publizéiert?

– Wann net, firwat net?

Réponse (18/07/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Säit 2018 huet de CEJHP 951 Schüler gesinn, dovunner konnt bei 388 Schüler eng Héichbegabung festgestallt ginn.

Aktuell kréien insgesamt 251 Schüler eng Prise en charge vum CEJHP. Dovunner kommen der 149 aus dem Enseignement fondamental an 102 aus dem Enseignement secondaire.

ad 2. De CEJHP bitt keng Scolarisation spécialisée un. Deemno handelt et sech bei sämtleche Prise-en-charge-ën ambulante Moossnamen.

ad 3. Opgrond vun der Motioun N° 2776, déi den 31. Mee 2017 an der Chamber adoptéiert gi war, huet de MENJE eng Evaluatioun vum System ronderëm d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesch Besoinen gemaach. De Rapport mat de Conclusiounen vun dëser Evaluatioun ass am Januar 2023 publizéiert ginn.

D'Conclusiounen vun dëser Evaluatioun baséieren op 3 Voleten: engem Sondage beim Léierpersonal an dem EPS-Personal, enger Etude vun der Commission nationale d'inclusion an enger Etude vun den 8 Kompetenzzentren an der ATVA, also och vum CEJHP.

D'Etude vun de Kompetenzzentren an der ATVA ass vun der externer Consultingfirma Exigo gemaach ginn, déi d'Implementatioun, de Fonctionnement, d'Finanzen, d'Gestioun vun de Ressourcen an déi intern an extern Kommunikatioun vun de Kompetenzzentren an der ATVA analyséiert huet. Fir dës Analys ze maachen, hat Exigo een Audit-Questionnaire un d'Personal vun de Kompetenzzentren an der ATVA adresséiert, fir déi 7 Prinzippe vum Qualitätsmanagementsystem ISO 9000 ze testen.

Fir de CEJHP hat Exigo folgend Recommandatiounen gemaach:

– Betreffend d'Leedung vum Kompetenzzenter: eng Strategie entwéckelen, fir déi héich begaabte Schüler besser ënnerstëtzen ze kënnen; déi intern Organisatioun adaptéieren a méi Personal astellen; Synergie mat externe Collaborateure kreéieren an sech méi intensiv an der Recherche am Beräich Héichbegabung involvéieren; Formations continues organiséieren an intern méi Reuniounen ofhalen.

– Betreffend d'Aarbechtsëmfeld: d'Raimlechkeete besser opdeelen, fir dass zum Beispill ee separate Raum do ass fir d'Kommunikatioun mat den Elteren ze

verbesseren; eng besser Organisatioun vun de Raimlechkeeten duerch d'Reservatioun vu Säil; dat informatesch Material uniformiséieren; méi digital ginn, wat d'Gestioun vun den Demanden a vun de Schülerdosieren ubelaangt, a méi visibel ginn duerch d'Schafung vun enger Internetsäit mat Informatiounen, déi een erofuede kann.

Dépassement de cyclistes | Question 8090 (14/06/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An enger aktueller Informatiounscampagne sensibiliséiert de Mobilitéitsministère d'Autofuerer an aner Chaufferen iwwer den obligatoresche Sécherheetsofstand vu mindestens 1,5 m beim Iwwerhuele vun engem Vëlo.

An deem Kader stellt sech d'Fro, wéi et ëm Iwwerhuelmanöver tëscht Autoen a Vëloen op enger Voie suggestiv („Angebotsstreifen“) steet. Hei gesäit den Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques nämlech Folgendes vir:

„Art. 118 §1 a) :

[...] Toutefois, si la densité de la circulation le justifie, les conducteurs de véhicules peuvent circuler en files parallèles

– sur les chaussées à double voie de circulation dans le même sens ;

– sur les chaussées à sens unique divisées en voies de circulation ;

– sur les tronçons de chaussées spécialement signalés à cet effet ;

Art. 125 :

Dans les cas visés à l'article 118, paragraphe 1 sous a), le fait que les conducteurs d'une file ou voie de circulation circulent à plus grande vitesse que ceux d'une autre file ou voie de circulation n'est pas considéré comme dépassement.“

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Gëllt den Ofstand vun 1,5 m och, wann een Auto ee Vëlo, deen op enger Voie suggestiv ass, iwwerhëlt?

Réponse (19/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierten d'Fro, ob den Ofstand vun 1,5 m och gëllt wann en Auto e Vëlo, deen op enger Voie suggestiv ass, iwwerhëlt.

D'Obligatioun fir, als Fuerer vun engem motoriséierte Gefier, beim Iwwerhuele vun engem Vëlo en Ofstand vun 1,5 anzehalen, gëllt och am Fall vun enger „voie suggestiv“, respektiv wéi am Artikel 2 ënner 1.13. definéiert, enger „voie de circulation d'une chaussée, qui est destinée mais non réservée à la circulation des cycles et qui est séparée du reste de la chaussée par une ligne discontinue“.

Bei sou enger „voie suggestiv“, oder „Angebotsstreifen“, handelt et sech tatsächlech net ëm eng eege Spuer, déi fir de Vëlo reservéiert ass, mee ëm en Deel vun der Strooss, deen de motoriséierte Verkéier wa méiglech evitéiere soll, mee trotzdeem benotzen dierf. Autofuerer, déi laanscht de Vëlofuerer komme wëllen, müssen also en Iwwerhuelvirgang maachen an domat och den Ofstand vun 1,5 Meeter respektéieren.

Bei der Vëlosspuer, oder „voie cyclable obligatoire“, hunn d'Auto- an d'Vëlofuerer jee weils hir eege Spuer. Et gëtt niewentene gefuer wéi am Artikel 118 §1 a) beschriwwen. Jidderee kann hir seng eege Vitesse bestëmmen a wann d'Autofuerer laanscht d'Vëlofuerer fueren, ass dëst net als Iwwerhuelvirgang ze bezeichnen, wéi am Artikel 125 erkläert.

⁶ Y inclus la part des cotisations à charge de l'État (art. 31 CSS)

Réservoirs d'eau de pluie | Question **8092** (19/06/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Aus der geschwate Press si mir rezent gewuer ginn, datt et sech an dësen Zäiten, an deenen sech eng Klimakris um Horizont ofzeechent, mëttelfristeg rentéiere géif, fir an de Landwirtschaftleche Betriber, awer och am Wäibau, Waasserreservoiren unzeleeën, déi iwwer de Wanter an d'Fréijoer opgefëllt kënnen ginn.

An deem Kontext wollte mir dem Här Landwirtschafts- a Wäibauminister folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister en Iwwerbléck iwwer all déi Betriber, déi schonn haut iwwer eege Waasserreservoirer verfüegen?

2. Ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère finanziell de Bau vu Waasserreservoiren, déi am Interêt vun de landwirtschaftleche Betriber an dem Wäibau ugeleuecht ginn? Wa jo, wat sinn do d'Bedéngungen?

3. Ass et iwverhaupt technesch méiglech, fir flächendeckend Reservoirer am Déngscht vum Wäibau unzeleeën, grad fir d'Bewässerung vu jonke Riewen?

Réponse (19/07/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Als generell Remark ass ervirzehiewen, dass d'Klimakris schonn zu Lëtzebuerg ukomm ass an dass d'Konsequenze vum Klimawandel ze spiere sinn. An de leschte Joren hate mir zu Lëtzebuerg repetitiv extreem Wiederevenementer, sief et a Form vu Staarkreen (2016 an 2018), oder Hëtztwelle mat extreemer Dréchént (2022).

Fir Kulturen, bei deenen een nëmme schwéier laanscht d'Bewässerung kënn, wéi am Uebst- a Geméisbau, déi vun dëser Regierung ju besonnesch ënnerstëtzt ginn, soll esouwäit wéi méiglech net op Dréinkwaasser a Grondwaasserreserven zréckgegraff ginn. De Stockage vu Reewaasser, Prelevementer vun Uferfiltrat an den naasse Joreszäite mat Stockage fir de Summer, esouwéi d'Opbereedung vu Klärwaasser, si Pisten, déi an enger wëssenschaftlecher Etüd an och a Pilotprojete sollen am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zesumme mam Landwirtschaftsministère gepréift ginn. Hei schaffen d'Ministèren an hir Verwaltungen zesumme mam Secteur, fir nohalteg Léisungen ze fannen. Natierlech kënnen déi Léisungen och am Wäibau sënnavoll sinn, besonnesch fir déi jonk Riewe gutt duerch d'Dréchéphasen ze kréien.

ad 1. Déi lescht 20 Joer gëtt duerch d'ASTA bei der Berodung vu wäibauleche Gebaier op een Opfänke vu Reewaasser higewisen an och Waasserreservoirer gebaut. En Iwwerbléck respektiv eng Datebank iwwer all déi Betriber, déi schonn haut iwwer eege Waasserreservoirer verfüegen, gëtt et net. Waasserreservoirer brauchen eng Geneemegung nom Waassergesetz an Naturschutzgesetz (falls se an der Gréngzon stinn). Am Gaardebau probéieren d'Betriber säit jeehier, esouwäit wéi méiglech d'Reewaasser opzefänken an ze stockéieren, fir et kënnen bei der Bewässerung ze gebrauchen.

ad 2. Schonn an dem bestoenden Agrargesetz konnten d'Betriber Waasserreservoirer a Bewässerungstechnike subventionéiert kréien.

De Gesetzesprojet vum neien Agrargesetz gesäit vir, datt d'Konditiounen vum „agriculteur actif“ mussen erfëllt sinn. Des Weideren dierf een net méi al wéi 65

Joer sinn, an de Betrib muss ee Standard Output vu mindestens 25.000 Euro virweisen.

D'Investitionsprojete gi mat engem Taux vu 40 % subventionéiert. E jonke Bauer/Wënzer/Gärtner kann een zousätzlechen „top up“ vu 15 % kréien.

ad 3 D'Uleë vu Reservoirer ass staark ofhängeg vun der Topographie a bedéngt eng gréisser technesch Etüd. Fir d'Bewässerung vu jonke Riewen ass ugeduecht, op e puer Plaze Waasser aus der Musel ze huelen.

Vols retardés et annulés chez Luxair | Question **8093** (19/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Serge Wilmes** (CSV)

An de leschte Woche goug ëmmer nees rieds vun iwwerduerchschnëttlech villen Annulatiounen oder Verspéidunge vu Luxair-Flich. Gestéiert gouf sech och un der Kommunikatioun vun der nationaler Fluchgesellschaft mat de betraffene Clienten.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister eng Statistik iwwer Annulatiounen a Verspéidunge bei Luxair-Flich vun Ufank vun der Péngschtvakanz u virleëën?

– Wat sinn déi respektiv Grënn vun den Annulatiounen a Verspéidungen?

– Wéi eng Moosname gi getraff, fir déi beschriwwen Situatiounen – am Hibleck op d'Grouss Vakanz, déi an e puer Wochen ugeet – ze verbessern?

– Wéi eng Moosname gi getraff, fir d'Kommunikatioun mat de Clienten am Fall vun Annulatiounen a Retarden ze verbessern?

Réponse (21/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Ech wëll déi honorabel Deputéiert drop opmierksam maachen, dass d'Luxair eng privatrechtlech Gesellschaft ass, an de Staat weeder responsabel ass fir Verspéidunge bei der Gesellschaft, nach sech an hiert operationell Geschäft amëscht.

Mir hunn awer bei der Gesellschaft Luxair nogefrot a krute folgend Äntwerte geliiwert:

An der Woch 21, do wou den Ufanksweekend vun der Péngschtvakanz dra war, huet d'Luxair 21 Volle vu 712 Volle missen annulléieren, dëst entsprécht 2,9 %. An der Woch 22 waren et just nach 2 Volle vu 713 Volle, dat heescht 0,28 %. D'Situatioun war also direkt no dem éischte Péngschtweekend erëm ënner Kontroll, an och normal an nohalteg stabil déi Wochen duerno.

D'Ursaache waren haaptsächlech technescher Natur an déi doduerch kaskadéierend operationell Konsequenzen – duerch ongewéinlech an net planbar Accumulatioun vu Problemer, trotz Reserveflieger – konnten net méi opgefaange ginn.

Bei der Luxair ass Qualitéit ganz wichteg an déi gëtt och konstant evaluéiert a verbessert. Bei grouse Problemer kann et awer punktuell zu Verspéidunge vum Traitement vun Demandé kommen oder zu Retarden an der Kommunikatioun. Och heirunner gëtt konstant geschafft.

Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur » | Question **8094** (20/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7889 vum 17. Abrëll 2023 ass d'Madamm Ëmweltministesch op de potenziellen Tosch vu Staatsfläche mat ënner anerem der natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur agaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre weider folgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Ginn d'Bäihëllef, déi de Staat fir den Opfak duerch natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur ausgeschott huet, fir déi Flächen, déi concernéiert wieren an zum Tosch stéingen, nees un de Staat zeréck?

2. Ginn d'Flächen 1:1 am Wäert vun de Parzellen ausgetosch? Si sou Tauschaktiounen mat natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur schonns an der Vergaangenheet gemaach ginn? Wat war d'Envergure, d'Konditiounen an d'Modalitéit fir änlech gelagert Tauschaktiounen vun där Gréisstenerdung?

3. Wie war Demandeur vun dëser Operatioun?

4. Hu schonn aner Fondatiounen, ASBLen oder gemengnotzlech Organisatiounen vu sou Tauschaktiounen profitéiert? Wa jo, wéi eng?

Réponse (22/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nees.

ad 2. Jo, d'Fläche ginn 1:1 am Wäert vun de Parzellen ausgetosch. Dëst war déi éischt Tauschaktioun mat natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur.

ad 3. natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur hat dësen Tosch ugefrot.

ad 4. Nees.

Émergence d'un nouveau cannabis synthétique | Question **8095** (20/06/2023) de **M. Gilles Baum** (DP)

Une loi interdisant la vente et la consommation de cannabinoïdes de synthèse est entrée en vigueur hier en France. Des médecins ont soutenu que la substance hexahydrocannabinol (HHC), qui est structurellement similaire au cannabinoïde naturel THC, doit être interdite en raison de ses effets psychoactifs. Selon mes informations, il est actuellement encore possible d'acheter et de consommer des produits contenant du HHC au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quelle est l'évaluation de votre ministère quant aux effets psychoactifs du HHC et à leur impact sur la santé publique ?

– Madame la Ministre, avez-vous l'intention de suivre l'exemple français et d'interdire la vente du cannabinoïde de synthèse HHC ?

– Quelles initiatives le Ministère de la Santé envisage-t-il pour sensibiliser le public aux risques potentiels pour la santé liés à la consommation de produits contenant du HHC au Luxembourg, et comment les professionnels de la santé seront-ils soutenus ?

– Comment le Ministère de la Santé prévoit-il de surveiller l'évolution de la situation liée aux cannabinoïdes de synthèse au Luxembourg et d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour protéger la santé publique ?

– Quel est l'état actuel de la recherche scientifique sur le HHC et les cannabinoïdes de synthèse, et comment ces données seront-elles prises en compte dans l'élaboration des politiques de réglementation ?

Réponse (20/07/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministère de la Santé

En termes de structure chimique, le hexahydrocannabinol (HHC) est similaire au Δ9-tétrahydrocannabinol (Δ9-THC), le principal principe psychoactif du cannabis. D'un point de vue pharmacologique, le HHC est classé parmi les cannabinoïdes (c'est-à-dire les substances qui agissent sur les récepteurs cannabinoïdes). D'après son origine, le HHC est classé parmi les cannabinoïdes semi-synthétiques. En effet, le HHC en circulation est un cannabinoïde semi-synthétique qui peut notamment être synthétisé à partir de certains cannabinoïdes d'origine naturelle.

Alors que le HHC est connu depuis plus de huit décennies par la communauté scientifique, aucune étude pharmacologique ou toxicologique n'a été menée sur l'homme à ce jour. Selon des études de laboratoire in vitro et chez plusieurs espèces animales in vivo, le HHC semble avoir des effets largement similaires à ceux du cannabis et des produits à base de Δ9-THC et présente ainsi un potentiel de risques comparable à ce dernier.

Le Luxembourg n'a pas à suivre l'exemple français, étant donné que le HHC est contrôlé à l'échelle nationale en vertu du règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes.

Le monitoring national et européen, notamment par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), permettent d'être informé rapidement sur l'apparition et la propagation de nouvelles substances psychoactives à l'échelle nationale et européenne. À noter que le Ministère de la Santé a très tôt réagi à la première apparition des cannabinoïdes synthétiques. En effet, par le biais du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes, la liste des substances psychotropes a été étendue à l'ensemble de ces mêmes substances.

La sensibilisation et les mesures préventives en matière sont assurées par les associations spécialisées en matière d'usage récréatif, de réduction des risques et de prévention qui participent par ailleurs activement au dispositif de monitoring national mentionné plus haut, étant donné qu'elles sont en contact direct avec les usagers et les consommateurs potentiels de produits psychoactifs sur le plan national.

En ce qui concerne l'élaboration des politiques de réglementation en matière de cannabis, il semble judicieux de rappeler que le dispositif expérimental d'accès légal au cannabis à des fins non médicales a également pour objectif de réduire l'attractivité et la prévalence de consommation de cannabinoïdes synthétiques.

Imposition des avantages en nature | Question 8096 (20/06/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'Éffentlechkeet gouf rezent iwwert d'Press informéiert, datt den Här Wirtschaftsminister relativ héich „Spesenrechnungen“ iwwert säi Ministère finanziéiere gelooss huet.

Wann een ënnert dem „bénéfice du doute“ seng Ausso unhëlt, datt et sech dobäi ëm „Aarbechtsiessen“ gehandelt huet, stellt sech awer folgend Fro:

– Wann en Independant oder eng Firma op hir eege Käschten (!) en Aarbechtsiessen bezuelen, kréien se systematesch vum Steieramt matgedeeft, hiren eegenen Deel un deem Tesse wier net emol steierlech ofsetzbar an si kréien op deem Deel vun där Depense eng „reprise privée“. Ass d'Madamm Finanzminister der Meinung, datt am Fall wou de Staat, also d'Bierger, esou Speese bezuelen, de betraffene Minister net op d'mannst misst

eng Quote-part als „avantage en nature“ besteiert kréien?

Réponse (20/07/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Ewéi vum honorabelen Deputéierte Roy Reding a senger Ufro festgestallt, stëmmt et, datt eng Reprise privée am Alinea 7 vum Artikel 48 vum Akommessteiergesetz vun 1967 (LIR) virgesinn ass. Dës applizéiert sech awer nëmmen u gewëssen Typpe vu Revenu, an zwar fir e „bénéfice commercial“, e „bénéfice agricole et forestier“ oder e „bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale“ (N° 1 bis 3 vum Artikel 10 LIR).

Engem Minister säin Traitement fällt awer a keng vun dësen dräi Kategorien. Et handelt sech hei ëm e „revenu net provenant d'une occupation salariée“ (N° 4 vum Artikel 10 LIR/Art. 95 LIR). An deem Kontext ass keng Reprise vun Ausgabe fir Aarbechtsiessen virgesinn.

Ausgabe fir Aarbechtsiessen, sief et am Privat- oder am éffentleche Secteur, kënnen op Basis vum Artikel 95 Alinea 2 LIR net als Avantage en nature fir e Salarié respektiv Minister geltend gemaach ginn.

Et ass also festzustellen, dass et keng Differenzen am Traitement tëscht éffentlechem a privatem Secteur gëtt. Déi Differenzen, déi vum Här Deputéierten ugedeit ginn, entstinn doduerch, datt et sech ëm verschidde Kategorië vun Akommes handelt, déi eeben anescht bestëmmt ginn.

Salaires des jeunes avocats | Question 8097 (21/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Au vu du nombre de plus en plus important d'assémentations de jeunes avocats, il est essentiel de maintenir un environnement de travail propice pour ceux-ci. Or, les conditions de travail et les salaires de ces professionnels, en particulier ceux qui ont le statut d'indépendant, ne sont pas toujours adaptés au coût de vie au Luxembourg. Il ressort en effet d'une enquête réalisée par la Conférence du jeune barreau, qu'en 2021, 42 % des avocats indépendants gagnaient un salaire inférieur à 2.500 euros brut par mois. Ce salaire paraît très peu élevé au vu du fait qu'un indépendant paie plus de charges sociales qu'un salarié. À l'heure actuelle, il y a encore plus d'indépendants dans la profession d'avocat, mais une tendance claire se dessine en faveur du salariat.

Faisant suite à ces faits, nous voudrions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Que compte faire le Gouvernement pour remédier au problème des salaires des jeunes avocats ?

– Madame la Ministre estime-t-elle qu'un jeune avocat devrait au moins gagner un revenu minimum qualifié luxembourgeois ?

• Si oui, Madame la Ministre, que compte-t-elle faire pour améliorer la situation financière des jeunes avocats, en particulier ceux qui exercent en tant qu'avocats indépendants, afin qu'ils puissent au moins gagner un revenu minimum qualifié ?

Réponse (18/07/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

Il est rappelé tout d'abord que la profession d'avocat est une profession libérale et indépendante qui est soumise à la surveillance de l'Ordre des avocats.

Le Ministère de la Justice n'intervient pas dans cette mission de surveillance.

Les honorables Députés indiquent dans leur question parlementaire qu'il ressort d'une enquête réalisée par la Conférence du jeune barreau en 2022 que 42 % des avocats indépendants gagneraient un salaire inférieur à 2.500 € brut par mois. L'Ordre des avocats n'a pas pu confirmer ce chiffre de 42 % qu'il estime être incorrect.

Cette enquête s'est en fait uniquement adressée aux avocats liste II (avocats stagiaires) et la participation à cette enquête était volontaire.

Le nombre des répondants « avocats stagiaires indépendants » n'est de l'avis de l'ordre, pas représentatif de sorte que cette enquête ne permet pas d'avoir une vision précise sur le niveau de rémunération des avocats liste II.

La question de la rémunération des avocats est réglée à l'article 11.5.10 du règlement intérieur de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg qui dispose que l'avocat collaborateur doit recevoir une équitable rémunération dont les modalités sont librement fixées entre les parties, ainsi que le remboursement des frais exposés pour le compte de l'avocat avec lequel il collabore.

La question de la rémunération des avocats a également fait l'objet de deux circulaires du Barreau de Luxembourg, à savoir une circulaire du 19 mai 2022 et une circulaire du 20 janvier 2023.

Par ces circulaires, le bâtonnier a rappelé qu'il est du devoir des études d'avocats de rémunérer équitablement et raisonnablement leurs collaborateurs afin d'éviter des situations abusives et de précarité.

Il y est précisé que le barreau estime qu'une rémunération équivalente au salaire social minimum qualifié constitue une rémunération minimale équitable pour les collaborateurs indépendants.

Le non-respect des dispositions du règlement intérieur de l'ordre et/ou des circulaires constitue une faute déontologique et expose l'avocat à des sanctions disciplinaires.

Les avocats qui sont occupés sous le régime de salarié ont droit au revenu minimum pour travailleurs qualifiés.

Si tel n'est pas le cas, ils peuvent faire valoir leurs droits devant les juridictions de travail et ils pourront également saisir le bâtonnier pour violation des règles déontologiques.

Le Barreau de Luxembourg dispose également d'une cellule d'écoute à l'attention des avocats qui peuvent y faire part notamment de leurs problèmes de rémunération.

En ce qui concerne la contribution de l'État, ce dernier finance le régime de l'assistance judiciaire qui est assuré exclusivement par des avocats inscrits à l'un des barreaux.

Dans ce contexte il faut rappeler que le projet de loi n° 7959 portant organisation de l'assistance judiciaire qui sera voté cette semaine élargit le champ des bénéficiaires de l'assistance judiciaire alors que le nouveau texte crée le principe de l'assistance judiciaire partielle.

Il en résulte qu'un nombre plus important d'avocats pourront à l'avenir prester leurs services par le biais de l'assistance judiciaire et être rémunérés selon le taux légal de l'assistance judiciaire.

En dernier lieu, il faut mentionner que les stagiaires reçoivent pendant la durée des cours complémentaires en droit luxembourgeois (6 mois) ainsi que pendant la durée du stage judiciaire (24 mois) une indemnité de stage s'élevant à 150.- euros par mois de la part de l'État.

Chargés de cours dans l'enseignement fondamental et secondaire | Question 8099 (22/06/2023) de Mme Francine Closener (LSAP)

Den Educatiounsmintère gräift souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire op Chargés de cours zeréck, fir den Unterricht an de Fonctionnement vun de Schoulen an de Lycéëen ze assuréieren. Déi Chargés de cours gi mat Kontrakter vum Typ CDI oder CDD agestallt.

An dësem Zesammenhang stellen ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, esouwéi un den Här Minister fir d'Fonction publique:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt Chargés de cours, déi mat engem CDD agestallt sinn, souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire de Statut vum Employé de l'État hunn?

– Ënner Berécksiichtegung vun den ënnerschiddlechen Diplomen, déi beim Recrutement fir den Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire gefuerdert ginn, awéiwäit ënnerscheeden sech de Regime an d'Indemnitéite vun Chargés de cours mat CDD am Enseignement fondamental vun deene vu Chargés de cours mat CDD am Enseignement secondaire?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Chargés de cours mat CDD am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire op déi selwecht Aart a Weis vum indexéierte Punktwäert profitéieren?

Réponse (30/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

Jo, souwuel d'Chargés de cours am Enseignement fondamental wéi och d'Chargés d'éducation am Enseignement secondaire ginn ënner dem Regime vum Employé de l'État engagéiert. Am Enseignement fondamental geschitt dëst konform zum Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental an am Enseignement secondaire konform zu den Artikelen 3 et suivants vun der Loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

Am Enseignement fondamental kënnen d'Chargés de cours mat CDD no dräi verschiddenen Tariffer bezuelt ginn, esou wéi et de Règlement grand-ducal vum 17. Dezember 2010 zu den Indemnitéite vun de Chargéen aus der Réserve de suppléants virgesäit. Den Tarif hängk hei vum Diplom of an et gi Leit mat engem Secondairesofschloss oder engem Bachelor en sciences de l'éducation oder equivalent agestallt. Natierlech brauchen all dës Chargéen och nach eng Attestatioun, déi si habiliteiert, Remplacemeter dierfen ze maachen. Am Enseignement secondaire ginn d'Chargés d'éducation soit am Indemnitéitsgrupp B1, soit am Grupp A2 oder A1 agestallt, jee nodeem, ëm wéi ee Fach et sech handelt, esou wéi et d'Kadergesetz vum Enseignement secondaire virgesäit.

Déi Indemnitéiten, déi an deem uewe genannte Règlement grand-ducal virgesi sinn, sinn a Suen ausgedréckt an un den Index gebonnen. Déi aner Indemnitéiten, déi am Employésgesetz virgesi sinn, sinn a Punkten (Points indiciaires) ausgedréckt.

Potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine

Intelsat | Question 8101 (26/06/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après des informations relayées par la presse spécialisée, les discussions entourant une potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat n'ont pas abouti à un accord. Intelsat aurait mis fin aux discussions avec l'opérateur et aurait communiqué sa décision en date du 21 juin 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Dans la mesure où l'État est actionnaire de SES, est-ce que le Gouvernement était informé de l'avancement des discussions entourant une potentielle fusion entre SES et Intelsat ?

2) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer l'arrêt des négociations ? Comment évalue-t-il cette situation ?

3) Quelles sont les implications de cette décision d'Intelsat pour SES ?

Réponse (19/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1) Oui, le Gouvernement était informé des négociations.

ad 2) et 3) Il n'appartient pas aux actionnaires de SES de communiquer sur des sujets qui concernent la société. Pour autant que de besoin, il est renvoyé aux publications de celle-ci.

« Media Freedom Act » | Question 8102 (26/06/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Après des négociations entre les États membres au niveau du Conseil de l'UE, le Media Freedom Act, la loi pour la liberté des médias en tant que projet de règlement de l'UE, présenté le 16 septembre 2022, prévoit de légaliser la surveillance des journalistes et de leurs sources. Initialement, le projet était fortement soutenu par de nombreuses associations de journalistes et proposait un renforcement de l'indépendance éditoriale des rédactions, la surveillance de la concentration des médias et des moyens pour empêcher l'utilisation de logiciels espions contre les médias et les journalistes. Actuellement, le texte, et surtout l'article 4, engage les États membres à ne pas soumettre les médias, les journalistes et leurs proches à une surveillance électronique afin qu'ils relèvent leurs sources.

Selon un article du « Monde », le Luxembourg a soutenu la France dans sa demande d'affirmer plus fortement le principe d'une exception à la protection générale contre toute utilisation de « spyware » contre la presse, en ajoutant un alinéa.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est la position du Gouvernement sur le Media Freedom Act dans sa version actuelle ?

– Pour quelles raisons le Gouvernement soutient-il une telle démarche de la France ?

Réponse (06/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Le Luxembourg s'est toujours engagé pour une presse libre et indépendante. Dans ce sens, la délégation luxembourgeoise a dès le début des négociations au groupe de travail du Conseil de l'Union pleinement

soutenu la proposition de règlement de la Commission européenne sur la liberté des médias.

Au cours des négociations, le Luxembourg s'est engagé à renforcer la sécurité juridique du règlement, dont notamment son articulation avec la directive sur les services de médias audiovisuels. Le 21 juin, le Conseil de l'Union, avec le soutien du Luxembourg, est parvenu à un accord sur une orientation générale servant de base pour les négociations à venir avec le Parlement européen.

Concernant l'article 4 du règlement, plusieurs délégations, dont le Luxembourg, avaient des interrogations quant à la compatibilité juridique des dispositions de l'article susmentionné avec l'article 4, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne (TUE). Dès que le service juridique du Conseil a clarifié que les dispositions du règlement étaient compatibles avec l'article 4, paragraphe 2, du TUE, le Luxembourg n'a plus exprimé son soutien à l'introduction d'une telle exception, contrairement à de nombreuses autres délégations.

Il importe de souligner que le Luxembourg ne s'est à aucun moment prononcé en faveur d'un assouplissement des dispositions encadrant le déploiement de logiciels de surveillance. De surcroît, la protection des sources journalistiques est solidement ancrée dans notre droit national, les dispositions à l'article 7 de la loi modifiée sur la liberté d'expression dans les médias étant amplement plus strictes que l'harmonisation minimale prévue à l'article 4 du règlement.

Assistance à l'inclusion dans l'emploi | Question 8103 (26/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 1. August 2019 ass ee Gesetz a Kraaft getrueden, mat deem eng „assistance à l'inclusion dans l'emploi“ (activité d'assistance) agefouert gouf. Dës Activité d'assistance soll Mënsche mat enger Behënnerung oder deenen, déi sech an engem externe Reklassement befannen, zeguttkommen. D'Moosnam huet d'Zil, „d'encadrer et de promouvoir l'inclusion des salariés handicapés et des salariés en reclassement externe sur le marché du travail ordinaire par un accompagnement adapté aux besoins du salarié handicapé [...]“. All Aarbechter am Privatsecteur mat engem Statut de travailleur handicapé an all Aarbechter am Privé am Reclassement externe kann zesumme mat sengem Patron dës Moosnam bei der ADEM ufroen, wann een Aarbechtskontrakt vu mindestens 12 Méint virläit. Dee Moment kuckt een Assistent mam Aarbechter an dem Patron, fir déi speziell Besoine vun Aarbechter ze definéieren, ee Projet auszeschaffen, fir dës Besoinen ze erfëllen an ee Suivi vun der Ëmsetzung ze maachen. An de parlamentaresche Froen N° 6128, 6181 a 7769 hunn déi zoustänneg Ministeren erkläert, dass säit der Aféierung vun der Assistance à l'inclusion dans l'emploi keen eenzege Patron a keen eenzege Mataarbechter vun där Moosnam profitéiert hunn. Des Weideren hunn d'Ministeren erkläert, dass si zesummen eng onzielen Informatiounscampagnë lancéiert hunn. De Problem schéngt also net un der Publicitéit ze leien, mee bei der Moosnam selwer, déi keng Demande do-bausse fënn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Intéegratioun a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi erklären sech d'Ministeren, dass trotz der viller Publicitéit, nach keng eenzeg Demande fir eng Activité d'assistance gemaach gouf?

2. Wéi vill Personalressourcë sinn aktuell fir d'Activité d'assistance virgesinn? Wou ginn d'Assistenten, déi fir d'Cellule vun der Assistance à l'inclusion schaffen, aktuell agesat, wann nach keen eenzege Dossier be-steet?

3. Gi Persounen, déi de Statut de travailleur handicapé hunn, an déi als Demandeur d'emploi ageschriwwen sinn, vun hirem Conseiller systematesch iwwert d'Assistance à l'inclusion informéiert?

4. Ass ee bei der ADEM der Meenung, dass et méi effikass wier, fir d'Assistance vun de Persounen mam Statut de travailleur handicapé d'office ze maachen (dat heescht: ouni, dass d'Ufro dofir vum Patron muss gemaach ginn)? Falls nee, firwat net?

5. Och neurodivers Persounen, wéi zum Beispill Leit mam Asperger-Syndrom, hunn Erausforderunge bei der Aarbechtssich a bei der Upassung vun hirem Aarbechtsemfeld a brauchen dofir ee Suivi, wéi bei der Activité d'inclusion.

– Gëtt bei der ADEM an de Statistiken eng kloer Ënnerscheidung gemaach tëschent Persounen mat Handicap an neurodiversen Demandeurs d'emploi? Falls jo, wéi vill Prozent vun den Demandeurs d'emploi bei der ADEM hunn eng neurodivers Konditioun?

– Wéi eng Zort vu Bilanen an Evaluatiounen gi gemaach, fir d'Kompetenze vun den neuro-atypesche Persounen anzuschätzen? Falls keen esou ee Profiling gemaach gëtt, firwat net?

– Wéi eng Ënnerstëtzung an Hëllef stellt d'ADEM den neuro-atypesche Persounen zur Verfügung, fir eng adaptéiert Aarbechtsplaz ze sichen an den Accès op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen?

– Dierfen d'Demandeurs d'emploi mam Statut handicapé a Begleitung (vun enger Vertrauenspersoun) op d'Visite bei d'ADEM goen?

Réponse (01/08/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'ADEM huet bis elo 2 Demanden erakritt. Déi éischt huet den Employeur selwer weinst ze vill administrativem Opwand annulléiert. Déi zweet Demande ass elo rezent erakomm an déi wäert och accordéiert ginn.

D'Employeure gi verschidden Ursachen un, firwat se nach keng Demande fir en Inclusiounsassistent (Assistant à l'inclusion) gemaach hunn. Dëst ka sinn, well se gutt mat deene Leit, déi am Statut vum Salaré handicapé oder am Reclassement externe sinn, eens ginn an dofir kee Besoin fir en Inclusiounsassistent hunn. Et kann awer och sinn, dass se en ze groussen administrativen Opwand fäerten oder Leit sichen, déi eng Léier maachen, wat awer am aktuelle Gesetz net virgesinn ass.

Déi 2 Ministère wäerten eng intern Analys vun der Situation maachen, fir méi genau ze verstoen, firwat net weider Demandé fir Inclusiounsassistente gemaach ginn, an doraus dann och déi néideg Conclusiounen zéien.

ad 2. Eng Persoun bei der ADEM këmmert sech ëm de Beräich vun der Assistance à l'inclusion.

D'Activité d'assistance ka vun engem Inclusiounsassistent oder engem Service d'assistance ausgeübt ginn, wann dësen en Acrement vum Ministère fir Famill an Intégréatioun ausgestellt kritt.

Säit 2019 huet de Ministère fir Famill an Intégréatioun fir am Ganze 16 Inclusiounsassistenten an 1 Service d'assistance Acremente verginn.

ad 3. D'Demandeurs d'emploi kréien dee Moment wou si de Statut vum „salaré handicapé/reclassé externe“ kréien, d'Informatioun iwwert den Inclusiounsassistent. Wann si eng Aarbecht fonnt hunn, kréien si an hiren Employeur och nach eemol d'Informatiounen, wa si eng „participation au salaire“ oder eng „indemnité compensatoire“ ufroen.

ad 4. Nee, well et ganz vill Leit mat engem Statut vum „travailleur handicapé“ gëtt, déi keng Assistance brauchen.

ad 5.

1. D'ADEM erstellt Statistiken iwwert den Handicap op Basis vun den Informatiounen, déi d'Commission médicale am Kader vun den Demandé fir de Behënnerstatut kritt. Fir keen ze diskriminéieren, iwwerhëlt d'Commission médicale nëmme grouss Rubricke wéi beispillsweis „pathologies psychiques“, „pathologies neurologiques“, „maladies génétiques“ asw. Am neurodiverse Beräich ginn dowéinst net extra déi verschidden neurodivers Krankheeten differenziéiert, esoudass et der ADEM leider net méiglech ass, eng genee Statistik ze deene verschiddenen neurodiverse Krankheeten ze ginn. Et existéiert keng spezifesch Kategorie fir neurodivers Krankheeten. Ausserdeem ass a Betruecht ze zéien, dass vill Persounen méi wéi ee Krankheitsbild virweisen, esoudass et net ausschliesslech eng neurodivers Pathologie muss sinn, déi den Ausléiser fir eng Decisioun fir de Behënnerstatut gëtt.

D'Commission médicale ass eng Kommissioun, déi sech aus 5 spezialiséierten Dokterinnen a 5 Ersatzdoktere mat deene selwechte Spezialisatiounen zesummesetzt. Si muss evaluéieren, ob eng Persoun en Handicap virweise kann, deen zu enger Minderung vun hirem Aarbechtsfäegkeet vu minimum 30 % féiert.

2. Déi Persounen, déi eng Aarbecht sichen, ob si bei der ADEM ageschriwwen sinn oder net, mussen laut dem modifizéierten Gesetz vum 12. September 2003 iwwert Persounen mat Behënnerung, e „bilan médical“ an e „bilan d'orientation“ bei engem Aarbechtsspezialisten vun der ADEM gemaach kréien, deen dann och als Avis non contraignant dem Dossier vun der Demande vum Statut als „salaré handicapé“ bäigefüügt gëtt. Ausserdeem huet d'Commission médicale d'Recht, e „complément médical“ vun engem spezialiséierten Dokter unzefroen, ier si eng Decisioun trëfft. D'Commission médicale kann d'Demandeuren och an den COSP-HR schécken, fir eng Evaluatioun vun hiren Aarbechtskapazitéiten ze kréien.

D'Persounen, déi schaffen, mussen laut dem selwechte Gesetz eng „fiche d'aptitude au poste“ virweisen.

3. D'Conseillers spécialisés an d'Conseillers employeurs vun der ADEM beméien sech, fir all Demandeur d'emploi mam Statut als „salaré handicapé“ eng adaptéiert Plaz ze fannen. Wann eng Plaz fonnt gouf, da kann de Kandidat zesumme mam Employeur eng Prise en charge fir eng Aarbechtsplazadaptatioun op Basis vun dräi verschiddenen Devisen bei der Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) ufroen. D'COR an hir Spezialiste kucken de Fall a finaliséieren dann en Avis fir d'Direktioun vun der ADEM. D'Direktioun accordéiert an der Reegel den Avis an da kritt den Employeur d'Adaptatioun vun der Aarbechtsplaz op d'Besoin vum concernéierten Mitarbeiter mat Behënnerung bezuelt. Ausserdeem kann de Kandidat oder den Employeur d'COR och mat der Ufro fir eng Prise en charge vun enger „formation de base“ oder enger „formation continue“ befaassen. Och do mécht d'COR dann en Avis fir d'Direktioun vun der ADEM a kritt dann an der Reegel, op Basis vun engem Devis, d'Formatioun bezuelt.

Wann en Doute iwwert de spezifesch Amenagement vun der Aarbechtsplaz bestoe géif, da kann d'COR en Aarbechtsmedezinner domadder chargéieren, eng Visite des lieux mat Étude de poste ze maachen. Duerno finaliséiert d'COR dann hiren Avis fir d'Direktioun an da kritt den Employeur eng Decisioun, ob hien den ugefuerderten Amenagement bezuelt kritt oder net.

Ausserdeem schafft d'ADEM natierlech mat Ateliers d'inclusion professionnelle zesummen, dorënner och d'Fondatioun fir Autisme Luxembourg, ATP ASBL asw.

4. D'Demandeurs d'emploi mat enger Behënnerung dierfen sech natierlech begleet loosse vun enger Vertrauenspersoun bei all hiren Demarchen op der ADEM.

Qualité du service Adapto | Question 8104 (27/06/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Den Adapto-Service ass geduecht, fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit, déi op dës spezifesch Transportoffer ugewise sinn, eng Hëllef ze bidden. Am Sënn vun der Chancéglichheit, déi an eisem Land soll promovéiert ginn, spillt den Transport fir jidder een dofir eng besonnesch wichteg Roll.

Eisen Informatiounen no ass et an deene leschte Wochen a Méint, zu sëllege Fäll vu Verspéidungen, Annullatiounen a laange Waardezäiten, souwéi och engem Manktem u gudder Kommunikatioun mam Adapto-Service komm. D'Utilisateure vum Service si guer net oder ze spéit iwwer Retarde vum Adapto informéiert ginn, a Reklamatiounen sinn oft net genau traitéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi héich ass d'Unzuel u Verspéidungen beim Adapto-Service?

2. Wéi vill Reklamatiounen si vu Januar 2023 bis elo beim Adapto-Service eragaangen?

3. Wéi eng kuerz- a mëttelfristeg Mesuren ass d'Regierung gewéilt ze huelen, fir de Service vum Adapto ze verbessern?

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7940 geet ervir, dass an der gesamter Verwaltung fir den öffentlichen Transport, tëschent Januar a Mee 2023 eng Revue organisationelle gemaach ginn ass, souwéi een DPIA, deen nach virum Summer sollt fäerdeg sinn.

4. Gëtt et vun der genannten Revue organisationelle schonn éischt Evaluatiounen, Auswäertungen oder Verbesserungsvorschläg?

5. Wéini gëtt den DPIA verëffentlecht a wéi eng Conclusiounen kënnen gezu ginn?

Réponse (27/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert huet Froen zum Adapto Transport, dee vu mengem Ministère an der Verwaltung fir öffentlichen Transport organiséiert gëtt.

Ech wéilt drop hiweisen, dass all Reklamatiounen grëndlech traitéiert ginn an déi richteg Ulafstell dofir an der Verwaltung fir öffentlichen Transport ass.

Weinst der grousser Unzuel vu Faarte pro Dag, ass eng systematesch Informatioun iwwer Retarden un all Client manuell guer net méiglech. Déi Notzer, déi d'App benotze kënnen, hunn d'Méiglechkeet, fir an Echtzäit ze kucken, wéini hire Bus ukënn.

Ech profitéieren an dësem Kontext, dem Parlament e puer Zuelen zum Adapto matzedeelen, fir de Volume ze verdäitlechen, wat mam Adapto assuréiert gëtt, an dëst a Relatioun ze stelle mat de Reklamatiounen.

Am Joer 2022 goufen et 250.880 Buchunge fir Faarten.

– 191.295 (76,2 %) dovunner goufen ofgeschloss (Completed Rides).

– 49.863 (ca. 20 %) dovunner goufen annulléiert vun de Clienten (Canceled Rides).

– 7.585 (ca. 3 %) dovunner war de Client guer net op der Plaz an de Chauffer huet en „Noshow“ agedroen.

Ongeféier 30 % vun de Faarte ginn als Sammelfaarten ausgefuert.

Am Detail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zu de 5 Punkten aus der Fro wéilt ech follgendermoosse Stellung huelen:

ad 1. Am Joer 2022 haten, ausserhalb vun der Zäitfenster, 3 % vun den Adapto-Faarten am Duerchschneitt Verspéidung. Den Duerchschneitt vun der Verspéidung war an der Moyenne op 5,5 Minuten. D'Verspéidung gi moies tëschent 7.00 an 9.00 Auer an owes tëschent 17.00 an 19.00 Auer festgestallt (bedéngt duerch de Berufstrafick). 40 % vun de Faarte ware 5 Minutte virun der Zäitfenster scho bei de Cliente präsent. 54 % vun de Faarte waren innerhalb der Zäitfenster bei de Cliente präsent.

Verspéidung ginn ausserhalb vun der 20-Minuten-Zäitfenster gerechent, d. h. jee weils 10 Minutte virun an no der gebuchtener Zäit. Als Beispill: Wann ech um 13.00 Auer wéll ofgeholl ginn, da kuckt de Programm, fir mech tëschent 12.50 Auer an 13.10 Auer sichen ze kommen. Wann elo de reelle „Pick-up“ virun oder no deser Zäitfenster ass, dann ass et eng Verfréiung/Verspéidung. Dës Zäitfenster ass wichteg, fir datt de Programm kann dynamesch op Modifikatioune reagieren. E „Pick-up“ um 13.11 Auer ass also eng llicht Verspéidung; ab 13.20 Auer ass et wierklech e méi grouse Retard, wou dann och eeben déi 3 % vun all den Adapto Coursen drafalen.

ad 2. Reklamatioune kommen entweder iwver de Callcenter vum Service Client (mobiliteit.lu) oder de Service Transports PMR eran.

De Callcenter traitéiert all Zort vun Ufro iwver den öffentliche Transport, Informatiounen zu all den Opérateuren, mBoxen oder aner liéiert Produiten.

– Am Service Client: 1.1.2023–30.6.2023:

4.651 Doleancen am Total, dovunner waren der 84 Reklamatioune Adapto, d. h. 1,81 %.

De Callcenter ass an deem Zäitraum 78.088-mol ugeruff ginn.

– Am Verglach dat Joer virdrun: 1.1.2022–30.6.2022:

4.171 Doleancen am Total, dovunner waren 113 Reklamatioune Adapto, d. h. 2,71 %.

De Callcenter ass an deem Zäitraum 63.567-mol ugeruff ginn.

D'Reklamatioune, déi am Service Transports PMR ukommen, ginn net genau chiffriert.

Leider schéngt et esou ze sinn, dass eng Partie Reklamatioune guer net an engem vu menge Servicer ukommen, well se un aussteeënd Organisationsounen oder direkt un d'Press oder a sozial Medie ginn. An deem Zesummenhang sief ze betounen, datt dëst net dozou bäidréit, datt de Service kann effikass verbessert ginn, mee éischer, datt d'Leit veronséichert ginn.

ad 3. Et ass zu deem Zäitpunkt keng Reform geplangt. Meng Servicer si quasi deeglech am Echange souwuel mam Fournisseur vun der Applikatioun, wéi och mat den Exploitanten, falls eng Reklamatioun oder Incident gemellt gouf, fir unhand vun dem Feedback de Service Adapto kontinuéierlech weider ze verbesseren an unzepassen.

Eng konkreet Verbesserung zur Sécherheet vum Client gouf elo nach mam Fournisseur envisagéiert, an zwar, datt de Chauffer obligatoresch muss op

senger Tablett validéieren, datt hien all d'Notizen zum Client sengen Informatiounen a spezifesche Besoinen zur Kenntnis geholl huet.

ad 4. Aus dem Rapport geet ënner anerem ervir, datt et u Ressourcë feelt, ë. a. am Callcenter. Eng Demande fir zousätzlech Personal gouf deemt-sprechend am Kader vum Numerus clausus 2024 eragereecht.

ad 5. Den DPIA gëtt wéi ugekënnegt am Summer 2023 finaliséiert a validéiert an da wäerten och déi néideg Conclusiounen gezu ginn. Eng Verëffentlechung ass keng Obligatioun.

Coopération policière transfrontalière | Question 8105 (27/06/2023) de M. Léon Gloden (CSV)

Wéi an engem Artikel aus dem „Lëtzeburger Wort“ vum 26. Juni 2023 ze liesen ass, kënn et am Oste vum Land an der Lescht ëmmer rëm zu brutalen Iwwerfäll, Drogendelikt a souguer Schëssereien. Aus deem Artikel geet och ervir, dass Drogendealer hir Geschäfte hei ganz ongenéiert verriichten, duerno iwwert d'Grenz fortfuere an d'Leit aus der Émgeigend sech owes net méi sécher fillen.

Am Kader vun der mëndlecher Fro N° 0271 zu enger Serie vun Tankstelleniwwerfäll an Abréich laanscht déi däitsch Grenz, ass d'Zesummenaarbecht mat den auslännesche Polizeinstanzen hannerfrot ginn. De Minister fir bannenzeg Sécherheet huet an deem Kontext ënner anerem op een Accord tëscht Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich an der Belsch verwisen, wou gemeinsam Patrullen a Reunione stattfannen, sollt sech eng Serie vun Iwwerfäll undeiten.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi huet déi transnational Kooperatioun tëscht der Police an de Grenzregiounen a punkto Drogekriminalitéit zënter leschtem Joer evoluéiert?

2. Wéi vill Drogendealer konnten duerch eng grenziwwerschreidend gemeinsam Policeaarbecht gefaasst ginn?

Réponse (21/07/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Am Kader vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun gouf 2007 een Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, zu deem d'Policë vun den dräi Länner aus der Muselregioun gehéieren, genannt 3M. Dozou gehéieren d'Regionaldirektioun vun der Police vu Gréiwemaacher, d'Polizeiinspektion vu Merzig an Saarland an d'Gendarmerie nationale vu Metz. D'Zil vun deser regionaler, begrenzter Zesummenaarbecht ass et, den Informatiounsautausch um Niveau vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit ze stäerkeren, dëst duerch Reunione vum Aarbechtsgrupp, deen eemol de Mount zesummekënn. 2018 huet sech d'Polizeiinspektion vu Saarburg aus Rheinland-Pfalz dem 3M-Grupp ugeschloss. D'Thematicen, déi, ënner anerem, an deem Grupp traitéiert ginn, gi vun Déifstöll, Abréich, Infraktiounen mat Drogen a Waffen, bis hin zu der Sich no Persounen a Géigestänn mat grenziwwerschreidendem Charakter an och Iwwerfäll op Tankstellen. E puermol d'Joer ginn och gemeinsam Kontrollen duerchgefouert.

ad 2. Am Joer 2021 konnte 7 Leit mat der Zesummenaarbecht vu Frankräich verhaft ginn. De Parquet vu Lëtzebuerg huet och am Kader vun deser Affär den Artikel 10 vum amendéierte Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkauf vu medezinnesche Substanzen an de Kampf géint d'Drogenofhängegkeet libelléiert, deen d'Participatioun un der Haapt- oder

Niewenaktivitéit vun enger Associatioun oder Organisatioun mat enger Prisongsstrof vu 15 bis 20 Joer an enger Geldstrof vun 1.250 bis 1.250.000 Euro bestrooft.

2022 konnten am Ganzen 21 Leit verhaft ginn am Kader vu Kooperatiounen mat Däitschland, Frankräich, Holland an der Belsch. An zwee Dossier ass den Artikel 10 vum Parquet libelléiert ginn. An engem Dossier an Zesummenaarbecht mat der däitscher Police konnte 47 Kilogramm Marihuana saiséiert ginn.

Schlussendlech konnten 2023 bis elo 8 Leit duerch eng grenziwwerschreidend gemeinsam Policeaarbecht mat Hëllef vu Frankräich an Holland gefaasst ginn.

Sécheresse | Question 8106 (27/06/2023) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

Den däitsche Raiffeiserverband huet seng Prognos fir d'Recolte vu Kären erfogusat, an zwar ëm 1,2 Millioune op 42 Millioune Tonnen. Och beim Raps géif d'Recolte manner staark ausfalen. Effektiv, zanter Mëtt Mee huet et quasi néierens méi gereent; dat féiert zu Dréchestress an dréckt d'Ertrag erf. An der EU leide momentan quasi all d'Länner ënner der Dréchent, besonnesch awer Polen, déi baltesch Länner a Skandinavien.

An deem Kontext wollte mer den Här Landwirtschaftsminister folgendes Froen:

1. Wéi schätzt den Här Minister d'Lag hei zu Lëtzebuerg de Moment an? Wat fir eng Kulture si manner resistent a besonnesch vun der Dréchent betræff?

2. Bei wat fir enge Kulture riskéiert et zu irreparablem Schied ze kommen?

Réponse (17/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Allgemeng kann een zurzäit folgendes feststellen:

Op eisen déifgrënnege Biedem laanscht d'Musel gëtt et bis well keng Problemer. Souguer Riewen, déi e puer Joer hannertenee mat Dréchestress geplot sinn, iwwerliewen dat ënner der Bedéngung, datt den Ertrag reduzéiert gëtt. Jonk Wéngerte par konter musse bewässert ginn, soss iwwerliewen d'Planzen dat net.

Och bei Uebst a Geméis kënn de Produzent meeschters leider net derlaanscht, aktiv bei Zäite vu längerer Dréchent ze nützen. Beim Uebst sinn natierlech och ganz besonnesch déi jonk Beem betræff. Mee an allen intensiven Uebstanlagen ass eng Bewässerung wichteg, fir eng gutt Recolte ofzesécheren. Bei ville Geméiszone leiden d'Qualitéit an de Rendement direkt no och enger kuerzer Dréchent. Dëst wëssen d'Beetriber, déi am Secteur tätég sinn, an hunn oder sinn amgang, sech och deemtenspreechend anzeriichten. Hei bleift awer d'Problematik, dass Waasser keng onerschöpflech Ressource ass, zu där den Zougang illimitéiert ass. Op deem Themefeld schaffe momentan de Landwirtschaftsministère an den Émweltministère zesumme mam Secteur, fir Léisungen ze fannen.

An der Landwirtschaft huet d'Recolte am Kärbau ongeféier eng Woch méi fréi ugefaange wéi am Duerchschneitt vun de Joren. Vum Secteur kënn d'Réckmeldung, datt d'Recolte an der Wangergescht méi schlecht ausfällt wéi am Ufank geduecht, de Kär ass kleng, Stréi gëtt et awer vill. D'Wanterkulturen hunn am meeschte vum Waasser am Fréijoer kënnen profitieren.

Dëst Joer hu virun allem d'Summerkären ënnert der Dréchant gelidden. Duerch dat naasst Fréijoer konnten dës Kulturen eréischt méi spéit ausgeséint ginn, an do huet virun allem am Mee an am Juni Ree gefeelt. Am Gréngland an am Feldfudderbau konnt eng gutt éischt Coupe gemaach ginn, et ass awer net vill un Ertrag nokomm. Wisen a Weede sinn nach zum Deel gréng, den Zouwuess ass awer quasi op null.

Eng Pressekonferenz vum Landwirtschaftsminister mam Secteur, wou e genaue Bilan des récoltes gemaach gëtt, ass fir den 13. September festgesat. Et ass nach wierklech ze fréi, fir eng definitiv Ausso zum Karschnatz 2023 ze maachen.

ad 2. Zu irreparable Schied ass et an de Summerkäre kumm. De Mais huet och mat der Dréchant ze kämpfen, an et weess een nach guer net, ewéi dat ausgeet, mee déi kleng Reeschauere vun de leschte Wochen hëllef ganz vill. Regional a souguer lokal gëtt et ganz grouss Differenzen an de Kulturen, vu schlecht bis ganz gutt.

.....

Augmentation du taux de chômage | Question **8107** (27/06/2023) de **Mme Carole Hartmann** | **M. André Bauler** (DP)

Depuis quelques mois le taux de chômage est en train de remonter légèrement alors que de nombreuses branches de l'économie pâtissent actuellement d'une pénurie de main-d'œuvre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Quels sont les profils professionnels touchés par la remontée du chômage ?

– Les jeunes seraient-ils particulièrement concernés par cette augmentation ?

– Dans quelle mesure est-il possible de réorienter les personnes ayant perdu leur emploi en direction d'autres branches de l'économie ? Des mesures de formation spécifiques sont-elles nécessaires dans la plupart des cas ?

Réponse (31/07/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les tableaux suivants listent les 10 catégories de métier pour lesquelles le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté le plus, sur 1 an et sur 4 ans (comparaison avec situation avant la pandémie) :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les profils où la situation est plus problématique sont ceux pour lesquels le chômage augmente et qui ne sont pas en pénurie.

ad 2) Les jeunes (< 30 ans) représentent 19 % des demandeurs d'emploi résidents disponibles au 31/05/2023, comparé à 17 % en mai 2022 et 19 % en mai 2019.

Comparé à 1 an, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté de 17 % (pour arriver à 2.841 en mai 2023), tandis que le total des demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté de 9 %.

ad 3) Les reconversions professionnelles sont toujours possibles, mais nécessitent souvent des mois ou même des années de formation et d'accompagnement.

L'ADEM a mis en place un nouveau programme de formation (Skills4Job – actuellement en phase pilote) qui

visent les demandeurs d'emploi qui ont besoin d'une reconversion (reskilling) ou un renforcement des compétences (upskilling) pour réintégrer le marché de l'emploi. Les participants ont accès à un coach individuel qui les aide à réaliser un bilan de compétences, à élaborer leur projet professionnel et à définir leurs besoins en upskilling/reskilling et leur plan de formation. Une durée de formation de six mois en cas de reskilling et de 3 mois en cas de upskilling est possible dans le cadre du programme et est financée par le Fonds pour l'emploi.

Des participants au premier groupe pilote, 6 ont réalisé un reskilling et 28 un upskilling.

Le nouveau projet de loi sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (« Skillsplang ») a pour but de pouvoir accompagner et financer des reconversions professionnelles de manière préventive pendant que les personnes sont encore en emploi.

.....

Accidents dans le cadre de la mobilité douce | Question **8108** (27/06/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Op enger Pressekonferenz vum 22. Juni 2023 huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten Informatiounen zu de Verkéiersaccidenter mat motoriséierte Gefierer ginn. Nieft den Accidenter mat motoriséierte Gefierer gëtt a gouf et der awer och mat net motoriséierte Gefierer.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann de Minister eis aktuell Zuelen zu den Accidenter am Kader vun der Mobilitéit douce liwweren an erklären, wéi dës zënter 2018 evoluéiert hunn?

– Kann de Minister eis oplëschen, wéi bei dësen Accidenter d'Veerdeelung vun den Transportmëttel (Vëlo, Trottinett, E-Bike etc.) war?

– Wat waren d'Ursaache vun dësen Accidenter a wéi vill dovun waren déidlech?

• A wéi ville Fäll waren Drëttersounen involvéiert?

Réponse (25/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesammenhang mam Bilan vun de Verkéiersaccidenter am Beräich vun der net motoriséierter Mobilitéit.

Kuckt een sech d'Zuele vun den Accidenter am Kader vun der Mobilitéit douce un, esou ergëtt sech follgend Bild:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Aus dëser Opstellung gëtt ersichtlech, datt mir an dësem Zäitraum 17 déidlech verongléckt Foussgänger ze bekloen haten, wat déi héiflechste Kategorie duerstellt, an op zweeter Plaz d'Vëlo mat 7 Affer. Bei deenen anere Kategorien haten mir keng déidlech Accidenter.

Iwwert d'Ursaache vun deenen eenzelnen Accidenter an iwwert eng eventuell Implikatioun vun drëtter Persounen gi keng Statistiken gefouert.

.....

Radars de tronçon | Question **8109** (27/06/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis quelques mois les radars de tronçon installés dans les tunnels de l'autoroute A7 sont opérationnels afin d'assurer davantage de sécurité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de véhicules y ont été flashés depuis que les radars en question sont opérationnels ?

2) Quel type de véhicule a été flashé le plus fréquemment ?

3) Quelle a été la vitesse maximale enregistrée dans les tunnels ?

4) Quelle est la part des véhicules étrangers ayant dépassé la vitesse prescrite dans l'ensemble des véhicules flashés ?

Réponse (28/07/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) 24.174 infractions ont été constatées pendant la période du 15 mars 2023 (mise en service) au 17 juillet 2023.

ad 2) Les radars automatiques différencient entre voitures et poids lourds. Parmi ces deux types, les voitures sont flashées le plus souvent.

ad 3) La vitesse maximale la plus élevée enregistrée était de 221 km/h (vitesse retenue : 214 km/h).

ad 4) 7.878 des 24.174 infractions ont été commises par des véhicules immatriculés à l'étranger, c'est-à-dire 32,59 %.

.....

Stationnement de véhicules électriques dans le parking de résidences | Question **8110** (27/06/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Il me revient que certaines assemblées générales de copropriétaires auraient décidé d'interdire le stationnement de véhicules électriques dans le parking de la résidence, en raison d'un risque d'incendie supposé supérieur aux véhicules à moteur de combustion.

Or, il n'existe non seulement pas de base factuelle pour une telle crainte, mais en plus, au vu de la nécessité de décarboner progressivement la mobilité dans les années à venir, une telle interdiction pourrait poser obstacle à l'atteinte des objectifs climatiques.

Au contraire, tous les efforts devraient être entrepris afin de faciliter la transition vers une mobilité climati- quement neutre. Notamment l'installation d'une borne de recharge dans les résidences devrait être possible à toute personne intéressée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et au Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre du Logement est-il au courant de cas pareils ?

2) Une telle interdiction est-elle conforme avec la légis- lation en vigueur ?

3) Monsieur le Ministre de l'Énergie entend-il sensibi- liser davantage le public quant aux risques réels, voire l'absence de risques liés à la mobilité électrique ?

4) De quelle manière le Gouvernement entend-il faci- lité l'installation de bornes de recharge dans les rési- dences ?

Réponse (21/09/2023) de **M. Claude Turmes**, Minis- tre de l'Énergie | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

ad 1) et 2) N'ayant pas connaissance de cas concret, il est à souligner que de manière générale, il n'existe au- cune disposition légale ou internationale pouvant res- treindre l'utilisation ou le parcage de véhicules électri- ques dument homologués. Ceci différencie la situation des véhicules électriques de celle des véhicules au GPL

ou à l'hydrogène, pour lesquels il existe effectivement une interdiction, notamment dans les prescriptions de prévention incendie de l'Inspection du travail et des mines⁷.

Une interdiction d'entrée pour véhicules électriques dans une copropriété ne reviendrait donc pas à l'application d'une norme de sécurité au sein de la copropriété, mais à l'application d'une restriction imposée par la copropriété à un copropriétaire en ce qui concerne l'utilisation de son emplacement de parking. Cet emplacement appartient, dans la majorité des cas, aux parties privatives du copropriétaire, desquelles il peut en principe librement disposer.

En ce qui concerne le risque d'incendie, le consensus des experts est qu'il n'est pas plus élevé pour un véhicule électrique que pour un véhicule thermique conventionnel. Ce constat a par exemple été confirmé par le « Deutscher Feuerwehrverband⁸ », l'ADAC⁹ ou encore le « Gesamtverband der Versicherer¹⁰ ». Il n'existe pas de statistiques spécifiques sur les incendies de véhicules de différentes motorisations au Luxembourg, mais le CGDIS n'a pas d'indications que les voitures électriques brûlent plus souvent que des voitures thermiques. Les normes de sécurité sont en effet équivalentes indépendamment de la motorisation et assurent que les véhicules modernes ont un risque d'incendie très limité. Les standards de sécurité de l'industrie automobile assurent aussi que la recharge de voitures électriques amène très peu de risques aussi longtemps que la prise ou borne utilisée pour la recharge répond aux règles de l'art.

Les incendies de véhicules ont par ailleurs des causes variées, n'ayant souvent pas de rapport direct avec leur motorisation. La batterie ne prend ainsi pas feu à chaque incendie de véhicule électrique. La batterie d'un véhicule électrique moderne est en effet très protégée. Une caractéristique spécifique des incendies dans lesquels la batterie prend effectivement feu est que la batterie doit être observée plus longtemps après l'extinction de l'incendie vu qu'il existe un risque qu'elle reprenne feu même après une première extinction. Dans le cas très rare d'un feu de batterie avec emballage thermique, les températures de l'incendie peuvent aussi être plus élevées que pour un véhicule conventionnel. Un nombre croissant de technologies existent pour gérer ces risques particuliers, et le CGDIS suit de près ce progrès technologique. Il s'agit donc d'un nouveau type de risque, mais pas d'un risque fondamentalement plus élevé, de manière à ce qu'il ne justifie pas une interdiction d'entrée d'un véhicule électrique dans un parking.

ad 3) Le Gouvernement continuera à informer et sensibiliser de manière objective sur la mobilité électrique. Pour ce travail de sensibilisation, il se base sur les publications et retours d'experts en la matière et sur le soutien d'acteurs spécialisés tels que la Klima-Agence.

ad 4) Concernant la facilitation de l'installation de bornes de recharge dans les résidences, il convient de faire référence au règlement grand-ducal du 29 juillet 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 19 août 2020 portant introduction d'une aide financière pour l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques.¹¹ Le Gouvernement a non seulement prolongé l'aide financière pour les bornes de charge

privées jusque fin 2024, mais aussi introduit une subvention pour le pré-équipement d'emplacements de parking pour une future installation de bornes de charge et rendu directement éligibles les copropriétés pour l'équipement d'emplacements communs. Ces mesures visent à favoriser la prise de décision dans les copropriétés en faveur de l'installation d'infrastructures de charge et à inciter à l'installation de systèmes intelligents de gestion de charge permettant une utilisation optimale de la capacité électrique disponible dans les bâtiments.

.....

Arrêt des allocations financières après le décès d'un enfant handicapé | Question 8111 (27/06/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Als Eltere vun engem Kand mat Handicap huet een, wann ee verschidde Critèren erfüllt, en Urecht op verschidden Aidë wéi d'Allocation supplémentaire pour enfant vivant avec un handicap an den Aidant informel. Dës Hëllef si ganz wäertvoll fir déi betraffe Familien. Et ass awer esou, dass, wann e Kand mat Behënnerung stierft, all dës Aiden direkt ewechfalen. Heibäi muss een awer bedenken, dass déi betraffe Familien oft eng Persoun agestellt hunn, respektiv ee vun den Elteren seng Aarbechtszäit reduzéiert huet oder guer net méi schafft, fir sech ëm d'Kand mat Handicap ze këmmern. Do dauert et och oft eng Zäit, bis een eng nei Aarbechtsplaz fënnt, respektiv seng Tâche kann eropsetzen. En plus, wann een eng Persoun agestellt huet, gëllt jo dat geltend Aarbechtsrecht mat de bekannte Kënnegungsfristen. Duerch dat direkt Ewechfale vun dese finanziellen Aidë kommen déi betraffe Familien, wann se eng Persoun agestellt hunn oder ee vun den Eltere manner oder guer net méi schafft geet, also eventuell an eng finanziell Noutsituatioun.

An deem Kontext wëilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, dass et sënnavoll wier, déi finanziell Hëlfelefen eréischt no 6 Méint auslafen ze loossen, fir dass déi betraffe Familien nieft der Trauer net och nach mat finanzielle Schwierigkeeten ze këmpfen hunn?
- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (17/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Am System vun der sozialer Sécherheet sinn d'Leeschtingen un de Beneficiaire gebonnen, also un déi individuell Rechter vum Beneficiaire. Dës kënnen Saach- oder Geldleeschtinge sinn.

An de Fäll, déi vum honorabelen Deputéierte mentionéiert ginn, sinn d'Beneficiairen d'Kanner, déi d'Allocation spéciale supplémentaire kréien, net awer d'Eltere selwer.

Bei Geldleeschtinge kann de Beneficiaire oder seng Famill, bezéiungsweis an de vum honorabelen Deputéierte mentionéierte Fäll d'Eltere vum Beneficiaire, decidéieren, eng Persoun anzustellen, woubäi ze präziséieren ass, dass d'Geldleeschtingen net e Salaire sinn, och net an der Fleegeversécherung.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7204 vum 17. November 2022 erkläert, sinn déi Geldleeschtinge weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant selwer, mee et ass eng Leeschting, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung kritt, wann dese Beneficiaire en Aidant huet. Dese Aidant kann eng Persoun aus dem familiären Ëmfeld sinn oder e Salarié, woubäi déi selwecht

Konditiounen fir de Salarié ewéi fir den Aidant gëllen. Et ass also eng finanziell Leeschting (Geldleeschting) vun der Fleegeversécherung fir déi fleegebedierfteg Persoun, déi hir Versuergung doheim organiséiert.

Well d'Leeschtingen an der sozialer Sécherheet un de Beneficiaire selwer gekoppelt sinn, des Leeschtingen also op individuelle Rechter baséieren, resultéiert doraus, dass déi Leeschtingen, also och d'Allocation spéciale supplémentaire, mussen gestoppt ginn, wann de Beneficiaire leider verstierft.

D'Leeschtinge kënnen also net, esou ewéi vum honorabelen Deputéierte proposéiert, iwwer d'Verscheede vum Beneficiaire eraus bezuelt ginn.

Anerefalls misst dat prinzipiell bei all Leeschting gemaach ginn an net nëmme an de mentionéierte Fäll, wat dann aner Froen mat sech bréngt an de Prinzipp vun den individuelle Rechter selwer a Fro stellt, well déi Rechter de facto géifen op eng aner Persoun erwidert bezéiungsweis transferéiert ginn.

Doriwwer eraus ass net all Situatioun identesch an eng pauschal Erwidderung vun de Rechter, zum Beispill vu 6 Méint ewéi vum honorabelen Deputéierte proposéiert, géif deenen individuelle Situatiounen net gerecht ginn.

Am Fall wou awer eng „finanziell Noutsituatioun“, ewéi vum honorabelen Deputéierte mentionéiert, sollt entstoen, kënnen déi betraffe Persounen beim Office social vun hirer Gemeng Hëlfelefen ufroen, fir esou eventuell kënnen op aner Mesuren zeréckzegräifen.

.....

Projet pilote « Guichet unique régional » | Question 8112 (28/06/2023) de M. André Bauler (DP)

Am Kader vun der Interpellatioun iwwer d'Entwécklung vun ländleche Raum vun 17. Mee 2023 hat den Här Landesplanungsminister a senger Interventioun ugedeit, dass hien amgaang wier ze préiwien, fir an der Kantonalhaaptuertschaft Réiden eng Aart Guichet unique anzerichten, an deem staatelech a kommunal Servicer ugebuede kéinte ginn, fir sou de Biergerinnen a Bierger Hëlfelefsstellungen bei administrativen Dëngschter unzebidden.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landesplanungsminister folgend Froen stellen:

- Wéi wäit ass de Projet vun der Aariichtung vun engem Guichet unique régional am Dëngschter vum Kanton Réiden scho fortgeschritt? Ass et méiglech, fir d'Konzept vun esou engem Guichet kuerz ze beschreiben?

- Wat fir administrativ Servicer géifen do genee ugebuede ginn?

- Gëtt et änlech Projete fir d'Kantone Clief, Woltz, Veinen an aner méi ländleche geprägte Géigenden an eisem Land?

Réponse (18/07/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire

Den 12. Mee 2022 huet de Réidener Kanton zesumme mam Minister fir Landesplanung eng Konventioun ënnerschriwwen mam Zil, eng gemeinsam Raumvisioun fir déi 10 Gemenge vum Réidener Kanton ze erstellen an dëst fir den Horizont 2035 respektiv 2050. An engem éischte Schratt ass eng detailléiert Bestandsopnam mat enger Stärkten/Schwächen Analys fir d'Regioun gemaach ginn. Als nächst ginn da verschidden Entwécklungszenarioe beliicht.

Aus landesplanerescher Siicht ass et wichteg, dass déi ländleche Raim sech an engem gesonden Tempo entwéckelen, an dass noutwenneg Infrastrukturen (Drénkwaasserversuergung, Ofwaasserbehandlung,

⁷ ITM-SST 1506.3
⁸ <https://www.agbf.de/downloads-fachausschuss-vorbeugender-brand-und-gefahrenschutz/category/15-fa-vbg-oeffentlich-schrift-en?download=352:2021-2-keine-brandgefahr-in-tiefgaragen-durch-elektrofahrzeuge>
⁹ <https://www.adac.de/rund-ums-fahrzeug/elektromobilitaet/info/sicherheit-elektroauto/>
¹⁰ <https://www.gdv.de/gdv/medien/mediinformationen/e-autos-in-tiefgaragen-keine-erhoehte-brandgefahr-feststellbar-66230>
¹¹ <https://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2014/08/27/n8/jo>

Schoulen etc.) mat dem Wuesstem Schrëtt hale kënnen. Niewent deene reng techneschen Infrastrukturen, sinn awer och sozial Servicer an Aktivitéite ganz wichteg. E Guichet unique am ländleche Raum soll duerfir méi Funktiounen ubidden:

– Hëllefstellung bei Froen zu administrative Virgäng: Dëst ka souwuel d'Gemeng wéi och staatlech Servicer betreffen, z. B. Ufro vu Subsidien oder Geneemegungen, Hausëmbau, Sanéierung vun aler Bausubstanz, Steiererklärung etc.;

– Bündele vun de Berodungsservicer: Energie, Waasser, Klima, Naturpakt, Wunnen, Ëmwelt etc.;

– Raimlechkeet fir Veranstaltungen, z. B. 1 x am Mount Repair-Café; Zuverfügungstelle vu Computer/Drucker fir Bierger, Meeting-Point am Duerf fir all Alterskategorie.

Vusäite vum Departement vun der Landesplanung gëtt proposéiert, am Kader vun engem Biergerbedeelungsprozess d'Funktiounen a Servicer vun engem Guichet unique an der Regioun festzeleeën.

Déi uewe genannte Konventioun, déi mam Réidener Kanton gemaach gouf, gesäit vir, datt konkret Projete, déi sech aus der Raumvisioun erginn, weider ënnerstëtzt kënnen ginn. An deem Kontext kann den Departement vun der Landesplanung beim Opbau vun engem Guichet unique an der Regioun vum Réidener Kanton hëlfelefen.

Den neie Landesplanungsprogramm (Programme directeur d'aménagement du territoire, PDAT), suggeréiert, datt all CDA (Centre de développement et d'attraction) am ländleche Raum esou e Guichet unique fir seng Bierger/innen sollt hunn.

Fir en Iwwerbléck iwwert déi aktuell a méiglech Strukturen a Servicer an deem Sënn zu Lëtzebuerg an am noen Ausland ze kréien, huet den Departement vun der Landesplanung ausserdeem eng Etude bei engem Büro ugefrot. D'Resultater vun der Etude gi sech fir den Hierscht erwaart.

Travaux de maintenance au CR306 entre Grosbous et Grevels | Question 8113 (28/06/2023) de **M. André Bauler** (DP)

An der Uertschaft Groussbus ass rezent un der Strooss fir op Baaschtnech (CR 306) tëscht Groussbus a Gréiwels geschafft ginn. De Belag ass provisoeresch gefléckt ginn, ma e fiert sech de Moment net gutt.

Aus deem Grond wollt ech den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Follgendes froen:

1. Gëtt et mëttlerweil e Projet, deen eng Erneuerung vun dësem Streckenofschneitt virgesäit?
2. Wa jo, wat wier de Käschtepunkt dovunner an a wat fir engem Mooss misst d'Gemeng sech dorunner finanziell bedeelegen?
3. Wéini kéinten dës Aarbechte spëtstens ufänken?

Réponse (25/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den aktuellen Zoustand vum Belag ass dorop zeréckgeféieren, dass d'Gemeng Groussbus um CR306 ënnerierdesch Infrastrukturen erneiert huet.

Mëttlerweil gëtt et effektiv ee Projet, fir dës Streckenofschneitt ze erneieren.

Allerdéngs ass dat ee Projet vun der Gemeng, deen ënnert anerem och virgesäit, Parksträifen, Zebrasträifen, Grénganlagen asw. ze amenagéieren.

ad 2. Doduerch, datt dës Projet vun der Gemeng ausgefuert gëtt, ginn d'Käschten eleng vun der Gemeng gedroen.

ad 3. Well dës Aarbechten net vun der Stroossebauverwaltung duerchgefuert ginn, ka vu staatlecher Säit net gesot ginn, wéini dës Aarbechten ufänke wäerten.

Et sief awer unzemerken, datt d'Gemeng schonn eng „permission de voirie“ fir hire Projet ausgestallt kritt huet.

Projet pilote de la Couverture universelle des soins de santé | Question 8114 (28/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

En octobre 2021, les ministres de la Sécurité sociale et de la Santé ont présenté la CUSS, un projet visant à offrir une affiliation à l'assurance maladie aux personnes vulnérables étant habituellement sur le territoire national, sans revenu, et ne pouvant pas bénéficier d'un soutien par un office social. Une présentation Power-Point avait à cette occasion présenté plusieurs points précis concernant la mise en place de la CUSS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement avait annoncé « réduire les démarches administratives au strict minimum ». Pourriez-vous nous détailler les démarches à suivre ? Est-il prévu de les réduire afin de garantir un accès universel à la CUSS ?

2) Il avait également été déclaré que « les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé recevront des moyens financiers et humains supplémentaires pour assurer le suivi régulier et prendre en charge les cotisations mensuelles et la participation personnelle des bénéficiaires le cas échéant ». Après une année de projet pilote CUSS, les moyens accordés sont-ils suffisants pour assurer le bon fonctionnement du projet et permettent-ils d'affilier toutes les personnes éligibles à la CUSS ? Si non, quand et comment votre Ministère compte-t-il remédier à cette situation ?

3) Le projet a une vocation universelle de par son nom, et concerne les « personnes qui sont habituellement sur le territoire national, n'ont aucune source de revenu et ne peuvent pas bénéficier d'un soutien par un office social ou une autre entité publique ». Pourriez-vous nous communiquer les statistiques des bénéficiaires ainsi que des dossiers suivis par les associations conventionnées ? Ces associations ont-elles pu offrir l'opportunité à toutes les personnes concernées de bénéficier d'une CUSS ? Quels ont été les obstacles rencontrés par les bénéficiaires, voire par les associations ?

4) Le ministre avait également annoncé qu'une évaluation du projet aurait lieu fin 2022, afin d'apporter des ajustements en fonction des besoins constatés sur le terrain et assurer la pérennité du projet. Celle-ci a-t-elle eu lieu, et, le cas échéant, quelles en sont les conclusions ? Si non, quand votre ministère compte-t-il mener cette évaluation ?

5) Le ministre a-t-il l'intention de donner une base légale au projet pilote de la CUSS ? Si oui, quand et avec quelles modifications ?

Réponse (04/10/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) La Couverture universelle des soins de santé (CUSS) a pour but premier l'intégration des personnes qui n'ont pas autrement un accès régulier au système de soins de santé en leur permettant l'accès aux prestations de santé de l'assurance maladie moyennant le mécanisme légal de l'assurance volontaire prévu à l'article 2 du Code de la sécurité sociale (CSS). Les

cotisations dues sont prises en charge par l'État à travers les conventions conclues entre le Ministère de la Santé et les associations participant au projet pilote. La CUSS permet ainsi une réelle prise en charge sanitaire mais aussi sociale de cette population en marge de la société.

Les demandes dans le contexte du projet pilote peuvent être introduites auprès du Ministère de la Santé par l'intermédiaire de 5 associations, à savoir Médecins du monde, Abridago, Jugend- an Drogenhëllef, Stëmm vun der Strooss et Croix-Rouge, après avoir effectué une enquête sociale. À souligner que le dossier de demande doit également inclure un projet social.

Le dossier est analysé et, en cas de validation, transmis au Centre commun de la sécurité sociale en vue de l'inscription à l'assurance maladie volontaire. Pour ce faire, le formulaire pour demander l'assurance volontaire a été adapté aux besoins du projet CUSS. Les informations demandées constituent le strict minimum pour que la personne puisse être affiliée moyennant ce mécanisme.

La personne concernée et, le cas échéant aussi le ou la conjointe ainsi que les enfants (coaffiliation), est dès lors affiliée de plein droit à l'assurance maladie et bénéficie donc des mêmes conditions de prise en charge en application du principe d'égalité que toute autre personne protégée.

L'association ayant introduit la demande assure un suivi social mensuel du bénéficiaire CUSS et un bilan sur la situation de santé et la situation sociale du bénéficiaire est remis tous les six mois au Ministère de la Santé afin de vérifier si le bénéficiaire a bien accès au système de soins de santé et d'évaluer les avancées au niveau de la situation sociale.

La procédure actuelle est déjà ancrée dans un cadre dit « bas seuil ». Dans un souci de coconstruction du projet pilote, des adaptations seront proposées et discutées ensemble avec les associations mandatées et les administrations concernées.

Une note expliquant la démarche peut être consultée sur le site du Collège médical¹².

Les échanges à un niveau plus stratégique entre toutes les parties prenantes (associations, CNS, CCSS et ministères) ont lieu régulièrement.

ad 2) Dans le cadre du projet pilote, le Ministère de la Santé a soit élargi des conventions existantes, soit conclu des conventions nouvelles avec les associations participant au projet pilote. Ces conventions prévoient la mise à disposition de personnel supplémentaire dédié ainsi que la prise en charge des frais financiers liés à la CUSS, comme le paiement des cotisations ou la part statutaire à charge de la personne protégée. Des avances de fonds ont par ailleurs été réalisées afin que les associations aient à leur disposition la trésorerie requise. La part prise en charge par la CNS, qui n'est pas directement payée au prestataire, est remboursée à l'association.

À l'heure actuelle, la phase pilote du projet est maintenue. Les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé ont été dotées d'un ETP assistant social supplémentaire lors du lancement de la CUSS. Certaines associations déclarent effectivement le besoin de soutien supplémentaire en raison du succès du projet. Les considérations issues de la dernière réunion avec les parties prenantes sont actuellement intégrées dans l'évaluation par le Ministère de la Sécurité sociale. La finalisation de l'évaluation est prévue pour la fin du

¹² 31_1_CUSS MDM.pdf (collegemedical.lu)

mois de septembre et permettra de prendre en considération les besoins financiers et humains réels pour la continuation du projet pilote et aussi de dégager des recommandations et pistes plus concrètes en vue de la création d'un cadre légal dédié.

ad 3) à 5) D'avril 2022 à début juillet 2023, les 5 associations ont adressé 232 demandes en obtention de la CUSS au Ministère de la Santé, dont 215 ont été acceptées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Suite au succès du projet, les associations ne sont actuellement plus en mesure d'accueillir de nouveaux demandeurs CUSS et ont créé des listes d'attente. Cela montre à quel point il était important de lancer ce projet.

En ce qui concerne les actuels bénéficiaires, il ressort des bilans semestriels adressés au Ministère de la Santé depuis le lancement de la CUSS, que la quasi-totalité de bénéficiaires CUSS a pu bénéficier d'une prise en charge médicale en accédant aux prestations de santé de l'assurance maladie. Pour certaines personnes particulièrement vulnérables de longue date, habituées à fréquenter les services de soins des associations, un temps d'adaptation est perceptible avant de recourir au système de soins « classique », c'est-à-dire assuré par les prestataires de soins.

La plupart ont réussi à se stabiliser, voire améliorer leur état de santé en ayant par exemple accès aux programmes de substitution chez des médecins généralistes, ce qui leur permet de ne pas devoir recourir à des substances illicites. Des femmes enceintes ont pu accéder aux examens prénataux essentiels au bon déroulement de leur grossesse et de la préparation à l'accouchement.

Par ailleurs, sur les 49 suivis clôturés/affiliations stoppées, certains chiffres sont marquants : 6 bénéficiaires ont pu régulariser leur situation administrative et ont trouvé un emploi et peuvent ainsi bénéficier de l'affiliation obligatoire, 9 personnes ont pu régulariser leur situation administrative et ont bénéficié de l'ouverture de leurs droits sociaux et leurs cotisations prises en charge par des établissements publics. 17 affiliations de bénéficiaires ont été stoppées suite à l'arrêt du suivi social (le bénéficiaire ne s'est plus présenté à l'association référente pendant plus de 3 mois).

En effet, un engagement personnel minimal est demandé au bénéficiaire pour qu'une stabilisation de sa situation, puis une amélioration puissent avoir lieu. Ceci est également nécessaire pour le suivi médical de certains traitements. C'est pour cela que le suivi régulier des bénéficiaires par les associations est essentiel. En outre, il s'agit aussi d'éviter des abus potentiels en s'assurant que le bénéficiaire s'engage aussi lui-même dans un processus conjoint pour améliorer sa propre situation.

Consommation de drogues chez les jeunes | Question 8115 (28/06/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Wéi divers däitsch Medie mellen, ass de 26. Juni 2023 en 13 Joer aalt Meedchen zu Altentreptow (D), nom Konsum vun enger besonnesch staarker Extasy-Pëll, verstuerwen. Wéi et vun den zoustännegen Autoritéiten heescht, hätt et an deene leschten Deeg nach weider Fäll ginn, wou Jonker vu 14 respektiv 15 Joer sou eng Pëll vun der enorm staarker Extasy-Zort „Blue Punisher“ consomméiert hunn an doropshin hu misen hospitaliséiert ginn. Och an dëse Fäll si massiv

gesondheetlech Komplikatiounen opgetrueden an déi Concernéiert ware respektiv sinn a Liewensgefor.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass dem Minister fir bannenzeg Sécherheet déi uewe genannten Drogeproblematik bekannt?
 - Circuléiert déi genannten Drog och zu Lëtzebuerg?
 - Sinn am Zesammenhang mat där genannten Drog scho Jonker zu Lëtzebuerg hospitaliséiert ginn?
2. Kann d'Regierung eis soen, wéi vill Mannerjäreger an deene leschte Jore generell wéinst Drogen an d'Klinick ageliwwert gi sinn?
 - Ëm wéi eng Drogen handelt et sech dobäi haapt-sächlech?
3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir déi Jonk nach méi konsequent a punkto Drogen ze sensibiliséieren?

Réponse (07/08/2023) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure | M. Claude Meisch, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé | Mme Sam Tanson, Ministere de la Justice

ad 1. Hei am Land gouf bis elo nach keng Extasy-Zort „Blue Punisher“ saiséiert.

ad 2. D'Gesondheetsdirektioun verfüügt zurzäit net iwwert aktuell, détailléiert a validéiert Donnéeën iwwert Hospitalisatiounen wéinst Problemer, déi mam Drogekonsum zesammenhängen an déi no Substanzen an Altersgruppe geglidert sinn. Déi rezentsten Donnéeën aus deem Beräich sinn dem nationalen Drogerapport vun 2022¹³ ze entuelen. Aus deem geet ervir, dass 2021 377 Traitementsepisode wéinst Drogeproblemer an nationale Spideeler stattfont hunn, all Substanzen an Alterskategorien abegraff.

ad 3. Eng vun de Prioritéite vum nationalen Drogenaktionsplang 2020–2024 ass d'Präventioun bei de Jonken an d'Sensibilisatioun vun de Jonken am Beräich Drogen a Sucht; an déi verschidde Mesuren, déi doranner enthalen sinn, sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Derbäi kënn, datt eng Rei Aktiounen vum rezent presentéierte Plan national santé mentale (PNSM) dee selwechten Objektiv viséieren. Des Weidere schafft de Centre national de prévention des addictions (CNAPA) un enger holistescher nationaler Strategie am Beräich Suchtpräventioun zesumme mat all de concernéierten Acteuren.

An de Lycéeën ginn ab der Rentrée scolaire 2023 „Coordinateurs addiction“ agefouert, déi eng Expertis am Beräich vun der Suchtpräventioun an der Suchtinterventioun hunn an déi am Lycée an och fir extern Partner Uspruechpersoun sinn am Kontext vum Konsum an dem Trafick vu legalen an illegalen Drogen. An hiren Tâchen ass virgesinn, datt si de Lien maachen tëschent der Schoul, den externe Partner vun der Drogepräventioun, der Prise en charge thérapeutique an der Police.

Eng Drogepräventiounsguide gétt ënnert der Leedung vun de „Coordinateurs addiction“ an de Lycéeën ëmgesat an dës Mise en place gétt vun engem internen Aarbechtsgrupp begleet. De Guide beinhalt Richtlinnen am Kontext vun der Confidentialitéit, dem Signalement an och der Präventioun an ass an Zesummenaarbecht mat der Police an externen Experten aus dem Beräich vun der Suchtpräventioun, opgrond vun de besteeënden Erfahrungswäerter, ausgeschafft ginn.

¹³ <https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-acti-vite/minist-sante/2022-rapport-revis/ra-revis2022-anglais-light.pdf>

Am Kader vun der Reglementéierung vum Cannabisbau, déi séit dem 21. Juli a Kraaft ass, fënnt och aktuell an iwwert déi kommend Wochen eng Sensibilisatiounscampagne statt fir ze erklären, wat erlaabt a wat weiderhi verbuede bleift, wéi zum Beispill de Konsum fir oder a Géigewaart vu Mannerjäregeren.

Nationalités des détenus | Question 8116 (30/06/2023) de M. Fred Keup (ADR)

De 15. Mäerz 2021 huet d'Madamm Justizministesch dem RTL géintiwuer gesot, datt d'Hallschent vun de Leit, déi zu Schraasseg sinn, net Residenten zu Lëtzebuerg sinn. Doriwuer eraus huet d'Madamm Minister gesot, datt si dës Zuelen och ongeféier fir d'Untersuchungshaft bestätege kéint.

An deem Kontext an zwee Joer duerno wier et intressant ze wëssen, wéi sech d'Verhältnis vun den eenzelen Nationalitéiten am Prisong zu Schraasseg, am Prisong zu Suessem an an der oppener Betreuungsstruktur zu Giwenech gestalt.

Ech wéilt der Madamm Justizminister dofir dës Froe stellen:

1. Opgeschlësselt op de Prisong zu Schraasseg, opgeschlësselt op de Prisong zu Suessem an opgeschlësselt op d'Betreuungsstruktur zu Giwenech: A wéi enge Länner haten déi verschidden aktuell Gefaangener respektiv ze betreiend Persounen hire leschte Wunnsetz? Kann d'Madamm Minister dozou eng Tabell presentéieren?

2. Wéi vill Persounen, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong am Ausland of? Wéi vill Persounen, déi am Ausland verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong zu Lëtzebuerg of?

3. Wéi ass déi aktuell Zesummesetzung pro Nationalitéit vun de Gefaangene respektiv den ze betreiende Persounen zu Lëtzebuerg – opgeschlësselt op de Prisong zu Schraasseg, opgeschlësselt op de Prisong zu Suessem an opgeschlësselt op d'Betreuungsstruktur zu Giwenech? Kann d'Madamm Minister och dozou eng Tabell presentéieren?

Réponse (12/07/2023) de Mme Sam Tanson, Ministere de la Justice

ad 1. an 3. An der Annex en Tableau, wat de leschte Wunnsetz an d'Nationalitéit vun de Prisonéier betrëfft, déi sech aktuell an engem vun deenen dräi Prisongen zu Lëtzebuerg befannen.

Et sief nach drop higewisen, dass d'Genaugkeet, wat de leschte Wunnsetz vun de Prisonéier betrëfft, net ka garantéiert ginn, well déi Informatiounen net kënnen vun der Prisongsverwaltung iwwerpréift ginn.

ad 2. No den Informatiounen vum Parquet général sinn et aktuell am Ganzen:

- 95 Prisonéier, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, an déi hir Strof am Ausland ofsëtzen, an
- 3 Prisonéier, déi am Ausland verurteelt gi sinn, an déi hir Strof hei am Land ofsëtzen.

D'Decisiounen iwwer d'Transferte vu Prisonéier zwëschen Lëtzebuerg an engem anere Memberstaat vun der Europäescher Union berouen all op der „décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononcés des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne“, déi zu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 28. Februar 2011 ëmgesat ginn ass.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Émeutes en France | Question **8117** (30/06/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Nodeems virun e puer Deeg de jonken Nahel bei enger routinärer Autoskontroll vun engem Polizist erschoss gouf, ginn a Frankräich vill Persounen op d'Strooss, fir géint d'Policegewalt ze manifestéieren. D'Protestaktiounen sinn allerdéngs net alleguerie friddlech ofgelaf an esou gétt et aktuell queesch iwwert de franséschen Territoire Onrouen, déi a Saachbeschiedegung, Pyromanie, Déifstall a Verletzungen ausgaange sinn. Och an der Lorraine koum et zu Gewaltaktiounen. „L'essentiel“ bericht, dass zu Mont-Saint-Martin, e puer Meeter vun der franséisch-lëtzebuergescher Grenz an net wäit ewech vun den Tankstellen, Gebaier a Brand gesat goufen, dorënner eng Schoul an ee Centre médical.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Lëtzebuergesch Police op d'Onrouen an eisem Nopeschland virbereet?
2. Wat gétt aktuell ënnerholl, fir Infrastrukturen an der Grenzregioun viru Gewaltaktiounen ze schützen?
3. Huet d'Lëtzebuergesch Police eise franséschen Nopere Hëllef an Ënnerstëtzung zougesot, falls d'Onrouen an der Groussregioun eskaléiere sollten?

Réponse (21/07/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. D'Lëtzebuergesch Police assuréiert ee ganz noe Monitoring vun der Situatioun a Frankräich a steet an enkem Kontakt mat hire franséschen Homologen. D'Dispositiv vun der Police sinn der aktueller Situatioun a Geforenaschtung ugepasst a kënnen a Fonctioun vun enger eventueller Hëllefleeschtung direkt adaptéiert ginn. Zum Zäitpunkt vun dëser parlamentarescher Fro ass kee Besoin erkannt respektiv ausgedréckt ginn, fir d'Infrastrukturen an der Grenzregioun ze schützen.

ad 3. D'Lëtzebuergesch Police huet hire franséschen Nopere gehollef an si ënnerstëtzt am Kader vun de Virbereedungen zu hirem Nationalfeierdag, de 14. Juli, wou eventuell weider Onroue gefaart gi sinn.

Transfert automatique du droit de vote lors du changement de commune | Question **8118** (03/07/2023) de **M. Charles Margue** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Au Luxembourg, le vote aux différentes élections est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales et ceci quelle que soit leur nationalité dans le cas des élections communales et européennes. Nul ne peut voter s'il n'est pas inscrit sur les listes électorales. Selon les informations officielles, présentées sur le portail public guichet.lu, en cas de déménagement dans une autre commune luxembourgeoise, « le transfert du droit de vote dans la nouvelle commune est obligatoire et est effectué automatiquement par les administrations communales ». Dans le contexte des élections communales et européennes, il n'est donc pas nécessaire qu'un électeur étranger fasse une nouvelle inscription sur les listes électorales respectives de sa commune d'arrivée, vu que le transfert en cas de déménagement doit être assuré de manière automatique par les administrations communales.

Or, selon nos informations, le transfert obligatoire et automatique du droit de vote dans la nouvelle commune ne semble pas toujours fonctionner.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance de problèmes liés au transfert automatique des inscriptions aux listes électorales des citoyens non luxembourgeois ?

2) Combien de citoyens ont introduit depuis le 01.01.2018 des réclamations liées à un transfert d'inscription automatique non réalisé ou réalisé de manière erronée ?

Réponse (28/07/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Depuis une modification législative en 2016 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, les inscriptions sur les listes électorales figurent sur le registre communal et le Registre national des personnes physiques (RNPP).

Le CTIE a été informé d'un seul cas concret où un non-Luxembourgeois ne figurait plus sur les listes électorales après un déménagement. L'analyse de ce cas a relevé qu'il s'agissait d'un cas isolé dû à une erreur de saisie. En effet, une adresse étrangère avait été saisie dans le RNPP comme résidence habituelle au lieu d'une adresse luxembourgeoise.

Cette erreur a été redressée par l'administration communale concernée. Cependant, le fait d'avoir saisi précédemment une adresse de résidence étrangère a eu comme effet de rayer la personne concernée des listes électorales dès le déménagement à l'étranger.

Courses automobiles | Question **8119** (03/07/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi och op anere Plazen am Land, z. B. op der Kockelscheier, ginn zënter ronn zwee Joer an der Industriezon zu Leideleng spontan Autostreffen organiséiert, dëst besonnesch de Weekend owes. Hei entsteet en immens staarke Kaméidi, illegal Autoscourse gi gefuer, d'Motoren héichdréine gelooss etc. Et treffen sech alt mol ëm 100 Autoe bei der Tankstell. Dës Treffre sinn iwwerdeems iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg bekannt, well sech hei och Gefierer mat auslännesche Placken erëmfannen.

Der Police an der Gemeng ass dee Problem gutt bekannt. Anscheinend hat d'Police och ewell eng „action coup de poing“ zesumme mat der SNCT organiséiert. Polizisten hunn eis och bericht, dass scho Persoune mat Geschwindegeete vun iwwer 160 km/h geblëtzt goufen, wou 50 km/h erlaabt sinn.

Och ass et an deem Kontext schon zu Accidenter komm mat schwéiere Konsequenzen. Esou ass et den 30. Abrëll an der Nuecht vu samschdes op sonndes zu engem ganz schroen Accidente komm, bei deem zwee Autoen implizéiert waren. Insgesamt waren aacht Persounen involvéiert, sechs dovunner goufe blesséiert an dräi dovun méi uerg blesséiert. Eng Persoun ass an akuter Liewensgefahr an d'Klinik ageliwwert ginn. Bei dësem Incident waren d'Rettungsdéngschter vun der Stad, vu Leideleng a vu Monnerech op der Plaz mat villen Ambulanzen an zwou SAMU-Ekippen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi schätzt d'Regierung dës Situatioun an?
2. Wéi gesäit de Minister den Afloss vun dësem Kaméidi op d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi an där Géigend wunnen?
3. Wéi vill Accidenter sinn an de leschte Jore bei dësen Autostreffen geschitt?
4. Wat waren d'Konsequenze vun deenen Accidenter? Wéi vill Leit goufe blesséiert a wéi vill Leit hunn hiert Liewen dobäi verluer?

5. Wéi vill Policeasätz gouf et zënter dem 1. Januar 2022 an der Industriezon zu Leideleng?

6. Wéi eng weider Delikter goufen – nieft den Autostreffen – vun der Police detektéiert? Wéi enger Natur (z. B. Alkohol, Gewaltakter, Drogenhandel etc.) sinn dës Delikter?

7. Wéi eng Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir hei anzegräifen?

8. Wéi wëll de Staat elo konkreet virgoen, fir deenen uewe beschriwwene Mësstänn en Enn ze setzen?

Réponse (04/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kontext vu spontanen Autostreffen mat deelweis getunten Autoen op verschiddene Plazen hei am Land, wou och deelweis illegal Coursen op der Strooss stattfannen.

ad 1. De Fait, dass Gefierer technesch modifizéiert (Tuning) ginn, ass keen neie Phänomeen, mee een, deen et scho méi laang och hei zu Lëtzebuerg gétt.

D'Police stellt fest, dass et Treffre gétt mat getunten Autoen, bei deenen zu engem gewëssen Deel Autoen aus der Grenzregioun present sinn.

De Phänomeen vun organiséierten illegale Coursen (Streetracing) ass zu Lëtzebuerg awer net bekannt.

Wat technesch Modifikatiounen betrëfft, muss een en Ënnerschied maachen tëschent dem legalen an dem illegalen Tuning. Et ass evident, dass dee lescht genannten eng Gefor fir d'Verkéierssécherheet duerstellt a parallell och Nuisancé fir d'Ëmwelt zur Folleg kann hunn.

ad 2. Eng modifizéiert Auspuff- respektiv Ofgasanlag stellt ee Problem fir d'Populatioun an d'Ëmwelt duer, duerch de Kaméidi, well en Afloss op d'Liewensqualitéit kann hunn, mee och duerch d'Partikelen oder de modifizéierten CO₂- an NO_x-Ausstouss esou wéi aner Verbrennungsgas.

Et ass hei ze bemierken, dass et sportlech Gefierer gétt, déi ab Wierk schon zimmlech haart sinn a punkto Lautstärkt an awer an der legaler technescher Toleranz leien.

ad 3. a 4. Et ass statistesch net nozevollzéien, wéi vill Accidenter bei Autostreffen geschitt sinn.

ad 5. Et si vum 1. Januar 2022 bis de 6. Juli 2023 insgesamt 21 Policeasätz zu Leideleng an der Industriezon gezielt ginn, déi mat der sougenannter Tuningszeen a Verbindung ze bréngen sinn. Dovunner si 15 Asätz duerch Meldunge vun den Awunner aus der Géigend ëm d'Industriezon ausgeléist ginn.

ad 6. Et si keng weider Delikter festgestallt ginn.

ad 7. an 8. Bei dëse Punkte gétt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6407 vum 27. Juni 2022 vum Här Deputéierte Mars Di Bartolomeo verwisen.

Fir d'Police ass et net einfach, illegal Modifikatiounen festzestellen an ze dokumentéieren. D'Police ka villen reglementaresch an technesch korrekt moosse mat den entspreche Geräter, zum Beispill Vites oder den Alkoholgehalt an der ausgeotemter Loft. De Kaméidi respektiv d'Dezibel vun engem Auspuff ze moossen ass awer schwier, wëssend, dass déi Resultater viru Geriicht musse Bestand hunn. Derbäi kënn, dass déi entspreche EU-Direktiven e gewësse Spillraum loossen. Esou si sportlech Gefierer, déi ab Wierk schon ënner gewësse Konditiounen vill Kaméidi maachen, legal, well et keng Modifikatioun vum Gefier duerstellt. Et muss een den Ënnerschied

tëscht dem legalen an dem illegalen Tuning kënnen maachen.

D'Police ass amgaangen, zesumme mat der SNCA, dem MMTP an engem externen technesche Büro, eng spezifesch Formatioun opzebauen an eventuell Partnerariater ze kreéieren fir zukünfteg Kontrollen. Den Haaptdeel wäert doranner bestoen, déi verschidden Zorte vu Modifikatiounen ze erkennen an den entspreichende Lien zur Gesetzgebung an/oder zu de besteende Prozeduren ze maachen.

Mëttelfristeg muss dann och gekuckt ginn, ob d'Gesetzgebung op deem engem oder anere Punkt muss ugepasst ginn, fir de Phänomeen sou eventuell besser geréiert ze kréien.

Droit à l'oubli dans le cadre de l'assurance solde restant dû | Question 8121 (03/07/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

En date du 1^{er} janvier 2020, une convention est entrée en vigueur entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) afin de mettre en œuvre un « droit à l'oubli » dans le cadre de l'assurance solde restant dû. L'objectif était, entre autres, de faciliter l'accès à cette assurance aux personnes présentant un risque aggravé en raison d'une pathologie cancéreuse, d'une infection virale à l'hépatite C ou d'une infection par le VIH.

Un comité de suivi et de réévaluation a été instauré afin de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

Les compagnies d'assurances signataires s'engageaient à ce qu'aucune information médicale relative à une pathologie cancéreuse ne soit prise en compte dans l'acceptation du risque et dans le calcul des primes de l'assurance solde restant dû, à condition que le protocole thérapeutique relatif à cette pathologie cancéreuse ait pris fin depuis plus de 10 ans et sans rechute.

Il en va de même pour les cancers diagnostiqués jusqu'à l'âge de 18 ans révolus, mais dont le protocole thérapeutique relatif à cette pathologie a pris depuis plus de 5 ans et sans rechute.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Quelles étaient les conclusions du comité de suivi et de réévaluation pour les années 2021 et 2022 ?
- 2) Quel est l'avis du comité de suivi et de réévaluation quant à une éventuelle adaptation de la grille de référence retenue à l'annexe de la susdite convention ?
- 3) Madame la Ministre envisage-t-elle de renégocier la convention dont question afin d'appliquer le droit à l'oubli à cinq ans pour toutes les personnes guéries d'un cancer, indépendamment de leur âge ?
- 4) Actuellement le droit à l'oubli est réglé et fixé de manière conventionnelle. Est-ce que la Ministre de la Santé envisage de créer une base légale au sujet du droit à l'oubli ?

Réponse (02/08/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le comité d'experts prévu par l'article 4 de la convention conclue le 29 octobre 2019 entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) et les 8 entreprises d'assurance commercialisant l'assurance « solde restant dû » est chargé de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

En raison de la pandémie, ce comité d'experts s'est réuni une première fois le 25 janvier 2023. Lors de cette réunion, les premiers retours d'expériences sur la mise en œuvre de la convention furent discutés et aucun des membres n'a indiqué avoir rencontré de véritables problèmes avec la mise en application de cette dernière. Certains membres ont été contactés quelques fois pour donner des renseignements concernant la convention notamment afin d'expliquer les conditions à remplir pour tomber dans le champ d'application de celle-ci.

Le comité a discuté en outre l'élaboration de règles internes de fonctionnement en vue de se doter d'un règlement interne, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la convention auprès des compagnies d'assurance signataires.

ad 2) Lors de sa première réunion, le comité d'experts a évoqué une éventuelle adaptation de la grille de référence dans le futur et en analysera l'opportunité lors de ses prochaines réunions.

ad 3) Dans le cadre de sa mission consultative liée à l'adaptation de la grille de référence, le comité peut s'adjoindre des experts en raison de leurs compétences scientifiques par rapport à la pathologie concernée. Comme le comité n'a pas encore émis un avis d'experts sur la question, une renégociation de la convention n'est pas envisagée à ce stade.

ad 4) Aucun des membres n'a indiqué avoir rencontré de véritables problèmes avec la mise en application de la convention, de sorte que la création d'une base légale au sujet du droit à l'oubli n'est pas opportune à ce jour.

Décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich | Question 8122 (04/07/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Le lundi 3 juillet au matin, un détenu a été retrouvé mort dans sa cellule au Centre pénitentiaire de Givenich. D'après un article de presse, l'état de santé du détenu aurait été préoccupant. Et le personnel n'aurait probablement pas pris suffisamment au sérieux l'état de cet homme grièvement malade.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les circonstances du décès ?
- 2) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les conditions de détention et la prise en charge des problèmes de santé du détenu retrouvé mort dans sa cellule ?
- 3) Le détenu a-t-il fait usage de son bouton d'alarme ? – Dans l'affirmative, quels moyens furent mis en place ?
- 4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter de tels incidents à l'avenir ?

Réponse (07/08/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1) Le défunt, qui n'avait montré aucun signe de maladie la veille de son décès, a été retrouvé le matin à l'ouverture des cellules allongé dans son lit par un agent pénitentiaire. Le 112 a immédiatement été appelé ainsi que la Police grand-ducale. L'infirmière de garde a constaté le décès du détenu défunt. Le médecin sur place a conclu à une mort naturelle.

Le défunt disposait d'un certificat médical récent d'aptitude à la détention.

ad 2) Le détenu séjournait au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) depuis le 3 mai 2023 sous des

conditions de détention tout à fait normales, comme tout autre détenu. Son certificat d'aptitude à la détention, établi également le jour de son arrivée au CPG par le médecin, a constaté l'aptitude à la privation de liberté au CPG et n'indiquait aucune précaution particulière à prendre.

Le détenu a été hospitalisé en urgence à trois reprises, à savoir le 18 juin, le 25 juin et le 29 juin 2023. Il a pu quitter l'hôpital de garde chaque fois après quelques heures. Il a également eu d'autres consultations médicales, tant auprès du médecin du CPG qu'auprès des médecins spécialistes externes.

ad 3) Le défunt n'a pas activé le bouton d'alarme. Deux agents pénitentiaires ont vérifié le système d'alarme Medilog de la cellule 0-15 occupée par le détenu décédé et confirment qu'aucune alarme n'a été déclenchée le 1^{er} ou le 2 juillet.

ad 4) Il est important de créer les meilleures conditions possibles pour éviter de tels incidents. Le dépôt au sein d'un établissement privatif de liberté se fait sur base d'un certificat d'aptitude à la détention, établi par un médecin autorisé à exercer au Luxembourg. Généralement le détenu est en possession du certificat requis au moment du dépôt. Dans la négative, le détenu est soumis à un examen médical immédiatement après le dépôt.

Tous les détenus ont accès à l'ensemble des soins médicaux. En principe, chaque détenu peut consulter un médecin généraliste une fois par semaine. En cas d'urgence, la consultation peut avoir lieu le jour même. En cas d'urgence grave ou vitale, le service médical du centre pénitentiaire concerné appelle les services de secours et le cas échéant le SAMU exactement comme tel serait le cas en dehors du milieu privatif de liberté.

Les détenus ont également droit à la même médication, aux mêmes analyses et aux mêmes traitements que tout autre patient.

Cloître des Trinitaires | Question 8123 (04/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Aarbechte ronderëm dat fréiert Trinitarierklouschter zu Veianen sinn amgaang. Hei entsteeft jo eng nei Jugendherberg.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministeresch an dem Här Bauteminister folgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Aarbechte goufe bis ewell scho geleescht?
2. Gouf et technesch Problemer, déi zu eventuelle Retarden an der Ausféierung vun de Pläng gefouert hätten?
3. Wat fir Deeler vum Gebai sinn an Ofsprooch mat dem Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) restauréiert ginn?
4. Wat ass dee warscheinlechen Datum, op deem mat der Reouverture vun de Gebailechkeete vum fréiere Klouschter gerechent ka ginn?
5. Wéi vill Zëmmere wäert déi nei Jugendherberg hunn?

Réponse (08/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1. De Réibau ass gréisstendeels fäerdeg, den neien elektreschen Traffo-Utschloss vun de Gebailechkeeten ass gemaach an d'Aarbechte vum Bannenausbau esouwéi den techneschen Installatiounen sinn amgaangen.

ad 2. Niewent de Verzögerungen, déi der Coronapandemie geschëlt sinn, hunn och déi archeologesch Analysen eng gewëssen Zäit an Usprooch geholl.

ad 3. Allegueren d'Interventiounen si mam INPA koordinéiert ginn; am Speziellen ass do d'Renovatioun vum Kräizgank ervirzehiewen, wou eng Rei Figuren, Weekräizer, Grafsteng an aner Objete restauréiert ginn.

ad 4. Den aktuelle Planning gesäit vir, dass d'Aar-bechten Enn 2024/Ufank 2025 ofgeschloss sinn.

ad 5. Déi nei Jugendherberg wäert eng 120 Better zur Verfügung stellen, dorënner 7 Zëmmer mat 2 Better, 2 Zëmmer mat 3 Better, 13 Zëmmer mat 4 Better, 6 Zëmmer mat 5 Better an 3 Zëmmer mat 6 Better. Et si keng Einzelzëmmer virgesinn.

.....

Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg | Question **8124** (04/07/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am „Tageblatt“ vum 3.3.2023 seet d'Madamm Sylvie Kerger, Dozentin fir pedagogesch Psychologie op der Universitéit Lëtzebuerg, iwwert d'Genderen: „Ich glaube schon, dass es so eine Art ‚Ansteckungseffekt‘ gibt. Es gibt mittlerweile viele Dozenten auf unserer Uni, die das Gendern verlangen.“ An iwwert d'Situatioun an Däitschland: „Auf deren Unis hat sich das Gendern schon durchgesetzt. Es werden eigentlich keine Arbeiten mehr angenommen, wenn sie nicht gegendert sind.“

An deem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister bestätegen, dass et Dozenten op der Universitéit Lëtzebuerg gëtt, déi d'Genderen verlaangen? Ass deemno déi normal klassesch Sprooch bei verschiddenen Dozente verbueden? Wa jo, wéi gëtt dëst de Studente kommunizéiert?
2. Wéi reagéiert d'Féierung vun der Universitéit op esou Zwäng respektiv Verbueder?
3. Wat fir Konsequenze riskéiert e Student op der Universitéit Lëtzebuerg, wann en net gendert, am Fall, wou den Dozent dat verlaangt?
4. Wéi kann e Student, deen zum Gendern gezwongen ass, sech dogéint wieren, respektiv wou kann hie sech beschwéieren?
5. Wéi steet den Här Minister zu esou engem, laut der Madamm Kerger, „Genderzwang“ op der Uni?
6. Ass den Här Minister der Meenung, dass Aarbechten, déi net an der Gendersprooch sinn, vun der Uni mussen ugeholl ginn?
7. Ass den Här Minister der Meenung, dass Studenten, déi bei enger Aarbecht op d'Gendersprooch verzichten, diskriminéiert kënnen ginn?

Réponse (20/07/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dese Prezisiounen.

Inklusivitéit a Gläichberechtigung gehéieren zu de Schlësselwäerter vun der Universitéit Lëtzebuerg. An all hiren Aktivitéite beméit d'Universitéit sech, en inklusivt a gerecht Émfeld unzebidden, esouwuel fir hir Mataarbechter wéi fir hir Studenten. Als Deel vun hirer Politik fir d'Gläichberechtigung vun de Geschlechter promovéiert d'Universitéit eng inklusiv Sprooch an hirer interner Kommunikatioun („internal corporate communication“); e Projet fir Richtlinnen opzesetzen ass amgaang.

D'Universitéit huet keng Politik, déi eng inklusiv Sprooch an de schrëftlechen Aarbechten oder den Examen imposéiert, obwuel se kann encouragéiert ginn.

Gemeiss den Artikele 46 an 48 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwer d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg huet e Student ënner gewësse Konditiounen d'Recht, eng akadeemesch Entscheedung, déi hie betrëfft, unzefechten, ënner anerem am Kontext vun de Studentebewäertungen an der Attributioun vun Notten.

.....

Réaménagement de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach | Question **8125** (04/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Virun iwwer engem Joer huet d'Chamber de Projet vum Reamenagement vun der N7 tëscht dem Fridhaff a Wäiswampach mat ganz breeder Majoritéit gestëmmt.

Ufank Juli koum et dann och zum Spuetestéch vum Contournement vun Housen, wouriwwer ganz vill Leit sech gefreet hunn. Dës Leit froen sech awer och, wéini et zum Startschoss vun deenen aneren Aarbechte kënn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wéi gesinn déi ënnerschiddlech Etappe vun der Moderniséierung vun der N7 aus?
2. Wéini a wou sollen déi verschidden Aarbechten ufänken?
3. Wéi gesäit déi zäitlech Schinn aus? Gëtt et do schonn en Iwwerbléck? Wou sinn d'Ausschreiwunge momentan drun?

Réponse (03/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Moderniséierung vun der Nationalstrooss N7 ass ee vun de gréissere Projeten, un deenen am Norde vun Land geschaff gëtt. D'Ëmsetzung vun deem Infrastrukturprojet ass an dräi Sektioonen ënnerdeelt, déi zesummen op eng Gesamtläng vu 24,8 Kilomeeter kommen.

Fir déi éischt Sektiooun, déi 11 Kilomeeter laang ass (Fridhaff-Houschter Déckt), ginn an abseebarer Zäit déi néideg Autorisatiounen ugefrot. Fir de Bau mussen allerdéngs, nieft den archeologeschen Etüden, och nach plazeweis Deminageearbechten duerchgefouert ginn.

Déi zweet Sektiooun erstreckt sech iwwer 2,7 Kilomeeter vun Housen op Maarnech, an déi drëtt Sektiooun vu 6,6 Kilomeeter verleeft vun Hengescht op Wäiswampach.

ad 2. Viraussichtlech kann d'Stroossebauverwaltung 2024 mat den Aarbechten um Terrain respektiv de Lousen aus der éischter Sektiooun ufänken.

ad 3. D'Ëmsetzung vum Projet soll viraussichtlech insgesamt 7 Joer daueren.

D'Acquisitioun vun den néidegen Terrainen ass ugelaf, mee duerch déi laang Streck ass dëst allerdéngs e laangwierige Prozess. Onofhängeg dovunner, sollen déi zwoe éischt Ausschreiwungsdossieren nach dese Summer finaliséiert ginn.

.....

Changement du numéro d'immatriculation | Question **8126** (05/07/2023) de **M. Gilles Baum** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Selon la loi, un changement du numéro d'immatriculation d'un véhicule est seulement possible en cas de changement de propriétaire; un changement sur simple demande est interdit.

Il nous revient que, par conséquent, une pratique qui se rapprocherait de la fausse vente serait monnaie courante dans ces situations. Elle consisterait en la vente de son propre véhicule à une tierce personne, suivi par le rachat du véhicule par le propriétaire initial.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre de la Mobilité est-il au courant de cette pratique ?

– Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation en modifiant la loi afin de permettre un changement du numéro d'immatriculation d'un véhicule sur simple demande ?

– Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

– Pour quelles raisons un numéro d'immatriculation personnalisé à 4 chiffres ne peut-il pas être transféré ? Monsieur le Ministre entend-il également assouplir la réglementation à cet égard ?

Réponse (11/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés s'interrogent sur l'existence d'une pratique visant à contourner la réglementation relative au changement ou de transfert de plaques d'immatriculation.

Une telle pratique n'est pas connue par mes services et, lors de l'immatriculation des véhicules faisant l'objet de transactions, aucune recherche ou comparaison des contrats de vente antécédents n'est effectuée afin de déterminer si ces contrats ont pour seul but de procéder au changement du numéro d'immatriculation.

Les dispositions des articles 20 à 24 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers régissent l'attribution et la réutilisation des numéros d'immatriculation de la série courante et personnalisés. Tel que précisé en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 6603 du 4 août 2022, le changement de plaques d'immatriculation d'un véhicule routier déjà immatriculé n'est en général pas possible.

Il est à noter que lors de la séance publique n° 71 du 21 juillet 2023, le projet de loi n° 7985 a été voté par la Chambre des Députés. Ce projet entend entre autres d'introduire la notion de titulaire d'un certificat d'immatriculation qui en principe est l'utilisateur principal du véhicule immatriculé, et l'abolition de l'obligation d'enregistrer d'office le propriétaire d'un véhicule lors de la procédure d'immatriculation.

Afin d'accompagner cette modification, un projet de règlement grand-ducal (CE n° 60.971) propose de mettre fin à la dualité du système d'attribution des numéros d'immatriculation en vue de l'immatriculation d'un véhicule routier au profit d'un système unique et plus compréhensible tel qu'actuellement en place pour les numéros d'immatriculation personnalisés.

Dorénavant, les numéros de série courante et les numéros personnalisés restent réservés à la personne lorsque le véhicule est mis hors circulation. Désormais, aucun numéro de série courante ne restera attribué au véhicule et à chaque nouvelle immatriculation de ce véhicule, le titulaire y apposera son numéro d'immatriculation, soit de série courante, soit personnalisé. Les numéros de série courante restent donc réservés à la personne, en analogie aux numéros personnalisés et ne restent plus, comme auparavant, attribués au véhicule.

Un numéro d'immatriculation de la série courante ou personnalisé sera par conséquent alloué à compter de la demande d'attribution d'un numéro d'immatriculation pour une durée d'un an à une personne physique

ou morale. Avant l'immatriculation d'un véhicule routier, ce numéro alloué peut être transféré d'une personne physique ou morale à une autre et ceci afin de permettre notamment aux concessionnaires de procéder à la demande d'attribution d'un numéro d'immatriculation et à l'immatriculation du véhicule pour leurs clients. À compter de l'immatriculation du véhicule routier, le numéro d'immatriculation initialement alloué est attribué au véhicule routier et assigné au titulaire du certificat d'immatriculation et ne pourra plus faire l'objet d'un transfert à une personne physique ou morale.

Avec la promulgation et la publication de la loi ainsi que la publication du règlement grand-ducal, les pratiques invoquées par les honorables Députés ne pourront dès lors plus avoir lieu.

L'attribution des numéros d'immatriculation à quatre chiffres se fait, à l'instar des autres numéros d'immatriculation personnalisés, sur demande écrite. Le nombre disponible des numéros d'immatriculation à quatre chiffres étant limité, une liste d'attente pour les demandeurs avait été introduite sur laquelle actuellement 2.700 demandes sont enregistrées et le délai d'attente moyen pour l'attribution d'un numéro d'immatriculation à quatre chiffres est de 5-6 ans. Tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 6604 du 4 août 2022, le transfert des numéros d'immatriculation à quatre chiffres n'est aussi pas autorisé.

Toutefois, il convient de préciser que les modifications apportées à l'article 43 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2016 précité prévoient, dans le nouveau paragraphe 7, que la liste d'attente mentionnée ci-dessus sera abolie. Vu le travail administratif lié à la gestion d'une telle liste d'attente, il a été convenu que la procédure d'attribution des numéros d'immatriculation à quatre chiffres devrait être la même que pour toute autre plaque d'immatriculation personnalisée.

Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité | Question 8129 (05/07/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Selon des informations dont je dispose, un fournisseur d'électricité aurait procédé à la déconnexion d'un client disposant de deux compteurs suite à une défaillance de paiement. Les deux compteurs concernent à la fois un café et un immeuble résidentiel avec des logements voire des chambres mis en location. La déconnexion effectuée sans rappel de paiement préalable de la part du fournisseur n'a donc pas seulement concerné un commerce, mais également des logements et chambres résidentiels mis en location.

La déconnexion de clients résidentiels étant soumise à un régime de procédures spécifiques qui prévoit e. a. deux rappels de paiement, des délais à respecter ainsi que la mise à disposition d'informations pour aider les personnes concernées à éviter la déconnexion, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

- 1) La législation telle que prévue par la loi du 3 février 2021 en matière de défaillance de paiement de clients résidentiels s'applique-t-elle également dans ces cas où des logements ou chambres sont raccordés au même point de fourniture qu'un commerce ?
- 2) Dans la négative, comment ces clients résidentiels – souvent des locataires – peuvent-ils se prémunir contre une déconnexion sans avertissement préalable ?
- 3) Comment dans les cas précisés ci-dessus les clients résidentiels concernés par une déconnexion peuvent-ils avoir une prise en charge par l'office social compétent pour éviter la déconnexion ?

4) Les fournisseurs sont-ils en droit de refuser un règlement en espèces des factures impayées en vue d'une reconnexion du client ?

Dans le cas précis cité dans le premier paragraphe de ma question la reconnexion a été effectuée moyennant un recouvrement complet des factures impayées. Le montant total à régler comportait dans ce cas également des frais de déconnexion et de reconnexion du client.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes :

5) Les montants demandés par les fournisseurs pour des déconnexions et des reconnexions de la fourniture d'électricité sont-ils réglementés par la loi ou sont-ils fixés unilatéralement par les fournisseurs ?

6) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les montants demandés par les fournisseurs pour déconnecter voire reconnecter des clients devraient tenir compte du progrès technologique et donc du fait que ces opérations se font désormais à distance et ne nécessitent donc pas de déplacements et de travaux manuels sur place ?

Réponse (21/08/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) à 3) L'article 2, paragraphe 8 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après « loi électricité ») décrit les règles applicables aux clients résidentiels en défaillance de paiement. Ces dispositions s'appliquent à des personnes qui sont elles-mêmes des clients d'un fournisseur d'électricité, donc disposant, entre autres, d'un point de fourniture dédié et d'un contrat individuel avec un fournisseur d'électricité. Or, dans le cas décrit, il semble que les utilisateurs de l'immeuble résidentiel avec des logements voire des chambres mis en location ne sont pas des clients résidentiels au sens de la loi électricité.

Sur demande, les fournisseurs d'électricité et les gestionnaires de réseau d'électricité ont informé quel cas spécifique décrit par l'honorable Députée n'a pas pu être identifié sur base des informations fournies, et partant ne leur est pas connu.

De manière générale, si des chambres sont mises en location par un propriétaire ou locataire d'un restaurant ou d'un bistrot, le seul interlocuteur connu par le fournisseur et le gestionnaire de réseau d'électricité est le client final d'électricité, c'est-à-dire, dans le cas décrit, le propriétaire ou le locataire de l'établissement. Les sous-locataires ainsi que leur situation personnelle ne sont pas connus par les fournisseurs, contrairement aux copropriétaires ou locataires d'un immeuble résidentiel qui sont tous des clients finals, voire des clients résidentiels d'électricité avec un compteur d'électricité dédié. Les fournisseurs d'électricité soulignent que tous les clients finals en défaillance de paiement, que ce soient des clients professionnels ou des ménages, reçoivent des rappels par écrit en suivant la procédure décrite à l'article 2, paragraphe 8 de la loi électricité avant d'être déconnectés, et notamment :

- un premier rappel est envoyé après la date d'échéance de la facture ;
- un deuxième rappel est envoyé dans la quinzaine après le premier rappel avec une indication d'une intention de faire déconnecter le client en défaillance de paiement après trente jours. Au cas où il s'agit d'un client résidentiel, une information concernant l'office social compétent auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir, le cas échéant, l'aide prévue par la législation afférente lui est communiquée.
- Certains fournisseurs envoient encore un troisième ou quatrième rappel et prennent contact en direct avec

le client concerné afin de trouver un arrangement ou d'établir un plan de paiement des arriérés.

– Comme prévu par la loi électricité, ce sont donc les fournisseurs qui demandent au gestionnaire de réseau de déconnecter le client en défaillance de paiement sous réserve que l'office social compétent ne prenne pas en charge le client visé.

Reste encore à préciser que les fournisseurs d'électricité ont souligné que des déconnexions sont ordonnées régulièrement dans le secteur des hôteliers, restaurateurs et cafetiers en cas de non-paiement de leur facture d'électricité et qu'il se peut que les sous-locataires de ces établissements, qui ne sont pas connus par les fournisseurs, ne sont pas au courant d'éventuels arriérés de paiement du propriétaire ou locataire principal qui lui est dans ce cas responsable de la situation.

ad 4) Certains fournisseurs ont fait savoir qu'ils n'acceptent plus de règlement en espèces des factures impayées sur place en raison de règles internes et pour prévenir la fraude. Si le client insiste de pouvoir payer en espèces, il peut se rendre à une agence du fournisseur pour régler au plus vite les arriérés afin d'éviter une déconnexion.

ad 5) et 6) Les montants facturés par les gestionnaires de réseau aux fournisseurs pour les déconnexions et les reconnexions de la fourniture d'électricité sont des tarifs forfaitaires approuvés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) qui reflètent les coûts réels du service. Ils sont publiés dans le catalogue de services sur le site suivant de l'ILR : (https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1685561960-1044).

Ainsi, une déconnexion/reconnexion effectuée à distance, qui peut être effectuée dans la vaste majorité des cas grâce aux compteurs intelligents, est facturée à 81 € alors qu'une déconnexion/reconnexion effectuée sur site est facturée à 269 € au client.

Retrait de la permission de nuit permanente dans le cadre de la Fête nationale | Question 8130 (05/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Arméi huet verschiddenen Zaldoten um Virowend vun Nationalfeierdag d'Permission de nuit permanente gestrach. Vun dëser Decisioun waren Zaldote vun der Cie d'Honneur, déi un der Militärparad deelgeholl hunn, betraff a goufen um 23.00 Auer an d'Kassären zeréckgeruff.

De Staatsrot huet an sengem Avis N° 60.760 iwwert de Gesetzesprojet 7880 geschriwwen, dass d'fräiwëleg Zaldoten, no der Opfaassung vum Gesetzprojet, net mat Staatsbeamte gläichzesetze sinn:

L'article 62 est le premier article de la section 3 ayant trait au statut de soldat volontaire de l'armée, qui est un statut sui generis, étant donné que les soldats volontaires sont soumis ni au statut de la fonction publique ni considérés comme employés ou salariés de l'État au sens des lois spécifiques à ces situations.

De Minister huet dat selwecht och an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7778 geschriwwen:

Den Zaldot ass kee Staatsbeamten an d'Zaldote falen och net an de Champ d'application vum Gesetz vum 1. August 2018 [...].

Deementspriedend wier den Artikel 7 vum Statut général – heures supplémentaires – astreinte à domicile an dësem Fall net uwennbar.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:



1. Wat ass d'Motivatioun fir dës Decisioun an op wéi enger legaler Basis fousst se?

2. Ass d'Procédure administrative non contentieuse (PANC) respektéiert ginn?

3. Firwat gëtt an dësem Fall eng Differenz tëscht de Militaires de carrière an de fräiwëllegen Zaldote gemaach?

4. Op Basis vu wéi enge legalen Dispositiounen ginn déi vun dëser Decisioun betraffe Leit kompenséiert?

5. Si fir sämtlech Leit, déi un der Parad deelgeholl hunn, déi maximal 10 Schaffstonden an de minimale Repos tëschent 2 Schaffdeeg respektéiert ginn?

Réponse (28/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

Den Artikel 12 vum Statut vum fräiwëllegen Zaldot gesäit vir, dass „Les volontaires sont tenus, sauf dispense de l'autorité militaire, à prendre logement à la caserne ou au camp militaire auquel ils sont affectés.“ No hirer Vereedegung kréien d'Zaldoten eng Dispens. Dës Dispens gëtt am Fall vun der Virbereedung op Nationalfeierdag fir 24 Stonnen opgehuewen.

Et ass Traditioun, dass d'Zaldoten um Virowend vun Nationalfeierdag an d'Kasär geruff ginn, fir do ze schloufen a sech esou den nächste Moie beschtméiglechst op d'Militärparad vun Nationalfeierdag virzebereeden an eng optimal Organisatioun vun der Arméi hirer Bedeelegung un de Festivitéiten ze garantéieren.

D'Differenz mat de Karriärsmitgliedern ergëtt sech duerch, dass d'Arméi fir gewëssen Evenementer (Nationalfeierdag, Depart fréi moies an e groussen Exercice oder eng Missioun am Kader OMP; dëst kënn an der Moyenne ee- bis zweemol pro Joer vir) d'Zaldote méi enk encadréiert, fir e beschtméiglechen organisatoreschen Oflaf ze garantéieren. Am Fall vun de Kaderen, also de Karriärsmitgliedern, déi de Statut vum Staatsbeamten hunn, ass e méi enk encadréiert net ubruucht.

Den Aarbechtsregim an d'Kompensationen, déi sech och fir d'Militärparad op Nationalfeierdag applizéieren, sinn am Accord relativ au temps de travail et de repos dans l'armée vum 12. Juli 2019 festgehalen.

Wéinst aussergewöhnlechen Dénigschtkonditiounen, wéi am Fall vun Nationalfeierdag z. B., kréien d'Zaldote wéi d'Karriärsmitgliedern 8 zousätzlech Deeg Congé pro Joer. Dëst ass onofhängeg dovunner, ob se bei engem speziellen Evenement engagéiert waren oder net.

Bis op de Fall vu 4 Zaldoten, gouf den Temps minimal de repos tëscht zwee Schaffdeeg agehalen. Fir sämtlech Leit, déi un der Parad deelgeholl hunn, gouf d'maximal Aarbechtzäit agehalen.

Remboursement des séances de kinésithérapie à l'étranger | Question 8131 (05/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir si Fäll zougedroen gi wou Leit, déi ee Kiné am Ausland opsichen, mat laange Remboursementsdelaien bei der CNS an der CMFEP konfrontéiert sinn. Anescht wéi bei der Rechnung vu Kiné mat Praxis zu Lëtzebuerg, muss een dës Rechnung virstrecken a kritt eréischt spéider säi Geld rembouréiert.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

1. Wat ass momentan d'Moyenne vum Delai fir d'Zréckbezuele vun Auslandsrechnungen vu Kinéen? Wéi war den Delai d'lescht Joer ëm dës Zäit?

2. Hännken eventuell Verspéidungen hei mam neie Logiciel zesummen, deen de Minister an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8043 erwäant?

3. Wat kënnen d'Leit maachen, déi schonn e puer Kinésrechnungen agereecht hunn an nach kee Remboursement kritt hunn, fir d'Geld méi séier erëmzekeréieren, wëssend, dass verschidde Leit hei op e puer dausend Euro Remboursement waarden?

Réponse (27/07/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Eng direkt Prise en charge vun de Leeschtungen an der Kinesithérapie ka just zu Lëtzebuerg applizéiert ginn, well dat an der Konventioun tëschent der Gesondheitskeess (CNS) an der Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK) virgesinn ass. Déi Konventioun applizéiert sech net op d'Kinéen am Ausland. Well dës an der Reegel ambulant Traitement sinn, fir déi keng Autorisatioun gefrot gëtt, gëllt de Prinzip vum Remboursement.

Bei der CMFEP läit den Delai fir e Remboursement vun enger auslännescher Kinésrechnung aktuell bei 4-6 Wochen, wat an der Moyenne och dem Delai entsprécht, wann d'Leit ouni Autorisatioun an d'Ausland bei den Dokter ginn. Beim aktuelle Facturationsprogramm, dee fir d'Remboursementer vu Kinésrechnung benotzt gëtt, besteet säit e puer Wochen e Problem, an et gëtt aktuell enger Léisung geschafft. Fir dass d'Rechnungen, déi nach en suspens sinn, awer kënnen traitéiert ginn, gräift d'CMFEP op hiren ale Facturationsprogramm zeréck.

Bei der CNS läit den Delai aktuell bei 3 Méint fir Prestatiounen, déi an Däitschland, der Belsch, Spuenien, Italien, Holland, Portugal oder an der Schwäiz geleescht goufen. Fir Prestatiounen aus Frankräich läit den Delai bei 2 Méint a fir all déi aner Länner bei 2 Wochen. Virun August 2022 louch den Delai, fir d'Kinésrechnungen aus dem Ausland ze bezuelen, bei 2 Wochen. Datt et bei verschidde Länner méi laang dauert, läit un der Quantitéit vun de Rechnungen, déi pro Land erakommen, an un der Komplexitéit vun den eenzelen Dossier. Wann d'CNS eng auslännesch Rechnung kritt, muss se d'Rechnung a verschidde Situatiounen an d'Ausland schécke „pour tarification“. Do kann et och alt emol méi laang daueren, bis d'CNS eng Äntwert kritt.

Déi Elementer, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8043 beäntwert goufen, hu keen Impakt op d'Delaien vun de d'Kinésrechnungen aus dem Ausland.

D'CNS ass sech dem Retard bewosst an huet déi néideg Mesurë getraff, fir dës Retard opzehuelen. Et gëtt awer leider näischt, wat d'Assurée kënnen maachen, fir méi séier rembouréiert ze ginn.

Chantier de la transversale de Clervaux | Question 8132 (06/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Chantier un der Transversale de Clervaux leeft op Héichtouren. Dee leschten Tracé ass an der Ausféierung, dat an engem Gebitt, dat topographesch a geologesch sécherlech net einfach ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froen stellen:

1. Wou ass dee Chantier de Moment drun? Gouf et eventuell Verspéidungen an Iwwerraschungen während der Exekutioun vum Chantier?

2. A wat fir engen Delai kann dës Chantier op een Enn kommen? Huet d'Zäitschinn missen ugepasst ginn?

3. Kann den Här Minister Informatiounen liwweren iwwer déi geplangte Renaturéierung, soubal de Chantier finalizéiert ginn ass?

Réponse (03/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aktuell gëtt un den zwou Brécken „Ouvrage Olegrëndchen“ an „Ouvrage de franchissement de la vallée de la Clerve“, souwéi och un der Stroos mam Rondel op der Nationalstroos N18 zu Clief gesehaft.

Ufank September gëtt dann de Schwaarzbelag op deenen zwou Brécke geluecht. Zesumme mat de Finitioune sollen dës Aarbechte bis zum Schluss vum Joer ofgeschloss sinn. Dorënner falen och sämtlech Réckhaltebecken asw. Och de Stroossebau leeft op Héichtouren a wäert virauszuechten ufanks 2024 fäerdeg sinn.

Effektiv gouf et Iwwerraschungen bei der Materialbeschaffung, déi duerch d'Pandemie an de Krich an der Ukrain entstanen sinn.

ad 2. Virauszuechten soll Ufank 2024 déi lescht Sektions fir de Verkéier opgoen.

ad 3. Wat d'Renaturéierung vun der Klierf ugeet, ass dës schonn zur Hallschent am Beräich vun der neier Stroos realiséiert ginn, woubäi de besteende Verlaf, an Zesummenaarbecht mat der Waasser- an Naturverwaltung, verluecht gouf. Déi zweet Hallschent wäert nom Kollektivongé an Ugrëff geholl ginn.

Primes dans le domaine agricole | Question 8133 (06/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Noteems de Verbuet vum Glyphosat wéinst dem Urteel vun der Cour administrative vum 30. März 2023 nees opgehuewen ginn ass, huet de Landwirtschaftsministère de 27. Abrëll an engem Communiqué matgedeelt, datt fir Betriber, déi bei der aler Landschaftsfleegeprim matgemaach hunn, nees de fräiwëllege Verzicht op de Glyphosat gëllt, dat esoulaang, bis hire Kontrakt ausleeft. An deem Fall kréien si den Topup op der Prim, also eng Entschiedelegung pro Kulturjoer vun 30 Euro pro Hektar Akerland respektiv 100 Euro pro Hektar Uebstbaufläch. Weider heescht et am Communiqué, datt d'Prim réckwierkend op d'Kulturjoren 2020/2021 an 2021/2022 ausbezelt gëtt.

Betriber, déi sech bewosst fir d'Nofolgerprim „Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft“ entsheet haten, obwuel hiren ale Kontrakt nach net un d'Enn vun der 5-Joresperiod ukomm war, kënnen zwar nom Urteel fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten, si kommen allerdéngs net an de Genuss vum Topup. Si kënnen och, genee wéi déi Betriber an der aler Landschaftsfleegeprim, beim Ecoscheme vun de „Big Movers“ matmaachen ouni Ofzuch, ma dës Optioun geet villméi wäit wéi de Glyphosatverzicht an ass och méi schwéier ëmsetzbar.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass de Minister sech bewosst, datt et zu enger Ongläichbehandlung vun de Bauere kënn, déi fräiwëlleg op Glyphosat verzichten, jee nodeems, ob si bei der aler Landschaftsfleegeprim oder bei der Nofolgerprim matmaachen?
• Wa jo, wat wëllt d'Regierung dogéint maachen?

Réponse (21/08/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Urteil vun der Cour administrative huet effektiv notamment als Konsequenz, dass retroaktiv d'Konditione vun der Landschaftspflegeprimm zum Deel erëm retroaktiv applizéiert ginn.

De fräiwëllege Verzicht op de Glyphosat gouf fir d'Kulturjoer 2020 ausgeschafft. Hei war d'Iwwerleeung, de Betriber hir fréizäitig Efforten ze remuneréieren.

2021 gouf d'Zouloossung vum Wirkstoff Glyphosat entzunn.

2022 gouf den neie „Plan stratégique national“ (PSN) ausgeschafft.

Mam Glyphosatverbuert gouf an der Nofollegprimm „Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft“ keng fräiwëlleg Optioun méi oprechterhalen.

Déi nei Mesure vum Verzicht op Big Movers beinhalt de Glyphosat. Dës Mesure geet iwwert d'Ufuerderunge vum ale Plan développement rural (PDR) eraus.

Fir d'Betriber besteet weiderhin d'Méiglechkeet, hiert aalt Engagement an der Landschaftspflegeprimm auslafen ze loossen. Ouni gesetzlech Basis huet de Betrib sech nach zu kengem neie follgende Programm definitiv engagéiert.

Formation professionnelle | Question **8134** (07/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Dem Lëtzebuerger Handwierk feelen a ville Beräicher genuch qualifizéiert Aarbechtskräften. Mat ee Grond dofir ass, dass sech ëmmer manner Schüler fir eng Berufsausbildung decidéieren.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi huet sech d'Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer entwéckelt – opgeschlüsselt no Joer an no de respektiven Diplomer CCP, DAP an DT?

– Wéi huet sech d'Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer entwéckelt – opgeschlüsselt no Joer an no Metier?

Réponse (02/10/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir unzefänke wëll ech präziséieren, dass ech net averstane si mam Lien de causalité, deen déi honorabel Deputéiert mécht tëscht der Penurie u qualifizéiertem Personal an dem Interêt vun de Jonke fir d'Berufsausbildung. D'Lëtzebuerger Économie steet viru groussen demographeschen Erausforderungen an de Lëtzebuerger Schoulsystem mat senge ronn 4.400 Diploméierten (tous niveaux confondus) kann aleng der Penurie net Meeschter ginn, wann ee weess, dass zu Lëtzebuerg all Joer ronn 10.000 nei Aarbechtsplaze geschaf ginn.

No dësem generelle Constat, heidrënner déi gefroten Zuelen.

– Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer, opgeschlüsselt no Joer an no de respektiven Diplomer CCP, DAP an DT:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer, opgeschlüsselt no Joer an no Metier:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Droits politiques des membres de la force publique | Question **8135** (10/07/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Et ass a ville modernen demokratesche Gesellschaften Usus ginn, dass och Membere vun der Force publique (Armée a Police) mat a Wale ginn. Dobäi ass wichteg, dass garantéiert bleift, dass si am Kader vun hire beruffleche Fonctionen eng politesch, philosophesch a reliéis Neutralitéit observéieren, esou wéi dat och an deene pertinente Gesetzer a Reglementer festgehalen ass.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froen stellen:

1. Wéi eng legal Dispositione reegelen hei am Land déi politesch Rechter vun de Membere vun der Force publique?

2. Ass séchergestallt, dass déi Beamten, déi an hirer Fräizäit e politeschen Engagement weisen, doduerch keng berufflech Nodeeler ze fäerten hunn?

Réponse (31/07/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch**, Ministre de la Défense | **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Déi politesch Rechter vun de Bierger a Biergerinnen, an domat och déi vu Membere vun der Police an der Armée, si ganz vir am Kapitel II iwwert d'Rechter an d'Fräiheeten an eiser Verfassung gereegelt. Am Artikel 10 vun eiser Verfassung steet, dass „d'Lëtzebuerger sämtlech politesch Rechter hunn, déi si no de Konditione vun der Verfassung an de Gesetzer ausüben.“

Deemno kann all Agent vum Staat sech politesch engagéieren.

D'Ausübung vun dëse Rechter, esou de Wuertlaut vum selwechte Verfassungsartikel, ënnerläit awer de Konditione, wéi se vun der Verfassung an de Gesetzer festgeluecht sinn.

D'Verfassung selwer reegelt déi sougenannten Onvereenbarkeeten, op déi spéider nach am eenzele verweise gëtt, wann en Agent vum Staat da bis gewielt ass a säi Mandat och ugeholl huet.

Virop rappeliert d'Regierung awer déi spezifesch gesetzlech Bestëmmungen, déi sech op d'Ausübung vun politeschen Engagement vun engem Agent vum Staat a Member vum Policekader bezéien, esou wéi se am Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwer den disziplinaresche Statut vum Policekader festgeschriwwen sinn.

Den Artikel 9 vun dësem Gesetz seet dozou Follgendes:

Art. 9.

„En service, les policiers s'abstiennent de toute manifestation en faveur ou en défaveur d'une quelconque tendance politique.

À l'intérieur des installations de service, toute action de propagande en faveur ou en défaveur d'un parti ou d'un groupe politique est interdite, même en dehors du service.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice au droit des policiers d'échanger librement leurs opinions entre eux.

La présence en uniforme, lors d'une manifestation publique, de policiers n'est autorisée que si les policiers visés sont en service.

Il est interdit aux supérieurs hiérarchiques d'influencer l'opinion politique de leurs subordonnés.“

Den Artikel 11 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique enthält identesch Dispositione fir d'Militär aus der Lëtzebuerger Armée.

Wann den Agent da gewielt gouf a säi Mandat unhëlt, sinn eng Rei Reegelen iwwert d'Onvereenbarkeeten ze respektéieren.

Et ass zum engen, bei de Chamberwale, den Artikel 65 vun der Verfassung, laut deem d'Mandat vum Deputéierten onvereenbar ass mat de Funktiounen vum Regierungsmember a vum Member vum Staatsrot.

Dësen Artikel gesäit awer och vir, dass d'Gesetz weider Onvereenbarkeete ka festleeën:

„Déi selwecht Onvereenbarkeet gëllt fir ëffentlech Aarbechtsplazen a Funktiounen, déi vun engem Gesetz festgeluecht ginn, dat mat der qualifizéierter Majoritéit ugeholl gëtt.“

Do virduro reegelt den 3. Paragraph vum Artikel 66 vun der Verfassung nach generell, dass „D'Persounen, déi vun enger Incompatibilitéit betraff sinn, kënnen tëscht dem Deputéiertemandat an hirer Plaz oder Aktivitéit wielen.“

Fir d'Chamber- an d'Europawale sinn d'Onvereenbarkeeten an den Artikelen 129 an 287 vum Walgesetz (loi électorale modifiée du 18 février 2003) festgeschriwwen, déi virgesinn, dass e parlamentarescht Mandat mat der Qualitéit vun engem Agent vum Staat inkompatibel ass.

Den Artikel 17 vum Staatsbeamtestatut (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) widderhëlt dës Onvereenbarkeet:

Art. 17.

„La qualité de fonctionnaire est incompatible avec le mandat de député. L'acceptation par un fonctionnaire de ce mandat entraîne les conséquences prévues par la loi.“

Fir d'Gemengewale gëtt et spezifesch Onvereenbarkeete fir d'Agente vun der Police, déi net kënnen Member vum Gemengerot ginn. Dëst verbitt den Artikel 11ter vum Gemengegesetz (loi communale modifiée du 13 décembre 1988):

Art. 11ter.

„(1) Ne peuvent faire partie d'un conseil communal : [...]

4. les membres civils et militaires de la direction et du personnel de la Police grand-ducale, hormis ceux des agents qui n'assument pas des fonctions de police ;

[...]“

ad 2. D'Ausüben duerch e Beamte vun der Police an der Armée vun engem politeschen Engagement a senger Fräizäit féiert zu kenge berufflechen Nodeeler an ass duerch déi virdrun erwänten Texter am Detail gereegelt.

Travail et consommation de cannabis | Question **8136** (10/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Dat neit Gesetz zur partieller Legaliséierung vum Cannabis ass an der Chamber ugeholl ginn. D'Toleranzgrenz, fir mat Cannabis hannert dem Steuer ze sëtzen, läit mat 1ng/ml beim klengstméigleche Wäert. Generell kann et Deeg daueren, bis den THC-Taux erëm ënnert déi 1ng/ml fällt. D'Fro stellt sech, wat geschitt, wann eng Persoun den Dag virun der Aarbecht Cannabis konsumméiert an den Dag (oder déi Deeg) duerno dann an een Aarbechtsaccident verweckelt wier.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass eng Persoun, där hiren THC-Gehalt am Blut wéiert 1ng/ml läit, déi awer net op der Aarbecht consommeiert huet, vun der Assurance accident couvréiert?

2. Ass eng Persoun, där hiren THC-Gehalt am Blut iwwert 1ng/ml läit, déi awer net op der Aarbecht consommeiert huet, vu privaten Aarbeitsassurancé couvréiert?

Réponse (24/08/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir op dem honorabelen Deputéierte seng Fro kënnen ze äntweren, muss een als éischt den Énnerscheid maachen tëscht der Ofdeckung vun engem Trajetsaccident an der Ofdeckung vun engem Aarbeitsaccident.

1. Trajetsaccident

Laut dem Artikel 93 vum Code vun der sozialer Sécherheet „est également considéré comme accident du travail celui survenu sur le trajet d'aller et de retour“.

Zäitgläich schléisst de selwechten Artikel 93 d'Prise en charge aus am Fall wou „l'accident de trajet que l'assuré a causé ou auquel il a contribué par sa faute lourde [...]“.

D'Jurisprudenz versteet ënner grousser Noléissegkeet, datt „suppose non seulement une culpabilité personnelle et réfléchie dans le chef de l'assuré, mais également une culpabilité d'un degré de gravité caractérisé, dépassant le cadre des fautes légères usuelles dues à l'inattention et auxquelles tout élément intentionnel fait défaut“.

Wann de Blutwäert un THC méi wéi oder gläich wéi 1ng/ml ass, sinn d'Bestëmmunge vum Code de la route net agehalen. Dowéinst muss dëst am Kader vun der Onfallversécherung als grouss Noléissegkeet ugesi ginn. Des Weidere géif eng Prise en charge an esou engem Fall e Widdersproch duerstellen, wann de Chauffeur am Kader vum Code de la route sanktionéiert gëtt, mä den Onfall vun der Onfallversécherung awer unerkannt a kompenséiert géif ginn.

2. Aarbeitsaccident

Den Artikel 92 vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert den Aarbeitsaccident folgendermoossen: „celui qui est survenu à un assuré par le fait du travail ou à l'occasion de son travail“.

Dësen Artikel accordéiert dem Affër de Benefice vun enger Viraussetzung vun der Imputabilitéit, engersäits, wat d'Verbindung tëscht der Verletzung an dem Accident ugeet, an anerersäits, wat d'Verbindung tëscht der Verletzung an der Aarbecht ugeet. Wann d'Association d'assurance accident (AAA) awer der Meenung ass, datt den Tëscheffall net als Aarbeitsaccident ze betruechten ass, ass et un der AAA selwer, de Géigendeel ze beweisen.

Am Géigesaz zu den Trajetsaccidenter géllt d'grouss Noléissegkeet net fir Aarbeitsaccidenter. Dofir huet d'Jurisprudenz d'Konzept vun engem exzessive Risiko vum Affër an der Leeschtung vu senger beruflecher Aktivitéit entwéckelt. Den exzessive Risiko kann definéiert ginn als „Risiko, deen den normale Risiko vun der Entreprise wäit iwwerschreit“.

Falls erauskënn, op Basis vum Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet, datt de Versécherter ënner Afloss stoung an datt de Konsum vu Cannabis d'Ursach vum Accident war, kann d'AAA d'Prise en charge ofleenen.

Et ass eng Bewäertung vu Fall zu Fall, déi sech op all d'Elementer vum Dossier baséiert.

ad 2. De Ministère vun der sozialer Sécherheet ka keng Elementer op dës Fro liwweren. Dës depas-séiert de Perimeter vun der sozialer Sécherheet an ass ofhängeg vun de jeeweiligen Dispositionen a Kontrakter, déi d'Relatiounen tëscht enger Assurancégesellschaft an der Persoun reegelt, och wat d'Ofdeckung vun de Risiken ubelaangt.

Émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique | Question 8139 (11/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Piraten hunn 2022 de Gesetzesvorschlag N° 8096 deposéiert, mat deem ee Subsid fir negativ Emissionstechnologien soll opgestallt ginn. D'Moosnam 522 vum Klima- an Energieplang (PNEC) gesäit vir, ee Pôle de recherche anzeféieren, deen eng Strategie fir negativ Emissionstechnologien zu Lëtzebuerg soll opstellen:

„Vu l'évidence scientifique indéniable concernant le besoin d'émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique, le Gouvernement est conscient de l'importance du sujet de technologies de carbon capture and utilisation (CCU) respectivement de direct air capture (DAC), et propose ainsi d'analyser le sujet de manière holistique. Idéalement, un pôle de recherche public-privé réunissant les acteurs de la recherche publique et de l'industrie pourra mener une telle analyse, établir une stratégie appropriée et accompagner la mise en œuvre de projets pilotes et le déploiement des technologies retenues.“

Dëse Pôle de recherche soll sech och mat engem eventuelle Subside fir dës Technologie befaassen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Kann den Energieminister scho soen, wéi eng privat Acteuren a staatlech Verwaltungen an Departementer an dësem Pôle de recherche wäerte vertrauede sinn?

2. Wéi eng Departementer am Ministère sinn zoustänneg, fir d'Moosnam N° 522 vum PNEC ze begleeden an ze realiséieren?

Réponse (22/08/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den éierewäerten Deputéierten nennt eng konzeptuell Mesure aus der Mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang (kuerz „PNEC“), deen den 21. Juli am Regierungsrat adoptéiert ginn ass. Dës Versioun vum PNEC gëtt elo, wéi dat vum europäesche Reglement 2018/1999 virgesinn ass, vun der Europäescher Kommissioun analyséiert. An där Zäit konkretiséieren den Energieminister an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zesumme mat hire jeeweilige Services déi méi konzeptuell Mesuren aus dem PNEC. Wa bis eng konkret Propos steet, sinn d'Ministere gäre bereet, dës an den zoustännege Chamberskommissiounen ze presentéieren a mat den interesséierten Deputéierten ze diskutéieren.

Een thematesche Grupp zum Sujet vun negative CO₂-Emissiounen kéint Acteuren aus folgende Secteure beienee bréngen:

- betraffe Ministèren a Verwaltungen;
- lëtzebuergesch Fuerschungsinstituter an eventuell, op Invitatioun, och international Experten;
- well u Konzepter fir Lëtzebuerg geschaff soll ginn, wier et wichteg, Acteuren aus dem Secteur vun den industrielle Prozesser mat inevitable CO₂-Emissiounen, wéi zum Beispill der Klinkerproduktioun an

der Zementindustrie, der Müllverbrennung an der Biomassverbrennung, bei dësem Grupp dobäi ze hunn. Do dernieft kéint et interessant sinn, Acteuren aus der Aviatioun an de Grupp ze invitéieren, well dës Secteur mittel- a laangfristeg op d'mannst zum Deel op nohalteg synthetesch Kraaftstoff wäert ugewise sinn.

Wat d'méiglech Gouvernance vu sou engem Grupp ugeet, géingen d'Ministèren op positiv Erfahrung opbauen, déi iwwer déi lescht Jore bei änlech konzeptueller Aarbecht opgebaut ginn ass, an sech op bewäerte Strukture stëtzen, wéi zum Beispill iwwer de Programm vun den National Centres of Excellence in Research (NCER) beim Fonds national de la recherche (FNR), oder eng Struktur wéi beim Grupp vun der Taskforce H2 Luxembourg, dee sech ëm d'Ëmsetzung vun der Lëtzebuerg Waasserstoffstrategie këmmert.

Travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement | Question 8140 (11/07/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Wann engem Kand säi Geschlecht net kloer festzelleeën ass wéinst variable Geschlechtsmierkmoler, kann et virkommen, datt chirurgesch Agrëffer a medezinnesch Operatiounen un de Geschlechtsorganer vu Mannerjärege virgeholl ginn.

Dëst ass e grouss Problem fir d'LGBTIQ+-Communautéit an ass net am Sënn vun der Selbstbestëmmung vun den transgeschlechtliche Mënschen an der Depathologiséierung vun der Transsexualitéit.

Op meng Fro den 19. Mee 2022 op der Chambertribün no engem Verbuet vun esou Agrëffer bei Mannerjärege, huet d'Madamm Justizministes mir geäntwert, datt un engem entspreche Gesetze-text geschafft géif ginn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministes, un d'Madamm Gesondheetsministes an un den Här Educationsminister stellen:

- Wou sinn d'Aarbechten zu engem entspreche Gesetze-text drun?

- Wéini kann dee Gesetze-projet der Chamber virgeluecht ginn?

Réponse (09/08/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vu datt chirurgesch Agrëffer an Operatiounen un de Geschlechtsorganer vu Mannerjärege ee sensibelt Thema sinn, wollten d'Gesondheets- a Justizminister gemeinsam mam Familljeminister méi Kloeerheit schafen, wéi esou ee Verbuet ausgesi kéint. Et gouf deemno ee Groupe de travail gegrënt, zesumme-gesat aus Vertrieeder vun deenen 3 Ministèren, fir ee Gesetze-text auszuschaffen. Well een awer gesinn huet, dass et net sou evident ass, wéi sou ee generell Verbuet per se sollt gesetzlech definéiert ginn, hunn déi 3 Ministèren am Fréijoer eng Reunioun vun Experten an deem Beräich organiséiert. Et waren esouwuel Doktere wéi och Psychologen an d'ASBL Intersex&Transgender Luxembourg an der Reunioun vertrauden. Een Expert aus dem Ausland, dee fréier esou Agrëffer gemaach huet, gouf och gehéiert.

Déi Reunioun war extrem hëllefriich an huet gewisen, dass jiddereen sech der Problematik bewusst ass an dass vill Leed duerch oniwierluechten an onnëtz Operatiounen an Agrëffer entsteet. Jiddereen ass

d'accord mam Prinzipp, dass esou Agrëffer an Operatiounen verbuede solle ginn. Wat awer elo genee vun Agrëffer oder Operatiounen ënnert de Verbuet soll falen, do ginn d'Meenungen ausserneen.

De malteesesche Modell, deen ee generell Verbuet virgesäit, awer och d'Schafung vun engem Gremium, dat „au cas par cas“ kuckt, ob net awer en Agrëff justifiéiert ass, wann d'Elteren dat befürworten, kéint eventuell eng pragmatesch Léisung sinn.

Et wäert allerdéngs d'Aufgab vun der nächster Regierung sinn, ee Gesetzestext ze verfaassen an an d'Prozedur ze ginn.

.....

Livraisons d'armes à sous-munition | Question **8141** (11/07/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Les autorités gouvernementales des États-Unis ont récemment annoncé leur décision de fournir des armes à sous-munitions au Gouvernement ukrainien. Ces armes sont bannies par une très large majorité de la communauté internationale à cause de leur caractère particulièrement inhumain et des risques qui en émanent pour la population civile encore longtemps après leur emploi. En effet, selon Handicap International, les civils représentent 97 % des victimes recensées. Ceci parce que jusqu'à 40 % des sous-munitions n'explorent pas quand elles touchent le sol et qu'ainsi, des zones entières deviennent inhabitables, entravant la reprise de la vie sociale et économique après les combats.

La Convention sur les armes à sous-munitions de 2008, qui compte 123 États parties dont le Luxembourg, interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette catégorie d'armes et prévoit leur enlèvement et leur destruction. En vertu de l'article 1^{er} de la convention précitée, le Luxembourg s'est engagé à ne jamais, en aucune circonstance, (a) employer d'armes à sous-munitions ; b) mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, des armes à sous-munitions ; (c) assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la Convention.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois approuve la livraison d'armes à sous-munition des États-Unis à l'Ukraine ? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement a fait part de sa désapprobation au Gouvernement états-unien ou a thématiqué le sujet dans les instances de l'OTAN ou encore de l'UE ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'assurer que toutes les dispositions de la Convention sur les armes à sous-munitions sont respectées par le Luxembourg, notamment en ce qui concerne l'interdiction de stocker ou de transférer ces armes ?

3) Est-ce que le Gouvernement s'engage à fournir de l'aide à l'Ukraine en matière d'assistance des victimes et de dépollution des zones contaminées, tels que prévu par l'article 6 de la convention précitée ?

Réponse (03/08/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Gouvernement prend note de cette récente livraison d'armes à sous-munitions, qui s'inscrit dans le contexte du soutien des États-Unis à l'Ukraine qui se défend contre l'agression par la Russie. Le Luxembourg respecte ses engagements envers la Convention sur les armes à sous-munitions, dans l'élaboration de laquelle

il s'est activement impliqué au moment des négociations, et œuvre à l'universalisation de la convention. En tant qu'État partie à la convention, le Luxembourg ne peut pas approuver une livraison d'armes à sous-munitions.

La décision de livrer des armes à sous-munitions est une décision souveraine des États concernés par cette livraison, qui n'ont pas signé la Convention sur les armes à sous-munitions.

ad 2) Oui. Le Luxembourg applique à la lettre la Convention qui interdit la production, l'usage, le stockage et le transfert de telles armes.

ad 3) Oui. Le Gouvernement luxembourgeois soutient activement l'Ukraine sur le plan humanitaire, militaire et politique. Le Luxembourg s'engage par le biais de contributions financières à des projets internationaux qui fournissent de l'assistance aux victimes et participent à la dépollution des zones contaminées. De plus, les autorités luxembourgeoises sont activement impliquées dans la formation et l'envoi de chiens de déminage en Ukraine.

.....

Logement abordable | Question **8143** (12/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Regierung schwätzt oft driwwer, wéi de Budget fir abordabele Wunnraum ëmmer erëm no uewen ugepasst gëtt. D'ëffentlech Bauträger ginn der Demande no abordablem Wunnraum awer net gerecht an esou stinn Dausende Leit zënter Joren op de Waardelëschten, ob bei der SNHBM, dem Fonds du Logement (FDL) oder aneren Organisatiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sozialwunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

2. Wéi vill abordabel subventionéiert Wunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

3. Wéi vill abordabel net subventionéiert Wunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

4. Wéi vill Leit stinn zënter 2018, opgeschlësselt pro Joer, op enger Waardelëschten fir eng ëffentlech Wunneng
– bei der SNHBM,
– beim FDL,
– bei de Gemengen,
– bei anere Bauträger (falls d'Regierung dës Informatioun besëtzt)?

5. Wéi vill Leit op de Waardelëschten kruten zënter 2018, opgeschlësselt pro Joer, eng ëffentlech Wunneng (Locatioun oder Kaf)

- bei der SNHBM,
- beim FDL,
- bei de Gemengen,
- bei anere Bauträger (falls d'Regierung dës Informatioun besëtzt)?

Réponse (19/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Wéi op d'parlamentaresch Fro Nummer 3879 an och dono scho geäntwert gouf, kennt de Ministère du Logement am Moment just d'Zuel vun de locative Wunnengen, déi vum Fonds du Logement an der SNHBM all Joer fäerdeg gebaut ginn, dëst opgrond vun de Joresberichter vun dësen zwou Wunnengsbaugesellschaften.

Dat rezent gestëmmt Gesetz vum 7. August zum erschwéngleche Wunnen huet dem neie Regëster vun den erschwéngleche Wunnengen zwar eng legal Basis ginn, soulaang de Regëster awer nach net en place gesat gouf, ass et leider net méiglech, détailléiert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro ze äntweren.

.....

Terrains constructibles appartenant à l'État | Question **8144** (12/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Logementsministère huet rezent säi järelechen Aktivitéitsrapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement présenté, wou eng Rëtsch interessant Zuelen drastinn. De Rapport weist, wéi vill méi Wunnenge vum Staat an deene leschte Jore gebaut goufen. De Rapport gëtt awer aktuell keen Iwwerbléck dorüwwer, wéi schnell de Staat an d'ëffentlech Hand (Gemengen, ëffentlech Promoteuren asw.) hir Baulandreserven notzen, wéi mer schonns a menger parlamentarescher Fro N° 7242 opgefall war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar Bauland sinn am Besëtzt vum Staat an der ëffentlecher Hand?

Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi vergaange 5 Joer (opgelëscht pro Joer) entwéckelt?

2. Wéi vill Hektar Wunnraum (Appartementer & Haiser) sinn am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand? Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi vergaange 5 Joer (opgelëscht pro Joer) entwéckelt?

3. Wéi vill Hektar Bauland, am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand, ginn aktuell bebaut?

4. Wéi vill Hektar Bauland vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand sinn nach net bebaut? Fir wéi vill Hektar Bauland am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand läit nach kee PAP vir? Fir wéi vill Hektar Bauland am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand sinn, Stand haut, nach keng Baugeneemegungen ugefrot ginn?

5. Wéi vill Hektar Bauland goufen an de vergaangene 5 Joren (opgelëscht pro Joer) vum Staat an der ëffentlecher Hand opkaf a verkaf?

Réponse (19/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

ad 1. Tëschent 2020 an 2022 ass dat fräit Bauland erhuewe ginn an 2023 ass op Basis vum Loftbild vun 2022 eng Aktualisatioun gemaach ginn.

Wann een um Parzellenniveau kuckt, wéi d'Bauland tëschent de Besëtzer verdeelt ass, da gesäit ee Follgendes:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wann ee méi am Detail kuckt, wéi déi 5.707 ha Bauland fir Wunnzwecker opgedeelt sinn, gesäit ee Follgendes:

Déi 621 ha Bauland en ëffentlecher Hand entsprechen ongeféier 10,9 % vum gesamte vakante Bauland am Perimeeter a 14,5 % vum gesamte vakante Bauland fir Wunnzwecker. Dogéint gehéiere Privatpersounen 63,9 % vum vakante Bauland fir Wunnzwecker an 19,1 % dovunner gehéiere private Firmen.

Méi Detailer zu dëser Analys fannen sech an der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat.

Déi eenzeg Daten, déi virleien, baséieren sech op d'Period 2020–2021. Zu deem Zäitpunkt ware just 89 Gemengen am Kader vu Raum+ a Betruecht geholl ginn. Zudeem ass d'Erhiewungsmethod liicht ugepasst ginn, wat d'PAP-NQ-Zonen ugeet, déi elo integral integréiert gi sinn. Dowéinst weisen d'Zuelen net d'Evolution tëschent deenen zwou Erhiewungen, a sinn an deem Sënn net direkt vergläichbar.

Wann ee fir 2020–2022 déi selwecht 89 Gemenge géif huele wéi fir 2020–2021, da kéim een op 566 ha Wunnbauland, dat an ëffentlecher Hand ass, fir déi 89 Gemengen (amplaz vu 621 ha fir déi 102 Gemengen). 2020–2021 waren et fir déi selwecht 89 Gemenge 505 ha.

Grondsätzlech kann ee soen, dat den Undeel un der ëffentlecher Baulandreserv iwwert d'Joren an d'Luucht gaangen ass opgrond vun der aktiver Fonciersstrategie, déi d'Regierung en place gesat huet. Esou ass den Undeel vu ronn de 7,8 % am Joer 2013 op 14,5 % am Joer 2022 geklommen.

ad 2. Wa mat „Hektar Wunnraum“ net d'Wunnflächen gemengt ass, mee den Terrain, dee fir Wunnzwecker nom PAG klasséiert ass, da si ronn 870 ha Flächen am Besët vun der ëffentlecher Hand. Et handelt sech heibäi ëm Parzellen, déi nom PAG als Zone d'habitation oder Zone mixte klasséiert sinn, woubäi an enger Zone mixte och nach aner Nutzungen niert Wunnen erlaabt sinn. Hei ass och nach ze bemierken, datt fir eng Rei Gemengen – déi nach keen approvvierte PAG mouture 2011 hunn – de Projet vum PAG („PAG en procédure“) als Basis fir dës Auswärtung geholl ginn ass (genau esou wéi och am Kader vum Projet Raum+).

ad 3. Et gëtt keng zentral Erhiewung vun de Baugeneemungen an de Chantiere fir déi genannten Acteuren. Op Basis vu Raum+ ginn awer Donnéeën erhewen, déi et wäerten erlaben, op dës Froen ze äntwerten.

Well et am Moment awer nach keen, fir all Gemeng eenheetlechen, Historique an der Erhiewung vun den Donnéeën gëtt, wäert et eréischt méiglech sinn, op dës Fro ze äntwerten, no der Fortschreibung an der Auswärtung vun der nächster Erhiewung.

ad 4. Wann een um Niveau vun den eenzele Parzelle kuckt, sou wéi se an der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat behandelt gi sinn, sinn am Ganze 621 ha Wunnbauland an ëffentlecher Hand. Vun deenen ass am Ganzen op 144 ha ee PAP akzeptéiert ginn. 47 ha dovunner gehéiere Gemengen, 15 ha dem Staat an 82 ha de Fongen. Dat heescht, datt op 477 ha Wunnbauland an ëffentlecher Hand nach kee PAP akzeptéiert ass. Dorënner falen och déi Flächen, wou um PAP geschafft gëtt. Et ass ze betounen, datt bei der Entwécklung vun engem Projet dacks vill Propriétaire bedeelegt sinn, an déi ëffentlech Hand an deem Fall

op aner Propriétaires ugewise ass, fir den Terrain ze entwéckelen.

Et gëtt keng zentral Erhiewung vun de Baugeneemungen fir déi genannten Acteuren, dofir leie keng Zuele vir.

ad 5. Dës Fro ass net eendäiteg ze beäntweren.

Engersäits keeft de Staat och Deeler vu bebaubaren Terrainen, fir herno Stroossen oder aner Infrastrukturen drop ze bauen. Dernieft keeft de Staat och als BEP klasséierten Terrain op, deen zwar als Bauland klasséiert ass, awer net fir Wunnzwecker.

An de leschte fënnf Joer goufen iwwert de Fonds spécial ronn 12 ha Bauland kaf, déi fir Wunnzwecker genotzt wäerte ginn. Den Detail zu dësen Acquisitioune fannen sech am Rapport vum Fonds spécial op Sait 25.

Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco | Question 8145 (12/07/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déli Lénk)

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, je me permets de revenir sur votre réponse à la question 4 de ma question parlementaire numéro 8000 du 17 mai 2023.

1) Combien de personnes sont bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergés dans la structure et ayant un engagement avec l'ONA qui expire ou qui a expiré ?

2) Combien de personnes sont des personnes déboutées hébergées dans la structure ?

Réponse (26/07/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En date du 15 juillet 2023, l'Office national de l'accueil hébergeait 50 bénéficiaires de protection internationale (BPI), dans la structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale « Don Bosco », comme suit :

Engagement expiré en 2019 : 1 dossier (1 personne)
Engagement expiré en 2021 : 6 dossiers (8 personnes)
Engagement expiré en 2022 : 15 dossiers (21 personnes)

Engagement expiré en 2023 (avant la fermeture de la structure d'hébergement en décembre 2023) : 14 dossiers (20 personnes)

ad 2) En date du 15 juillet 2023, il y avait une seule personne déboutée hébergée dans la structure.

Convention entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le TICE | Question 8146 (12/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Schreiwees vun der Personalverriedung vum TICE geet ervir, dass de Mobilitétsministère déi bestoend Konventioun mam TICE net wéilt verlängeren, wouduerch d'Participatioun bei verschiddene Käschte beim TICE no 2024 net méi géif gedroe ginn. Et steet notamment d'Gerücht am Raum, dass verschidde Buslinien dann net méi kéinte funktionéieren, wat een Impakt fir den ëffentlechen Transport an de betroffene Gemenge géif duerstellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Mobilitétsministère bestätegen, dass aktuell Gespréicher mam TICE amgaange sinn?

2. Wat erwaart sech de Mobilitétsministère vun der neier Konventioun?

Wat fir Punkte wéll ee vusäite vum Mobilitétsministère duerchsetzen?

3. Wäert de Minister dofir suergen, dass all d'Buslinne beim TICE, wéi se aktuell bestinn, bäibehale ginn? Falls nee, wéi eng Kierzungen si geplangt?

Réponse (20/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zënter Dezember 2022 huet eng Delegatioun vu mengem Ministère an der Administration des transports publics sech dräimol mat de politesche Vertriieder vum TICE getraff. D'Verhandlungen ware ganz konstruktiv. De Minister selwer huet den 18. Abrëll 2023 den OGB-L/Landesverband getraff, fir iwwert d'Zukunft vum TICE ze schwätzen. Och dës Reunioun ass ganz positiv ofgelaf.

D'Regierung an den TICE si sech eens, datt d'Südregioun sech verännert an datt den ëffentlechen Transport dëser Metamorphos Rechnung droe muss.

Fir nëmmen ee Beispill ze ginn: Déi ëmmer méi grouss Mobilitétsbedürfnisser vun de Grenzpendler, déi am Süde schaffen, erfuerden d'Kreatioun oder d'Verlängerung vun enger Rei Buslinien, fir dese Fluxen eng Alternativ zum Privatauto ze bidden an d'Stied am Süde soumadder ze entlaaschten.

Laut den Analyse vum nationale Mobilitétsplang 2035 mussen CFL, RGTR, Luxtram an TICE bis 2035 zesumme fir 70.000 zousätzlech Reese pro Aarbechtsdag am Süde suergen. D'Organisatioun vum ëffentlechen Transport muss an den nächste Jore weesentlech änneren, fir de Mobilitétsufuerderung vun der Zukunft am beschten ze entsprechen. Dat bedeit ee massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport an der Südregioun.

Dat erfuert awer och ënner anere eng Weiderentwicklung vum aktuelle Busreseau a virun allem eng nei Verdeelung vun Aufgaben tëscht dem TICE an dem RGTR.

Am Kader vun dëser Reorganisatioun vum Reseau, an deem den TICE zanter den éischte Studien involvéiert ass, hunn ech als Minister ëmmer ënnerstrach, datt keng Aarbechtsplazen am interkommunale Syndikat TICE a Gefor sinn. Dat wier e komplett falscht Bild bei deene monumentalen Aufgaben, déi am Süden op den ëffentlechen Transport waarden.

Mat dëser Reorganisatioun soll ënnerstrach ginn, datt den TICE an Zukunft eng droend Roll bei der Entwécklung vum Süden spillt.

Den aktuellen Accord huet misse resiliéiert ginn, well e sech op RGTR-Kontrakter bezunn huet, déi elo net méi a Kraaft sinn. Ech hat den TICE schon am November 2022 op d'Noutwennegheet vun dëser Kënnegung higewise, duerno hunn d'Diskussiounen ugefaang, fir d'Aféierung vun engem neien, verbesserten Dräi-Jores-Kontrakt ab Januar 2025 ze erméiglechen. Dësen Accord gesäit eng etappeweis Êmssetzung vum neie Buskonzept vir.

De staatlechen Deal vun der Finanzéierung vum TICE ass bis den 31. Dezember 2024 ënner den aktuelle Konditioune gesécher. Soubal deen neien TICE-Verwaltungsrot, deen aus de Gemengewalen am Juni 2023 ervirgeet, konstituéiert ass, kënnen d'Verhandlungen am Hibleck op den neien Accord weidergoen. Duerno bleift et un der neier Regierung, ee Gesetzprojet iwwert d'Finanzbedeelegung virzobereeden, deen eng staatlech Finanzéierung vu sënnavolle Buslinien am Süde bis 2027 garantéiert.

Et gëtt also kee Grond, sech Suergen iwwer TICE-Mataarbechter ze maachen. Am Géigendeel, de Süden huet sech zu enger dynamescher Regioun mat enke Verbindungen mam noen Ausland entwéckelt, an den TICE, als interkommunalen Transportsyndikat muss



der Region hëllef, dës Dynamik och a geuerdent Bunnan ze lenken.

Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram | Question 8147 (12/07/2023) de Mme Diane Adehm | M. Marc Lies (CSV)

Am Finanzéierungsgesetz iwwert de Bau vum Tram vun der Gare op de Kierchbierg ass festgehal ginn, dass Geschäftsleit, déi laanscht de Chantier vum Tram leien, géife finanziell entschidedgt ginn, wann et duerch de Bau bei hinnen am Geschäft zu finanziellen Abousse géif kommen.

Am Exposé des motifs zum Projet de loi 6626 war dozou Folgendes ze liesen: „La mise en œuvre de la première ligne de tram doit également s’accompagner de mesures visant à prendre en compte les conséquences de sa réalisation. Aussi est-il retenu le principe d’une indemnisation amiable des commerçants riverains. Pour ce faire, une commission d’indemnisation devrait être mise en place dont le but est d’examiner les revendications des professionnels implantés dans un périmètre à définir autour du couloir de passage du tram et qui subirait une perte financière significative sur leur marge commerciale brute. L’examen des dossiers relèvera de critères prédéfinis et il sera suivi d’une proposition d’indemnisation de la part de la commission ad hoc soumise à l’accord de Luxtram, maître d’ouvrage, qui en assumera ensuite la charge financière.“

An der Fiche financière vum Gesetzestext ass ënnert dem Punkt „Divers et imprévus“ dann och een entspriedende Budget fir ënnert anerem d’Entscheidung vum de „commerçants riverains“ virgesinn. Dëse Punkt vum der Indemnisioun stoung och an de Fiches financières vum de Gesetzestext iwwert Tramserweiderung vum der Gare op Cloche d’Or respektiv vum der Luxexpo op de Flughafen Findel.

De 14. September 2017 huet de Conseil d’administration vu „Luxtram SA“ d’Schafe vum engem Comité d’indemnisation decidéiert, deen sech ëm Entschiedegunge fir Commerçanten um Tronçon Gare–Luxexpo këmmert.

D’Bauaarbechten um Tronçon Module central vum der neier N3 sinn zanter geraumer Zäit amgaang a bewierken eng Rëtsch Spärungen an der Rue Orchimond, am Rangwee an an der Rue des Scillas. D’Geschäftsleit an deem Beräich vum den Aarbechten hu bedéngt duerch de laangwierige Chantier mat beträchtlechen Ausfäll ze kämpfen.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

- Ass de Comité d’indemnisation och responsabel fir Entschiedegunge fir Commerçanten um Tronçon Gare–Cloche d’Or respektiv Luxexpo–Flughafen?
- Wéi vill Dossiere vu Geschäftsleit si bis haut beim Comité d’indemnisation agereecht ginn?
- Kann den Här Minister eng Opschlëssung pro Tronçon ginn?
- Wéi vill Dossiere sinn acceptéiert gi respektiv si vum Comité ofgeleent ginn? Wat sinn d’Grënn vum den Ofleenungen?
- Wéi vill Sue si bis haut un Entschiedegungen ausbezueelt ginn?
- Ginn déi an de jeeweilige Finanzéierungsgesetzter opgesate Budgeten duer, fir d’Entschiedegunge vum de „commerçants riverains“ vum den Tramschantieren ofzeddecken?

Réponse (03/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Comité d’indemnisation, dee presidéiert gëtt vum enger Magistratin, huet insgesamt 56 Dossiere vu Geschäftsleit traitéiert an 315.519,28 Euro un déi jeeweileg Societäten iwwerwisen.

De Comité huet sech eng gemeinsam Reegel gi fir d’Perten, déi während dem Chantier vum Tram vun de Geschäftsleit gemaach goufen, zu 50 % ze iwwerhuelen.

Insgesamt goufen 18 Aiden accordéiert, 11 sinn nach amgaang evaluéiert ze ginn. D’Hauptgrënn, firwat 27 Dossieren ofgeleent goufen, waren:

- de Betrib huet keng Perte gemaach während dem Chantier,
- d’Geschäft louch net um Chantier vum Tram,
- d’Geschäft ass opgemaach gi während dem Tramschantier.

Ee Budget fir Indemnisioune gouf just fir d’Finanzéierungsgesetz vum Tram tèschent der Gare a Luxexpo vum der Chamber votéiert. Am Finanzéierungsprojet fir d’Verlängere vum Tram op de Findel an op d’Cloche d’Or goufe keng Indemnisioune virgesinn.

Et gouf kee spezifesch Budget oder eng spezifesch Opschlëssung fir d’Indemnisioune am Finanzéierungsgesetz fir de Bau vum Tram tèschent Luxexpo an der Gare centrale. D’Indemnisioune goufen aus der Gesamtbauzomm vum Gesetz ausgeschott.

Réorganisation du TICE | Question 8149 (13/07/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Aus engem Schreiwes vum Minister fir Mobilitéit un d’Personaldelegatioun vum TICE geet ervir, dass déi bestoend Konventioun bis 2024, tèscht dem TICE an dem Ministère fir Mobilitéit, net méi verlängert gëtt.

Wëssend, dass den TICE ee vun deenen eelste Syndikater zu Lëtzebuerg ass, bedauert d’Personaldelegatioun vum TICE an engem Schreiwes u seng Mataarbechter, dass am Süde verschidde Linnen unhand vum der neier Konventioun an Zukunft net méi subventionéiert wäerte ginn. D’Konsequenzen dovunner wäere gravéierend. Déi syndikiert Gemenge missen déi zousätzlech Käschte selwer droen, wat logescherweis dozou féiert, dass Aarbechtsplaze kéinte gestrach ginn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

- Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir ze evitéieren, dass d’Gemengen op de Käschte sëtzebleiwen?
- Wéi wéll de Minister evitéieren, dass Aarbechtsplaze musse gestrach ginn?
- Wat fir aner Konsequenzen huet déi nei Konventioun fir d’Gemengen, d’Personal an d’Clienten?

Réponse (02/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D’Ausso, dass d’Konventioun tèschent dem TICE an dem Staat net méi verlängert gëtt, ass falsch. Et soll eng nei Konventioun ausgeschafft ginn, well d’Referenzen an der aler Konventioun zum RGTR no senger neier Ausschreiwung net méi stëmmen an d’Remuneration vum Staat un den TICE sech muss dem Budgetgesetz konforméieren.

Wéinst der aktueller Suerg am interkommunale Syndikat TICE, hunn ech den 19. Juli 2023 Vertrieeder vun der Personaldelegatioun vum TICE getraff.

All Participanten hunn ënnerstrach, dass den TICE weiderhin eng wichteg Roll bei der Reorganisatioun vum effentlechen Transport am Süde muss spillen.

Ech hunn de Gewerkschaftsvertrieeder verséichert, dass mer keng Aarbechtsplaze géifen ofbauen oder d’Zuel vun de gefuerene Kilomeeter vum TICE géife reduzéieren. Mir sollten eis awer zesumme Gedanke maachen, fir an Zukunft nach besser op d’Mobilitätsbedürfnisser vum der Südregioun ze reagéieren an e kohärent effentlecht Transportnetz ze plangen.

Et gouf betount, dass d’Personaldelegatioun an Zukunft aktiv un der Entwécklung vum neie Buskonzept fir d’Regioun Süd soll deelhuefen. D’Konzept kéint also vun der Expertis vum de Chauffeure profitéieren an d’Mëssverständnesser kënnen an Zukunft direkt während de jeeweilegen Aarbechtssätzungen aus dem Wee geraumt ginn.

D’Zil ass et, bis Enn des Joers iwwer e globaalt Konzept eens ze ginn, an déi zukünfteg Buslinien ze definéieren, déi vum TICE bedriwwen ginn. D’Remuneration pro gefuerene Kilomeeter fir den TICE souwéi de Präis pro Aarbechtsstonn wäert d’Theema vum engem Finanzéierungsgesetzprojet sinn, dee vun der nächster Regierung op Basis vum engem validéierte Konzept deposéiert gëtt.

Ech wéll an deem Kontext och op meng Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen (8146) verweisen.

Bornes pour voitures électriques « Chargy » | Question 8150 (13/07/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Méi wéi 700 effentlech Luedstatioune sti méttlerweil zu Lëtzebuerg den Notzer vun Elektro- a Plug-in-Hybridgefierer zur Verfügung. Fir als Notzer um Chargy-Netz kënnen ze lueden, brauch ee just ee Kontrakt mat engem Service-Ubidders ofzeschlëssen, mat deem een dann Accès zu alle Luedstatioune vum Chargy-Netz kritt.

Laut mengen Informatiounen wier rezent de Produzent vun de Bornë vum Chargy-Netz Faillite gaangen. Dës Situatioun géif eng sëllege Froen opwerfen, nottamment a Saache Maintenance vum der Infrastruktur, awer och um Niveau vun den Netzbedriewer vun de Statioune, vum de Service-Ubidders respektiv den Notzer vum Chargy-Netz.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren?
2. Wa jo,
 - wéi soll den Netzbedriewer, an deem Fall Creos, an Zukunft den Entretien vum der bestoender Infrastruktur assuréieren kënnen?
 - ass den Austausch vum den Daten tèschent dem „charge point operator“, ergo dem Netzbedriewer an dem „emobility service provider“ weiderhi séchergestellt, Austausch, deen ee brauch, fir zum Beispill d’Facturation kënnen ze maachen?
 - wéi laang ass séchergestellt, dass de Service weiderhin assuréiert gëtt?
 - wéi héich ass de Risiko, dass een net méi op de Borne ka lueden?
 - wier duerch dës Faillite mat zousätzleche Käschte fir de Staat ze rechnen? Wéi eng Käschte kéinten op de Staat duerkommen an a wéi enger Héicht? Riskéiert den Chargy-Notzer méi héich Käschten, fir säi Stroum mussen ze bezuelen?
3. Wéi eng Konsequenzen hätt dës Faillite generell op Notzer vun den Chargy-Luedstatioune?

4. Wat wieren d'Konsequenze vu sou enger Faillite fir d'Service-Ubidders?

Réponse (03/08/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Marché fir d'Liwierung a Maintenance vun den Chargy-Bornen an dem zentrale Supervisiounssystem vum Chargy ass no enger Ausschreibung 2016 un eng Association momentanée vun zwou Firmen attribuëiert ginn. Bei enger vun dese Firmen huet et sech ëm Powerdale gehandelt. Powerdale, déi d'Bornen hiergestallt huet, an den zentrale Supervisiounssystem bereetgestallt huet, ass effektiv säit dem 27. Juni 2023 an der Faillite.

ad 2. De Volet vum Entretien vun de Bornë war vun Ufank un duerch déi aner Firma aus der Association momentanée ofgedeckt, déi hir Engagementer weiderhi ganz normal erfëllt. D'Maintenance vun de Bornen ass also weiderhi garantéiert.

– D'Encevo huet, wéi se de 17. Juli per Communiqué matgedeelt huet, d'Plattform „Nexthmove“ vu Powerdale iwwerholl. D'Encevo iwwerhëlt domat och déi kontraktuell Obligatiounen vu Powerdale vis-à-vis vun deenen Netzbedréiwer. Domat ass de Betrieb vun der Nexthmove Plattform, déi och deen Austausch vun Daten am Chargy-System geréiert, geséichert.

– Op Nofro hin ass ons matgedeelt ginn, dass d'Kontrakter aus der Ausschreibung vun 2016 esou geschriwwen waren, dass den Datenaustausch am Chargy-System och am Fall vun enger Faillite vu Powerdale konnt vu Creos weider bedriwwen ginn. Duerch d'Reprise vun der Plattform duerch Encevo an d'Weiderbedreiwe vun der Plattform duerch eng Duechterfirma vun Encevo ass et allerdéngs wéi uewe beschriwwen net noutwenneg, dës Solutioun unzewinnen.

– Creos huet op Nofro hi bestätegt, dass si dese Risiko als quasi negligabel aschätzen.

– Fir de Lëtzebuurger Staat wäerten duerch dës Faillite keng Käschten entstoën. Och op de Luedpräis op der Born wäert dës Situatioun laut Ausso vu Creos keen Impakt hunn, well d'Kontrakter wéi uewe beschriwwen weider lafen.

ad 3. Duerch déi Solutioun, déi elo fonnt gouf, wäert d'Faillite keng Repercussiounen op d'Notzer vun der Chargy Luedinfrastruktur hunn.

ad 4. Och fir d'Fournisseurs de service de charge (FSC) wäert dës Situatioun keen direkten Impakt hunn. Duerch d'Reprise vun der Plattform duerch Encevo wäerten och déi FSC, déi selwer Client bei Powerdale waren, hir Servicer ganz normal kënne weider ubidden.

Campagne de sensibilisation sur la finance durable | Question 8151 (13/07/2023) de **M. François Benoy** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Du 1^{er} mars au 15 avril, le Ministère de la Protection des consommateurs, conjointement avec la Fondation ABBL pour l'éducation financière, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) ont mené une campagne de sensibilisation sur la finance durable. Selon un communiqué du ministère du 28 avril, la « campagne vise notamment à aider les consommateurs à prendre des décisions plus éclairées sur leur façon d'investir. [...] Globalement, cette campagne nationale de sensibilisation peut aider les consommateurs à mieux comprendre la finance durable et à faire un choix conscient d'investissement dans des produits durables. »

Le 16 mai, le ministère a tiré un bilan positif de la campagne, en concluant notamment que le nombre de recherches sur Google des internautes résidents luxembourgeois sur le thème de la finance durable a quadruplé pendant la campagne.

Or, il y a aussi de vives critiques par rapport à la campagne, notamment de la part de la société civile. En effet, force est de constater que le site mis en place dans le cadre de la campagne (www.finance-durable.lu) se concentre surtout sur la mise en valeur de la considération de critères ESG lors de décisions d'investissement, sans pour autant renseigner les consommateurs sur les risques de « Greenwashing » ou « Socialwashing » y associés. Se pose ainsi la question si la campagne ne risquait pas d'induire les consommateurs en erreur sur le vrai impact carbone et social de certains investissements.

En effet, la prise en compte de critères ESG ne garantit pas nécessairement un impact carbone moindre. Citons en guise d'exemple une étude récente menée par le plus grand gestionnaire de données ESG, qui a dévoilé que parmi plus de 500 fonds d'investissement ESG analysés, un fonds sur sept avait un impact carbone supérieur à la moyenne de tous les fonds répertoriés dans la base de données.

Au vu de ces constats, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre des Finances :

1) Dans quelle mesure la campagne en question a-t-elle pris en compte les points soulevés ci-dessus concernant les limites de la prise en compte de critères ESG en ce qui concerne le vrai impact carbone des investissements et plus précisément le renseignement des consommateurs.trices sur les risques de « Greenwashing » ou « Socialwashing » ?

2) Les ministres sont-elles d'accord avec le constat que la simple prise en considération de critères ESG n'équivaut pas à une approche d'investissement véritablement durable ?

3) Dans ce contexte, comment la campagne et le site web y associé ont-ils fourni aux consommateurs.trices les moyens nécessaires pour qu'ils.elles soient en mesure de rechercher et identifier la soutenabilité d'un produit financier au-delà de la simple considération de critères ESG ?

4) Les ministres envisagent-elles le cas échéant mener à l'avenir des campagnes de sensibilisation en matière de finance durable tout en prenant en compte les points soulevés ci-dessus ? Qu'amélioreraient-elles concrètement lors d'une future campagne ?

5) Quelle est la participation financière de l'État en faveur de la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

Réponse (11/08/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

Les honorables Députés s'enquièreent sur la campagne de sensibilisation sur la finance durable à laquelle a notamment participé le Ministère de la Protection des consommateurs.

Comme il ressort de la réponse à la question parlementaire 7891, les différents porteurs de la campagne ont voulu rebondir sur les résultats du sondage de l'ILReS et du constat du « Nouvel agenda du consommateur » pour inviter le public à s'intéresser davantage au sujet de la finance durable.

Sachant que les limites inhérentes à une campagne de sensibilisation ne permettent pas de présenter de manière détaillée tous les aspects d'une thématique donnée dont le citoyen a besoin pour s'informer de façon

ciblée sur un sujet, la démarche l'invitait justement à s'orienter vers les professionnels du secteur financier qui, selon les règles applicables en la matière, pouvaient fournir les renseignements selon le cadre réglementaire applicable tel qu'énoncé dans la deuxième partie de la réponse à la question parlementaire 7891.

L'investissement ESG, tout en englobant une approche plus large visant à protéger un portefeuille contre les risques opérationnels ou de réputation, est fondamentalement aligné sur les principes de l'investissement durable. Bien que l'objectif premier de l'investissement ESG puisse initialement sembler être l'atténuation des risques, l'intégration des facteurs ESG favorise intrinsèquement la durabilité. L'intégration des facteurs ESG dans les décisions d'investissement contribue à la durabilité à long terme en promouvant des pratiques commerciales responsables, en atténuant les risques liés aux défis de la durabilité et en encourageant un impact positif sur les parties prenantes et la société dans son ensemble. L'investissement ESG continue de gagner en importance, ce qui favorise l'adoption de pratiques durables et contribue à une économie mondiale plus durable et plus résiliente.

Il est tout à fait valable de débattre du fait que la simple prise en considération des critères ESG peut ne pas équivaloir à une approche d'investissement véritablement durable, mais il faut prendre en compte que le domaine est en évolution permanente en raison des réglementations et des pratiques en constante progression, en particulier au niveau de l'Union européenne.

Réglementations croissantes : L'Union européenne et d'autres régions du monde ont pris des mesures significatives pour promouvoir l'investissement durable en mettant en place des réglementations de plus en plus strictes concernant la divulgation des informations ESG et les pratiques des entreprises. Ces réglementations visent à accroître la transparence et la responsabilité des entreprises en matière de durabilité, afin de renforcer l'approche d'investissement durable à l'échelle mondiale. Il est essentiel de reconnaître que la mise en œuvre de ces réglementations n'est pas encore achevée. D'un côté, les critères environnementaux sont sur le point d'être adoptés, tandis que de l'autre, les critères sociaux seront examinés dans les années à venir. On peut alors s'attendre à ce que les réglementations européennes existantes ainsi que celles qui seront instaurées dans le futur favoriseront une plus grande transparence dans le secteur financier en ce qui concerne la mesure de l'impact.

Par exemple, le 13 juin 2023, la Commission européenne a publié une proposition législative pour un règlement sur la transparence et l'intégrité des activités de notation ESG qui fait partie du paquet de nouvelles mesures visant à stimuler l'investissement dans la finance durable. Le règlement vise à harmoniser la réglementation dans l'ensemble de l'UE, étant donné qu'il n'existe actuellement aucune loi régissant les fournisseurs de notations ESG dans les différents États membres de l'UE.

Évolution des pratiques d'engagement : Les investisseurs et les parties prenantes exigent de plus en plus que les entreprises assument leur responsabilité en matière d'ESG. Cette évolution est le résultat d'une prise de conscience croissante des enjeux liés à la durabilité, ainsi que des attentes changeantes de la société vis-à-vis du rôle des entreprises et organisations financières dans la construction d'un avenir plus responsable et durable. Cela conduit à une plus grande implication des investisseurs dans le dialogue avec les entreprises pour encourager des pratiques plus durables et responsables. Cette évolution crée un cercle vertueux où les entreprises qui adoptent des pratiques

durables et responsables sont mieux perçues et soutenues par les investisseurs, tandis que celles qui négligent ces enjeux risquent de faire face à des conséquences financières et de réputation négatives.

Il convient de souligner que la disponibilité restreinte actuelle de données ESG qualitatives et cohérentes, ainsi que des données pertinentes pour évaluer l'impact, crée actuellement une certaine lacune dans la mesure précise de l'impact. Mais étant donné que la Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR), qui impose des obligations de divulgation ESG aux gestionnaires d'actifs et aux autres participants du marché financier, n'est applicable que depuis 2021, et que la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), qui exige que les entreprises rendent compte de l'impact de leurs activités sur les facteurs ESG, ne sera applicable qu'à partir de janvier de l'année prochaine, il est à prévoir que les données manquantes seront progressivement mises à disposition. Cette évolution devrait contribuer à améliorer les rapports, et à renforcer la disponibilité et la fiabilité de ces données.

Il faut prendre en compte que l'investissement ESG est en constante évolution et, grâce à une prise de conscience et à des engagements croissants de la part des investisseurs, il a le potentiel d'entraîner des changements positifs en faveur d'un monde plus durable.

Si l'échange du Ministère de la Protection des consommateurs avec le groupement d'organisations civiles « finance durable » suite aux critiques émises par ce dernier a permis d'expliquer le fondement de la démarche poursuivie, elle a aussi été l'occasion d'évoquer des ajustements à opérer en cas de renouvellement d'une campagne similaire. Ils feraient le moment venu l'objet de réflexions communes.

La réponse à la question parlementaire 7891 a déjà fourni le montant de la participation financière de l'État comme il a été précisé que le Ministère de la Protection des consommateurs a contribué avec 20.000 €.

Subside de qualité+ pour les associations sportives | Question 8152 (13/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Lëtzebuergesch Veräiner, déi Member vun enger Federatioun sinn a bei Sportskompetitiounen matmaachen, kënnen iwwer de Subside de qualité+ bis zu 150 € fir all Kand am Veräi kréien. Deadline, fir seng Demande ofzeginn, ass ëmmer den 30. September vum jeeweilige Joer. Eisen Informatiounen no sinn d'Verbänn dëst Joer méi spéit wéi soss, erëischt Ufank Juni, un de Subside Qualité+ erënnert ginn. 2020 war d'Cirulaire de 15. Abrëll erausgaangen.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Firwat ass d'Informatioun dës Joer méi spéit erausgaangen?

2. Da kann een an der Cirulaire och nach liesen:

„Les demandes d'homologations de brevets et diplômes délivrés par une entité autre que le Ministère des Sports – ENEPS, sont à introduire à l'ENEPS avant le 1^{er} janvier 2024 au plus tard.“

Dës Deadline ass awer net esou am Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 festgehalen. Wéi koun dësen Delai zustanen, respektiv ass en an engem anere Règlement festgehalen?

3. Sinn d'Subsidë fir d'Joer 2022 schon ausbezuelte? Wann nee, wéi vill Dossiere stinn nach op?

Réponse (16/08/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

ad 1. Déi genannte Cirulaire ass dëst Joer e puer Woche méi spéit erausgaangen, well séchergestallt wollt ginn, datt d'Applikatioun, iwwer déi d'Demandë fir de Subside eragereecht ginn, operationell wier. Et goufen effektiv e puer kleng Adaptatiounen an dëser Applikatioun virgeholl.

ad 2. Den Delai, sou wéi am uewe genannte Règlement zitëiert, ass nach ëmmer gültig. Allerdéngs ass d'ENEPS an der Vergaangenheet mat enger grousser Ufro confrontéiert ginn, soudatt si déi sellegen Diplomer net all kann a kierzter Zäit zertifizéieren. An Zesummenarbecht mat der ENEPS hu mir dofir den Datum vum 1. Januar 2024 an der Cirulaire fixéiert fir ze garantéieren, datt d'Veräiner d'Homologatioun den 1. Mäerz hunn.

ad 3. D'Subsidë fir 2022 si schon ausbezuelte. Dëst fir déi Dossieren, déi vollstänneg sinn. Allerdéngs stinn der, vun deenen 376 Demanden, déi erakoumen, nach 18 op. Dëst, well nach Pièce feelen.

Réforme de la SNCA | Question 8153 (14/07/2023) de Mme Martine Hansen | M. Emile Eicher (CSV)

Als Konsequenz vun der Reform vun der SNCA ass, opgrond vun der Ouverture vun hirem neie Siège um Fridhaff de 17. Juli 2023, de Guichet vun der SNCA an der Regioun Clierf den 13. Juli 2023 zougemaach ginn. Dës Fermeture kënn 3 Joer, nodeems de Guichet den 9. Januar 2020 vu Wëlwerwolz op Maarnsch transferéiert ginn ass, a bedeit eng kloer Benodeelung fir d'Leit aus dem Norden.

A senger Äntwert op d'erwéiert Fro N° 0182 bezitt de Minister fir Mobilitéit sech op duerchgefouert Analysen, déi den neie Standuert vun respektive Service vun der SNCA definéiert hunn. Dës Standuertauswiel bestätegt, dass Servicer aus dem Norden ewech beweegt ginn, a soumat net am Sënn vun der Dezentraliséierung gehandelt gëtt. Sou mussen elo beispillsweis Bierger aus de Kantone Wolz oder Clierf een Trajet vun 30 bis 45 Minutte méi zeréckleeën, fir dëse Service an Usproch ze huelen.

An deem Kontext wëllt mir follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

– Wat huet zu der Fermeture vum Siège vum Guichet SNCA an der Regioun Clierf gefouert?

– Wéi eng konkret Elementer, aus deene vum Här Minister genannten Analysen zum neie Siège, loosse drop schléissen, dass dëse Service vun der SNCA net hätt kënnen éierens anescht an der Regioun Clierf ugebuede ginn?

– Wier et méiglech gewiescht, e Site méi héich am Norden ze fannen?

Réponse (18/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert wëlle weider Informatiounen zu der Fermeture vum Site Maarnsch an der neier Ouverture vum Site vun der SNCA am Norde vum Land um Fridhaff.

De Site Maarnsch war vun Ufank un als eng proviso-resch Léisung ugeduecht. No enger laanger Sich vu méiglechen Terrainen a Standuerter am Norde vum Land, huet sech de Site Fridhaff als bescht Léisung erginn, fir hei d'Aktivitéite vun der SNCA unzëbidden. Dëst, well dës Standuert sämtlechen Ufuerderunge gerecht gouf. Tatsächlech ass et mat der Ouverture vum neie Site um Fridhaff an dem Erhale vun de Sitte Sandweiler an Esch méiglech, datt quasi sämtlech Bierger aus dem Land ee vun de Sitte vun der SNCA a 35 Minutte kënnen errechen an esou vun de Servicer vun der SNCA profitéieren. Dëst gouf och am

Kader vun der parlamentarescher Fro 0182 am Detail beschriwwen.

Et war och esou, datt eng ganz Rei vun de bis dato benotzten Terrainen am Kader vum praktesche Führerschäin net méi wirklech den Ufuerderunge vun der SNCA gerecht goufen an dofir och dësen op dem neie Site vun der SNCA integréiert sollt ginn. Tatsächlech waren eng Rei vun deene bis dato genotzte Sitte der SNCA just zur Verfügung gestallt an hunn net der SNCA gehéiert. Mat dem neie Site, wou och dës Ufuerderung konnt ënnerbruecht ginn, huet d'SNCA d'Méiglechkeet, dësen Terrain a Funktioun vu méiglechen Upassunge vun europäesche Führerschäinbestëmmungen ze amenagéieren. Esou kënnen um neie Site sämtlech praktesch Examen am Führerschäin ofgehal ginn, bei deenen et néideg ass, verschide Manöveren op engem zouenen Terrain duerchzeféieren.

Zil an d'Visioun vun der SNCA ass et, an Zukunft op sämtleche Sitten am Land déi selwecht Aktivitéite kënnen unzëbidden, heescht sämtlech Servicer aus dem Portfolio vun der SNCA op all hire Sitte kënnen ze offréieren. Do dernieft ass allerdéngs och ugeduecht, sämtlech Servicer wou méiglech sinn ze digitaliséieren, esou datt d'Mataarbechter vun der SNCA d'Ofwécklung vun den Dossieren da kënnen am Backoffice maachen, an de Bierger, wann hien dat net wëll, sech net muss deplacéieren. Éischt Schrëtt heizou si scho lancéiert a schon haut ass et iwwer MyGuichet.lu méiglech, eng ganz Rei vun den Demarchen ze maachen. Dës solle kontinuéierlech ausgebaut ginn. Natierlech wäert d'SNCA och weiderhi fir de Bierger an hir Guicheten do sinn.

Weider kleng Antenne vun der SNCA sinn dofir am Moment net ugeduecht, well d'Servicer daitlech méi effizient kënnen ugebuede ginn, wann d'Mataarbechter op deenen 3 Sitte polyvalent weider kënnen ausgebaut ginn an esou de Client beschtméiglech kënnen empfänken.

Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021 | Question 8154 (14/07/2023) de M. Max Hengel | M. Léon Gloden | Mme Octavie Modert (CSV)

An engem Artikel am „Lëtzebuurger Wort“ vum 14. Juli ass ze liesen, dass d'Hëllef fir d'Schied vun den Héichwasserkatastrophen ausbezuelte gi sinn. An Zukunft wäeren no Präiwung vun den Dossiere keng weider finanziell Ennerstëtze méi ze erwaarden. Déi ausbezuelte Zomme ginn Aussoe vun de Gemengeresponsablen no awer net duer, fir déi 2021 entstane Schied an de Gemenge ganz ze couvréieren, wat déi concernéiert Gemengen a finanziell Schwieeregkeete kéint bréngen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Finanzministesch an d'Madamm Inneministesch riichten:

– Wéi vill Geld ass insgesamt aus dem Hëllefspark vun der Regierung un d'Gemengen ausbezuelte ginn? Wéi eng Zomm ass vun de Gemengen ugefrot ginn? Wéi vill Prozent vun den ugefrotten Indemnisiounen sinn an den anere Gemengen ausbezuelte ginn?

– Kënnen d'Madame Ministeren d'Informatiounen confirméieren, dass keng weider Suen un déi concernéiert Gemengen ausbezuelte ginn? Wa jo – firwat?

– Wa jo – gëtt et nach aner Fongen, wéi z. B. e Katastrophefong, bei deem d'Gemenge kënnen Hëllef ufroen?

– Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze ënnerhuelen, fir d'Gemengen a sou Katastrophefäll besser kënnen ze ënnerstëtzen?

Réponse (24/08/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Minis-
tre des Finances

Virop ass et wichteg ze präziséieren, dass d'Indem-
nisiatioun vum Inneministère sech net nëmmen an
d'Gemenge gericht huet, mee och un d'Gemenge-
syndikater.

Iwwert de Formulaire „Intempéries“, deen d'Gemen-
gen an d'Gemengesyndikater mat de Circulairen
N° 4021 an N° 4064 zur Verfügung gestallt kritt hunn,
hu 40 betraffe Gemengen a Gemengesyndikater
Schied an Héicht vun 30.802.478,46 Euro deklaré-
iert, déi hir jeeweileg Propriétéit betraff hunn (biens
meubles et immeubles). Et sief nach emol drun erën-
nert, dass déi ugefroten Entschiedegungen exklusiv
fir Propriétéit vun de betraffene Gemengen oder Ge-
mengesyndikater zielen an dass déi ugefale Käschte
weeder vun enger Assurance iwwerholl gi sinn, nach
vun anere staatlechen Entitéiten.

Am Ganze si bis dato 4.614.900,27 Euro u Gemengen
a Gemengesyndikater ausbezuellet ginn.

Mat Ausnam vun der Gemeng Iechternach, déi Schied
an Héicht vun 22.313.823,63 Euro (Stand 9.8.23) dekla-
réiert huet, si ronn 44 % vun den ugefroten Indemni-
satiounen (8.488.654,83 Euro) un déi aner Entitéiten
ausbezuellet ginn, dat heescht 3.744.902,12 Euro. Et
muss een awer präziséieren, dass 18 Dossieren nach
en cours sinn, well se nach net komplett sinn.

D'Ausso, dass keng weider Suen un déi concernéiert
Gemengen ausbezuellet géife ginn, ass net richteg. Am
Staatsbudget ass fir den Exercice 2023, ënnert dem
Artikel 09.5.35.010 „Secours dans le cadre de catas-
trophes naturelles et en cas d'assistance internatio-
nale“, eng Enveloppe vu 5 Milliounen Euro virgesinn,
fir d'Gemengen an d'Gemengesyndikater kënnen wei-
der finanziell ze entschiedegen (an der Haaptsaach
déi Gemengen, deenen hiren Dossier nach net kom-
plett ass).

Fir an Zukunft besser op Katastrophe präparéiert ze
sinn, mussen d'Gemenge méi resilient ginn a virun
allem op Präventiounsmesurë setze mam Zil, fir d'Ri-
sike vu Katastrophen ze reduzéieren. Fir sou Mesu-
ren en place ze setzen, kënnen d'Entitéiten aus dem
Gemengesektor zum Beispill beim Waasserfong
eng finanziell Ënnerstëtzung froen (cf. Artikel 65 vun
der Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à
l'eau). D'Gemenge wäerten awer och an Zukunft op
d'Ënnerstëtzung vum Inneministère ziele kënnen,
natierlech ënnert der Bedéngung, dass dat jeeweilegt
Evenement vun der Regierung als Katastroph dekla-
réiert gëtt¹⁴.

Pollution de la Syre à Munsbach | Question **8155**
(14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Il me revient que la Syre aurait subi jusque récemment
une pollution continue pendant plusieurs semaines à
Munsbach, ceci en raison du déversement de boues de
forage provenant du chantier d'extension de la station
d'épuration.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivan-
tes à Madame la Ministre de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informa-
tions relatées ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle
fournir des informations détaillées quant à l'origine et
aux répercussions sur la faune et flore aquatiques de
cette pollution ?

3) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle don-
ner à cet incident ?

Réponse (08/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Mi-
nistre de l'Environnement, du Climat et du Développe-
ment durable

ad 1) Ces informations sont correctes.

ad 2) Lors d'une visite du chantier par des agents de
l'AGE, un vaste dépôt de boues de forage était constaté
à l'endroit de déversements récents, visible grâce aux
tuyaux de la foreuse encore submergés dans le cours
d'eau « Syre ». La durée exacte du déversement des
boues est cependant inconnue. Prenant en compte la
dimension du dépôt constaté ainsi que la date du dé-
but du forage, un déversement récurrent pendant plu-
sieurs semaines semble probable.

Selon l'estimation de mes services, la pollution a altéré
l'état écologique du cours d'eau « Syre », au moins
temporairement, quoique son ampleur ne soit pas
quantifiable. Cependant lors des visites des agents de
l'AGE, aucun poisson mort n'a été détecté.

En principe, le déversement substantiel et de longue
durée de boues et sédiments dans un cours d'eau peut
engendrer de multiples altérations et détériorations de
son état naturel dont :

- perte de la capacité d'accueil des interstices naturels
du lit du cours d'eau qui, généralement bien oxygénés,
représentent un habitat essentiel pour les larves d'in-
sectes, mollusques, le frai de différentes espèces pisci-
coles par un colmatage ;
- mort de poissons par asphyxie suite à un colmatage
des branchies des poissons provoqué par une concen-
tration très élevée de matières suspendues ;
- blessures d'abrasion et endommagement de la bar-
rière protectrice de mucus des poissons.

Les effets à long terme d'une pollution restent incer-
tains, d'autant plus que les écosystèmes aquatiques
ont un certain pouvoir d'autoépuration.

ad 3) Au niveau administratif, des mesures urgentes
ont été prises conformément à l'article 23 de la loi
modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau par la
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Déve-
loppe-ment durable, une copie de ce document a été
transmise au parquet. Ces mesures consistent nota-
mment en l'arrêt du déversement d'eaux chargées en
matières en suspension vers le cours d'eau « Syre » et
la rédaction d'un rapport expliquant clairement la
cause et les circonstances du déversement des eaux
polluées.

Au niveau pénal, un rapport est dressé par un officier
de police judiciaire de l'Administration de la gestion de
l'eau à l'attention du parquet, à qui appartient l'oppor-
tunité de poursuite. Madame la Ministre ne peut pas
se prononcer sur les conséquences juridiques de cet
incident, étant donné que cela relève des autorités ju-
diciaires compétentes.

Pollution du Dipbach à Esch-sur-Alzette | Ques-
tion **8156** (14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

En date du 10 juillet une quantité importante de pois-
sons morts a été découverte dans le Dipbach à Esch-
sur-Alzette. Par la suite, une enquête de l'Adminis-
tration de la gestion de l'eau sur la cause a relevé qu'un
déversement d'eaux usées depuis la canalisation de la
Ville d'Esch-sur-Alzette serait à l'origine de cet incident.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions sui-
vantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable :

1) Comment le déversement d'eaux usées dans le Dip-
bach a-t-il pu se produire ?

2) À part la mort des poissons susmentionnée, quelles
en sont les répercussions sur la faune et flore aqua-
tiques ?

3) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle don-
ner à cet incident ?

Réponse (08/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Dévelop-
pe-ment durable

ad 1) En date du 11 juillet, les agents de l'Adminis-
tration de la gestion de l'eau (AGE) ont constaté un déve-
sement d'eaux usées vers le cours d'eau « Dipbech » à
hauteur de la rue d'Ehlerange. Ce déversement acci-
dentel provenait d'une canalisation d'eaux usées obs-
truée au niveau de la place Benelux à Esch-sur-Alzette.
Les agents ont alors alerté le service technique de l'ad-
ministration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette
afin d'identifier la cause exacte de la pollution et d'ar-
rêter le déversement d'eaux usées vers le cours d'eau.

Selon les informations fournies par un rapport circons-
tancié (voir point 3), la pollution a résulté de la défail-
lance voire du défaut de fabrication du couvercle d'un
orifice de révision dans un regard spécial dit « Twin-
schacht » du fabricant Rehau qui permet d'intégrer
dans un même regard les deux réseaux du système sé-
paratif. Au point bas du regard, les eaux usées sont
évacuées par une cunette ouverte tandis que les eaux
de pluie s'écoulent par un tuyau fermé, situé plus haut
et équipé dudit orifice de révision. Après analyse
détaillée du problème par l'administration communale
de la Ville d'Esch-sur-Alzette, il s'avère que les boulons
du couvercle de l'orifice ne répondent pas aux exi-
gences d'un environnement corrosif et que le couvercle
s'est détaché et que la protection du réseau de pluie
dans le regard était ainsi compromise. En raison de
l'obstruction de la canalisation d'eaux usées, dont la
cause exacte n'a pas pu être déterminée, les eaux
usées se sont refoulées et ont pu s'écouler par
l'ouverture mentionnée précédemment dans la canali-
sation d'eaux pluviales et puis vers le cours d'eau
« Dipbech ».

ad 2) Les conséquences d'une pollution par des eaux
usées sont multiples et peuvent entraîner diverses
pressions sur l'écosystème aquatique. À part des taux
de mortalités élevés de poissons, des pollutions par
des eaux usées peuvent engendrer, en fonction de la
quantité et de la concentration des substances pollu-
antes déversées, une eutrophisation, des effets toxiques
ou un colmatage du lit du cours d'eau :

- Une eutrophisation d'un écosystème aquatique est
un déséquilibre déclenché à la suite d'un apport excé-
ssif de nutriments (azote et phosphore). La forte dispo-
nibilité de nutriments peut entraîner une croissance
excessive des plantes et des algues. Ces proliférations
impactent les milieux aquatiques et leur biodiversité
car elles absorbent de grandes quantités d'oxygène, ce
qui peut provoquer un dépérissement des organismes
aquatiques.

- La production de substances à effets toxiques pour
les organismes aquatiques, comme par exemple la for-
mation d'ammoniac (un gaz provenant de la transfor-
mation de l'ammonium), constitue souvent un effet
secondaire d'une pollution par des eaux usées.

- Un colmatage du lit du cours d'eau, c'est-à-dire le dé-
pôt de particules dans le sédiment, peut empêcher une
bonne oxygénation de cet habitat essentiel pour cer-
tains organismes comme des larves d'insectes ou des
frais de différentes espèces piscicoles.

L'envergure des répercussions sur la faune et la flore
est difficile à déterminer vu les facteurs multiples qui
sont en jeu et vu l'état naturel initial du cours d'eau
impacté par les activités anthropogéniques. Les cours

¹⁴ cf. Äntwert op d'QP 6492 „Inondations de 2021“

d'eau modifiés sont moins résistants à des perturbations à cause de leur capacité d'autoépuration réduite.

ad 3) Au niveau administratif, l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette a été demandée de prendre position sur cet incident et d'envoyer à l'AGE un rapport indiquant les circonstances et les raisons exactes du déversement des eaux usées vers le cours d'eau. Ce rapport décrit et définit également des mesures de précaution et des actions prises ou à prendre afin d'éviter qu'un tel incident ne se répète dans l'avenir.

À ce stade et en absence de l'identification d'un responsable exact de l'obstruction de la canalisation des eaux usées, étant source de la pollution, aucune mesure pénale ne sera entamée par un officier de police judiciaire de l'AGE à l'attention du parquet.

.....

Contournement des sanctions contre la propagande russe | Question 8157 (14/07/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

En février 2023, le média allemand TAZ avait publié une recherche affirmant qu'une société luxembourgeoise, en l'occurrence G-Core Labs SA, participerait à la diffusion en Europe de la propagande russe de la chaîne télévisée Russia Today, alors que de telles activités sont interdites.

En réponse à la question parlementaire n° 7623 des honorables Députés Marc Spautz et Laurent Mosar, Monsieur le Ministre a affirmé que toutes les informations ont été transmises au parquet. Après enquête des experts techniques du CIRL, l'entreprise aurait effacé certains contenus.

Dans un nouvel article daté au 14 juillet 2023, le média allemand TAZ affirme que les liens entre G-Core et Russia Today n'ont été coupés que superficiellement. Du moins jusqu'à la fin du mois d'avril, le certificat SSL du serveur russe, qui a livré les contenus de Russia Today, était toujours établi au nom de G-Core Labs SA à Luxembourg.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que les services luxembourgeois sont au courant de ces nouvelles informations ? Est-ce que ces informations se recoupent avec les résultats de l'enquête du CIRL ?

2) Pouvez-vous m'assurer que la société luxembourgeoise en question n'a effectivement plus aucun lien avec la chaîne télévisée russe sanctionnée ?

3) Avez-vous constaté d'autres problèmes concernant le respect des sanctions européennes contre les organes de désinformation soutenus par le Kremlin par des sociétés luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'en donner des détails ?

Réponse (19/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg a apporté un soutien inconditionnel à la mise en place des 11 paquets de sanctions adoptés par l'Union européenne en réponse à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Les autorités compétentes s'emploient à assurer une mise en œuvre robuste, cohérente et efficace des sanctions.

Suite à la publication de l'article cité par l'honorable Députée en février 2023, les autorités compétentes, conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale, l'ont transmis au parquet puisqu'il faisait

référence à d'éventuels actes délictueux. Le Parquet de Luxembourg a entre-temps classé ce dossier.

Après publication d'un nouvel article en date du 14 juillet 2023, les autorités compétentes ont analysé les nouvelles informations et ont immédiatement consulté le CIRCL (Computer Incident Response Center Luxembourg) afin de recevoir une analyse technique des allégations.

Le CIRCL, après revue interne, a conclu que les éléments présentés étaient à voir dans le contexte de la transition organisationnelle du subsidiaire russe de G-Core. Un certificat SSL est un document cryptographique public contenant des informations organisationnelles, qui permet d'assurer une connexion encryptée entre deux ordinateurs, par exemple entre un serveur et un ordinateur personnel. En l'occurrence, il apparaîtrait que le certificat en question n'ait pas été mis à jour après la cession du subsidiaire russe, désormais nommé « Edgecenter », de G-Core. Le serveur doté du certificat SSL en question est un serveur qui n'est pas sous le contrôle de G-Core ; celui-ci n'a donc pas d'influence sur les activités de ce serveur. Les conclusions du CIRCL ne se recoupent donc pas avec les informations présentées dans l'article mentionné.

Partant, le Gouvernement n'a pas d'éléments qui laisseraient conclure à un lien commercial, technique ou organisationnel entre le groupe G-Core et une entité visée par les sanctions européennes et qui permettraient d'établir une violation des sanctions. Toutefois, les autorités compétentes ont fait suivre l'article mentionné au Parquet de Luxembourg.

Toute nouvelle information contraire à cette conclusion ferait l'objet d'une communication au parquet, et les autorités compétentes prendraient toute mesure qui s'impose.

Hormis la question de la mise à disposition de services satellitaires dans le cadre de la diffusion, par des sociétés non russes établies hors de l'UE, de bouquets de programmes, qui avait déjà fait l'objet d'un échange avec la Chambre des Députés (réponse à la question parlementaire n° 7364), les autorités compétentes n'ont pas constaté d'autres problèmes.

.....

Enquête publique sur l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat | Question 8158 (14/07/2023) de M. Gusty Graas (DP)

À la suite de la publication de l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) en date du 17 avril, une enquête publique a eu lieu du 17 avril au 16 mai.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

– Combien de commentaires, avis et propositions ont été soumis ?

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils informer quant au contenu et à la nature des avis soumis ?

– Quelles suites le Gouvernement entend-il y réserver ?

Réponse (01/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Faire participer les parties prenantes, citoyen-ne-s et organisations, à l'élaboration respectivement la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), est un objectif important de la loi

modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat et du règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et l'action pour le climat.

Ainsi, la loi relative au climat prévoit une enquête publique d'une durée de 30 jours permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations au sujet de l'avant-projet de mise à jour du PNEC. L'enquête était ouverte du 17 avril au 16 mai 2023 et accessible via les portails emwelt.lu et enquetes.public.lu. Pendant cette période, les personnes intéressées étaient invitées à consulter une série de documents, notamment l'avant-projet de mise à jour du PNEC, tel qu'adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 31 mars 2023, un résumé de l'avant-projet et une foire aux questions, et, ensuite, à fournir leur avis. Elles avaient aussi la possibilité de soumettre leurs commentaires par courrier électronique ou par voie postale.

Au total, 42 contributions ont été reçues, dont 19 provenant de citoyen-ne-s et 23 de la part d'organisations. De façon générale, les avis soumis sont à la fois d'ordre technique, politique et aussi procédural. Un résumé détaillé des résultats de la consultation publique est joint en annexe du projet de mise à jour du PNEC et peut être consulté ici¹⁵.

Toutes les contributions ont été analysées et dûment considérées dans une démarche collaborative entre les ministères et administrations compétents, coordonnée au sein du comité interministériel pour l'action climat, en vue d'une intégration dans le projet de mise à jour du PNEC. Un certain nombre des contributions reçues ont mené à des modifications de mesures contenues dans l'avant-projet de mise à jour et à quelques nouvelles mesures. Comparé à l'avant-projet, le projet a été élargi de 4 mesures et comprend désormais 201 mesures. Une cinquantaine de mesures ont été renforcées ou complétées.

En outre, certaines propositions nécessiteront des analyses et échanges supplémentaires en vue d'une intégration éventuelle dans la version finale de la mise à jour du PNEC due pour le 30 juin 2024. Finalement, de nombreux commentaires concernent des précisions de mise en œuvre de mesures contenues dans le plan, dont il sera tenu compte lors du processus d'implémentation, le cas échéant en concertation avec les parties prenantes concernées.

À noter que suite à son adoption par le Conseil de Gouvernement en date du 21 juillet 2023, le projet de mise à jour du PNEC a été transmis le jour même à la Commission européenne.

.....

Inflation au Luxembourg | Question 8159 (17/07/2023) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Dans un article du 26 juin dernier publié sur le site Internet du Fonds monétaire international (FMI), les auteurs – sur fond d'une analyse faite de l'inflation sur l'année 2022 en Europe – expliquent qu'il appert que seulement une partie de l'augmentation des prix est due à la flambée des prix énergétiques. En effet, selon leurs recherches, les profits des entreprises en zone euro comptent pour près de la moitié de l'inflation qui a atteint son pic à 10,6 % en octobre 2022.

De même, les auteurs constatent que les salaires peinent à suivre cette évolution ce qui résulte en une importante perte de pouvoir d'achat des consommateurs. Sachant qu'à l'opposé de la plupart des autres pays européens, au Luxembourg, nous pouvons

¹⁵ <https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2023/juillet-2023/pnec/jung/pnec-projet-de-mise-a-jour-resume-consultations.pdf>



compter sur l'indexation automatique des salaires qui compense une large partie de la perte de pouvoir d'achat, je voudrais néanmoins savoir de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Avons-nous des données plus concrètes sur comment se compose en détail l'inflation au Luxembourg ?

2) Existe-t-il des informations sur l'évolution des profits des entreprises luxembourgeoises au courant de l'année 2022 ?

3) Les taux d'intérêt ayant entre-temps grimpé à 3,5 %, quel impact peut être mesuré sur la marge d'intérêts ainsi que sur les résultats des banques luxembourgeoises ?

Réponse (30/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

ad 1) Pour analyser plus en détail l'inflation au Luxembourg, il est notamment possible de reproduire avec les données du Luxembourg la décomposition de l'inflation telle qu'effectuée par le FMI (Fonds monétaire international) à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa question. Celle-ci est présentée dans le graphique ci-dessous, tout comme celle de la zone euro, pour comparaison :

(graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il s'agit d'une décomposition basée sur le déflateur de la consommation finale (issu des comptes nationaux), dont l'évolution peut différer de l'indice des prix à la consommation national (IPCN), habituellement considéré comme mesure de l'inflation.

Cette décomposition met en évidence pour 2022 une contribution bien plus forte des prix à l'importation que des profits à la hausse des prix à la consommation relevée au Luxembourg, mais aussi une contribution des salaires relativement plus importante que dans la zone euro.

Il est cependant important de préciser que cette décomposition se base majoritairement sur des données issues des comptes nationaux et que celles-ci ont actuellement un caractère provisoire, en particulier pour les périodes plus récentes (2021, 2022 et le 1^{er} trimestre 2023). Ces données se basent en effet en grande partie sur des estimations, notamment pour ce qui concerne la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation qui sont des variables clés pour effectuer cette décomposition. Par ailleurs, cette décomposition n'est rendue possible que par le recours à certaines hypothèses, notamment concernant les parts étrangères de la valeur ajoutée des différentes branches de l'économie dans la consommation finale (basées sur des données de 2018 publiées par l'OCDE).

Il est également important de préciser qu'une hausse de la contribution des profits dans cette décomposition n'implique pas forcément une hausse de la profitabilité des entreprises. Ce point est mis en avant dans l'analyse du FMI mais aussi dans d'autres analyses, notamment celles publiées récemment par l'OCDE.

Il est également possible de s'intéresser à la décomposition de l'inflation selon les 12 divisions de l'indice des prix à la consommation. Ci-dessous les résultats chiffrés correspondant à l'observation du mois de juin 2023 (<https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2023/stn32-23-ipc.html>) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Dans sa dernière note de conjoncture (n° 1-23, parue en juin 2023), le Statec a reproduit les profits (ou excédent brut d'exploitation) rapportés à la valeur ajoutée, ce ratio est également appelé taux de marge

(et il correspond à l'inverse de la part salariale, qui se définit elle-même comme la part des salaires dans la valeur ajoutée).

Pour ces données, les mêmes réserves précédemment expliquées s'imposent concernant leur caractère provisoire.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Concernant les résultats des banques, au 1^{er} trimestre 2023, on constate une hausse de la marge d'intérêts des banques au Luxembourg de 66,5 % en comparaison avec la même période de l'année 2022, avant la remontée des taux directeurs. La CSSF constate que cette tendance est observée pour 80 % des banques et s'explique par le contexte de hausse généralisée des taux d'intérêt (communiqué de presse de la CSSF : <https://www.cssf.lu/fr/2023/06/comptes-deprofits-et-perdes-des-etablissements-de-credit-au-31-mars-2023/>). Le résultat avant provisions et impôts du secteur bancaire a augmenté de 57 % sur un an.

Il faut toutefois mettre en perspective l'augmentation de la profitabilité observée ces derniers mois : En effet, la profitabilité bancaire au Luxembourg avait atteint des niveaux historiquement bas au cours des quinze dernières années. La crise sanitaire de 2020 a aggravé cette situation, accentuant encore davantage le déclin de la rentabilité cette année-là, tout comme les impacts indirects liés aux tensions géopolitiques.

De plus, la profitabilité demeure la première ligne de défense des banques face à des chocs négatifs. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne surveille de près la profitabilité des banques afin de garantir la stabilité et la résilience du système bancaire de la zone euro. Elle mentionne notamment dans sa dernière revue de la stabilité financière en mai que la rentabilité opérationnelle des banques s'est améliorée en 2022, mais que les perspectives sont devenues plus incertaines en raison des vulnérabilités dans les secteurs non financiers. Si la rentabilité de la plupart des banques de la zone euro a donc bénéficié de marges d'intérêt croissantes, les incertitudes ont également augmenté concernant la perspective de rentabilité.

Bachelor en sciences de l'éducation et Bachelor en formation pédagogique | Question 8160 (17/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Fir Enseignant an der Grondschoul ze ginn, gëtt et vun der Entrée un zwee Ausbildungsweeër: de classesche „Bachelor en sciences de l'éducation“ (BScE) an deem elo neie „Bachelor en formation pédagogique“ (BFP) als Successeur vum sougenannte „Quereinsteiger-Modell“.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend respektiv Héichschoul a Fuerschung riichten:

– Betreffend de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE):

- Wéi vill Studieplaze si fir dat kommand akadeemescht Joer virgesinn?
- Wéi vill Studenten hunn eng Demande d'admission agereecht?
- Wéi vill Studente sinn ugeholl ginn?

– Betreffend de Bachelor en formation pédagogique (BFP):

- Wéi vill Studieplaze si fir dat kommand akadeemescht Joer virgesinn?
- Wéi vill vun de ronn 110 Studenten, déi laut Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 26. Mee eng „demande d'admission“ fir dat éischt Semester agereecht hunn, sinn ugeholl ginn?

Réponse (08/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech reagieren op der honorabeler Deputéierter hir Fro mat dese Prezisiounen.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 huet de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) bis 180 Plazen am éischte Joer virgesinn, ofhängeg vum Resultat vum Examen d'admission. D'Universitéit krut 369 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum BScE. 228 Kandidaten hunn den 11. Juli den Opnamexame fir de BScE gemaach. 172 Kandidate goufen ugeholl; 30 vun hinne goufe „conditionnellement“ ugeholl, dat heescht, dass si Defiziter an engem Fach hunn an eng Remédiatioun musse maachen. Dat ass eng Steigerung vu 24 % par rapport zum akadeemesche Joer 2022/2023, wou 139 Kandidaten ugeholl goufen.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 huet de Bachelor en formation pédagogique (BFP) bis 60 Plaze virgesinn, ofhängeg vum Resultat vum Opnamexamen. 110 Kandidaten hu sech fir de BFP interesséiert an 73 Kandidate si fir den Opnamexamen den 11. Juli zougelooss ginn. 50 Kandidaten hunn un Examen deelgeholl an 32 vun hinne sinn ugeholl ginn; 4 vun hinne goufe „conditionnellement“ ugeholl, dat heescht, dass si Defiziter an engem Fach hunn an eng Remédiatioun musse maachen.

Incident grave lié au service Adapto | Question 8161 (17/07/2023) de Mme Chantal Gary (déi gréng)

Selon des informations circulant sur les réseaux sociaux, un chauffeur du service Adapto aurait déposé ce samedi, le 15 juillet 2023, une personne en chaise roulante, incapable de se déplacer soi-même et de communiquer clairement, devant un bâtiment inoccupé sur un terrain privé des CFL à Bettembourg, au lieu de la déposer devant la maison de soins. Malgré des recherches lancées par la famille et l'aide de la police de Dudelange, la personne n'aurait été découverte que quatre heures plus tard, vers 19.45 heures, par une personne des CFL.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?
- 2) Dans l'affirmative, comment un tel incident grave a pu se produire ? Est-ce que la question de la responsabilité est déjà clarifiée et quelles seront les suites ?
- 3) Comment peut-on éviter à l'avenir de tels incidents potentiellement dangereux pour les personnes transportées en situation de handicap ?

Réponse (17/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée soulève à juste titre un incident déplorable qui s'est produit en date du samedi 15 juillet 2023 à la fin d'un trajet du service de transport pour personnes handicapées Adapto.

ad 1) Je peux malheureusement confirmer les informations de l'honorable Députée. Un usager du service a été déposé à côté d'un bâtiment CFL à Bettembourg au lieu de l'adresse indiquée dans la réservation, non loin du bon endroit. La personne en question était en situation de handicap et en chaise roulante ; pour ce qui est de ses capacités de communication, je ne peux pas m'y prononcer.

ad 2) Le poste de commande de l'Administration des transports publics avait été saisi en urgence ce 15 juillet, pour la raison que l'utilisateur en question n'était toujours pas arrivé à destination, et ceci plus de 3 heures après l'heure d'arrivée prévue.

Les premières analyses ont été entamées dans l'immédiat et la société de transport a été interpellée. Les raisons de l'incident semblent être une combinaison malheureuse de plusieurs facteurs, dont voici le détail :

a) Malgré que l'utilisateur en question doit obligatoirement être accompagné par une 3^e personne lors du transport Adapto, l'utilisateur a voyagé seul ;

b) Or et malgré le fait que l'utilisateur était seul, le conducteur a assuré son transport, ce qu'il n'aurait pas dû faire ; suivant les informations de la société de transport, un membre de la famille était sur place lors de la montée du client dans le véhicule au lieu de départ, et aurait assuré au conducteur qu'une autre personne allait attendre et prendre en charge le client à destination ;

c) Vers la fin du trajet et aux alentours de destination indiquée dans le système de réservation, le client aurait demandé au conducteur de le déposer à un autre endroit, un peu plus loin de la destination. Le conducteur s'est fait confirmer le nouvel endroit par le client, et l'y a déposé puisque le client réaffirmait sa demande et indiquait qu'une personne allait le prendre en charge. Le conducteur a finalement déposé le client, pour continuer son service puisqu'il devait aller prendre le prochain client.

ad 3) L'incident a fait ressortir de manière cruelle, surtout pour l'utilisateur et ses proches, qu'il est indispensable que les conditions d'utilisation et les procédures de fonctionnement soient respectées par chacun des acteurs. L'incident confirme aussi que le principe d'un accompagnement dans le transport Adapto constitue un élément de sécurité essentiel du transport. L'acceptation de ces conditions par le requérant fait partie de la demande pour bénéficier du service, elles sont publiées en ligne sur les sites de mobiliteit.lu et guichet.lu.

Un certain nombre de mesures et de procédures sont déjà en place et leur respect scrupuleux est tout autant important.

Un établissement minutieux des demandes d'accès et des certificats médicaux permettant à la cellule d'évaluation un traitement consciencieux des demandes d'accès, une indication précise des informations importantes dans le système de réservation et une mise à jour régulière des besoins spécifiques des bénéficiaires du service, sont indispensables pour assurer un transport sûr.

Une formation adéquate du personnel de conduite et des instructions régulières quant au fonctionnement existent de la part de l'Administration des transports publics et devront être répétées, elles sont d'une importance primordiale pour garantir la sécurité du service.

Le personnel de conduite peut à tout moment joindre le centre d'appel de l'Administration des transports publics et une prise en charge des appels d'urgence est garantie tout au long des heures de fonctionnement de l'Adapto à travers la permanence assurée par le poste de commande. Pour l'incident en question, et en cas de doute sur une adresse, le conducteur aurait pu appeler pour demander des précisions quant à la destination ou la procédure à suivre.

La digitalisation du service pourra évoluer encore davantage et mes services du Département de la mobilité et des transports et de l'Administration des transports

publics se concentreront en vue des pistes d'amélioration du service et d'un suivi des transports en temps réel.

.....
Accord de transfert de données entre les États-Unis et l'Union européenne | Question **8162** (17/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Säit dem 11. Juli ass dat neit Dateschutzofkommens tëscht der EU an den USA a Kraaft. D'Ofkommens ersetzt de „Privacy Shield“ Accord, deen duerch Kloe bei der CJUE gekippt gi war. D'Dateschutzorganisatioun Noyb, déi fir d'Enn vum „Privacy Shield“ verantwortlech war, huet awer och dat neit Ofkommens als Kopie vun deem ale kritiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. A wéi enge Reunioun war den Accord am EU-Conseil oder dem Ministerrot Thema?

2. Ass Lëtzebuerg der Meenung, dass ënnert dem neien Ofkommens den Austausch an d'Späicherung op US-Serveren den europäeschen Dateschutzstandard-entreprécht?

3. Hat Lëtzebuerg Remarque par rapport zum Text gemaach?

– Wa jo, wéi eng?

– Wann nee, hat Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, dëst ze maachen?

– Sinn dës Remarken an de finalen Text agefloss oder net?

Réponse (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

Den Transfert vun Donnéeën vu Lëtzebuerg oder aneren EU-Länner an Drëttlänner (ausserhalb vun der Europäescher Unioun) gëtt vum Kapitel V vum generellen europäeschen Dateschutzreglement (GDPR) regléiert, deen den Europäer en héije Schutzniveau vun hiren Donnéeën garantéiert.

Nodeems am Juli 2020 d'Decisioun „Privacy Shield“, déi den Transfert vun Donnéeën tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staate vun Amerika gereegelt huet, vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun (Schrems II Urteel) fir ongëlteg erkläert gouf, huet d'Europäesch Kommissioun mat den USA intensiv verhandelt, fir besser Konditiounen fir de Schutz vun de perséinlechen Date vun EU-Matbiirger ze schafen.

Dës Verhandlungen hu schlussendlech dozou gefouert, dass den amerikanesche President sougenannten „Executive Orders“ adoptéiert huet, déi nei Garantie fir Europäer virgesinn: ënnert anerem betreffend den Zougang zu perséinlechen Donnéeën vun Europäer fir déi amerikanesch national Sécherheetsautoritéiten, an en zweestufigen onofhängegen Appellmechanismus, fir datt d'Europäer hir Rechter an Usproch huele kënnen. Am Kader vun dësen Entwécklungen huet d'Europäesch Kommissioun eng Evaluatioun vum amerikaneschen Dateschutzsystem gemaach. Vu dass déi Bewäertung positiv ausgefall ass, huet den 13. Dezember 2022 d'Europäesch Kommissioun en Entworf fir eng Adäquatioussentscheidung (EU-US Data Privacy Framework oder DPF) proposéiert, an am Kader vum Komitee, dee vum Artikel 93 vum GDPR virgesinn ass, eng Examensprozedur mat de Memberstaate lancéiert.

Lëtzebuerg huet aktiv un dësem Austausch deelgeholl mam Zil, fir den Datefluss ze garantéieren op Basis vun engem stabillen a vertrauenswierdegen Accord, deen Individue schützt a Rechtssécherheet fir Firmen ubitt. Och de „European Data Protection Board“ (EDPB), wou d'CNPD vertrueden ass, an

d'Europaparlament hunn hir respektiv Positiounen zu der DPF Propos presentéiert. Dës gouf iwwerschafft, fir d'Kommentare vun de verschiddenen Acteuren ze berécksiichtegen.

D'Examensprozedur mat de Memberstaaten huet d'DPF-Propositioun positiv aviséiert, inklusiv Lëtzebuerg, sou dass d'Europäesch Kommissioun deemno den DPF den 10. Juli 2023 uegholl huet. Mat dëser Entscheedung erkennt d'Europäesch Unioun, dass den amerikanesche System, dank den neie Garantien, e Schutzniveau vu perséinlechen Donnéeën garantéiert, deen equivalent mam europäesche System ass.

Zousätzlech ass eng éischt Evaluatioun vum DPF ee Joer no senger Adoptioun geplangt. Weider Evaluatiounen wäerten op d'mannst all véier Joer stattfannen. Schlussendlech ass et virgesinn, den DPF zu all Moment kënnen ze ënnerbriechen, ze änneren oder zeréckzezéien, falls de Schutzniveau vun de perséinlechen Donnéeën an de Vereenegte Staate vun Amerika sollt erofgoen.

.....
Travaux sur l'A13 | Question **8163** (17/07/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Opgrond vun engem Chantier an Aarbechten op der A13 Richtung Péiteng op der rouer Bréck bei Schëffleng, ass déi riets Spuer laut Medieninformatiounen „bis op Weideres“ gespaart. De 17. Juli 2023 moies ëm 6.00 Auer sollt d'Spuer opgoen, bis se dunn um 8.00 Auer nees zougaangen ass.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Aus wéi enge Grënn huet déi riets Spuer no esou kuerzer Zäit rëm misse gespaart ginn?

– Wéi eng Zäitfenster ass mat „bis op Weideres“ gemengt?

Réponse (16/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et missten Aarbechten um Trottoir vun der Bréck duerchgefouert ginn, déi ee réischt, nodeems déi riets Spuer a Richtung Péiteng fir de Verkéier gespaart war, an Ugrëff konnt huelen.

Virdu war dëst net méiglech, well de Verkéier op der rietser Spuer gefuer ass.

D'Aarbechte konnte virum Kollektivcongég ofgeschloss ginn.

.....
Examen du permis de conduire | Question **8164** (18/07/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Eisen Informatiounen no falen aktuell ronn 50 % vun de Leit beim éischte praktesche Führerschäinsexamen duerch a kréien zum Deel während der Faart Fale gestallt. Dës Zuele confirméiert de Minister och a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7521 a schwätzt vun engem Taux d'échec vu 47,5 % fir d'Joer 2022.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem héijen Taux d'échec?

• Wéi hunn d'Zuelen iwwert déi lescht 10 Joer evoluéiert?

• Wéi gedenkt d'Regierung, dës Zuelen ze verbessern?

– Kann d'Regierung confirméieren, dass d'Fahrpräiwer de Kandidate Fale stellen?

– Wat kascht de Führerschäin ee Fuerufänger an der Moyenne, wann een den Taux d'échec mat arechent?
• Wéi steet Lëtzebuerg do par rapport zum Ausland?

Réponse (14/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Taux de réussite beim Führerschäinsexamen.

Et ass effektiv esou, dass den Taux d'échec beim praktesche Führerschäinsexame sech an de leschte Jore bei ronn 50 % agependelt huet. Dëst ass en Effekt, deen een och an anere Länner feststelle kann. Sou lounge d'Duerchfallquote fir de praktesche Führerschäinsexamen an Däitschland bei ronn 40 %, a Frankräich bei ronn 42 % an an der Belsch bei ronn 45 % an der rezenter Vergaangeneheet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Experten erklären sech dese Phenomeen ënnert anerer mat der verännerter Approche vun de jonke Führerschäinskandidaten zum Führerschäin an der Mobilitéit als solches. Engersäits huet de Führerschäin bei ville Jonken en anere Stellwäert wéi nach virun 20 Joer, wat mat de verännerte Mobilitéitsgewunnechten (alternativ Mobilitéit oder och de gratis ëffentlechen Transport) ze erklären ass. Dëst féiert awer och dozou, dass déi jonk Chaufferen net méi esou bei den Elteren am Auto de Verkéier ophuele léiere wéi fréier, well si oft net méi op de Verkéier als Bäi- oder Matfuerer oppassen (Smartphone) an esou vill Reflexen an Automatismen net méi hunn oder kennen, iert si an eng Fahrschoul kommen an dat dann do eréischt léiere mussen. Dozou kënnst awer och, dass de Verkéier ëmmer méi komplex gëtt a stänneg zouhëlt, aner nei Verkéiersteilnehmer wéi z. B. d'Trottinnetten oder och den ëmmer zouhuelende Vélosverkéier verlaangen de jonke Chaufferen ëmmer méi of.

Fir op des Entwécklungen ze reagéieren, muss effektiv an Zukunft méi de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness“ geluecht ginn. Fir insgesamt déi jonk Chauffere besser op d'Erausforderung vun moderne Verkéier virbereeden ze kënnen, misst een eventuell bei enger Reform vun Apprentissage driwwer nodenken, fir d'Zuel vun den obligatoreschen Stonnen an d'Luucht ze setzen, fir esou dann och den Taux d'échec erofzekeréien.

Wat d'Führerschäinsexamen ugeet, esou ass awer ze betounen, dass d'Examineuren, déi all staatlech agreéiert an assermentéiert sinn, kengem Kandidat eng Fal stellen.

Wat d'Käschte fir de Führerschäin ugeet, esou läit den duerchschnëttleche Präis (fir Theorie a 16 Stonne Praxis) bei ronn 1.600 Euro, wat awer vu Fahrschoul zu Fahrschoul variéiere kann, well d'Präisser net reglementéiert sinn. Bei engem Echec kommen dann am Schnëtt nach emol ronn 750 Euro dobäi.

Wat d'Ausland ugeet, esou läit laut ADAC de Präis vun engem Autoführerschäin an Däitschland tëschent 2.106 a 4.456 Euro, jee nodeems, wéi vill Stonnen ee muss huelen, fir den Examen ze packen. An der Belsch läit de Führerschäin jee no Quell bei ronn 1.700 Euro an a Frankräich bei ronn 1.800 Euro.

Contournement des sanctions contre la Russie | Question **8165** (18/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Schonn am Februar war de Verdacht opkomm, dass déi lëtzebuergesch Firma G-Core Labs SA als Fournisseur vun engem Content Delivery Network d'EU-Sanktioune

géint Russland ënnerlaf hätt. De Kommunikatiouns- a Medieminister huet a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7623 vum 21. Mäerz erkläert, dass d'Entreprise kontrolléiert an de verbuedene Contenu gelöscht gi wier. Laut rezente Bericht an den däitsche Medien soll d'Firma G-Core Labs de Kontakt zum Sender Russia Today (RT) net direkt an och net ganz ofgebrach hunn. Laut den Auteurs vum Artikel kéint bewise ginn, dass et bis Enn Abrëll eng Verbindung gouf tëschent G-Core Labs an de Serveren, iwwert déi RT Contenu verbreet gëtt.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen, dass d'Firma G-Core Labs SA d'Kontakt mat RT net direkt a komplett ofgebrach huet, nodeems si am Mäerz mat de Virwërf konfrontéiert gi war?

– Wann nee, wat wëllt d'Regierung maache fir sécherzestellen, dass d'Firma G-Core Labs SA d'EU-Sanktioune géint Russland net weiderhin ënnerleef?

2. Sinn der Regierung nach aner Lëtzebuergescher Firma bekannt, déi d'EU-Sanktioune géint Russland an de leschte Méint ënnerlaf hunn?

Réponse (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. De Sujet ass schonn an enger anerer parlamentarescher Fro beäntwert ginn, mir bieden den honorabelen Deputéierten, sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8157 ze referéieren.

ad 2. Der Regierung hires Wëssens ass de Parquet nach an 2 aneren Affäre saiséiert ginn.

Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) | Question **8166** (19/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

„D'Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) fir d'Schüler, déi ee Schouloffbroch riskéieren oder schonn ofgebrach hunn, sinn eng wichteg Mesure, déi d'Verlängerung vun der Schoufflicht begleet. [...] Aktuell gëtt et schonn eng Partie CISPen, an et sollen nach anerer a verschiddene Regioune vum Land geschaf ginn.“ Dëst steet an der aktueller Ausgab vun „EduZoom“ ze liesen, déi virun e puer Deeg vum Educatiounsministère un d'Eltere vu Schüler gemailt ginn ass.

An deem Kontext wëilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wou am Land gëtt et aktuell e Centre d'insertion socioprofessionnelle?

2. Wéi vill wäerten der gebraucht ginn, wann d'Schoufflicht bis 18 Joer voll gräift?

3. Op wéi enge Plazen am Land sinn der nach geplangt a bis wéini sollen déi operationell sinn?

4. Muss nach eng gesetzlech Basis fir d'Centres d'insertion socioprofessionnelle geschaf ginn?

– Wa jo, wat genau muss gesetzlech gereegelt ginn?

Réponse (12/10/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Vun der Schoufrentrée 2023/24 u gëtt et véier Centres d'insertion socioprofessionnelle:

- de Centre Formida (ARCUS ASBL) zu Esch-Uelzecht,
- de Centre Movida (ARCUS ASBL) zu Furen,
- d'Jongenheim (SOLINA ASBL) zu Bartreng an
- de Liewenshaff (Päerd's Atelier ASBL) zu Mëtscheed.

ad 2. an 3. E Centre d'insertion professionnelle (CISP) ka Jonker mat verschiddene Profiller ophuelen. Déi schoufflichteg Schüler tëschent 16 an 18 Joer, déi vun deem neie Gesetz iwwert d'Verlängerung vun der Schoufflicht betraff sinn, sinn nëmme en Deel vun der Populatioun. Donieft kënnen esouwuel Schüler tëschent 12 a 16 Joer, wéi och Jonker, déi net méi schoufflichteg sinn, opgeholl ginn.

Am Kontext vun der Verlängerung vun der Schoufflicht ass d'Betreiung an de Centres d'insertion socio-professionnelle nëmme eng Mesure ënner anere fir Jonker, déi ee Schouloffbroch riskéieren oder d'Schoufflicht schonn ofgebrach hunn.

Déi geographesch Verdeelung vun de CISPen hënt esouwuel vun de Kandidaturen of, déi wäerte gestallt ginn, wéi och vun der Lag vun de Partnerlycéeën.

En internen Aarbechtsgrupp am Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) wäert unhand vun diesen Donnéeën en nationale Plang ausschaffen.

ad 4. Aktuell ginn d'Aktivitéiten an engem Centre d'insertion socioprofessionnelle engersäits duerch d'Lycéesgesetz an andersäits duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 17. August 2011 gereegelt.

– Am Artikel 9 vum Lycéesgesetz (loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) ass virgesinn, dass Schüler ausserhalb vum Lycée, oder an enger Institution spëtzialiséiert kënnen beschoult ginn. D'Course gi gehal vun Enseignanten aus dem Lycée an d'Schüler bleiwen am Lycée ageschriwwen. De Volet vun Enseignement gëtt vum Lycée organiséiert an assuréiert, sou dass den Träger do net intervenéiert.

– Den non-formale Volet vum Centre gëtt vun engem Träger assuréiert, mat deem de Ministère eng Konventioun ënnerschreift, an deen een Agreement kritt. Den Agreement gëtt ausgestallt op Basis vum Artikel 2.7. vum Règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

De Gesetzesprojet Nr. 7994 portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles [...] gesäit am Artikel 17 den Accueil an engem Centre d'insertion socioprofessionnelle als eng vun de Mesures d'accueil de jour vir, dëst fir Jonker, déi am Décrochage scolaire sinn, oder riskéieren ze decrochéieren.

Alphabétisation en langue française | Question **8167** (19/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

En septembre dernier, à la rentrée scolaire 2022-2023, le projet pilote de l'alphabétisation en langue française fut lancé dans quatre écoles de l'enseignement fondamental public, à savoir à Larochette, à Dudelange (École Deich), à Differdange (École fondamentale Oberkorn) et à Schifflange (École Nelly Stein). Le projet pilote se limitait à une classe de la première année du cycle 2 dans les trois autres communes, dont une partie des élèves intégreront le cycle 2 en 2023-2024.

Avant d'intégrer une école de l'enseignement secondaire, selon la réponse du ministre à ma question parlementaire du 8 avril 2022, ces élèves seront regroupés avec leurs camarades alphabétisés en allemand au cycle 4: „De Pilotprojet ass esou ugeluecht, dass d'Schülerinnen an d'Schüler, egal op wéi enger Sprooch se alphabétiséiert ginn, den noutwennenge Sproochebagage hunn, fir souwuel an de Lycéeën mat traditionelle Programmer wéi och an de Lycéeën mat internationalen oder europäesche Programmer hiren Ofschloss kënnen ze maachen. D'Zesummeferung

soll um Enn vum Cycle 4 geschéien, soudatt déi normal Orientatiounsprozedur ugewannt ka ginn.“

C'est dans ce contexte que je voudrais interroger Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures qui seront mises en place afin de garantir que les élèves alphabétisés en français ainsi que leurs camarades alphabétisés en allemand auront atteint un niveau linguistique comparable dans les deux langues, au moment où ils seront regroupés au cycle 4 ?

– De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il garantir qu'au bout de leur parcours scolaire dans l'enseignement fondamental les élèves alphabétisés en français seront aptes à intégrer un établissement de l'enseignement secondaire public « traditionnel » ?

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les élèves alphabétisés en français seront prioritairement orientés vers un établissement des écoles internationales publiques ?

• Dans l'affirmative, pour quelle raison ?

Réponse (29/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Dans le cadre du projet pilote, les socles de compétences à atteindre pour la langue française comme pour la langue allemande sont fixés de façon à ce que les élèves atteignent à la fin de l'enseignement fondamental un niveau leur permettant de prendre pied dans l'enseignement secondaire. Afin d'atteindre les objectifs définis par le plan d'études, les enseignants participant au projet pilote sont tenus de mettre en œuvre des mesures de différenciation pédagogiques telles que prévues à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental applicable pour toutes les classes de l'enseignement fondamental.

Il n'est pas prévu d'orienter les élèves alphabétisés en français prioritairement vers les écoles internationales publiques. Il s'agit d'une alternative supplémentaire d'orientation qui s'offre aux élèves alphabétisés en allemand ou alphabétisés en français lors de leur passage vers l'enseignement secondaire.

Pour de plus amples informations concernant le projet pilote, nous vous invitons à consulter le site Internet <https://alpha.script.lu>.

Raccordement au réseau de distribution de gaz naturel | Question 8168 (19/07/2023) de M. André Bauler (DP)

De Klimawandel an de Krich an der Ukrain hunn dozou gefouert, datt déi energieetesche Transition méi séier wéi geplangt muss ëmgesat ginn. Et war scho méi laang geplangt, fir lues a lues aus de fossillen Energien erauszeklammen an alternativ Energiequellen ze notzen. Dozou gehéiert de Stroum an als Instrument d'Wärmepompe. Ab 1. Januar 2023 mussen och all Neibauten dem energieetesche Standard A+ entspriechen.

Duerch dës Decisiounen kënnen awer elo speziell Situatiounen entstoën, déi dozou féieren, datt Investitiounen an d'Gasnetz, déi och nach um Terrain realiséiert goufen, well se viru Jore geplangt a virgeschriwwen waren, sech net méi notze loosse.

Sou ass mir z. B. zu Ouere komm, datt e fuschneit Lotissement (PAP), wou d'Prozeduren iwwer 15 Joer gedauert hunn, bis datt et endlech fäerdeggestallt konnt ginn, net méi d'äerf un de Gasreseau

ugeschloss ginn, obwuel d'ës awer expressis verbis bei der Planung virgeschriwwen gi war.

Elo muss all nei Wunneng mat enger Wärmepompe equipéiert ginn, obwuel d'Pläng absolutt net dono ausgeluecht gi waren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie folgend Froe stellen:

– No wat fir enge Bestëmmungen ass et verbueden, fir d'ës fäerdeg PAP, deen noweislech virum 1. Januar finaliséiert gouf, un de Gasreseau unzeschliessen?

– Ass et net méiglech, fir an d'ësem spezifesche Fall eng Iwwergangsléiung ze fannen, wou de Gas nach eng Zäit genotzt ka ginn?

– Gëtt et nach iwwer Land änlech Situatiounen, wou e fäerdeg Lotissement net méi un de Gas d'äerf ugeschloss ginn?

Réponse (04/08/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Mam „règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments“ (Energiepass-RGD) ass, nieft verschiddeenen aneren Upassungen am Sënn vun der Dekarboniséierung vun den nei gebaute Gebaier, eng Ännerung vun der Referenztechnologie fir den Heizungssystem agefouert ginn, dat heescht, de Gas-Brennwäert-Kessel ass duerch eng Loft-/Waasser-Wärmepompe ersat ginn. Dës Ännerung bedeit konkret, dass bei der Berechnung vum Energiepass fir een neit Gebai, d'ës mat enger Gasheizung d'Ufuerderunge betreffend d'Primärenergie, déi duerch eng Wärmepompe als Referenz vergi sinn, praktesch net méi kann errechen an deem eng Wärmepompe fir all neit Gebai d'Standardléiung ass. Dës Ännerung ass fir all Baugeneemegung, déi säit dem 1.1.2023 fir ee Wunngebaier erdeelt gëtt, a Kraaft. Bei Baugeneemegungen, déi bis den 31.12.2022 erdeelt goufen, konnt een neit Wunngebaier nach mat enger Gasheizung gerechent an equipéiert ginn. Et sief drop higewisen, dass dës Iwwergangphasen vun annerhallwem Joer, also vum Akraafttriede vum Energiepass-RGD den 9. Juni 2021 bis zum 1. Januar 2023, extra esoulaang gewielt gouf, fir et dem Secteur ze erlaben, sech op déi nei Ufuerderungen anzestellen an d'Gebaier entspriechend kënnen ze plangen.

Ob een neit Wunngebaier kann un de Gasreseau ugeschloss ginn oder net, ass onofhängeg vum Gasreseau selwer a vum PAP, mee hänkt dovunner of, wéini d'Baugeneemegung fir dat betreffend Gebai erstellt ginn ass (virum oder ab dem 1.1.2023).

Dës Ännerung vun der Referenztechnologie op eng Wärmepompe ass mat dee wichtegste Schrëtt, fir dass all Neibau vun engem Gebai esou gebaut gëtt, dass net méi op fossill Energien zeréckgegraff gëtt an d'ës ass ee ganz weesentleche Baustee fir d'Dekarboniséierung vun de Gebaier zu Lëtzebuerg am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang an am Kader vun den europäeschen Ziler fir d'Reduktioun vun den Zäregaser an d'Energieeffizienz.

D'Iddi, fir d'Referenztechnologie vun enger Gasheizung op eng Wärmepompe fir Neibauten ëmzestellen, ass bei engem Event mam Secteur schonn den 10. Dezember 2018 eng éischte Kéier presentéiert ginn an dunn am Kader vun der Ufro fir d'Avisen zum Projet zum Energiepass-RGD den 29. Juni 2020 och offiziell kommunizéiert ginn.

Bei engem Neibau vun engem Wunngebaier ass et haut scho Standard, fir eng Wärmepompe anzusetzen, an et mécht wierklech kee Sënn an ass och aus technescher Sichts net néideg, fir eng Iwwergangsléiung op Basis vun engem fossille Brennstoff wéi dem Gas virzugesinn.

Wéi scho virdrun erkläert, ass et net explizitt verbueden, an engem Lotissement ee Gasreseau virzugesinn, mee doduerch, dass d'Referenztechnologie fir den Heizungssystem zanter dem 1.1.2023 d'Wärmepompe ass an et doduerch rechnesch quasi net méiglech méi ass, mat enger Gasheizung de verlaangte Standard aus dem Energiepass-Reglement ze erfëllen, wäerten och keng Gasheizung méi an neie Wunngebaier installéiert ginn. Doduerch besteet och kee wirtschaftlechen Interêt méi, fir weiderhi Gasreseau an neie Lotissementer virzugesinn.

Travaux de réfection le long de la route B7 entre Ingeldorf et Schieren | Question 8169 (19/07/2023) de M. André Bauler (DP)

Entre Ingeldorf et Schieren des travaux de réfection modestes ont été effectués récemment le long de la route B7. Force est de constater que la couche de roulement du pont routier sur la Sûre est en voie de se dégrader si bien qu'il mérite de réfléchir à son renouvellement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Est-il prévu de renouveler la couche de roulement du pont routier de la B7 dans un avenir proche ?
- 2) Comment les flux de trafic passant par ce pont ont-ils évolué depuis 2018 ?
- 3) Serait-il nécessaire de procéder à d'autres travaux de réfection et de sécurisation le long de la B7, notamment sur le pont routier ?

Réponse (16/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Il n'est pas prévu de renouveler la couche de roulement de l'ouvrage d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » dans un avenir proche.

ad 2) Entre 2018 et 2023, le nombre de véhicules passant sur l'ouvrage d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » est resté relativement stable à l'exception de l'année 2020 (début de la crise sanitaire).

Le nombre de véhicules comptés par jour (3 jours moyens) dans les deux sens combinés tourne autour des 22.500 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) La réalisation des réhabilitations complètes des ouvrages d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » et OA1122 « Viaduc de Schieren » situés sur la B7 est prévue en concordance avec les réflexions menées dans le cadre du Plan national de mobilité 2035.

Évaluation de l'alphabétisation en langue française | Question 8170 (20/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Géintiwwer der Press huet den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend sech d'ës Deeg zefridde mam Pilotprojet ronderëm d'Alphabetisatioun vu Schüler op Franséisch am Cycle 1 an der Grondschoul gewisen. Him léich um Häerz, dass een de Projet spéiderhi verallgemengere kéint. De Feedback wier jiddefalls positiv, heescht et vusäite vum SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques).

Éier et zu enger Auswäitung vun der Alphabetisatioun op Franséisch mat Bléck op d'Rentrée 2026/2027 kënn, soll de LUCET (Luxembourg Center for



Educational Testing) de Pilotprojet via Questionnairen an d'Elteren, standardiséiert Epreuven a Reflexiounsgruppen auswäerten, heescht et. Éischt Resultater sollen 2024 virleien, an e méi approfondéierten Tëschebilan soll laut Site vum Ministère 2026 erauskommen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech am Detail driwwer informéieren, wouranner déi Questionnairen un d'Elteren an déi standardiséiert Epreuv wäerte bestoen a wat an deene Reflexiounsgruppe konkret wäert ugeschwat ginn?

– Wéi eng Kompetenze vun de Kanner ginn evaluéiert?

– Wéi gött d'Objektivitéit vun dëser Evaluatioun garantéiert?

Réponse (29/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la jeunesse

De Pilotprojet „Zesumme wuessen! – Alphabetiséierung op Franséisch“ gött vum LUCET (Luxembourg Centre for Educational Testing) am Laf vun deenen nächste Joren am Kader vum nationale Schoulmonitoring, de längsschnëttlech ugeluechten Épreuves standardiséies (kuerz ÉpStan), wëssenschaftlech begleet. Dofir ginn d'ÉpStan och an deenen nächste Jore kontinuéierlech ausgebaut.

An de fransésische Pilotklassen am éischte Joer vum Cycle 2 ginn, genau wéi an deene Klassen, déi op Däitsch alphabetiséiert ginn, Tester zum lëtzebuergeschen Héierverstoen an zur Mathematik duerchgefouert. Well an de fransésische Pilotklassen den Accent net um Däitschen, mee um Franséische läit, ginn zur Erfaassung vun de Virleefefäegkeete vun der Alphabetiséierung op Franséisch follgend zwee zousätzlech ÉpStan-Tester duerchgefouert:

- compréhension de l'oral en français;
- premiers pas vers l'écrit.

Esou wéi fir déi aner ÉpStan-Tester, ginn dës konzeptuell änlech Tester vu Fuerscher an Enseignanten zesummen an Aarbechtsgruppen entwéckelt.

Nieft de Kompetenztester wäerten d'Schüler aus dem Pilotprojet och déi existéierend ÉpStan-Questionnairen zur Motivatioun, fir op Franséisch ze léieren, ausfüllen. D'Elterequestionnairen, wéi et se haut gött, ginn net just duerchgefouert, mee och erweidert (zum Beispill am Bezuch op d'Aart a Weis, wéi Elteren hir sproochlech Méiglechkeeten aschätzen, hir Kanner an hirem schoulesche Léieren ze ënnerstëtzen).

Schliisslech wäerten och Reflexiounsgruppen an d'Liewe geruff ginn, an deene sech mat den Elteren iwwer d'Wuelbefanne vun de Kanner an d'Méiglechkeete vun den Elteren, fir de Léierprozess ze ënnerstëtzen, berode gött.

Fir méi Informatiounen zum Pilotprojet invitéiere mir Iech, den Internetsite <https://alpha.script.lu> ze consultéieren.

Fir d'Objektivitéit ze garantéieren, gouf en externe Partner mat der Etude beoptraagt.

Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier | Question 8171 (20/07/2023) de M. André Bauler (DP)

Ech si gewuer ginn, datt eng industriell Firma, déi am Beräich vun der Fabrikatioun vu prefabrizéierte metallesche Gebaier spezialiséiert ass, hir Produktioun zu Dikrich soll zoumaachen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Aarbechtsminister riichten:

– Kann den Här Wirtschaftsminister mech am Detail driwwer informéieren, ob hie schonn iwwer dës Decisioun vum Management vun där Firma a Kenntnis gesat ginn ass? Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir dës méiglech Fermeture a wat hunn d'Gesprächer erginn?

– Weess den Här Aarbechtsminister, wéi vill Aarbechtsplazen hei um Spill stinn? Ass schonn eng Demande fir d'„aide au réemploi“ ugefrot ginn?

– Wäert den Här Wirtschaftsminister, zesumme mat de Verantwortleche vun dëser Firma, versichen, fir den Knowhow vun dësem Betrib, deen iwwer 60 Joer hei zu Lëtzebuerg installéiert ass, an déi domat verbonnen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze halen?

Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier | Question 8172 (20/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

La société anonyme Astron Buildings SA, établie et ayant son siège social à L-9230 Diekirch, 34, route d'Ettebruck, a pour objet social l'achat et la distribution, la vente et la fabrication, l'usinage et l'assemblage de pièces de fonderie ou autres produits métallurgiques, le commerce et le montage de bâtiments à structures métalliques et travaux de constructions connexes.

D'après nos informations, la société en question envisage la cessation de ses activités de production sur le site sis à Diekirch, ce qui impliquerait une suppression considérable de postes de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la situation au sein de la société anonyme Astron Buildings SA et comment l'évalue-t-il ?

– Que compte faire le Gouvernement pour venir en aide aux salariés concernés par une éventuelle cessation des activités de la société en question ?

Réponse (18/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le Gouvernement est au courant de la situation au sein de la société Astron Buildings, celle-ci se trouve actuellement dans une situation où elle est tenue de se restructurer afin d'assurer sa pérennité et sa compétitivité sur un marché international en transformation et qui devrait rester tendu sur le long terme. 95 emplois sur 142 au total sont impactés.

Le Gouvernement regrette la cessation des activités de production au Luxembourg et la suppression des emplois qui y sont liés, néanmoins des discussions constructives ont été menées entre partenaires sociaux, à l'issue desquelles un plan de maintien dans l'emploi a été signé. Le Gouvernement constate donc que le modèle du dialogue social luxembourgeois a de nouveau permis de trouver des solutions équilibrées en tenant compte des besoins respectifs de la société et des salariés.

Des représentants aussi bien du Ministère de l'Économie que du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire étaient présents lors des négociations du plan de maintien dans l'emploi, afin de soutenir les partenaires sociaux dans la mise en place d'un tel plan. L'aide temporaire au réemploi est une des mesures qui figurent dans le plan de maintien

dans l'emploi convenu entre les partenaires sociaux. Ce plan de maintien dans l'emploi a été avisé favorablement lors de la séance du Comité de conjoncture du 25 juillet 2023.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a homologué en date du 26 juillet 2023 le plan de maintien dans l'emploi en question. Cette homologation permet aux parties concernées de bénéficier de modalités spécifiques et plus avantageuses en ce qui concerne les mesures et aides retenues. Parmi celles-ci, les mesures suivantes ont été retenues dans ce plan de maintien dans l'emploi :

- chômage partiel ;
- prêt temporaire de main-d'œuvre ;
- aide temporaire au réemploi ;
- préretraite ajustement ;
- préretraite pour travailleurs postés et travailleurs de nuit ;
- soutien de l'ADEM en ce qui concerne le reclassement des salariés impactés dans une autre entreprise ;
- aide pour salariés âgés ;
- formations cofinancées par le Fonds pour l'emploi pour les salariés visant un nouveau poste interne ou externe.

Un comité de suivi avec des représentants des syndicats OGB-L et LCGB, la direction de l'entreprise et la délégation du personnel a été mis en place. En cas de besoin ou à leur demande, des représentants du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et du Ministère de l'Économie peuvent y participer pour suivre l'application du plan de maintien dans l'emploi et des mesures prévues.

De manière générale, à chaque fois qu'une entreprise est amenée à licencier des salariés, les ministres préconisent l'option d'un plan de maintien dans l'emploi et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et les salariés concernés puissent bénéficier des avantages et instruments qui y sont liés.

Pour soutenir les partenaires sociaux dans ce processus, le Gouvernement fournit diverses aides, en particulier une assistance financière destinée aux employés concernés et aux entreprises, y compris celles qui emploient les salariés impactés sans passer par le chômage ordinaire.

Nouveau bureau pour la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette | Question 8173 (21/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Escher Police sollt een neie Policebüro kréien. Dofir war och schonn een Terrain am Gespéich, dee mengen Informatiounen no awer elo net un d'Police an de CGDIS, mee nëmmen nach un de CGDIS soll goen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

- Kann de Minister dës Informatiounen confirméieren?
- Wa jo, ass schonn eng nei Plaz fir d'Police festgeloecht?
- Wann nee, denkt de Minister net, dass hei scho genuch Zäit vergaangen ass, an et am Dossier méi schnell muss virgoen?

Réponse (17/08/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Et ass richteg, dass zimmlech laang zu Esch gekuckt ginn ass, fir en adequaten neie Site fir déi ganz Servicer vun der Regionaldirektioun Esch (haut „Région Sud-Ouest“) an dem Escher Deel vun der

Police judiciaire, déi haut nach um Boulevard Kennedy schafft, ze schafen. Aus enger Rei vu Grënn wor et schwierig, en adequate Site fir e grousst Policegebai zu Esch ze fannen.

D'Situatioun ass elo sou, dass an deene leschten 2 Joer d'Haaptgebai um Boulevard Kennedy renovéiert ginn ass, an dass en neie Kommissariat fir de Quartier Gare just niewendru gebaut gëtt (fir e Kommissariat op 2 Schichten).

Des Weidere gëtt et eng rezent Decisioun, dass déi ganz Servicer vun der Regionaldirektioun Esch (haut „Région Sud-Ouest“) an dem Escher Deel vun der Police judiciaire zu Raemerech beim Rond-point deemächst en neit Gebai gebaut kréien.

Mat der Entscheidung, datt d'Autobunn geréckelt ginn ass, huet sech do eng adequat strateegesch Plaz fonnt.

Op dem Site wäerten dann dat neit 3-Schichte-Kommissariat vun Esch souwéi och d'Fourrière Süden entstoën. D'Planunge fir déi néideg Infrastruktur lafen op Héichtouren – Pläng existéieren an engem Avant-projet.

Tests sur des animaux | Question 8174 (21/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Och wann eng rezent ECI d'Déiereversich ganz staark och an der Grondlagefuerschung kritizéiert an a Fro stellt, sinn se an Europa nach ëmmer eng Realitéit. Och zu Lëtzebuerg. Ënnert der EU NTS Database On The Use Of Animals For Scientific Purposes Under Directive 2010/63/EU kann een d'Unzuel an d'Aarte vu Fuerschungsprojeten hei am Land, déi Déiereversich notzen, nokucken. Dës Datebank ass awer net komplett, well déi Déieren, déi fir d'Versich genotzt ginn, déi eenzeg sinn, déi an de Rapporten ugi ginn. Et sinn nämlech och Déieren, déi fir Projete geziicht respektiv akaaft ginn, mee um Enn net genotzt (kënne ginn) an dann dout gemaach ginn, falls keng aner Optioun wéi z. B. Adoptioun méiglech ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Etablissementer hu mir zu Lëtzebuerg, déi eng Geneemegung hunn, fir Déiereversich laut Direktiv 2010/63/EU auszeféieren, an a wéi ee Beräich falen déi (Schoul, akadeemesch, Industrie, Pharmaindustrie, CRO-Contract Research Organization)?

2. – Wéi vill Déiere goufen an deene leschten 10 Joer a wëssenschaftlechen Experimenten genotzt? Bei dësen Zuelen net nëmmen déi Déieren, déi fir de Projet validéiert gi sinn, mee och déi, déi fir de Projet geziicht gi sinn an net genotzt konnte ginn (opgeléicht no Joer)? – Wéi vill Déiere waren dat fir edukativ Zwecker (z. B. am Lycée an de Biologiescoursen, fir déi noutwenneg Kompetenzen ze léieren)? Wann der fir deee leschten Zweck benotzt ginn, wisou gëtt hei net op „Dummies“/Modeller gesat, wéi dat och op Veterinäruniversitéite mëttlerweil de Fall ass? Wann an de Lycéien Déieren, déi ënnert dës Gesetzgebung falen, benotzt ginn, wéi ass dat gereegelt?

3. Wat fir een Experiment huet hei am Land an deene leschten 10 Joer zur gréisster Unzuel un Déierenzucht an Doud gefouert? Wéi vill Déiere waren et? Waren hei d'3R-Prinzipien ugewant ginn?

4. Wéi vill Déiere goufen an de leschten 10 Joer (opgeléicht no Mount) jeeweils als „Stock animals“ vun den Etablissementer, déi Déiereversich maachen, gehalen?

5. D'EU huet sech zum Zil gemaach, d'Déiereversich esou vill wéi méiglech duerch sougenannten NAMs (Non-Animal Methods) ze ersetzen an nëmmen do, wou et noweislech net anescht méiglech ass, no strengsten Evaluatiounen a Krittären en Déiereversich ze erlaben. Et ass eis zu Ouere komm, dass eng gréisser nei Unitéit fir Déiereversich zu Lëtzebuerg soll kommen.

Kann de Minister dëst bestätegen?

– Wa jo, wat sinn d'Argumenter, fir esou eng Struktur opzebauen? Wat bréngt se eis als Land?

– Wa jo, wat sinn d'Argumenter, fir net dat ëmzesetzen, wat d'Regierung sech laut diversen Artikelen virgeholl huet a wat och d'Zil vun der EU ass, nämlech eng Reduzéierung vun Déiereversich?

– Wa jo, wéi grouss soll dës Unitéit sinn a wat ass de Budget, deen duerfir virgesinn ass (och pro Joer)?

Wat ass am Géigesaz de Budget fir NAMs?

6. Benotzen d'Acteuren, déi hei zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun hunn, fir Déiereversich ze maachen, d'„PREPARE“ an och „ARRIVE 2.0“ Guidelines? Wa jo, gëtt um Enn vun engem Projet eng Evaluatioun gemaach fir ze kucken, ob se sënnvoll an noutwendeg waren?

7. Déiereversich solle vun engem sougenannte „vétérinaire désigné“ iwwerpréift ginn. Am Reglement vun 2013 kann ee liesen:

„Art. 24. Tout éleveur, fournisseur ou utilisateur doit disposer de la part d'un vétérinaire désigné, compétent en médecine des animaux de laboratoire, ou d'un expert ayant les qualifications requises, des conseils sur le bien-être et le traitement des animaux.“

Am Ausland gëtt et a verschiddene Länner Mindestkrittäre vun Ausbildung an Erfahrung, fir dass een als Vétérinaire désigné schaffe kann. Dëst gëtt och vun internationalen Associatiounen gefuerdert fir sécherstellen, dass déi Persoun(en) och dat noutwendeg Wëssen an d'Erfahrung hunn, fir déi Funktioun auszeüben.

– Wat sinn déi genee Krittären u Formatioun a Spezialisatioun, déi esou ee Vétérinaire désigné zu Lëtzebuerg muss hunn? Wat sinn d'Mindestfuorderungen zu Lëtzebuerg? Wann se net gefrot sinn, wisou ass dat esou?

– Laut engem Dokument vun der Uni Lëtzebuerg sinn et 1,5 Veterinären, déi dës Poste 24/7 besetzen, och während de Weekender an de Vakanzen. Ginn dës Informatiounen vun der Autorité compétente iwwerpréift?

– Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi ee Vétérinaire désigné huet, falls e Mësstänn feststellt? Sinn déi gesetzlech festgeluecht a ginn déi Méiglechkeete vun der Autorité compétente iwwerpréift?

• Wa jo, wéi?

• Wann nee, gëtt et do Iwwerleeungen, fir dës Funktioun méi genee gesetzlech festzeleeën?

– Fir d'Onofhängegkeet vum Vétérinaire désigné ze garantéieren, sollt déi Fonctioun weisungsfrei sinn an et sollt séchergestallt ginn, dass seng Jugementer en net a Situatiounen vun eventuellen Interessekonflikter bréngen.

• Wéi ass dat séchergestallt?

• Wat fir ee Budget steet dësem Posten zur Verfügung, fir seng Kontrollen effizient kënnen ze maachen?

• U wéi enge Reuniounen hält de Vétérinaire désigné regelméisseg deel?

8. Op der Universitéit Utrecht an Holland gëtt aktiv dru geschafft, fir déiereversichsfrei Fuerschung duerch eng eege Professur weiderzedreiwen. Wéi steet Lëtzebuerg zum Projet aus Utrecht an ass dat appes, wat och fir Lëtzebuerg envisagéiert ass? Wéi

eng Initiative gëtt et do konkret a wéi ee Budget ass do virgesinn?

9. Am Reglement vun 2013 kann een dann d'Konditiounen fir den Akaf vun den Déieren noliesen:

„Tous les éleveurs, fournisseurs et utilisateurs doivent présenter une demande écrite, dans une des langues officielles du pays, à l'autorité compétente en vue d'un agrément et d'un enregistrement auprès d'elle. L'agrément peut être accordé pour une durée limitée.“

Wéi eng Fournisseuren hunn am Moment sou eng Geneemegung? Aus wéi enge Länner sinn dës?

Handelt et sech ëm lieweg Déieren oder agefrueren Organismen, déi geliwwert ginn?

10. Laut dem Reglement vun 2013 kann ee liesen, dass et ee „Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques“ gëtt. Dee soll ënnert anerem d'Autorités compétentes beroden. Laut Mémorial B gouf d'Zesummesetzung am Arrêté ministériel du 19 octobre 2021 festgehalen. Wann een d'Gesetzgebung an och d'Ausféierung mat anere Länner vergläicht, déi och um Site vum Agrikulturministère opgeléicht sinn, muss ee feststellen, dass eleng d'Kompositioun vum Comité erstaunlech ass.

– Wéi genee gëtt d'Roll vun dëser Kommissioun ausgeféiert a wie leet se?

– Wat sinn d'Qualifikatiounen an d'speziell Expertis am Domaine vun den Déiereversich an Eethik, souwéi am „Experimental Design“, déi déi verschiddene Membere mussen hunn?

– Ass een oder méi Verrieder vun enger Déierechutzorganisatioun Member vun der Kommissioun?

– Wéi oft kënn se zesummen?

– Wou kann een d'Rapporte vun der Kommissioun noliesen?

– Ass de Minister der Meenung, dass dës Zesummesetzung sënnvoll ass an dat beschtméiglecht Resultat fir Lëtzebuerg garantéiert? Ass d'Onofhängegkeet vun der Kommissioun garantéiert?

– Ass de Minister der Meenung, dass d'Expertis vun den aktuelle Memberen déi ass, déi sécherstelle kann, dass hei zu Lëtzebuerg een héchste Standard agehale ka ginn?

– Ass de Minister der Meenung, dass et sënnvoll ass, dass d'Autorités compétentes sech selwer beroden?

11. An Holland ginn d'Projete vun der „central authority for scientific procedures on animals“ autoriséiert. Dëst ass eng QUANGO (quasi-autonomous non-governmental organization) mat Experten an den néidege Beräicher. Dëst stellt sécher, dass d'Evaluatioun vun de Projeten onofhängeg a mat héijer Expertis ka gemaach ginn.

Ass de Minister der Meenung, dass d'Beispill aus Holland méiglecherweis och eng Optioun fir Lëtzebuerg wier?

– Wa jo, wéini kéint dëst ëmgesat ginn? Wann nee, firwat?

– Wann nee, gëtt et extern Auditen, déi d'Qualitéit vun deene Prozessen an Evaluatiounen iwwerpréift hunn?

12. Laut EU-Direktiv 2010/63 Punkt 38 soll eng eethesch Evaluatioun an de Memberstaate stattfannen.

– Op wéi engem Niveau passéiert déi?

– Wéi genee gëtt hei virgaangen?

– Wéi eng Experte sinn hei implizéiert?

13. Laut den Internetsäite vum Agrikulturministère gouf zweemol een 3R-Symposium zu Lëtzebuerg ofgehalen, wou Präisser verdeelt gi sinn. De LIST ass hei allkéiers als Gewënner ervirgaangen.

Wéi eng aner Institutionen hu matgemaach a wéi gutt hunn se ofgeschnidden? Erfüllen si d'3R-Virgaben zu den héchste Krittären, besonnesch déi vum „Replacement“? Wéi ee Gremium huet dës Wettbewerber evaluéiert a wéi eng Krittäre sinn applizéiert ginn? Kann een dozou méi genee Informatiounen anzwousch noliesen?

14. Op der Internetsäit vun der Uni.lu kann ee liesen, dass ee Comité éthique pour l'expérimentation animale opgestallt ginn ass.

https://www.uni.lu/research/researchers_research_ethics_policies_and_committees

Wéi een hei liese kann, si just Leit, déi Salariéë vun der Uni.lu sinn, an deemem Comité representéiert. De President vun deem Comité ass, wéi een nosiche kann, eng Wëssenschaftlerin, déi selwer Déiereversich mécht an de Vizepresident ass laut Dokumenter op der Internetsäit de Manager vun der Maudéierenhaltung.

– Wéi gëtt séchergestallt, dass et net zu Interessenskonflikter kënn?

– Wéi vill Gewicht huet den Avis vun deem Comité a wat bedeit dat fir d'Autorisatioun vu Projeten?

– Huet de Comité scho misse Projete stoppen, well de Respekt vun den 3Ren net garantéiert war? Wa jo, wéi oft?

– Huet den LIH, op deem laut Internetsäiten och Déiereversich gemaach ginn, och esou eng Eethikkommissioun? Wa jo, wéi ass déi opgestallt a wéi fonctionéiert se?

– Wéi gëtt dat an aneren Institutionen, déi Déiereversich maachen, gehandhaabt?

15. Laut dem Reglement vun 2013 muss all Joer a mindestens bei engem Drëttel vun den Utilisateuren vun Déiereversich Kontrolle gemaach ginn.

– Wéi héich war de Prozentsaz u Kontrollen an de leschten 10 Joer (opgeléicht no Joer)?

– Wéi vill Persoune waren am leschte Joer zoustänneg, fir dës Kontrollen ze maachen?

– Wéi eng Qualifikatiounen haten d'Leit, déi déi Kontrollen duerchgefouert hunn? Si bei dëse Kontrollen och extern Experte mat abezu ginn, fir souwuel der Qualitéit wéi och dem potentiellen Interessenkonflikt Rechnung ze droen?

– Sinn an de leschten 10 Joer Nonkonformitéite festgestallt ginn? A wéi engem Beräich sinn an de leschten 10 Joer Verstéiss géint d'Reglement festgestallt ginn, speziell wat de Bien-être animal an d'Anhale vun den 3R (net d'Konformitéit vun den Infrastrukturen) ugeet?

• Wa jo, wéi vill?

• Wa jo, wat waren d'Konsequenzen?

16. Am Fall vu Verstéiss géint den Déiereschutz gëtt et an anere Länner Whistleblower-Méiglecheeten, fir am Fall vun Onreegelméissegkeeten déi Persoune ze schützen, déi se rapportéiere wëilten.

Gëtt et esou eng Whistleblower-Méiglecheet och zu Lëtzebuerg?

– Wa jo, u wie kënnen dës Persoune sech wenden a wéi genee fonctionéiert et?

– Wann nee, firwat net?

17. D'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), fréier Administration des services vétérinaires (ASV), ass zoustänneg, fir d'Anhale vum ofgeännerten Déiereschutzgesetz vun 2018 grad wéi d'Reglement vun 2013 ze kontrolléieren.

– Wéi vill Persoune sinn am Moment fir dee Beräich bei der ALVA ugestallt?

– Ëm wéi vill Tächten handelt et sech? Wéi vill Zäit gëtt fir d'Déiereversich ze iwwerpräiwe benotzt?

– Wat sinn d'Profiler vun de jeeweilige Mataarbechter? Hunn dës Persoune och ausserhalb vun

hiren Tâchë bei der ALVA am Beräich vun den Déiereversich Erfahrung?

– Wéi vill Kontrollen huet d'ASV/ALVA an de leschte 5 Joer gemaach?

Réponse (31/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

ad 1. Dräi Etablissementer hunn zu Lëtzebuerg een Agreement als Établissement utilisateur no dem Artikel 19 vum Règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques (heidrënner ofgekierzt: Règlement vun 2013). Déiere ginn a Beräicher vun der Grondlagefuerschung, transnationaler an ugewanter Fuerschung a fir Formatiounszwecker benotzt.

ad 2. Säit 2014 publizéiert de Landwirtschaftsministère de Bericht mat den Informatiounen, wéi vill Déiere pro Joer an Experimenten benotzt gi sinn. Dës Publikatioun ass am Aklang mat de Virgabe vun der Annex II vun der Décision d'exécution (UE) 2020/569 de la Commission du 16 avril 2020 établissant un format commun et un contenu d'information pour la transmission des informations à déclarer par les États membres en vertu de la directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques, et abrogeant la décision d'exécution 2012/707/UE de la Commission.

Dësen Tableau gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel vun Déieren, déi vun 2014 bis 2022 a wëssenschaftlechen Experimenten genotzt gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dës Rapporte beinhalten net d'Informatiounen zu Déieren, déi net an Experimenten benotzt ginn.

D'Unzuel vun den Déieren, déi fir Projete geziicht ginn, sinn no dem Artikel 54§1 vun der Direktiv 2010/63/UE all 5 Joer am Kader vum 5-Joer-Implementéierungsrapport ze sammeln:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zu Lëtzebuerg ginn Déieren zu Formatiounszwecker benotzt am Kader vun der Aus- a Fortbildung vun de Persoune, déi implizéiert sinn un der Fleeg souwéi bei der Duerchféierung vun den Déiereversich.

Natierlech verfügen d'Institutere och iwwer Dummies, op deenen als éischt geübt gëtt. Dëst ass d'Prozedur scho säit zwee Joer an erméiglecht et, den Asaz vun Déieren ze limitéieren an de Stress vun ongeübte Manipulator ze senken. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, datt zum Schluss d'Personal och u liewigen Déieren trainéiert muss ginn.

Relevé vun den Déieren, déi fir Formatiounszwecker benotzt gi sinn an de Joren 2014–2022:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir d'Benotze vun Déiere fir edukativ Zwecker an engem Lycée schreift d'Déiereschutzgesetz eng Autorisatioun vir. Ier de Lycée iwwerhaupt een Experiment zu Lëtzebuerg dierf duerchféieren, muss am Virfeld eng Autorisatioun beim Landwirtschaftsminister ugefrot ginn. En Déiereversuch kann nëmmen ënnert bestëmmte Konditiounen geneemegt ginn, wobäi och iwwerpräift gëtt, ob de Versuch indispensable ass, dat heescht:

– ob de Versuchsprojet vu wëssenschaftleche Standpunkte justifiéiert ass;

– ob d'objektiv Benotze vun den Déiere gerechtfäerdigt ass;

– et gëtt een Ofweien duerchgefouert, ob den Notzen, d. h. d'Erkenntnisser, déi duerch dës Studie gewonnen ginn, par rapport zu enger méiglecher Belastung oder Péng kloer an däitlech iwwerweien;

– ob d'Reegel vum 3R-Prinzip (cf. Äntwert 12 fir eng Definitioun vun deemem Prinzip) respektéiert gëtt. Et gëtt och iwwerpräift, ob keng Alternativmethod zur Verfügung steet, d. h. ob d'Experiment ouni Déiere kéint duerchgefouert ginn. Dorënner falen: In-silico-, In-vitro-Methoden, Computersimulatiounen, Zellkulturen, Mikroorganismen, Versich vu Mënschen. Am Fall vun Benotze vun Déieren am Lycée sinn Dummies, 3D-Modeller oder aner Ressourcë verfügbar, déi z. B. erfaasst si vun „InterNICHE“.

Zudeem muss als Grundvoraussetzung de Lycée initial een Agreement als Établissement utilisateur accordéiert kritt hunn. Dësen Agreement ass u streng Oplage gekoppelt, wéi z. B. Personal (Vétérinaire désigné, Formatioun vum Personal, Infrastruktur, Surveillance etc.).

Bis dato sinn zu Lëtzebuerg keng Déiereversich vun engem Lycée beim Landwirtschaftsminister ugefrot respektiv autoriséiert ginn.

ad 3. Am LIH war dëst e Projet aus der Onkologie mat 2.097 Mais, déi iwwer e gesamten Zäitraum vu 5 Joer benotzt gi sinn. Dat finaalt Zil vun deemem Projet war et, Weeër ze fannen, fir net responsiv Kriibspatienten op eng Immunotherapie äntweren ze loossen. De Projet huet niewent den Déieren och Zell-an In-Silico-Modeller ëmfaasst. Dës Technike goufe komplementär agesat, mee konnten d'Fuerschung op den Déieren net komplett ersetzen (Replacement). Zudeem gouf eng statistesch Berechnung gemaach, fir d'Déierenzuel esou kleng wéi méiglech ze halen (Reduction). D'Déiere goufen all Dag iwwerwaacht an ënnersicht, fir onnëtz Leiden ze vermeiden, konnten a Gruppen hebergéiert ginn an hate Spillsaachen (Enrichment) am Käfeg (Refinement).

D'Universitéit Lëtzebuerg an den LIH hale sech bei allen Etappe vun engem Fuerschungsprojet un déi erfuenderlech 3R-Prinzipien (cf. Äntwert 12), an zwar vun der Virbereedung vum Projet, iwwer den Design vum Experiment, bis zur Duerchféierung vum ganze Projet.

ad 4. D'Zuel vu Stock Animals vun enger Animalerie ass definéiert als d'Zuel vun Déieren, déi zu engem gewëssen Zäitpunkt gehale ginn. Dës Zuel changéiert also all Dag.

ad 5. Duerch Infrastrukturearbechten an engem ëffentleche Gebai huet den LIH 2022 eng zwou Animalerie misse schléissen an huet d'Decisioun getraff, fir dës Déieren an déi besteeënd Animalerie ze integréieren. Dës Decisioun ass am Sënn vun den Déiere getraff ginn, well doduerch d'Haltung zentraliséiert gëtt, d'Zuchtdéiere minimiséiert kënnen ginn an de Suivi erlichtert gëtt. Et ass fir den LIH keng nei Unitéit geplangt.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet mëttelfristeg keng Pläng, fir eng nei Unitéit fir Déiereversich opzebauen. D'Universitéit verfüegt iwwer eng adäquat Animalerie fir Mais an Zebrafesch, déi den héchste Qualitätsstandarden entsprécht. Am Kader vum strateegesch wichtege Opbau an der Weiterentwécklung vun der Medezinn a Biomedezinn zu Lëtzebuerg ass awer virauszegesinn, dass d'Zuel vu Fuerschungsprojeten an deem Beräich laangfristeg an d'Luucht wäert goen. Dofir ass eng Erweiderung vun der besteeënder Struktur net ausgeschloss.

Parallèlement dozu hunn d'Université an den LIH verschidde Projete lafen, déi sech speziell mam Entwéckle vum NAMs (Non-Animal Models) beschäftegen. Dat ass net ee spezifesche Budget, mee et handelt sech ëm verschidde Budgete jee no Fuerschungsprojete. Ausserdeem huet d'Université zesumme mam LIH eng spezifesch Plattform (Disease Modelling and Screening Platform) zur Entwécklung an Teste vum NAMs etabléiert. Generell kann een ënnersträchen, datt NAMs weesentlech manner kaschten ewéi Déiereversich a schonn eleng doduerch d'Déiereversich weesentlech manner attraktiv sinn.

ad 6. D'PREPARE Guidelines gi bei der Evaluatioun an der Autorisatioun vum eethesche Protokoll kontrolléiert, souwuel institutsintern wéi och op staatlecher Säit. D'Anhale vum den ARRIVE Guidelines gëtt bei der Publikatioun an der wëssenschaftlecher Fachliteratur erfrot.

ad 7. Zu Lëtzebuerg sinn d'Mindestufuerderunge festgeluecht duerch d'Lignes directrices déterminant les exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises pour les personnes visées par les articles 22, 23 et 24 du règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

D'Université Lëtzebuerg huet 1,5 FTE Veterinären als Vétérinaire désigné am Déingscht. Den Ënnerhalt an d'Wuelbefanne vum den Déiere gëtt op der Universitéit vu speziellem Personal (Animal Caretakers) assuréiert, déi, falls néideg, 24 Stonnen den Dag a 7 Deeg an der Woch Kontakt mat designéierte Veterinären ophuele kënnen.

Zu den Aufgabe vum den designéierte Veterinäre gehéiert, dass si proposéiert Déierenexperimenter präiwen an approvéieren, ier et eng institutionell Approbatioun gëtt, déi den zoustännege Ministèren zur Entscheedung virgeluecht gëtt. Wann déi proposéiert Projeten net den europäesche Standarden entsprechen, respektiv wann déi néideg Upassungen net agesat ginn, ginn d'Projeten net vum Veterinär approvéiert. Bei der Duerchféierung vum engem Experiment huet den designéierte Veterinär ausserdeem d'Recht, en Experiment fir eenzel Déieren oder, falls erfuerderlech, e ganzt Experiment ze änneren oder ofzebriechen.

Déi designéiert Veterinären hunn dat spezifescht Mandat, d'Wuelbefanne vum den Déieren ze kontrolléieren an de Fuerscher praktesch Rotschléi ze gi beim Ëmsetze vum de beschtméigleche Standarden am Ëmgang mat Déieren. Si si selwer keng Benotzer vum der Animalerie a sinn hierarchesch net un d'Animalerie gebonnen.

Déi designéiert Veterinären huele reegelméisseg un de Reunionne vum Comité d'éthique pour l'expérimentation animale (CEEA) deel, souwéi och un de Reunionen, déi sech mam Wuelbefanne vum den Déiere befaassen (Animal Welfare Bodies).

ad 8. De Ministère fir Landwirtschaft organiséiert reegelméisseg Seminairen iwwert alternativ Methoden an der Fuerschung fir eng déiereversichfräi Fuerschung, respektiv fir d'Unzuel vun den Déieren an der Fuerschung ze limitéieren. D'Institutuer huelen all Joer un dësem Kongress deel, fir hir Projeten an deem Beräich virzestellen.

ad 9. Zu Lëtzebuerg hunn dräi Etablissementer en Agreement als Fournisseuren. Deen Agreement concernéiert lieweg Déieren. Am Fall vum engem Transfert vun Déieren aus engem Etablissement aus dem Ausland, sinn dës Fournisseure vun den Autoritéiten aus dem jeeweilige Memberstaat autoriséiert no dem Artikel 20 vum der Direktiv 2010/63/EU. D'Universitéit

importéiert souwuel lieweg Déiere wéi och agefrueren Embryoen. D'Fournisseure vun der Universitéit sinn ausschliisslech approvéiert Fournisseuren.

ad 10. D'Ausféierung vum den Aufgaben ass festgeluecht duerch den Artikel 48 vum Règlement vum 2013. Konkreet beinhalt dëst ee reegelméisseg Austausch mat der zoustänneger Autoritéit souwéi mat de Structures chargées du bien-être vum den Institutuer. Vu datt bis dato keng offiziell Ufro weeder vun den zoustännege Autoritéiten nach vun de Structures chargées du bien-être vum den Institutuer un de Comité adresséiert ginn ass, iwwerhëlt de Comité eng méi proaktiv Roll, z. B. huet e contribuéiert beim Ausschaffe vum de Lignes directrices déterminant les exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises pour les personnes visées par les articles 22, 23 et 24 du règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. Eng aner Initiativ vum Comité war d'Initiatiiv vum Luxembourg 3R-Symposium. D'Haaptzil war d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun allen Acteuren iwwert d'Bonnes pratiques an nei Erkenntnisser a puncto Haltung, Zuucht a Fleg vum de Versuchsdéieren.

D'Leedung vum Comité gëtt assuréiert vum President, conformément zum Artikel 48 Punkt 3 vum Règlement vum 2013.

De Comité ass zesummegesat aus Verrieder nominéiert vum dem Landwirtschaftsministère, vum dem Gesondheitsministère, vum dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung a vun der ALVA.

D'Kompositioun vum Comité ass duerch den Artikel 48 Punkt 3 festgeluecht; de Moment ass kee Verrieder vun enger Déiereschutzorganisatioun virgesinn. Am Kader vum enger Ofännerung vum Artikel 48 vum Règlement vum 2013 kéint dëst uviséiert ginn (cf. heidreänner).

De Comité taagt an der Reegel eemol pro Joer, wéi dat am Artikel 48 Punkt 4 vum Règlement vum 2013 festgeluecht ass. Déi lescht Reunion huet de 17. März 2023 stattfonnt.

Zudeem participéiere Verrieder vum Comité un de järeleche Reunionne vum dem European National Committee Network, wou de 4. Abrëll 2023 eng Reunion ënnert polnescher Leedung stattfonnt huet. De European National Committee Network ass eng Plattform, déi et erlaabt, Recommandatiounen a Publikatiounen tëschent den nationale Kommissiounen auszetauschen.

De Landwirtschaftsministère ass derbäi, een Amendement vum Artikel 48 vum Règlement vum 2013 auszuschaffe mat dem Zil, d'Zusammensetzung vun Experten am Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques unzepassen. Des Weidere soll de Comité déi néideg Moyenen erhalen, fir senger Roll kënnen gerecht ze ginn, notament technesch Moyenen an administrativ Ressourcen.

D'Kompositioun vum den aktuelle Membere garantéiert déi néideg Expertis an de Fachberäicher vun den Naturwëssenschaften, der Veterinärmedezinn an dem Droit.

Zum aktuellen Zäitpunkt besteet a puncto Berodung vun der Autoritéité compétente d'Méiglechkeet, fir op extern Experten zuréckzegräifen, déi onofhängeg fungéieren. Fir d'Zukunft wäerten duerch ee virauszichtslechen Amendement vum Règlement vum 2013 gesetzlech Moyene gi sinn, fir d'Kompositioun vun de Verrieder auszewäiten. Domadder wär et méiglech,

datt spezialiséiert Experten, déi aktiv an engem Rechercheinstitut schaffen, mat hire Kompetenzen de Comité beräicheren, fir allen Ufuerderunge gerecht ze ginn.

ad 11. De Landwirtschaftsministère ass derbäi, ee Projet d'amendement vum Déiereschutzgesetz auszuschaffen, fir e Comité d'éthique ze kreéieren mat der Aufgab, d'eethesch Evaluatioun vum de Projeten no dem Artikel 38 vum der EU-Direktiv 2010/63 duerchzeféieren. Heifir muss een d'Delaie vun der offizieller Prozedur en considération zéien, déi bei enger Ofännerung vun engem Gesetz ufalen, éier den neie Comité d'éthique kéint a Funktioun trieden.

ad 12. D'eethesch Evaluatioun vum de Fuerschungsprojete gëtt fir d'éischt op Institutsniveau gemaach am eethesche Comité, ier de Gesondheits- an de Landwirtschaftsministère eng weider eethesch Evaluatioun maachen.

D'eethesch Evaluatioun vun all Demande fir eng Autorisatioun vun engem Projet gëtt op zwee Niveauen duerchgefouert. An éischter Instanz evaluéiert den zoustännege Service vum Gesondheitsministère, ob de Versuch vum wëssenschaftlechen oder edukative Standpunkt justifiéiert ass an ob de Projet d'Benotze vun den Déiere justifiéiert (Artikel 37 1.a) a 37 1.b)).

Ausschliisslech am Fall vum enger positiver Evaluatioun gëtt an engem zweete Schrëtt eng Evaluatioun vum dem Landwirtschaftsministère/ALVA duerchgefouert, déi iwwerpréift, ob de Projet esou konstruéiert ass, datt eventuell Leiden a Péng op ee Minimum reduzéiert ginn (Artikel 37 1.c)).

Bei dëser Evaluatioun gëtt een Ofweien duerchgefouert, ob den Notzen, d. h. d'Erkenntnisser, déi duerch dës Studie gewonnen ginn, par rapport zu enger méiglecher Belaaschtung, Leiden oder Péng kloer an däitlech iwwerweit.

Et gëtt iwwerpréift, ob den 3R-Prinzip respektéiert ass:

1. Replacement: Dëst bedeit d'Ersetze vun den Déiereversich duerch een Experiment ouni Déieren, wéi z. B. In-vitro-Methoden, Zellkulturen oder Computersimulatiounen, Versuch u Mikroorganismen, Organ-on-Chip etc.

2. Reduction: Heirënner falen all Methoden, déi et erméiglechen, d'Zuel vun den Déieren an enger Versuchsrei ze verréngeren oder méi Informatiounen mat der gläicher Unzuel vum Déieren ze erhalen, z. B.: Uwende vu statistesche Methoden, fir d'Déierenunzuel am Protokoll ze reduzéieren, Verbesserung vun der Konzeptioun vun de Versich, Austausch vun den Daten a Ressourcen (Déieren, Organer, Equipment) mat anere Fuerschungsgruppen, Benotze vun Technologie wéi Bildgebung (z. B. IRM); dëst erlaabt et, fir longitudinal Studien an Déieren duerchzeféieren.

3. Refinement: All Moyenen, déi d'Déiere wuel verbessern an d'Leiden, de Stress an d'Schmäerzen op ee Minimum reduzéieren, d. h. d'adäquat Uwendung vu Schmäerzméttel an Narkoséméttel, Vermeidung vu Stress duerch geschoulte Personal, den Déieren erlaben, hiert aartspezifesch Verhalen auszeüben duerch eng adäquat Haltung, z. B. duerch d'Bereetstellung vun Nestbaumaterial etc.

Zudeem ginn ënnert anerem Punkte kontrolléiert wéi déi hei:

- Ginn d'Reegele vum Déiereschutz respektéiert?
- A wéi engen Tester ginn Déiere benotzt?
- Wéi ass de Suivi/d'Iwwerwaachung vun den Déieren?
- Wéi een Impakt hunn dës Tester fir d'Déier, a wéi ass dës Belaaschtung klasséiert?

– Wat ka konkret ennerholl ginn, fir d'Wuel vun den Déieren ze verbesseren, z. B. d'Benotze vu Schmäerzmëttelen?

– Wat sinn d'Ofbrochkrittäre vun dëse Versich? D'Zil ass, scho fréizäiteg onzoulassegt Leiden a Péng vun den Déieren ze erfassen an ze erméiglechen, datt d'Déier fréizäiteg aus dem Versuch erausgeholl gëtt.

– Wat geschitt mat den Déieren um Enn vum Projet? Am Fall vun enger Euthanasie, wéi leeft dës of? Hunn all Wëssenschaftler d'Kompetenzen an d'Formatioun fir déi eenzel Tester duerchzeféieren?

An der Evaluatioun no Punkt 38 vun der EU-Direktiv 2010/63 sinn Experte vun Gesondheitsministère a vun der ALVA implizéiert.

ad 13. D'Lëtzebuurger Déiereschutzliga huet 2022 fir d'éischte Kéier een 3R-Präis verginn un eng signifikativ Leeschtung, fir Déiereversich ze ersetzen, ze reduzéieren oder ze verbesseren (3R-Prinzip). Dëse Präis ass un de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) iwwerreecht gi fir déi ausgezechent an innovativ wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi duerch de Projet Development of in vitro models of the human alveolar region konnte gewonne ginn. Heibäi handelt et sech ëm ee Projet, deen ee komplette Replacement erlaabt duerch d'Entwécklung vun engem Zellmodell, fir d'Sensibiliséierung vun den Otemweeër ze testen.

Eurogroup for Animals, den europäeschen Daachverband vun Déiereschutzorganisatiounen, huet zesumme mat der Lëtzebuurger Déiereschutzliga de komplette Prozess vun der Bewerbung (d. h. d'Aus-schaffe vun dem Formulaire, fir bei der Kompetitioun ze participéieren), d'Festleeë vun de Krittäre vun der Evaluatioun, d'Auswiele vun an d'Kommunikatioun mat de véier internationalen Experte fir d'Evaluatioun vun den Dossiere bis hin zur Determinatioun vun dem Gewënner bewierkstelt. D'ALVA huet an dësem Prozess exklusiv déi administrativ Chargen iwwerholl, wéi z. B. d'Sammele vun de Bewerbungen.

All Dossiere fir den 3R-Präis sinn no follgende Krittäre vu véier internationalen Experten evaluéiert ginn:

- Qualitéit vun der Contributioun;
- aktuell a potentiell zukünftigen Impakt, fir den 3R-Prinzip an de wëssenschaftlechen, regulatorischen, industriellen an edukative Beräicher ze verbesseren;
- Transparenz, Innovatioun a Robustheet vun dem Projet;
- Méiglechkeet, d'wëssenschaftlech Erkenntnisser an anere Fuersungsgebieder oder Methoden unzewinnen;
- Niveau vun der Vulgarisatioun/Verbredung/Publicatioun vun der Aarbecht;
- Stärker vun de Pläng fir d'Präisgeld ze benotzen an haaptsächlech fir d'3Ren ze verbesseren.

Et goufe follgend véier international Experte vun Eurogroup for Animals involvéiert:

- Prof. Dr Dania Movia vun der University of Dublin;
- Dr Laura Gribaldo vum European Commission, Directorate General Joint Research Centre (JRC);
- Prof. Dr Merel Ritskes-Hoitinga vun der Faculty of Veterinary Medicine Utrecht University;
- Dr Pandora Pound vu Safer Medicines UK.

Zudeem gouf ee Posterpräis un den LIH vergi fir de beschte Poster Brain tumors: How to refine the use of animals for patient-derived xenografts. D'Poster goufe vun den externe Riedner un 3R-Symposium bewäert no de follgende Krittären:

- wëssenschaftlech Relevanz, Exzellenz an Innovatioun;
- potentiellen Impakt, fir den 3R-Prinzip ze verbesseren;

– strukturéiert a logesch Argumentatioun;

– Opbau vum Poster (d. h. Balance tëschent Text, Tableaux a Figuren).

D'Experten, déi d'Postere bewäert hunn, waren:

– Prof. Dr Malcolm Macleod (Professor of Neurology and Translational Neurosciences and Academic Lead for Research Improvement and Research Integrity at the University of Edinburgh);

– Prof. Dr Dorte Bratbo Sroensen (Associate Professor of Preclinical Disease Biology at the University of Copenhagen);

– Prof. Dr Winfried Neuhaus (Professor for 3Rs and New Approach Methodologies at DPU Krems);

– Dr Michelle Stewart (Scientific Manager at the Mary Lyon Centre at Harwell).

Bei dem 3R-Präis a bei den 3R-Posterpräis-Kompetitiounen hu Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg, dem LIH an dem LIST participéiert.

ad 14. De CEEA ass en universitéitsinterne Comité, wou d'Membere Salarié vum der Universitéit sinn. Wéi an der EU-Direktiv 2010/63 virgesinn, si follgend Kategorien am Comité vertrauden, fir eng gutt Iwwersiicht iwwert d'Protokoller ze garantéieren:

- Kategorie A – Veterinären;
- Kategorie B – Fuerscher mat Expérience am Beräich vun den Déierenexperimenter;
- Kategorie C – Leit ouni Expérience am Beräich vun den Déierenexperimenter;
- Kategorie D – Leit, déi deeglech mat der Fleeg vun den Déiere beschäftegt sinn, y inclus Leit, déi d'Animalerie bedriewen.

D'Protokoller gi vun alle Memberen am Liicht vun hirer spezieller Kompetenz ënnersicht a wann néideg a regulären oder extraordinäre Sëtzunge vum Comité diskutéiert. Fir en Interessekonflikt auszuschléissen, huelen d'Membere vum Comité, déi selwer aktiv un engem Protokoll bedeelegt sinn, deen ënnersicht gëtt, net deel un der Evaluatioun vun deem Protokoll. Dat gëllt och fir d'Presidence vum Comité. Eng Ausnam gëtt et nëmme fir d'Veterinäre wéinst hirer spezieller Roll bei der Kontroll vun den Experimenter.

Fuerscher dierfe keng Déierenexperimenter maachen ouni d'Autorisatioun vun den zustännege Ministère. D'Erlabnis vum interne Comité ass néideg, ier d'Demande vum Projet bei de Ministère kann agerecht ginn.

D'3R-Reegele gi konsequent agehalen. De Comité huet deemno nach keng Projekte misse stoppen; et kënn awer vir, dass Ännerungen un engem Projet gefrot ginn, ier de Projet accordéiert gëtt.

D'Kompositioun an de Fonctionnement vum Comité am LIH sinn an engem interne Qualitéitsdokument festgehalen, wat follgend Kompositioun virgesäit:

- Expert an der Expérimentation animale;
- Vétérinaire désigné;
- 1–2 Labotechniker;
- 1–3 biomedezinnesch Fuerscher;
- 1–2 Laien (i. e. Statistiken, Quality Officer).

Et gëtt keng aner Instituter zu Lëtzebuerg, déi Déiereversich maachen.

ad 15. Vu déi geréng Unzuel un Etablissementer, läit de Prozentsaz u Kontrolle bei 100 %, d. h. an der Period 2013–2022 ass all Institut mindestens eemol pro Joer kontrolléiert ginn.

Dës Kontrolle gi vun zwee Veterinäre vun der ALVA duerchgefouert.

D'Leit, déi d'Kontrollen duerchféieren, hunn een Diplom an der Veterinärmedezinn an eng universitär

Zousazausbildung an de Sciences des animaux de laboratoire.

Lëtzebuerg huet een Austausch tëschent den offizielle Veterinären aus aneren EU-Memberstaaten initiéiert, wou reegelméisseg gemeinsam Kontrollen an Instituter zu Lëtzebuerg, an der Belsch an an Holland organiséiert goufe mat dem Zil, d'Kontrollen ze harmoniséieren a Fachwëssen auszetauschen.

Des Weidere besëtzt d'ALVA eng Akkreditatioun fir de Kontrollsystem, woubäi een Element vun dëser Akkreditatioun ass fir sécherzestellen, datt keen Interessekonflikt stattfënn.

Et goufen Nonkonformitéite bei de Kontrolle festgestallt.

Et sinn administrativ Mesurë geholl ginn, déi et erlaabt hunn, datt d'Nonkonformitéite behewewe gi sinn.

D'Constatatiounen souwéi eng Ordonnance de rectification si schrëftlech de Responsable vun den Etablissementer matgedeelt ginn. Bei den Nokontrolle waren d'Nonkonformitéiten an alle Fäll behewen.

ad 16. D'Universitéit huet an der Animalerie eng Bréifkëscht, wou Mataarbechter sech anonym zu Wuert melle kënnen. Am Kader vum neie Whistleblower-Gesetz, ass d'Universitéit amgaangen, eng allgemeng Procedur fir Whistleblowing fir all hir Aktivitéiten anzeféieren, déi via hiren neien Internetsite zougänglech wäert sinn.

ad 17. De Service Bien-être animal vun der ALVA ass en charge vum Déiereschutzgesetz a vun de Kontrollen no dem Reglement vun 2013. Aktuell sinn 2 Persounen säitens der ALVA bei dëse Kontrollen involvéiert, woubäi ze bemerken ass, dass dëse Service am September eng Verstärkung vun engem Veterinär erhält.

Et handelt sech ëm eng voll Tâche.

D'Aarbechtszäit, déi ufält, fir een Déiereversuch ze evaluéieren (no de Prescriptiounen vum Artikel 37 Punkt 1.c)), ass ofhängeg vun der Komplexitéit vun dem Projet, der Gréisst vun der Demande, der Aart vun den Experimenter, der Envergure vun der Literatursrecherche an der Vollstännegkeet vun der Demande.

D'Aarbechtszäit, déi ufält, fir een autoriséierten Déiereversuch sur place ze kontrolléieren, ass ofhängeg vun der Dauer vum Experiment, den néidegen Explikatiounen an dem Austausch mat den implizéierte Wëssenschaftler a Responsablen.

D'Profiler vum de Mataarbechter sinn een Ofschloss an der Veterinärmedezinn an eng universitär Zousazausbildung an de Sciences des animaux de laboratoire. Zudeem participéieren d'Veterinäre reegelméisseg u Weiterbildungungen a Fachberäicher wéi Science des animaux de laboratoire (ETPLAS, FELASA, NC3R). Zudeem huelen d'Veterinären deel un de Reuniounen vun den nationale Kontaktpunkten zur Ëmsetzung vun der Direktiv 2010/63/EU, organiséiert vun der EU-Kommission zesumme mat de Vertrieeder vun allen EU-Memberstaaten.

Lëtzebuerg huet een Austausch tëschent den offizielle Veterinären aus aneren EU-Memberstaaten initiéiert, wou reegelméisseg gemeinsam Kontrolle vun Instituter organiséiert goufe mat dem Zil, d'Kontrollen ze harmoniséieren a Fachwëssen auszetauschen.

Oplëschtung vun de Kontrollen/Inspektiounen sur place an den Etablissementer vun der ALVA an de leschte 5 Joer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dës Inspektiounen ginn zum Deel annoncéiert wéi och net annoncéiert duerchgefouert. Et kann een net vermeiden, verschidde Visiten unzékënnegen, fir bestëmmten Interventiounen ze gesinn oder fir dat déi concernéiert Persounen present si während der Kontroll.

Bei der Kontrolle gëtt Wäert op d'Fleeg an d'Haltung vun den eenzelnen Déiere geluecht. Et gëtt iwwerpréift, ob d'Krittären aus dem groussherzogleche Reglement erfüllt sinn, z. B. d'Gréisst an d'Héicht vun de Käfeger an den Aquariumen vun den Déieren. Déiere wéi Mais a Raten däerfen awer och net eenzel gehale ginn, well si vun der Natur aus Gruppendéiere sinn, an Zebrafesch si Schwarmfesch.

Ee weidere Punkt vun der Kontroll ass d'Ausstattung, dozu gehéiert z. B. bei de Mais Astrematerial, Nestbaumaterial an dat sougenannten Enrichmentmaterial. Dëst Enrichmentmaterial gëtt och Wellness Material genannt, an huet den Zweck, den Déieren ze erlaben, hiert aartspezifesch Verhalen kënnen auszeüben, z. B. datt d'Déieren eng Verstoppméiglechkeet hunn, wéi z. B. een Tunnel oder ee klengt Haus, ee Stéck Holz fir ze knabberen, fir datt si sech net langweilen.

Den Déiererogéister gëtt iwwerpréift.

Aner Parameeteren, déi kontrolléiert ginn, sinn: Temperatur, Lofflichtegkeet, Ventilatioun vu Käfeger, Liichtintensitéit an den Dag-an-Nuecht-Rhythmus vun den Déieren. Weider Beräicher sinn d'Fidderung an d'Dränkwaasser. Bei den Zebrafesch gëtt z. B. och nach d'Waasserqualitéit (PH-Wäert, Leetfäegkeet) an d'Funktionsweise vum Filtersystem kontrolléiert. Hei ass et wichteg, datt den Ammoniakgehalt am Waasser net iwwerschritt gëtt, wat strengstens kontrolléiert gëtt.

Een anere Schwéierpunkt vun den Inspektiounen ass d'Iwwerpréiwung vum Gesondheitszoustand an d'Verhale vun den Déieren. Weisen d'Déiere Verhalensstéierungen op, wéi z. B. stereotypes Verhalten? Sinn d'Déiere verletzt? Hu si Péng? Da muss gekläert ginn, wéi eng Moossnamen dozu geholl gi sinn.

Des Weidere gëtt iwwerpréift, datt d'Déieren aartgerecht manipuléiert ginn, ob d'Fuerscher an der Lag sinn, Mais richteg ze fixéieren an ob d'Methode vum Refinement, z. B. Tunnel Handling, ugewant ginn. Ginn déi eenzel Techniken korrekt duerchgefouert? Leeft d'Euthanasie déiereschutzrechtlech of?

Ginn Tester entsprechend zu den Autorisatiounen duerchgefouert? Ginn déi festgeluechten Ofbrochkriterien vun den Experimenten agehalen?

Een anere Beräich vun de Kontrollen ass, ob d'Oploe vum Personal agehale ginn. Hei gesäit d'Gesetzgebung vir, datt all Laboratoire iwwer ee Veterinär verfüügt, spezialiséiert an der Médecine d'animaux de laboratoire. Dësen huet d'Roll, sech ëm d'Déieregesondheet, d'Déierewuel an d'Déierrefleeg ze bekëmmern.

Zudeem muss derfir gesuergt sinn, datt all Déier mindestens eemol pro Dag vu geschoultem Personal betreit an iwwerwaacht gëtt, an zwar 7 Deeg op 7.

Interdiction de construction d'éoliennes en forêt | Question 8175 (21/07/2023) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

Am 6. Juni 2023 haben in Nordrhein-Westfalen der Bundesminister Robert Habeck und die NRW-Wirtschaftsministerin Mona Neubaur einen Waldwindpark mit 4 Windkraftanlagen eingeweiht.

Von der Bundesregierung kommt die Aufforderung an die deutschen Landesregierungen, ihre Gesetzgebungen bezüglich Windkraftanlagen zu öffnen, damit

in Waldgebieten Windkraftanlagen genehmigt werden können. Ziel ist es, bis 2032 in jedem Bundesland 2 Prozent der Flächen für Windenergie auszuweisen.

In Luxemburg sind Windkraftanlagen in Waldgebieten nicht erlaubt. Um die Distanzen zu Wohnsiedlungen einzuhalten, müssen sie vielerorts an Waldrändern aufgestellt werden, genau dort wo Bodenbrüter, Rotmilane und Fledermäuse ihren Lebensraum oder ihr Jagdgebiet haben.

Schwierig gestalten sich in allen Genehmigungsverfahren auch die Studien zu Schattenwurf und Lärmbelastigung. Durch den Bau im Waldgebiet verringern sich diese Konflikte wesentlich oder stellen sich nicht. Die Genehmigungsphasen können reduziert und die Akzeptanz erhöht werden. Die Klimaziele können schneller erreicht werden. Daneben erlaubt dies den Waldbesitzern Einnahmen durch Pacht, welche unter anderem der Aufforstung dienen können.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin und den Herr Energieminister stellen:

– Gedenkt die Regierung, Genehmigungen von Windkraftanlagen in Waldgebieten in naher Zukunft auszustellen? Wenn nein, warum nicht?

– Teilen die Minister die Aussagen, dass Bodenbrüter, Fledermausbevölkerungen und Rotmilan, sowie Schattenwurf und Lärmbelastigungen im Wald kaum Auswirkungen auf Menschen und Natur haben?

– Hält die Regierung am prinzipiellen Verbot fest?

– Wenn ja, warum?

Réponse (25/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Zurzeit schreitet der Ausbau der „erneuerbaren Energien“ und insbesondere der Windkraft in Luxemburg in raschen Schritten voran: Die Stromproduktion der Windkraftanlagen wird sich im Jahre 2024 gegenüber 2013 versechsfacht haben. Rund 76 % Prozent aller Windräder, die in Luxemburg entstanden sind, wurden seit 2013 gesetzt.

Aktuell gibt es 62 große Windkraftanlagen, die ins Netz einspeisen, mit einer gesamten Nennleistung von 172,1 MW, was ungefähr einer Erzeugung von erneuerbarem Strom von rund 400 GWh entspricht, die die im nationalen Klima- und Energieplan (PNEC 2020) von 2020 vorgesehenen 288 GWh für das Jahr 2023 übertreffen.

Bis Ende 2023 sollen noch 8 weitere Windkraftanlagen in Betrieb genommen werden. Diese werden ab 2024 noch zusätzlich rund 60,5 GWh pro Jahr ins Netz einspeisen, wobei wir dann bei einer Gesamtproduktion von rund 500 GWh wären.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Konstrukteure der Windkraftanlagen in den letzten Jahren enorme Fortschritte bei der Steigerung der Leistungskapazität der Anlagenmodelle erreichen konnten. So werden einerseits neue Standorte für Windkraftanlagen interessant und rentabel, andererseits werden auch Repoweringprojekte möglich, wobei trotz Senkung der Anzahl der Anlagen eine deutliche Leistungssteigerung verzeichnet wird. Weitere Details zum „Repowering“ befinden sich in der Antwort auf die parlamentarische Frage 6609 vom 4. August 2022.

Da die für 2030 festgelegten hohen Ziele zum Ausbau der Windkraft, welche im überarbeiteten nationalen Klima- und Energieplan (PNEC) festgelegt sind, dem jetzigen Wissensstand nach auch ohne Vorstoß in Waldgebiete erreichbar sind, die derzeitigen

Potenziale außerhalb der Waldes signifikant sind und die durch Windkraftanlagen im Wald verursachten Schäden aus naturschutzfachlicher Sicht derzeit nicht ausgeschlossen werden können, ist es vorzuziehen, Windkraftanlagen außerhalb des Waldes zu installieren.

Das Projekt zur Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplan (PNEC Mise à jour) sieht neben der Förderung von Großanlagen, insbesondere durch Rückgriff auf das „Repowering“, und der Beschleunigung des Genehmigungsverfahrens die Identifizierung neuer Standorte vor, zum Beispiel in der Nähe von Gewerbegebieten oder entlang der Verkehrsinfrastrukturen, dies im Sinne des „REPowerEU“-Plans, der einen beschleunigten Ausbau erneuerbarer Energien vorsieht. In Zahlen ausgedrückt, beläuft sich laut PNEC Mise à jour die Erzeugung erneuerbaren Stroms aus Windkraft für das Jahr 2030 auf 1.043 GWh, im Gegensatz zu den 674 GWh, die noch im PNEC 2020 vorgesehen sind. Luxemburg befindet sich auf gutem Weg, das ehrgeizige Ziel von 1.043 GWh zu erreichen.

Auszug aus dem Projekt zur Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplan (PNEC Mise à jour)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg | Question 8176 (21/07/2023) de M. Marc Hansen | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

En 2018, il a été créé à l'Université du Luxembourg un Institut Confucius (IC) en coopération avec l'Université Fudan de Shanghai. Le but de cet institut, dont il existe désormais quelque 500 dans environ 140 pays à travers le monde, sont l'apprentissage du mandarin et l'échange culturel.

Les IC, dont celui existant au Luxembourg, sont souvent installés directement auprès d'un campus universitaire et ils sont gérés conjointement par les partenaires locaux et chinois. Selon les dires du directeur de l'IC à l'Université du Luxembourg, ce dernier est financé à part égale par le bureau « Hanban », ainsi que par l'institution d'accueil. Or, dans un article de presse de 2022, il est indiqué que le financement serait majoritairement d'origine chinoise.¹⁶ Quant à la gouvernance, toujours selon les indications du directeur, celle-ci serait assurée par un conseil d'administration comprenant cinq membres, qui pourtant ne sont pas affichés nommément sur le site web de l'institut, ni figurent dans les derniers rapports annuels de l'université ou du conseil de gouvernance de celle-ci. Dans un article de presse récent, il est indiqué que la convention actuelle avec le CI au Luxembourg viendra à échéance en 2026.¹⁷ De même, l'article contient quelques informations sur la composition du conseil d'administration du CI.

De prime abord, l'échange culturel avec la Chine est un enjeu important et ce d'autant plus pour une université à vocation internationale comme l'Université du Luxembourg. Toujours est-il qu'au cours des dernières années, à l'étranger, il y a eu bon nombre de protestations et parfois de fermetures d'IC installés auprès d'universités et ce tant aux États-Unis que dans des pays européens dont l'Allemagne et la Belgique. En résumé, les accusations portent essentiellement sur les enjeux de restrictions de la liberté académique, de manque de transparence quant au fonctionnement des instituts ainsi que du risque d'une prise d'influence

¹⁶ « L'essentiel », 18 novembre 2022.

¹⁷ « Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek », 19 juillet 2023.

sur les activités ou programmes des universités d'accueil. Or, il est à noter qu'un certain nombre d'experts.e.s ne se prononcent pas pour une fermeture d'office des instituts Confucius, mais plutôt pour la transparence en ce qui concerne leur financement et leur fonctionnement.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels sont les éléments essentiels de la convention entre l'Université du Luxembourg et l'Université de Fudan, respectivement le bureau de coordination « Hanban » ? La convention peut-elle être rendue publique ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la composition du conseil d'administration de l'IC et nous fournir une liste des membres ? Concernant la gouvernance, quelles sont les responsabilités respectives du conseil et du directeur de l'IC ?

3) Au sujet du financement, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le budget annuel de l'IC ? Quelle est la charge budgétaire respective assumée par les côtés luxembourgeois et chinois ? La gestion financière est-elle entièrement séparée de l'université ?

4) Quant au choix des formations et thématiques de l'IC, les textes organiques de l'IC contiennent-ils des dispositions ou restrictions portant sur leur contenu ?

5) L'IC intervient-il dans ou a-t-il un impact sur les cours, conférences ou autres événements organisés par l'Université du Luxembourg ? Y a-t-il eu des tentatives de prise d'influence depuis la création de l'IC ?

6) Les étudiant.e.s inscrit.e.s dans une formation officielle à l'Université de Luxembourg, ont-ils/elles la possibilité de faire valider leur participation à des activités de l'IC dans le cadre de cours obligatoires ou facultatifs, notamment en vue d'obtenir des crédits ECTS ?

7) Existe-t-il un lien entre les programmes et contenus offerts par l'IC et les cours de langue chinoise offerts dans les lycées luxembourgeois ?

Réponse (22/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Marc Hansen et Djuna Bernard concernant l'Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

L'Institut Confucius (IC) auprès de l'Université du Luxembourg a pour mission de promouvoir la langue et la culture chinoises, à travers des activités spécifiques, en particulier au niveau éducatif, culturel, scientifique et économique. Ces activités ciblent les étudiants, mais sont ouvertes à toute personne intéressée au Luxembourg.

La plupart des conférences de l'IC portent sur la langue et la culture chinoises, sur l'histoire et l'actualité de la Chine et ses activités économiques. L'IC propose aussi des cours de calligraphie, de même qu'une série d'activités culturelles telles qu'un festival de cinéma, une course de bateaux-dragons et des cours de tai-chi.

Le Learning Center de l'université héberge actuellement un centre de documentation regroupant plus de 5.000 documents en chinois, constituant ainsi la plus vaste source d'information sur la culture chinoise au Luxembourg.

L'IC est aussi le seul centre d'examen habilité au Luxembourg pour le HSK (Hanyu Shuiping Kaoshi ou Chinese Proficiency Test). Finalement, l'institut est un facilitateur pour les étudiants désireux de poursuivre des études en Chine et pour l'accès à des bourses

financées par la Chinese International Education Foundation.

En 2020, des changements dans les statuts du Confucius Institute Headquarters (Hanban) font en sorte que c'est maintenant la Chinese International Education Foundation qui chapeaute l'entente particulière entre l'Université de Fudan et l'Université du Luxembourg. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale. Son bras opérateur pour les cours de langue est le Center for Language Education and Cooperation (CLEC).

Les membres qui siègent actuellement au conseil d'administration de l'IC sont les suivants, en vertu de la composition retenue en 2018, au moment de l'inauguration officielle de l'IC :

– 2 personnes de l'Université du Luxembourg, dont une occupe d'office le rôle de président du conseil :

- Le recteur Prof. Jens Kreisel (Président)
- Prof. Adelheid HU

– 2 personnes de l'Université Fudan :

- M. Chen Zhimin (Vice-Recteur) : Fudan (Coprésident)
- Mme Lu Li'an

– 1 personne de la Chambre de Commerce ChinaLux :

- M. Jacques Bortuzzo (Vice-Président)

– 1 personne de Luxembourg for Finance :

- M. Nicolas Mackel

Les comptes de l'IC sont séparément identifiés dans la comptabilité de l'Université du Luxembourg.

Les contributions des différentes parties sont les suivantes :

– l'Université du Luxembourg fournit les espaces de travail et d'enseignement, emploie et finance le directeur et le secrétaire de l'IC, facilite le transport et le logement des étudiants entrants et des prestataires ;

– l'Université du Luxembourg recueille aussi des frais de quelque 15.000 euros pour les cours offerts ;

– l'Université du Luxembourg exerce également un rôle décisionnel sur le programme d'activités à travers le conseil d'administration ;

– la contribution financière de l'Université de Fudan varie d'année en année selon les activités prévues et s'élève à 123.000 euros pour 2023. Cette contribution assure les coûts d'hébergement et d'accueil des enseignants et artistes invités, des événements et activités organisés ;

– l'Université de Fudan fournit le personnel enseignant (au nombre de 5 actuellement) en langues, les intervenants pour les activités culturelles et le matériel didactique et de référence pour les cours et le centre de documentation.

En ce qui concerne les questions 4 et 5, l'Université du Luxembourg veille, pour tous les cours et activités ayant lieu en son sein, à un contenu scientifiquement correct et neutre. La promotion commerciale, politique ou militaire n'est pas permise. Pour la partie pédagogique, l'IC utilise des outils didactiques choisis et validés par le conseil d'administration de l'institut. En ce qui concerne le rayonnement, l'IC propose des conférences, des forums, ainsi que des ouvrages afin de créer des transversalités et de favoriser les échanges académiques dans divers domaines. Ces projets sont discutés et validés par le conseil d'administration de l'IC et doivent se conformer au cadre académique de l'Université du Luxembourg.

Aucune tentative de prise d'influence n'a pu être identifiée jusqu'à présent sur les campus de l'Université. Dans tous ses partenariats, l'Université est vigilante par rapport à la liberté académique, la rigueur scientifique, un environnement sans discrimination et la neutralité militaire, religieuse ou politique.

Il n'y a pas d'intervention dans aucun des cours offerts dans les différents programmes de l'université. L'IC se présente, à un même niveau que tous les autres partenaires de l'université et participe entre autres à des événements publics destinés aux étudiants, tels que les journées portes ouvertes, l'accueil des nouveaux étudiants ou des foires étudiantes.

Si le sujet d'une conférence est en lien avec les activités de l'IC, les organisateurs sont libres de contacter ou de travailler avec l'IC, mais l'IC n'a pas de mandat pour participer à la décision ou à l'exécution d'activités ou d'événements à l'université.

En ce qui concerne les deux dernières questions, les étudiants inscrits dans une formation officielle à l'Université du Luxembourg peuvent en effet faire valider des crédits ECTS dans le cadre des cours de langue ouverts en option facultative.

C'est donc principalement dans le « complément transcript » (c'est-à-dire tous les cours suivis hors formation principale) que les cours de l'institut sont placés. Il est cependant possible que des programmes acceptent que les crédits ECTS obtenus dans le cadre d'un cours de langue suivi à l'IC soient reconnus en vue de l'obtention du diplôme, si le cours de langue chinoise en question est cohérent avec le plan d'études du programme concerné.

Les contenus proposés par l'IC sont tout d'abord destinés aux étudiants de l'université et au grand public. Il n'y a pas de lien direct entre les contenus proposés par l'IC et ceux offerts dans les lycées. Néanmoins, l'IC accompagne les classes sinisantes de l'enseignement secondaire en proposant des examens tels que le HSK (équivalent du TOEFL pour le chinois), des activités culturelles ou encore dernièrement l'organisation d'un Summer Camp en Chine en juillet 2023 pour une vingtaine d'élèves de l'Athénée de Luxembourg.

Contournement de Bascharage | Question 8177 (24/07/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Concernant le projet de contournement à Bascharage, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait déclaré vouloir présenter au Conseil de Gouvernement un projet définitif avant les vacances d'été.

Ainsi, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un nouveau projet pour le contournement à Bascharage a été présenté au Conseil de Gouvernement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner des informations sur le projet retenu ? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer les raisons et me donner un nouvel échéancier ?

Dans une présentation faite le 15 mars 2023 pour la commune de Sanem, plusieurs options avaient été présentées, dont une option avec tunnel sous la zone Natura 2000.

Partant, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

2) L'option avec le tunnel a-t-elle définitivement été abandonnée, comme le laissent supposer différentes déclarations publiques ? Si oui, pouvez-vous m'en donner les raisons techniques ou autres ? Dans cette hypothèse, est-ce que la variante « A3 » de cette présentation, longeant le Bobësch au sud, côté Sanem, est-elle abandonnée aussi dans son intégralité ?

3) Comme la variante « A2 » de cette présentation (variante à travers le Bobësch) et la variante « A1 » (variante entamant le Bobësch le long de la ligne de

chemin de fer au nord [côté Bascharage]), avec chaque fois un rond-point prévu au croisement avec le CR110 près de la gare, resteraient dans cette hypothèse comme variantes proposées, est-ce que Monsieur le Ministre peut préciser en quoi ces variantes constitueraient une amélioration par rapport au projet initial approuvé en 2016 ? Quelles seraient les incidences de ces deux sous-variantes sur le P&R prévu par les CFL, respectivement sur l'emplacement de la société Saint-Gobain ?

Quant à l'impact du futur projet sur la zone Natura 2000 (Zämerbësch), la présentation citée montra trois alternatives : la version « B1 » qui garantirait l'accès direct à partir de la gare vers les zones économiques de Bascharage et sans impact notable sur la zone protégée, ainsi que deux variantes « B2 » et « B3 » qui continueraient de toucher la zone Natura 2000 à l'instar du projet initialement retenu en 2016.

4) Quelle est la variante privilégiée pour le moment par Monsieur le Ministre ? Quelles seraient en particulier les raisons de ne pas choisir le parcours sans incidence sur la nature à travers une voirie existante et actuellement utilisée comme voie de délestage de la N5 à Bascharage ?

5) Comme la procédure en cours a débuté en 2016 par une EIE, un APS et une enquête publique, suivis de la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil, je voudrais savoir si elle sera suivie d'un APD à approuver par la Ministre de l'Environnement sur cette base ou s'il y aura commencement d'une nouvelle procédure en raison des changements effectués au projet ?

Quand l'APD sera-t-il déposé le cas échéant et est-ce que Monsieur le Ministre, en tant que maître d'ouvrage, veillera à ne pas faire commencer le délai d'un éventuel recours (40 jours) pendant les vacances d'été ?

Réponse (18/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Suite à un avis juridique sollicité par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et dans un souci de limiter davantage l'impact du contournement projeté sur la nature, plusieurs idées alternatives concernant le tracé du contournement ont été analysées depuis l'été 2022. Parmi toutes les options étudiées, seule celle qui passe par un tunnel répondait tant bien que mal aux critères d'une conception routière conforme aux règles de l'art. Mais il s'est avéré que la faisabilité technique d'un tunnel n'était pas assurée. De plus, une telle conception ne permet pas d'assurer les fonctionnalités d'un contournement de proximité, nécessaires afin d'apaiser les localités adjacentes. Finalement, un impact sur la zone protégée Natura 2000 ne peut pas être exclu à ce stade des études.

Le Conseil de Gouvernement a été informé de l'étude de ces différentes options et s'est finalement prononcé en faveur de l'optimisation de la variante 2 approuvée en 2016. En plus de l'intégration d'un raccord au CR110 afin d'assurer la fonction de contournement de proximité, une diminution de l'impact sur le Bobësch et la zone Natura 2000 est également souhaitée.

ad 2) L'option d'un tracé souterrain n'a pas été approfondie pour des raisons géologiques, hydrogéologiques et géotechniques. En effet, les premières études géotechniques et les résultats des analyses du sol ont démontré que les moyens techniques à mettre en œuvre pour la réalisation d'un tunnel seraient démesurés et qu'il persisterait toujours un risque pour la protection de la forêt au-dessus.

En ce qui concerne la variante « A3 », celle-ci n'est également pas satisfaisante et fut abandonnée par la suite.

ad 3) Le nouveau tracé, qui est actuellement étudié et dont l'avant-projet détaillé est en train d'être finalisé, se rapproche d'avantage des voies CFL et permet un regroupement des couloirs. Cette variante a beaucoup moins d'impacts sur les surfaces forestières et présente aussi l'avantage de donner de l'espace pour un pôle d'échanges hautement efficient à la gare de Bascharage-Sanem.

L'emprise sur le site industriel de la société Saint-Gobain SA sera par contre plus importante et les pourparlers pour un déplacement de l'usine sont en cours.

ad 4) Les tracés alternatifs (D et E), analysés avec une route passant par la zone d'activités économiques Robert Steichen/Bommelscheier et la zone artisanale Op Zaemer, présentent un passage difficile sous les voies ferrées avec des carrefours à sens giratoire très rapprochés (raccordement au CR110 et à la rue Op Zaemer) de part et d'autre de la ligne ferroviaire. Une telle disposition est loin d'être conforme aux règles de l'art en matières de conception routière. En effet, les contraintes géométriques sur ce tronçon nécessiteraient de recourir à des rayons verticaux, des pentes longitudinales et autres éléments de conception routière qui dépassent de loin la réglementation en matière. Les conditions minimales de visibilité en approche des carrefours ne sont également pas garanties ainsi que celles en section courante avec le passage sous les voies ferrées.

De plus, ces deux tracés alternatifs qui passent par les zones d'activités de Bascharage ne permettent pas de dissocier les flux du contournement du trafic d'échanges avec le zoning.

Par ailleurs, pour le tracé alternatif D (contournement entre le Bobësch et les voies CFL), le niveau de sécurité du carrefour giratoire donnant accès au zoning est dégradé par le tracé des différentes branches contiguës, ne permettant pas de bonnes conditions de visibilité en approche du carrefour.

ad 5) L'avant-projet détaillée est en cours de finalisation et il est prévu de remettre un APD d'autorisation à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable au cours du mois de septembre.

Dangers liés au bois mort | Question 8178 (25/07/2023) de Mme Octavie Modert (CSV)

Èmmer erëm kënn et a ganz Europa zu geféierleche Bësch- a Vegetatiounsbränn. Och zu Lëtzebuerg souwéi an der Groussregioun war dat schonn de Fall, an dee Risiko besteet weiderhin. Beim Läsche vun de Bränn sinn d'Pompjeeën enger zousätzlecher Gefor ausgesat; ofgestuerwe Beem, déi nach net gehae goufen, kënnen duerch d'Feier urplätzlech ëmfalen. Weider kënnen ofgestuerwe Beem – egal ob se nach stinn oder schonn um Buedem leien – als Brandbeschleuneger fungéieren.

Awer och bei schlëmmem Héichwaasser, z. B. bei Baachen, déi duerch Bëscher an d'Dierfer lafen, ass Schwemmholz e reelle Problem.

An engem Reportage op 100,7 gouf 2022 gesot, dass de CGDIS an d'Naturverwaltung scho Kontakt opgeholl hätten, et war deemools awer nach net iwwert éischt Gespréicher erauskomm, an et missten nach Detailer vun der Zesummenaarbecht, zum Beispill, wat den Accès op d'Bëschweeër ugeet, gekläert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch wéi och un d'Madamm Inneministesch stellen:

1. Erkennt d'Madamm Minister, dass eng Gefor vun ofgestuerwene Beem fir de Pompjee bei der

Bekämpfung vum Bëschbrand, oder och fir de Spadséiergänger am Bësch, besteet? Ass si sech och bewosst, wéi vill Schued Doudholz bei Iwwerschwemmung mat sech bréngt?

2. Si Moosname geplangt, fir e bessere Kompromëss ze fannen tëschent Biodiversitéit a Sécherheet, dat heescht: op där enger Säit dem Totholz a senger Funktioun, fir dem Naturschutz gerecht ze ginn, an op där anerer Säit dem Besäitege vum Totholz als potenzielle Brandbeschleuneger respektiv géint Héichwaasserschued? Wéi wëll d'Regierung hei virgoen?

3. Wéini wëll een d'Gespréicher tëschent dem CGDIS an der Naturverwaltung ofgeschloss hunn? Kënnen d'Ministesch schonn Detailer zu de Resultater vun dëse Reunionne ginn?

Réponse (26/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1. Doudeg Beem sinn ee wichtegt Element vun engem naturnoe Bëschkosystem an droen dozou bäi, dass de ganzen Ekosystem méi resilient géint all méiglech Ëmweltafloss gëtt. Doudeg Beem, ob se elo stinn oder schonns um Buedem leien, wierke wéi ee Schwamp, dee mat Waasser gefëllt ass, well si nach ëmmer bis zu 50 % Waassergehalt opweisen an do-duerch net esou liicht a Brand geroden. Wéi ee Waasserspäicher gëtt Doudholz dem Bësch no an no dëst Waasser of (Floriantic et al., 2022)¹⁸.

Am ufälligste fir Bëschbränn sinn net d'Lafbëscher, an deene just vereenzelt doudeg Beem stinn oder leien, mee et sinn éischer d'Nolebëscher, déi och deels flächeg doudeg oder ofstierwend Beem opweisen, déi hei eng Gefor duerstellen. D'Nolebeem kënnen duerch den Haarz, dee sech an hiren Nolen an hirer Schuel befënnt, méi liicht a Brand gerode wéi Lafbeem. Ausserdeem stellen d'Nolen, déi um Buedem leien, nach een zousätzleche Brandbeschleuneger duer, well si dozou bäidroen, dass während dréchene Perioden d'Krautschicht am Bësch séier a Brand gerode kann an sech dann zu engem Buedemfeier entwéckele kann, dat sech séier kann ausbreeden. Besonnesch ufällig fir Bëschbränn si jonk Nolebëscher, an deenen d'Beem nach no beieneestinn an d'Feier dofir séier vun engem Bam op deen anere sprange kann. Op där anerer Säit sinn natierlech Bichebëscher (deen heefegste Bëschtyp zu Lëtzebuerg) manner ufällig fir Bëschbränn, well hir Krounen net esou séier a Brand geroden a well sech um Buedem vun de Bichebëscher keng Nole befannen, déi séier a Brand geroden an dann d'Buedemfeier nach verstärken.

An den ëffentleche Bëscher ginn d'Spadséierweeër reegelméisseg vun de Fierschter vun der Naturverwaltung op geféierlech Beem hin ënnersicht. Falls esou Beem sollten opfalen, hunn d'Fierschter kloer Instruktiounen, wéi si ze handeln hunn. Jee no Geforelag ginn d'Beem direkt oder eréischt méi spët am Joer ewechgemaach.

An de private Bëscher ginn d'Spadséiergänger op hir eege Gefor hi spadséieren. Wann een Accident duerch Doudholz sollt geschéien, wäert mam Akraafttriede vum neie Bëschgesetz am Hierscht 2023 de geschiedegte Spadséiergänger mussen nowise kënnen, dass de Bëschbesëtzer seng Virsuergpflicht net erfëllt huet.

¹⁸ Floriantic, M. G., Allen, S. T., Meier, R., Truniger, L., Kirchner, J. W., & Molnar, P. (2022). Potential for significant precipitation cycling by forest-floor litter and deadwood. © 2022 The Authors. Ecohydrology published by John Wiley & Sons Ltd. Ecohydrology. 2023; 16: e2493. <https://doi.org/10.1002/eco.2493>

Doudholz ass och een natierlecht Element an a rondem d'Baachen an dréit zu engem gesonde Liewensraum bäi. Well Doudholz wichteg fir d'Biodiversitéit ass, soll dëst och a Beräicher, wou de potentielle Schued bedéngt duerch Héichwaasser geréng ass, toleréiert ginn.

Déi Materialien, déi an der Baach virkommen, wéi Doudholz, ofgebrachen Äscht asw. sinn net forcement d'Ursach vun Iwwerschemmungen: Si kënnen, wann se vereenzelt mam Waasser ewech geschwemmt ginn, lokal zu enger Erhéijung vum Iwwerschwemmungsrisiko an dem Schuedenspotential bäidroen, haaptsächlech um Niveau vun hydraulische Bauwierker innerhalb vun Uertschaften oder vu Baachen, déi duerch de Mënsch verännert goufen. Éischter sinn et eng net héichwassergerecht Bebauung an net natierlech Baachleef, déi den Héichwasserrisiko erhéien.

ad 2. Wéi schonns uewe beschriwwen, ass doudegt Holz kee Brandbeschleuneger, mee ee wichteg Element fir d'Biodiversitéit vun eise Bëscher an dréit dozou bäi, d'Resilienz vun eise Bëscher ze stärke, soudass dës hir villfälteg Ekosystemdéngschtleeschung fir eis Mënsche weider erfëlle kënnen. Doudegt a vermodert Holz an eise Bëscher hëlleft awer och, duerch d'Späicherung vu Waasser am Holz, d'mikroklimatesch Bedéngunge positiv ze beaflossen, wat besonnesch wichteg ass an Zäite vun héijen Temperaturen. Am Kader vun Klimawandel dréit Doudholz duerch d'Späicherung vu Kuelestoff am Holz ausserdeem dozou bäi, dass een Deel vum Kuelestoff, dee sech ze vill an der Atmosphär befënnt, am Holz gebonne gëtt an eréischt no an no an de Kreeslaf zréckkënn.

Wat elo d'Gefor betrëfft, déi vun doudegen a liewege Beem ausgeet, déi bei Héichwaasser vum Waasser matgerappt ginn an dann d'Infrastrukture beschiedege kënnen oder zu Verstopfung feiere kéinten, do gëtt laanscht d'Baache bannent den Uertschaften respektiv virun Infrastrukture reegelméisseg iwwerpréift, ob Beem mussen ewechgeholl ginn. An der fräier Natur ass dat e bësse méi schwierig, well eis gréisser Waasserleef oft laanscht Bëscher fléissen, wou et net méiglech ass, iwwerall Sécherungsarbeiten duerchzuführen.

Während engem Héichwaasser gëtt allerhand Material mat geschwemmt a ka punktuell zu Problemer féieren. Allerdéngs ass et net just Doudholz, dat vun de Waassermasse matgerappt gëtt, mee och entwuerzelt vital (lieweg) Beem oder ofgebrachen Äscht. Dofir ginn an dëser Hisiicht bei Waasserleef, wou een Héichwasserrisiko besteet, präventiv Moosnamen an Interventionen ergraff, fir de Risiko an de Schued ze reduzéieren. An dësem Kontext kann een erwänen, dass vill Gemengen domat amgaange sinn, un Héichwaasser- a Staarkreenvirsuergekonzepter ze schaffen, bei deene verschidde Léisungen zu dëser Problematik virgeschloen an ëmgesat ginn.

ad 3. Den Austausch tëschent dem CGDIS an der Naturverwaltung, wéi och deenen anere Verwaltungen, ass ee permanente Prozess. Am Kader vun der nationaler Plattform fir d'Reduktioun vu Katastrophenrisiken, déi vum Inneministère initiéiert ginn ass, gouf dëst Joer och een Aarbechtsgrupp zum Thema Vegetations- a Bëschbränn an d'Liewe geruff. De CGDIS an d'Naturverwaltung huelen nieft aneren Institutionen un dësem Grupp deel. Am Ufank vum Summer ass zum Beispill eng gemeinsam Kommunikatioun¹⁹ gemaach ginn, fir op d'Risiko vu Vegetations- a Bëschbränn opmierksam

ze maachen an de Leit déi richteg Verhalensreegelen ze erklären, déi während der Vegetations- a Bëschbrand-saison anzehale sinn.

.....

Pertes d'emplois dans le secteur de la construction | Question 8179 (25/07/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Inflation, augmentation des taux d'intérêts, hausse des prix de l'énergie – le secteur de la construction et la conjoncture économique en général continuent à être sous pression. En témoignent le nombre en hausse de faillites et de liquidations, tout comme l'annonce de sociétés comme Astron Buildings de cesser l'activité de production sur le site de Diekirch, ou encore de Manuel Cardoso Constructions dont la faillite va être prononcée sous peu.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Sous quelles conditions est-ce que les personnes concernées par la perte de leur emploi pour les deux entreprises susmentionnées vont-elles être amenées à devoir quitter leur poste ? Est-ce qu'elles vont pouvoir toucher les salaires qui leur sont dus ?

– Il sera sûrement difficile pour les personnes concernées par la perte de leur emploi de trouver un emploi rapidement, vu la situation conjoncturelle actuelle. Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir les personnes qui vont se retrouver au chômage ?

– Il serait par ailleurs désastreux si cette main-d'œuvre qualifiée pour le secteur de la construction était perdue, en étant notamment réorientée vers d'autres secteurs économiques. Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir l'effort de trouver des postes de travail dans d'autres entreprises actives dans le secteur de la construction ?

– Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance d'autres cas d'entreprises en grave difficulté ? Comment est-ce qu'ils évaluent la situation de manière générale, en particulier après le congé collectif ?

– Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir ces entreprises en grave difficulté ? Est-ce que le Gouvernement estime que les mesures déjà prises sont suffisantes pour soutenir le secteur de la construction et le marché du logement ?

Réponse (11/09/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Comme expliqué dans la réponse aux questions parlementaires 8171 et 8172 du 20 juillet 2023 concernant la fermeture d'un fournisseur des solutions de construction en acier, à chaque fois qu'une entreprise est amenée à licencier des salariés, les ministres préconisent l'option d'un plan de maintien dans l'emploi et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et les salariés concernés puissent bénéficier des avantages et instruments qui y sont liés. Parmi ces instruments peuvent figurer l'application de la préretraite-ajustement, du chômage partiel ainsi que l'application du prêt temporaire de main-d'œuvre, l'organisation de formations pour les salariés concernés ou bien leur accompagnement pour la recherche d'un nouveau poste de travail.

La situation concernant la société Astron Buildings a également été exposée en détail dans la réponse aux questions parlementaires mentionnées ci-dessus.

En ce qui concerne la société Manuel Cardoso Constructions, cette dernière a été déclarée en faillite. L'ADEM a organisé dans ce contexte et encore avant les

congs collectifs une séance d'information dans son agence à Esch-Belval à laquelle ont participé la quasi-totalité des 120 salariés actuels de la société. Ces salariés ont reçu toutes les informations sur les démarches à faire pour leurs salaires (indemnités de faillite et de chômage) et ont aussi pu ouvrir leur dossier d'inscription en tant que demandeur d'emploi directement sur place.

Le salarié résidant sans emploi peut, suite à la faillite de son employeur et sous certaines conditions, demander des indemnités de chômage auprès de l'ADEM.

Par ailleurs, le salarié doit déposer une déclaration de créance auprès du greffe du tribunal d'arrondissement siègeant en matière commerciale qui a prononcé la faillite (Luxembourg ou Diekirch). Les créances salariales peuvent, dans une certaine limite, être qualifiées de « superprivilégiées », puisqu'elles doivent être payées en priorité. Le paiement peut être pris en charge par le Fonds pour l'emploi dans le cadre de la garantie des salaires en cas de faillite. Cette garantie est limitée à un montant plafonné à 6 fois le salaire social minimum non qualifié.

Les déclarations de créances sont vérifiées par le curateur de la faillite qui les soumet au juge commissaire. Par la suite, le curateur transmet les déclarations de créances à l'ADEM qui procède au contrôle et au paiement de la créance couverte par la garantie. Le montant est ensuite versé par la Trésorerie de l'État.

Ainsi, les sommes versées au salarié (après contrôle du relevé de créances par l'ADEM) sont :

- le salaire du mois de survenance de la faillite ;
- le salaire du mois suivant ;
- une indemnité correspondant à 50 % du préavis auquel le salarié aurait pu prétendre en cas de licenciement.

Le salarié peut, sous certaines conditions, demander une avance sur les arriérés de salaire à l'ADEM si sa créance correspond à plus de la moitié de son salaire mensuel, calculé sur la moyenne des 3 mois qui précèdent le mois de la faillite.

Il est à souligner qu'actuellement, plus de 9.000 offres d'emplois sont ouvertes à l'ADEM, dont 878 dans les métiers de la construction.

Comme évoqué plus haut, l'ADEM a organisé encore avant le congé collectif une séance d'information dans son agence à Esch-Belval à laquelle ont participé la quasi-totalité des salariés de Manuel Cardoso Constructions et un grand nombre d'entreprises du secteur de la construction se sont déjà manifestées, que ce soit auprès des représentants de la société, auprès des syndicats ou encore auprès de l'ADEM, et souhaitent recruter les salariés concernés. Les démarches sont en cours et l'ADEM a organisé un Jobday le 29 août 2023 dans les locaux de la Chambre des Métiers auquel ont pu participer les anciens salariés de la société qui n'auraient pas encore retrouvé un emploi afin de leur permettre d'entrer en contact avec de potentiels nouveaux employeurs. Ce Jobday s'est évidemment aussi adressé aux autres demandeurs d'emploi souhaitant intégrer le secteur de la construction.

Le Conseil de Gouvernement effectue régulièrement le suivi des indicateurs de l'immobilier et de la construction afin de se rendre compte de l'évolution du secteur.

En date du 20 juin 2023, le Ministre du Logement, Henri Kox, le Ministre des Classes moyennes, Lex Delles, et le Ministre de l'Économie, Franz Fayot, ont présenté un paquet de mesures pour soutenir les métiers de la construction et l'accès au logement. Ciblent les PME, les communes et les ménages, ces mesures ont été élaborées par un groupe interministériel mis en place par le Gouvernement et placé sous la

¹⁹ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/com-muniqués/2023/07-juillet/14-sensibilisation-risques-feux-forets.html

direction du Ministre du Logement et ont un coût budgétaire indicatif de 150 millions d'euros. Ce paquet de mesures est donc de grande envergure. Le détail des mesures prises peut être consulté sous le lien suivant : <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2023/06-juin/20-kox-fayot-delles-mesures-construction/les-mesures-de-soutien-aux-pme-communes-et-mnages-20062023.pdf>.

.....

Épreuves standardisées | Question 8180
(25/07/2023) de **Mme Martine Hansen | Mme Diane Aehm** (CSV)

Eemol pro Joer, jeeeweils um Ufank vun de Cyclen 2.1, 3.1 a 4.1 an der Grondschoul souwéi op 7^e a 5^e am Enseignement secondaire, ginn déi sougenannten „Épreuves standardisées“ duerchgefouert. Zil dovun ass et ze kucken, ob d'Leierziler vun deem jeeeweils ofgeschlossene Cycle bei de Schüler erreicht konnte ginn.

An deem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

Kann den Här Minister eis driwwer informéieren, ob d'Resultater vun den Épreuves standardisées vum Schouljoer 2022/2023 virleien?

- Wa jo:
- Zënter wéini leien se vir?
- Wiem goufen se presentéiert?
- Wat sinn d'Resultater an deenen eenzelne Fächer?
- Wéi eng Conclusioun goufe gezunn?
- Kann den Här Minister eis d'Resultater zoukomme loosse?
- Wann net:
- Firwat net?
- Wéini sollen d'Resultater presentéiert ginn?

Réponse (29/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Zesammenhang mat den Épreuves standardisées (ÉpStan) vum Schouljoer 2022/23 kann ech follgend Detailler matdeelen:

D'ëffentlech Schoule kruten de 7. März 2023 Accès op den Download vun hirem jeeeweilege Schüler-, Klassen- a Schoulfeedback. Déi international ëffentlech Schoule kruten den 21. März 2023 Accès op den Download vun hirem jeeeweilege Schüler-, Klassen- a Schoulfeedback. Zanter dem 18. Abrëll 2023 kann all interesséiert Persoun déi allgemeng Resultater um Portail <https://dashboard.epstan.lu/> nokucken.

Eng Eegenart vun den ÉpStan ass et, datt se net nëmmen e Feedback iwwer d'Resultater um Niveau vum Bildungssystem ginn, mee och op allen Ënner-niveaue (Schoul, Klass, Schüler), an esou och fir d'Schoulentwécklung a fir d'Stärkung vun den diagnostesche Kompetenze vun den Enseignantë kënnen genotzt ginn, awer natierlech och fir individuell Léier- an Ënnerstëtzungsbefürdnisse ze bestëmmen. D'Enseignantë kréie souwuel hire Klassefeedback, wéi och déi eenzel Schülerfeedbacken. All Schüler kritt säi perséinleche Feedback matgedeelt, an d'Eltere kréien op deem Wee eng Réckmeldung iwwer den Entwécklungsstand vun hirem Kand.

Déi järelech ÉpStan-Resultater ginn der Allgemengheet oder de politesche Vertrieeder normalerweis net extra presentéiert. Ausnamen heizou ware viru Kuerzem d'Resultater iwwer den Impakt vun der Covid-19-Pandemie (Pressekonferenzen den 22. Abrëll 2021 an den 1. Abrëll 2022), d'Resultater iwwer d'freikandlech Betreuung an Erziehung zu Lëtzebuerg (17. Mee 2023) an d'Resultater iwwer international ëffentlech Schoulen (Pressekonferenz vum 7. Juli 2023). D'Resultater vun

den ÉpStan ginn awer zanter 2015 all dräi Joer am Bildungsbericht presentéiert.

Fir déi ëffentlech Schoule sinn d'Resultater vun all Fach um Dashboard ze fannen (<https://dashboard.epstan.lu/>).

D'Fachresultater an der Mathematik vun den internationale Schoulen zu Lëtzebuerg fënnt een an dëser Publikatioun: LUCET&SCRIPT (Eds.). (2023). European Public School Report 2023: Preliminary Results on Student Population, Educational Trajectories, Mathematics Achievement, and Stakeholder Perceptions. <https://doi.org/10.48746/eps2023>

Allgemeng Conclusiounen iwwer d'ÉpStan-Resultater (net spezifesch fir d'Resultater vun 2022/23) kënnen an de follgende Publikatiounen iwwer verschidden Theemeberäicher fonnt ginn:

- LUCET&SCRIPT (Eds.). (2018). Nationaler Bildungsbericht Luxemburg 2018. Luxembourg: LUCET&MENJE.
- LUCET&SCRIPT (Eds.). (2021). Nationaler Bildungsbericht Luxemburg 2021. Luxembourg: LUCET&MENJE. (<https://men.public.lu/content/dam/men/fr/actualites/articles/communiqués-conference-presse/2021/12/Nationaler-Bildungsbericht-Luxemburg-2021.pdf>)
- Hornung, C., Kaufmann, L. M., Ottenbacher, M., Weth, C., Wollschläger, R., Ugen, S., & Fischbach, A. (2023). Early childhood education and care in Luxembourg. Attendance and associations with early learning performance. LUCET. <https://doi.org/10.48746/epstanalpha2023pr>
- LUCET&SCRIPT (Eds.). (2023). European Public School Report 2023: Preliminary Results on Student Population, Educational Trajectories, Mathematics Achievement, and Stakeholder Perceptions. <https://doi.org/10.48746/eps2023>

Souwuel den Dashboard (<https://dashboard.epstan.lu/>) wéi och all déi hei uewen opgezielte Publikatiounen si fräi zougänglech a kënnen mam spezifizéierten DOI erofgeluede ginn.

.....

Nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne | Question 8181 (26/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 10 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne. Par cette décision, la Commission européenne conclut que les États-Unis garantissent un niveau de protection comparable en ce qui concerne le transfert de données à caractère personnel circulant de l'Union européenne vers les entreprises américaines. Cette décision s'inscrit dans le contexte de l'invalidation par la Cour de justice de l'Union européenne de la précédente décision d'adéquation (« EU-US Privacy Shield ») en juillet 2020.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- 1) Comment le Gouvernement évalue-t-il ce nouvel accord transatlantique ?
- 2) De quelle manière est-ce que cette décision d'adéquation va être mise en œuvre ? Qu'est-ce que cette nouvelle décision d'adéquation implique pour le travail de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) ?
- 3) Cette décision d'adéquation semble déjà faire l'objet de critiques, notamment par le Comité européen de la

protection des données (EDPB) qui pointe du doigt les transferts de données ultérieurs, le champ d'application des exemptions ou encore le fonctionnement pratique du mécanisme de recours. Quelle est la position du Gouvernement ? Est-ce qu'il estime que l'accord actuel comporte des points à améliorer ?

4) L'activiste Max Schrems, à l'origine des plaintes ayant invalidé les deux régimes de transfert de données personnelles précédents, a déjà annoncé vouloir retourner dans la Cour de justice de l'Union européenne pour y déposer une plainte. Est-ce qu'une nouvelle invalidation est à craindre pour cette troisième tentative ?

Réponse (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

ad 1) et 3) La réponse à la question parlementaire n° 8162 apporte les éclairages nécessaires pour répondre à ces questions.

ad 2) Les décisions d'adéquation comptent parmi les mécanismes énoncés par le « Règlement général sur la protection des données » (RGPD) afin d'encadrer les transferts de données personnelles de l'Union européenne vers les pays tiers.

La CNPD est l'autorité nationale de contrôle en matière de protection des données, et à ce titre, il lui appartient notamment de contrôler la bonne application des dispositions du RGPD sur les transferts de données vers les pays tiers.

ad 4) Tout citoyen peut introduire des plaintes sur base du RGPD s'il estime que ses droits ont été violés. De plus, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 8162, la décision d'adéquation elle-même prévoit des mécanismes d'évaluation et, au besoin, de suspension ou de révocation au cas où le niveau de protection du système américain en matière de données à caractère personnel ne s'avèrerait pas « essentiellement équivalent » à celui du système européen.

.....

Stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension | Question 8182 (26/07/2023) de **M. François Benoy | M. Charles Margue** (déi gréng)

Suite au débat de consultation du 9 février 2023, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à :

- s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ;
- inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne ;
- adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;
- encourager le FDC à soutenir la création de logements à coûts modérés.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à la réaction du conseil d'administration du FDC et à la mise en œuvre de la motion du 9 février 2023 ?
- 2) Quelles actions concrètes ont été menées pour adapter la stratégie d'investissement afin de renforcer

sa cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ?

3) Est-ce qu'une stratégie de désinvestissement en ligne avec la motion a déjà été conclue ? Si non, quels sont les obstacles et difficultés rencontrés le cas échéant ? Si oui, comment se déroule la mise en œuvre de cette stratégie et quel en est le calendrier ?

4) Comment le FDC mobilise-t-il ses avoirs afin de soutenir la création de logements à coûts modérés, notamment aussi afin de soutenir l'activité du secteur de la construction en soutenant la construction de logements abordables par des acteurs publics ?

Réponse (24/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Le conseil d'administration du Fonds de compensation (FDC) commun au régime général d'assurance pension a suivi avec intérêt le débat de consultation à la Chambre des Députés le 9 février 2023 – tenu suite à la demande du Ministre de la Sécurité sociale – et a pris note de la motion adoptée ce jour-là. En guise de mise en œuvre de la stratégie d'investissement dans un esprit qui suit la motion de la Chambre des Députés, le conseil d'administration du FDC a procédé selon un calendrier soutenu.

Ainsi, le conseil d'administration s'est prononcé en juillet 2023 sur un renouvellement de deux mandats d'investissements actifs avec une approche durable (obligations des marchés émergents et actions monde petites dénominations). Grâce à ces renouvellements, la totalité de la gestion active des investissements du FDC est aujourd'hui effectuée avec une approche durable. Deux autres mandats de gestion indexée ont aussi été renouvelés en juillet 2023.

En outre, le conseil d'administration a mandaté le gérant BlackRock Investment Management pour gérer de manière indexée, mais aligné à l'accord de Paris, un mandat d'investissements en obligations monde. Le nombre restreint de soumissionnaires participant dans la soumission publique relative à ce mandat témoigne de l'aspect innovateur d'une telle approche d'investissement indexé et des difficultés rencontrées de joindre l'expertise financière nécessaire pour pallier, à l'échelle requise, les exigences du FDC en matière d'investissements respectueux du climat.

Au cours de l'année 2023, le conseil d'administration du FDC prendra des décisions relatives à sa politique d'engagement vis-à-vis de sociétés productrices de gaz à serre dans lesquelles le FDC est investi et déterminera des critères pour complémentarément exclure des sociétés qui ne s'engagent pas suffisamment dans une voie d'amélioration en relation avec les critères d'exclusion du FDC et qui restent dès lors « sous observation » prolongée sans perspective positive.

En automne 2023, le FDC lancera un appel d'offres pour le mandat d'infrastructure en « Clean Energies » qui pourra être adjudiqué en début de l'année 2024.

Le FDC pourra dès lors effectuer une analyse Paris Agreement Capital Transition Assessment (PACTA) ou une analyse dédiée pour se rendre compte, en toute transparence, des efforts fournis pendant les dernières trois années pour aligner ses investissements avec l'accord de Paris, parallèlement à une mise à jour annuelle des données de l'empreinte de CO₂ des investissements du FDC.

En ce qui concerne la suite donnée par le Gouvernement à la motion du 9 février 2023, le Ministre de la Sécurité sociale a soumis cette motion au Conseil de Gouvernement et a proposé au conseil de faire sienne la position adoptée par la Chambre des Députés.

Lors de sa séance du 31 mars 2023, le Conseil de Gouvernement a décidé de suivre la proposition du

Ministre de la Sécurité sociale et de reprendre la position de la Chambre des Députés en tant que sa propre. Il s'ensuit que les représentants de l'État dans les organes décisionnels du FDC suivront cette position et appliqueront donc la motion adoptée le 9 février 2023.

ad 2) Comme noté ci-dessus, le FDC est en cours d'implémentation des mesures permettant de faire un monitoring tout à fait transparent de la cohérence de ses investissements au 31 décembre 2023 avec les objectifs de l'accord de Paris.

En ce qui concerne les critères ESG et le monitoring des droits de l'homme, les efforts substantiels du FDC pendant la dernière décennie, la liste « noire » d'exclusions mise à jour annuellement et la mise en place d'une « liste grise » ont permis au fonds de gagner une réputation exemplaire en matière d'investisseur responsable.

ad 3) Le conseil d'administration du FDC a conclu que la stratégie d'investissement est en ligne tout aussi bien avec la motion prise par la Chambre des Députés en février 2023 qu'en concordance avec la base légale l'habilitant de prendre des décisions relatives à la stratégie d'investissements du Fonds de compensation.

Les moyens exposés ci-dessus permettront de mieux cibler d'autres décisions en matière d'investissements ou d'ajuster, le cas échéant, la stratégie d'investissement du FDC.

ad 4) À côté des efforts considérables en matière de logement menés par la Société nationale d'habitations à bon marché (SNHBM), dans laquelle le FDC est le deuxième investisseur après l'État luxembourgeois, avec 246 logements nouvellement entamés, 289 logements achevés et 1.010 logements en cours de construction au cours de l'année 2022, le FDC mène ses propres projets destinés à la location. Notons en outre que le FDC est propriétaire du futur Centre administratif Nordstad qui permettra de libérer des surfaces notamment dans la Cité militaire à Diekirch afin de dédier cet espace au logement abordable pour la SNHBM.

Les projets actuels propres au FDC en matière de logement consistent dans le « Nouveau quartier Nei Hollerich » qui est en instance de consultation rémunérée restreinte avec des équipes d'architectes, de paysagistes et d'ingénieurs et dans le projet « Nouveau quartier accès Walebroch » développé ensemble avec la Nordstad Entwicklungsgesellschaft SARL.

En outre, le FDC développera dès que possible les autres parcelles dont il est propriétaire dans la « Zentralachse Nordstad » et continuera tout aussi bien à gérer et à agrandir son patrimoine immobilier administratif, commercial et destiné au logement, selon les moyens et ressources disponibles.

Courses illégales à Contern | Question 8184 (27/07/2023) de M. Claude Lamberty (DP)

Il nous revient que des personnes se rassemblent de manière régulière dans la zone industrielle de Contern pour se livrer à des rodéos motorisés. Ces comportements compromettent délibérément la sécurité des usagers de la route. De surcroît, les riverains sont exposés au bruit et à la pollution supplémentaire engendrée par ces comportements.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- 1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués à Contern et le cas échéant sur d'autres sites ?
- 2) Combien d'incidents semblables ont pu être constatés par la police pendant les deux dernières années ?

3) Combien d'infractions de ce type ont donné lieu à des amendes au cours des deux dernières années ?

4) Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin de mettre fin à ces pratiques ?

5) Monsieur le Ministre entend-il créer une infraction spécifique pour lutter contre les rodéos motorisés, à l'instar de la France et de la Belgique ?

Réponse (07/08/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les ministres ont connaissance des faits évoqués et renvoient aux questions parlementaires n° 6407 du 27 juin 2022 et n° 8119 du 3 juillet 2023 qui traitent la même problématique.

ad 2) et 3) En 2021, la police a relevé 3 incidents de ce genre à Contern dans le « Einsatzleitsystem (ELS) ». En 2022, 7 incidents ont été notés, dont un contrôle majeur de la part de la police. En 2023 jusqu'au 1^{er} août, un total de 16 incidents a été enregistré, dont 2 contrôles plus importants de la part de la police.

Lors des interventions et contrôles policiers, toute une panoplie d'avertissements taxés concernant l'aménagement des véhicules a été décernée.

Lors des 2 contrôles en 2023, plusieurs centaines de véhicules furent contrôlés, plus de 100 avertissements taxés furent décernés (la grande majorité suite à des défauts techniques ou à cause de modifications ou transformations illicites), 11 rapports « contrôle technique » ont été rédigés suite à certaines modifications et transformations non réglementaires, respectivement suite à l'état technique de certains véhicules, et 4 véhicules ont été immobilisés sur place.

Le cinémomètre mobile (radar automatique) a été installé à 4 points différents aux environs de Contern-Sandweiler-Itzig et 317 dépassements de la vitesse ont été constatés.

ad 4) L'honorable Député est renvoyé à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8119 du 3 juillet 2023.

ad 5) L'honorable Député est renvoyé à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8119 du 3 juillet 2023.

Stade d'athlétisme régional au sud du pays | Question 8185 (27/07/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déli Lénk)

La Chambre des Députés a récemment voté une loi qui prévoit la construction et le financement d'infrastructures sportives à Belval. Ce nouveau complexe sportif serait à disposition des élèves d'établissements scolaires des environs et des étudiants de l'Université du Luxembourg. En dehors des heures de cours, le grand public et les clubs et fédérations auraient également accès aux infrastructures sportives.

Le projet de construction ne semble pourtant pas prévoir d'infrastructures spécifiques destinées aux clubs d'athlétisme.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

- 1) N'aurait-il pas été opportun de prévoir la construction d'un stade d'athlétisme dans le cadre du nouveau complexe sportif à Belval afin d'en permettre une mise à disposition aux clubs d'athlétisme de la région en dehors des heures de cours ?
- 2) Quel est l'état d'avancement des planifications concernant un stade d'athlétisme régional à Differdange ?

3) Vos services analysent-ils d'autres options de sites pour l'implantation d'un stade d'athlétisme régional au sud du pays ?

4) Envisagez-vous éventuellement la construction d'infrastructures spécifiques pour l'athlétisme dans le cadre du nouveau lycée sportif à Mamer ?

5) Messieurs les Ministres ont-ils été saisis par les communes du sud du pays, les clubs d'athlétisme régionaux, la FLA ou le COSL en vue de la construction de ce type d'infrastructure ?

6) Les communes et clubs d'athlétisme, la FLA ou le COSL seront-ils impliqués dans la planification de nouvelles infrastructures ?

Réponse (05/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Georges Engel, Ministre des Sports

ad 1) Le programme de construction du centre sportif à Belval, arrêté en 2019, découle d'une longue procédure d'analyse des besoins menée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en collaboration avec le Ministère des Sports. Il se fonde sur la prise en considération en priorité d'un ensemble de nécessités d'ordre scolaire et universitaire pouvant, le cas échéant, répondre aux besoins des associations sportives et des résidents sur les plans locaux et régionaux.

Pour des raisons fonctionnelles et budgétaires, la construction d'installations spécifiques dépassant les besoins de la formation pédagogique et de l'enseignement dans le domaine de l'éducation physique, tel qu'un stade d'athlétisme régional, n'a donc pas été retenue lors de l'établissement du programme de construction.

ad 2) Les dernières informations officielles du Ministère des Sports datent de l'été 2022 selon lesquelles la Ville de Differdange avait informé que le projet d'un stade d'athlétisme régional serait en suspens.

ad 3) Actuellement les services responsables du Ministère des Sports n'analysent pas d'options alternatives pour la construction d'un stade d'athlétisme régional au sud du pays.

ad 4) Dans le cadre de la nouvelle construction du Sportlycée Luxembourg à Mamer, un terrain d'athlétisme extérieur avec une piste de 200 m et 6 couloirs est prévu. Pour l'entraînement des disciplines de sprint court (50 m/80 m/100 m/110 m) une piste droite d'une longueur de 128 m est planifiée. Des infrastructures spécifiques pour le saut en longueur, le saut en triple et le saut à la perche ainsi que pour le lancer du disque, du marteau, du javelot et du poids seront également réalisées.

Vu la surface limitée du terrain d'implantation disponible, l'aménagement d'une piste d'athlétisme de 400 m n'est pas possible ; le cas échéant, le Sportlycée prévoit l'utilisation du stade d'athlétisme de l'Institut national des sports à Luxembourg-Cents.

À noter qu'en complément aux infrastructures extérieures, les halls sportifs ainsi que les salles de musculation, endurance et réathlétisation sont à disposition et à partager avec les athlètes d'autres disciplines sportives.

ad 5) Le Ministère des Sports fut approché en mars 2018 par les responsables de la Ville de Differdange. Selon les informations du ministère, la Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA) a également été saisie à ce sujet.

ad 6) Comme pour tout projet d'infrastructure sportive relevant de la compétence communale, un dialogue

continu est maintenu entre ces entités et mes services. De surcroît, en ce qui concerne la construction d'un stade d'athlétisme, la Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA) est également étroitement consultée.

Cardiologie du Centre Hospitalier du Nord | Question 8186 (27/07/2023) de M. André Bauler (DP)

Ech gouf drop opmierksam gemaach, datt de Moment an der Klinik zu Ettelbréck weesentlech manner „Herzschrittmacher“ gesat géife ginn. Wéi déi al Equipe vun Häerzdokteren am CHdN aktiv war, goufen awer nach reegelméisseg där „Schrittmacher“ gesat. Lo mussen d'Patienten aus dem Norden dacks an d'Stad oder op Esch an d'Klinik, wa se sou eng Operatioun gemaach kréien, well d'Waardezäit zu Ettelbréck spierbar eropgaangen ass.

Virun deem Hannergrond wollt ech d'Madamm Gesondheetsministesch Folgendes froen:

1. Ass d'Madamm Minister informéiert iwwer d'Aktivitéite vum neien Team vun Häerzdokteren am CHdN? Wa jo, wat ass hiert geneet Aarbechtsfeld?

2. Stëmmt et, datt spierbar manner „Schrittmacher“ zu Ettelbréck gesat ginn? Wa jo, firwat ass dat esou?

3. Gëtt nees envisagéiert, fir mëttelfristeg méi där Interventiounen zu Ettelbréck duerchzeféieren?

Réponse (20/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Missioun vum Service de cardiologie gi mat der erneierter Equipe vun zurzäit véier Kardiologen assuréiert, sou wéi déi gesetzlech Bestëmmungen et virginn. Et ass ze notéieren, dass zwee interventionell Kardiologen an och ee Rythmolog an där Equipe sinn.

ad 2. No enger temporärer Reduktioun vun den Zuelen ass d'Situatioun elo erëm wéi virum Wiessel vun de Kardiologen.

Am Iwwergang zu den neie Kardiologen am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) gouf et engersäits en Impakt op d'Unzuel vun den implantéierte „Schrittmacher“ an anerersäits gesäit d'Nomenklatur vun de medezinneschen Akte vir, dass gewësse „Schrittmacher“, ënnert anerem déi sougenannten Defibrillatoren, nëmmen am Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) därfe gesat ginn.

ad 3. D'Direktioun vum CHdN plangt mëttelfristeg nees méi kardiologesch Interventiounen zu Ettelbréck, an dëst, esoubaal déi nei Equipe komplett operationell ass.

Impact des nouvelles lois en matière de déchets | Question 8187 (27/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Rezent gouf an der Press Kritik vun den Handelsvertrieeder zu den neien Offallgesetzter geäussert. Am Spezielle geet et dorëms, dass zanter Ufank vun dësem Mount d'Supermarché verschidden Zorte vu frëschem Uebst a Geméis, bzw. Quantitéiten dovunner, net méi därfe am Plastik verkafen.

Laut de Branchevertrieeder missten doduerch Liewensmëttel, déi aus dem Ausland importéiert ginn – wat de Groussdeel vun de Produiten ausmécht – aus hire Verpackung geholl an nei verpaakt ginn. Doduerch géif am Endeffekt nach méi Offall generéiert ginn. Leider ass de Marché fir Lëtzebuerg ze kleng, soudass d'Produzenten net extra Verpackung fir Lëtzebuerg produzéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre weider folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Ass d'Ministesch sech dëser Problematik bewosst? Steet si am permanenten Austausch mat den Handelsvertrieeder bzw. mat de Supermarchéen direkt?

2. Wa jo, ass d'Regierung gewëllt, eppes ze ënnerehuelen, fir eng Ëmverpakung vun de scho verpaakte Liewensmëttel ze evitéieren an esou zousätzlechen Offall ze spueren? Mussen do Upassungen um besteende Gesetzestext gemaach ginn? Wa jo, wéi eng?

3. Gedenkt d'Regierung, eng Etüd duerchzeféieren, wéi vill Liewensmëttel nei verpaakt mussen ginn, fir konform mat der Lëtzebuurger Gesetzgebung ze sinn a wéi vill zousätzlechen Offall doduerch produzéiert gëtt?

Réponse (15/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Ursprung vun der gesetzlecher Dispositioun, déi mat 52 Stëmme ugeholl gouf, ass an der Motioun 2951 vun 2019 ze fannen. An der Motioun, déi beim „Débat d'orientation sur la stratégie ‚Zéro déchets‘ et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg“ ugeholl gouf, gouf gefuerdert: „formuler à cet effet [réduction déchets en matière plastique] des mesures ambitieuses et efficaces, y inclus, – le cas échéant, des mesures supplémentaires issues des résultats de l'étude de faisabilité juridique et d'opportunité d'une interdiction d'emballages ou d'autres produits plastiques au-delà de celles prévues par la directive relative aux plastiques à usage unique.“ Dës Motioun hat eng breet Zoustëmmung an der Chamber fonnt.

Fir déi Dispositioun ëmsetzbar ze maachen, ass d'Approche gewielt ginn, fir déi lëtzebuergesch Dispositioun un de franséische Kader unzeleeën. Déi franséisch Autoritéiten hunn den 20. Juni 2023 nach emol hiren Dekreet ugepasst, deemno konnt duerch déi verschidden Delaien an de legale Prozesser keng 100 % Kohärenz garantéiert ginn. Déi franséisch Dispositioun ass den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden, mee gesäit elo schlussendlech nach eng Iwwergangsbestëmmung bis Enn 2023 vir.

Scho virum Akraaftriede vun där Mesure gouf et schonns Gespréicher mam lëtzebuergesche Liewensmëttelsektor, souwuel mat de Branchevertrieeder wéi och mat eenzele Betriber. Déi Gespréicher waren dacks ganz praxisbezunn, zum Beispill fir een techneschen Avis zu alternative Verpackungen. Ausserdeem gouf zesumme mat der Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) eng Nott ausgeschafft, déi d'Ëmsetzung vun der Dispositioun soll begleeden. Déi Nott ass um Site www.nulloffall.lu ze fannen, op deem een och vill aner nätzlech Informatiounen zum Thema Offall féinnt.

Den Austausch mam Secteur ass (net nëmmen) an deem heiten Dossier wicteg, notamment, fir dass mer d'Entreprise an de Consommateur bei der Transitioun zu enger méi nohalteger Consommatioun begleeden. D'ekologesch Transitioun, zu där och d'nohalteger Consommatioun gehéiert, ass eng Erausforderung fir eis Gesellschaft. Dofir ass et wicteg bei all hiren Aspekter, mateneen ze kucken, wéi een dat am beschten hikritt.

Déi gesetzlech Obligatioun stellt sécherlech eng Ëmstellung vun der Logistik bei deem engen oder aneren Acteur duer. Well déi Dispositioun awer schonns während dem legislative Prozess bekannt war, hu verschidden Acteuren och schonns fréizäiteg hir Logistik ugepasst a schonns zum Deel op plastikfräi Verpackungen ëmgestallt. Et gesäit een awer antëschent, dass



verschidde Produkter, duerch déi verschidde Liwwerketten, méi schwéier kënnen ëmgestallt ginn. Hei goufen, am Echange mat de Verrieder vun der Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD), aus enger Léscht vu ronn 60 Produkter d'Endiven an d'Physalis identifizéiert. Mir wäerten och nach weiderhi mat de Betriber am Echange stoen, fir léisungsorientéiert un der Ëmsetzung vum Gesetz ze schaffen.

ad 2. Wéi déi éierbar Deputéiert Madamm Martine Hansen et richteg bemierkt, kënnst du Uebst a Geméis, dat vun där Disposition beträff ass, aus dem Ausland an d'Verpakung ass net ëmmer un déi national Legislatioun ugepasst. D'Verpakungen, an deenen d'Uebst a Geméis zu Lëtzebuerg ugeléiwert gëtt, sinn deementspreechend an enger éischter Etapp schwéier ze vermeiden a falen, wann se net erëm benotzt ginn, als Offall un. Dofir hunn déi hei betreffen Acteure selwer och Interessi drun, fir manner där Verpakungen ze kréien, well si fir déi konform Behandlung vum Verpackungsoffall opkomme mussen. D'Liwwerkette beschtméiglechst unzepassen ass deemno och an hirem Interessi.

Niewent de lafende Beméiung mam Handel zu Lëtzebuerg, gëtt op EU-Niveau am Moment un engem neien EU-Reglement iwwer Verpakungen a Verpackungsoffall geschafft. Hei gëtt eng vergläichbar Mesure ewéi déi national Moosnam diskutéiert. Dëst soll zu enger weiderer Harmoniséierung ënnert de Memberstaate féieren. Aktuell ass an der EU-Propos virgesinn, dass keng Eeweeverpakung méi fir verschidde frësch Uebst- a Geméisarten daerf benotzt ginn.

ad 3. Ewéi schonn an der éischter Fro uginn, si mer lafend am Kontakt mat der FLAD an des Echangé wäerten och weiderefouert ginn. Et ass wichteg, de Retour vum Terrain ze kréien, fir Problemer, déi bei der Ëmsetzung entstinn, direkt kënnen ze erkennen a gemeinsam Léisung kënnen auszeschaffen. Mir hunn der FLAD proposéiert, fir een éischte Bilan mat hire Memberen ze maachen. Opground heivu kënnen verschidde Pisten analyséiert ginn, fir eventuell Problemer ze léisen. Heizou gehéieren ënnert anerem eng besser Informatioun a Berodung vum Client an de Betriber, mee och, wann de Besoin kloer identifizéiert ass, d'Preparatioun vu punktuellen Upassung vum gesetzleche Kader. Zil soll et sinn, fir déi richteg Balance tëschent der Haltbarkeet vun de Produiten, de Liwwerketten an dem Verzicht op Plastikverpakungen hinze kréien.

Respect du RGPD par Ryanair | Question 8188 (28/07/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair est accusée de malmenier la protection des données personnelles en vérifiant de manière « abusive » l'identité des clients ayant réservé les services Ryanair via une agence tierce. La vérification de l'identité se ferait par reconnaissance faciale, que les clients doivent par ailleurs payer en supplément. D'après des articles de presse concordants, l'association autrichienne « Noyb », qui milite pour la protection des données personnelles, a porté plainte contre la société irlandaise et saisi l'autorité chargée de la protection des données en Espagne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Est-ce que le Gouvernement est informé de la controverse entourant la compagnie aérienne irlandaise Ryanair ? Quelle est son appréciation de la situation ?
- Ne faudrait-il pas saisir également la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), comme Ryanair est également actif dans notre pays ?

Réponse (22/08/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

La CNPD est en charge de contrôler et de vérifier si les données soumises à un traitement sont traitées en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Elle est une autorité de contrôle indépendante et elle décide de l'opportunité des enquêtes qu'elle entreprend. Dans le cas d'affaires d'envergure européenne, ses travaux sont régis par le mécanisme de coopération et cohérence du RGPD.

La CNPD nous a confirmé que l'association « Noyb » a saisi l'agence espagnole de protection des données (en espagnol : Agencia Española de Protección de Datos, AEPD) concernant l'affaire mentionnée par l'honorable Député. Il appartient à l'AEPD d'apprécier quelle autorité de contrôle est compétente pour traiter la réclamation en question et quelle autorité de contrôle européenne est à considérer comme chef de file.

Elle indique qu'a priori l'autorité chef de file serait l'autorité irlandaise (en anglais : Data Protection Commission, DPC), étant donné que l'établissement principal de Ryanair est situé en République d'Irlande. La DPC serait alors en charge d'analyser et d'apprécier la conformité du traitement de données en question, y compris en ce qui concerne l'activité de Ryanair à Luxembourg ou dans d'autres États membres. Si un résident luxembourgeois introduisait une réclamation ayant un objet similaire auprès de la CNPD, celle-ci devrait alors transmettre la réclamation à son homologue irlandais.

Extension du réseau RGTR | Question 8189 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, den RGTR-Reseau bis 2030 emissionsfräi ze maachen. Dëst bedeit ënnert anerem een Ausbau vun de Linnen, déi mat Elektrobussen gefuehr ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau nach 2018 ausgestouss (op dat ganz Joer gekuckt)?
2. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau 2022 ausgestouss (op dat ganz Joer gekuckt)?
3. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau an den éischte 6 Méint vum Joer 2023 ausgestouss?

Réponse (24/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift de Regierungsprogramm op mam viséierten Ofbau vun den Emissiounen am RGTR duerch den Ausbau vun de Buslinnen, déi mat Elektrobussen gefuehr ginn.

D'Emissiounen vun de Busse vum RGTR-Reseau goufen ausgerechent fir déi 3 gefroete Perioden. Allerdéngs mussen déi gerechent an theoretesch Wäerter an e gewëssene Kontext gesat ginn, well déi disponibel Donnéeën net déi selwecht sinn:

- De Reseau ass komplett reorganiséiert ginn an déi gefuehre Kilomeeterleeschtung pro Joer ass ganz signifikativ eropgaangen.
- D'Kontrakter am RGTR goufen erneiert an déi disponibel Kilomeeterzuelen ënnerscheede sech duerch,
 - dass 2018 nach souwuel kommerziell Kilomeeter wéi eidel Kilomeeter statistesch erfaasst a bezuelt goufen,
 - duerno de Reseau no an no ënnert den neie Kontrakter gefuehr gouf (ab dem 17. Juli 2022 ongeféier

2/3, de quasi gesamte Reseau eréischt de 16. Juli 2023); Leerkilomeeter sinn am neie Kontrakt net méi erfaasst.

Déi folgend theoretesch Zuele sinn zesummege stellt aus de Kilomeeteren, déi an de jeeeweilege gefroete Perioden am RGTR-Reseau gefuehr goufen, mat Berücksichtigung vun dem Verbrauch vun den eenzele Buskategorien.

ad 1. 44.284 Tonnen, bei gefuehrene 59,5 Milliounen Kilomeeter (mat Leerkilomeeter), ouni Elektrobussen.

ad 2. 43.876 Tonnen, bei gefuehrene 75,6 Milliounen Kilomeeteren (deelweis ouni Leerfaarten), woubäi 22 % vum Gesamtkilometrage elektresch gefuehr goufen.

ad 3. Vu Januar bis Juni 2023: 17.777 Tonnen, bei gefuehrene 40,2 Milliounen Kilomeeter (deelweis ouni Leerfaarten), woubäi 40,6 % vum Gesamtkilometrage elektresch gefuehr goufen.

Émissions du transport public | Question 8190 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung als Zil gesat, d'Emissiounen vun Treibhausgaser am öffentlechen Transport bis 2030 ze verréngeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Treibhausgaser (a %) goufen duerch den öffentlechen Transport 2018 ausgestouss (op dat ganz Joer gekuckt)?
2. Wéi vill Treibhausgaser (a %) goufen am öffentlechen Transport an den éischte 6 Méint vum Joer 2023 ausgestouss?
3. Ëm wéi vill Prozent sollen d'Emissiounen nach all Joer falen, fir dass d'Zil 2030 erreecht ass?

Réponse (12/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift de Regierungsprogramm op mam viséierten Ofbau vun den Emissiounen am öffentlechen Transport.

D'Passagéierzich esouwéi och den Tram ginn haut scho mat Stroum bedriwwen, deen zu 100 % aus erneierbare Quelle gewonne gëtt.

De Verbrauch vun der gesamter Busflott gëtt vun der Administration de l'environnement op Basis vun Zuele vum Stateg a vun der SNCT berechent. Dës Zuele baséieren op dem reell verkaafte Carburant, der Zesummesetzung vun der Busflott an de gefuehrene Kilomeeteren. Dëst bedéngt ee gewëssene Delai, wat d'Verfügbareket vun dësen Zuelen ugeet, esou baséieren d'Zuele fir 2022 an 2023 op enger Previsioun vun der Ëmweltverwaltung.

Allgemeng ass ze bemerken, dass den öffentlechen Transport mat manner wéi 1 % vun de gesamte Klimagasemissioune par rapport zu den transportéierte Leit ee positiven Effekt op den Ausstouss vu Klimagasen huet.

ad 1. 2018 huet den öffentlechen Transport ronn 0,7 % vum Gesamtaustouss laut Klimagesetz vu Klimagasen ausgemaach.

ad 2. Laut de Previsiounen vun der Administration de l'environnement wäert den öffentlechen Transport 2023 ongeféier 0,9 % vum Gesamtaustouss vu Klimagasen ausmaachen. Bei dëser virleefeger Zuel handelt et sech allerdéngs ëm eng Previsioun, déi weeder op dem effektive Kraaftstoffverbrauch nach op Ännerungen an der Flottenzesummesetzung baséiert ass. Wéi an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 8189 erkläert, ass d'Gesamtzuel vun

de gefuerene Kilomeeter am stroossegebonnenen ëffentlechen Transport säit 2018 staark geklommen. Dëst erkläert zum Deel d'Eropgoe vum Pourcentage am Gesamtaustouss vu Klimagasen.

An der Äntwert op déi selwecht parlamentaresch Fro ass och eng méi detailléiert Oplëschting vun der Evolutioun vun den Emissiounen vun de Busser vum RGTR Réseau ze fannen.

ad 3. Fir d'Zil vun 0 % Klimagasemissiounen am ëffentlechen Transport ze erreechen, missten dës all Joer ëm ronn 14 % falen. Opgrond vun den aktueller Kontrakter am Busberäich an der Entwécklung vun der Technologie, virun allem am Beräich vun de laangen Distanzen, wäert dës Entwécklung awer net linear stattfannen, mä an Etappen, wann dës Kontrakter erneiert ginn.

Représentation dans les conseils d'administration des établissements publics | Question 8191 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, dass 40 % vun de Verrieder an den ëffentlechen Etablissementer Frae solle sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Fro stellen:

1. Wéi vill Prozent Frae souzen 2018 an de Verwaltongsréit vun den ëffentlechen Etablissementer?
2. Wéi vill Prozent vun de Fraen, déi 2018 schon ernannt waren, sinn och haut nach an de Verwaltongsréit aktiv?
3. Wat ass den Altersduerschnitt vun de Fraen an de Conseilen?
4. Wéi vill Prozent Frae sëtzen haut an de Conseilen?

Réponse (18/08/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Den Taux vu Fraen an de Verwaltongsréit vun den ëffentlechen Etablissementer louch op den 30. Juni 2018 bei 34,06 % an op den 31. Dezember 2018 bei 34,69 %. Als Rappel, beim éischte Recensement op den 31. Januar 2015 louch dësen Taux bei 27,41 %.

Op den 31. Dezember 2022 louch den Taux vu Fraen an de Verwaltongsréit vun ëffentlechen Etablissementer bei 36,06 %.

Den Taux vun de Frae bei de Verrieder vum Staat an de Verwaltongsréit vun ëffentlechen Etablissementer louch bei 39,47 % op den 30. Juni 2018 a bei 40,19 % op den 31. Dezember 2018. Als Rappel, beim éischte Recensement op den 31. Januar 2015 louch dësen Taux bei 30,34 %.

Op den 31. Dezember 2022 louch den Taux vu Frae bei de Verrieder vum Staat an de Verwaltongsréit vun ëffentlechen Etablissementer bei 41 %.

D'Zuelen op den 30. Juni 2023 ginn am September dem Regierungsrot virgestallt an dono ëffentlech gemaach.

Et gi keng Donnéeë betreffend den Alter vun de Leit an de Verwaltongsréit gesammelt an et gëtt och kee Suivi vun de Changementer gemaach, et besteet just eng Bestandsopnam op den 30. Juni an den 31. Dezember vun all Joer. An deem Kontext sief nach ervirgehuewen, datt d'Regierung weiderhin d'Zilvirgab am Koalitiounsaccord 2018–2023 verfolge, fir 40 % Fraen an de Verwaltongsréit vun den ëffentlechen Etablissementer ze erreeche respektiv ze halen. Och bei de Verwaltongsréit vun de Privatentreprisen, wou de Staat Actionnaire ass, ass d'Regierung bestreift, en Undeel

vu Frae vu 40 % ze erreechen. D'Sozialpartner sinn dorwider eraus an engem Schreiwes encouragéiert ginn, fir verstärkt Fraen an d'Verwaltongsréit ze beruffen.

Wat de Beräich vun de PME ubelaangt, sou sinn dës Lescht encouragéiert, um Programm Actions positives²⁰ vum Gläichstellungsministère deelzehuelen, fir och um Niveau vun den Entscheedungsgremien e méi staarke Fraeundeel ze kréien.

Extension des capacités des P&R | Question 8192 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, d'Kapazitéit vun de P&R bis 2020 ze vergréisseren a laangfristeg ze verduebelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Wéi grouss war d'Kapazitéit vun de P&R 2018?
2. Wéi grouss war d'Kapazitéit vun de P&R 2020?
3. Wéi grouss ass d'Kapazitéit vun de P&R haut?
4. Bis wéini viséiert d'Regierung eng Verdueblung vun de Plazen?

Réponse (06/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi et schon am Modu 2.0 stoung, gouf et am Joer 2018 op nationalem Niveau eng ronn 13.000 P&R-Plazen.

ad 2. 2020 hate mir der du 14.700.

ad 3. Haut gëtt et op nationalem Niveau eng ronn 17.000 P&R-Plazen. Dobäi kënn nach de P&R op der Cloche d'Or mat 2.000 Plazen. D'Mise en service ass hei virgesi fir den Hierscht 2023, soudass mir Enn 2023 op ronn 19.000 P&R-Plaze kommen.

ad 4. Et sinn eng Rei P&R-Projekte wäit an der Planung, bzw. schon am Chantier, dës si follgend:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Wann een sech déi viraussichtlech Kapazitéit vun den ugefëierte Projeten, un deenen am Moment schon aktiv geschaff gëtt, ukuckt, gesäit een, datt d'Zuel vun 2018 sech iwwert déi kommend Jore sécher méi wéi verduebele wäert. Da kommen nach déi méi laangfristeg P&R-Projeten dobäi aus dem PNM35. Dës si follgend Projeten:

P&R Ouest, Déplacement du P&R Bouillon, P&R A4/A13, P&R Erpeldange-sur-Sûre, P&R Dudelage Sud (A3), P&R Midfield a P&R Bettembourg.

Habilitation de sécurité | Question 8193 (28/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Artikel „Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser“ vu reporter.lu gëtt op eng Rei Problemer beim legale Kader vun de Sécherheetsfräigaben opmierksam gemaach. Laut der NATO-Personalsécherheetsdirektiv ass eng Kontroll vun den zentrale Geriichtsarchiven an/oder anere vergläichbare Regierungs- a Police-dossieren néideg als Deel vun enger Sécherheetsenquête.

Am Originaltext vum Gesetzesprojet kann een an deem Zesammenhang liesen:

„À ce jour, l'Autorité nationale de sécurité n'accède légalement qu'aux données figurant dans la partie ‚recherche‘ de la banque de données nominatives de la

police générale. En revanche, elle ne dispose pas d'un accès à la partie ‚documentaire‘ de la banque de données prémentionnée. Alors que le fichier électronique y afférent fait renseigner sur la présence ou non d'un dossier correspondant, les procès-verbaux composant la partie ‚documentaire‘ de ladite banque de données décrivent les faits à l'origine dudit dossier. L'Autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité.“

An de parlamentareschen Amendementer vum Gesetzesprojet N° 7741 konnt een dann och liesen:

„L'accès de l'ANS à la partie ‚recherche‘ [...] n'étant plus opérationnel depuis la mise en place d'un nouveau fichier central en 2019.“

An de parlamentareschen Amendementer vum 25. Abrëll 2023 zum Gesetzesprojet 6961 kann ee liesen, datt den Auteur vun den Amendementer der Meenung ass, datt den Enquêteur en Iwwerbléck muss hunn iwwer déi Persoun, déi ënner Enquête steet, fir ofhängeg vum Niveau vun der „Security Clearance“ eng Risikoanalys ze maachen an esou feststellen, ob déi Persoun déi néideg Garantië presentéiert. Dës misst laut dem Auteur dozou féieren, datt den Enquêteur den integralen Accès zu all verfügbaren Informatiounen vun de repressive Verwaltungen an de Justizautoritéiten iwwer déi Persoun huet. Den Auteur argumentéiert weider, datt d'Critèren, op deenen d'Sécherheetsenquête baséiert, d'Enquêteure verpflichten, d'Protokoller an déi verschidde Berichter ze analyséieren.

Den aktuelle gesetzleche Kader fir den Zougang vum SRE zu Donnéeën am Kader vu Sécherheetsenquêteen ass strikt limitéiert duerch den Artikel 22 vum geännerte Gesetz vum 15. Juni iwwer d'Klassifikatioun vun den Dokumenter a Sécherheetserklärungen. Dës gesäit vir, datt den SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêteen ausschliesslech Zougang zu den Dateverarbeitungsoperationen huet, déi am Artikel 10 Paragraph 2 vum SRE-Gesetz vum 2016 ernimmt ginn. Den Accès zu de Protokoller a verschidde Berichter vun de repressive Verwaltungen an der Justiz sinn hei net abegraff.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Deelt de Premier d'Aschätzung vum Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.04.2023 zum Gesetzesprojet N° 6961, no där d'Critèren, op deenen d'Sécherheetsenquête baséiert, d'Enquêteure verpflichten, déi integral Protokoller a Berichter vun de repressive Verwaltungen an de Justizautoritéiten ze analyséieren, wëssend, dass dës vu senge Beamten an der Kommissioun virgestallt gi sinn?

2. Hunn d'Enquêteure vum SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêteen integralen Zougang zu de Protokoller an de verschidde Berichter vun de repressive Verwaltungen oder de Protokoller a Berichter vum Procureur d'État?

– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

3. Hunn d'Enquêteure Stand haut Zougang zu den Informatiounen iwwer d'Behuelen an dem Entourage vum Bewerber (an ob dës stroferechtlech relevant sinn oder net) an ob se verurteelt goufen?

– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

– Muss all Persoun am Entourage hiren Accord ginn, fir datt dës Informatiounen vum SRE am Kader vun enger Sécherheetsenquête bewäert kënnen ginn?

²⁰ <https://actionspositives.lu/les-3-pilliers/#pillier-2>

4. Hunn d'Enquêteuren Zougang zu allen Informatiounen, déi zu enger Verurteilung, Fräispriechungen, Entloossungen oder der Rehabilitatioun gefouert hunn, esou wéi den Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.04.2023 dat fir néideg hält?
– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

Ech bieden den Här Minister, follgend Tabell ze completéiere voire ze verbesseren, falls néideg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

5. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporten vun der Police hat?

6. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporten vun der Justiz hat?

7. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporten vun der Douane hat?

8. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux a Rapporten vun der Administration de l'environnement hat?

9. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu dem integralen Dossier personnel vum Demandeur hat?

Réponse (16/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1., 2. a 4. Den Amendement 6 zum Gesetzesprojekt N° 6961, op deen d'Fro sech bezitt an deen d'Krittäre vu Sécherheetsenquêté betrëfft, konnt aus Zäitgrënn net, wéi vum honorabelen Deputéierten ugedeit, an der Institutounekommissioun presentéiert an diskutéiert ginn an ass dofir och net ugeholl ginn (PV.1R21).

D'Autorité nationale de sécurité (ANS) ass responsabel, fir d'Sécherheetsenquëten am Kader vun den Habilitatiounsprozeduren auszuféieren. D'ANS baséiert sech bei hiren Enquëten op d'Gesetz vum 15. Juni 2004 (Loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité), dat a senger 3. Sektoun (Artikelen 21 bis 26) iwwer d'Enquête de sécurité handelt.

Am Kontext vun de Sécherheetsenquëten ass méi generell ervirzesträichen, datt d'Dispositiounen am aktuelle Gesetz vum 2004, souwéi am Projet de loi 6961, en Equilibre trëscht dem Schutz vun nationale Sécherheetsintressen am Kader vun eisen internationalen Obligatiounen an dem Dateschutz a Respekt vun der Privatsphäre duerstellen, an datt d'Regierung net gewëllt ass, mat deem engen oder mat deem anere Prinzippe ze brieche.

Den Artikel 22 vum Gesetz vum 2004 garantéiert der ANS en direkten Accès zu den Datebanken, deen am Artikel 4 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert den SRE (loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du SRE) gereegelt war. Am neie Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwert d'Reorganisatioun vum SRE (loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du SRE) ass den direkten Accès op eng Rei Datebanken am Artikel

10 Paragraph 2 virgesinn. Wat der ANS hiren Accès op d'Police datebanken ubelaangt, garantéiert d'Gesetz vum 2004 (Punkt b. vum Artikel 22) deen nämmelechen direkten Accès ewéi d'Gesetz vum 2016 (Punkt h. vum Artikel 10 Paragraph 2) op d'„partie ‚recherche‘ de la banque de données nominatives de police générale“.

Den direkten Accès op d'„partie documentaire“ ass an deenen zwee Texter net virgesinn.

De Staatsrot huet sech deemools a sengem Avis vum 12. März 2004, per „opposition formelle“, géint en „accès généralisé, incontrôlé et direct dans le contexte des enquêtes de sécurité“ ausgeschwat (doc. parl. 5134/2). Dëst erkläert de Renvoi vum Artikel 22 vum ANS-Gesetz op den Artikel 4 vum Gesetz iwwert de SREL vum 2004, wat déi opgelëschten Datebanken ugeet.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot a sengem Avis vum 27. Abrëll 2004 per „opposition formelle“ gefrot, den Accès op déi nominativ Datebanke vun der Police ze nuancéieren: „Le SRE ne peut avoir accès direct qu'à la seule partie ‚recherche‘ de cette banque de données, à l'exclusion des parties ‚documentaire et archives.“ (doc. parl. 5133/6).

Och a sengem Avis vum 13. Dezember 2014 huet de Staatsrot op den „accès automatisé direct du SRE à la partie recherche de la banque de données nominatives de police générale“ higewisen a follgendes festgehale: „[...] il faut veiller à ce qu'un tel accès direct ne porte pas sur des données de nature judiciaire“ (doc. parl. 6675/03).

Wat den Accès op déi nominativ Datebanke vun der Police betrëfft, gesäit d'Gesetz vum 2016 iwwert den SRE also keng Ännerung an der Legislatioun am Verglach zum Gesetz vum 2004 vir. Mee duerch de Renvoi vum Artikel 22 vum ANS-Gesetz op den Artikel 10 vum Gesetz iwwert den SRE vum 2016 krut d'ANS en direkten Accès zu weideren Donnéeën, deen 2004 nach net virgesi war.

Den initialen Text vum Projet de loi 6961 beim Depot vum 2. März 2016 hat als Zil, den deemolegen Ufuerderung vun der „Autorité de contrôle Art. 17“ (vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002) Rechnung ze droen, wat den Accès op de Fichier central betrëfft.

De Rôle vun der Autorité de contrôle Artikel 17 fir de SRE(L) ass vum Staatsrot ëmmer erëm ervirgehewe ginn, esouwuel a sengen Avisen am Joer 2004 zum Gesetz iwwert de SREL, wéi och a sengen Avisen an de Joren 2014 an 2015 zum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vum SRE.

Den 10. Juni 2015 huet d'Autorité de contrôle Art. 17 kloergestallt, datt den Artikel 4 vum SREL-Gesetz vum 2004 just den Accès op d'Partie „recherche“ vun der nominativer Datebanke vun der Police virgesäit, an datt den Accès vun der ANS op Procès-verbaux, déi de Parquet vun der Police kritt, just mam Accord vum Parquet méiglech ass.

Op Basis vun deem Constat huet d'ANS vun deem Moment un d'Demanden un de Parquet adresséiert. Dës Prozedur ass deemno esou 2016 am Projet de loi 6961 iwwerholl ginn (doc. parl. 6961/00) a bis August 2019 weidergefouert ginn.

An der Sessioun vum 28. Juni 2019 huet den SRE der Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht den Detail vu sengem Accès op d'Police datebank exposéiert.

Opgrount vun der sougenannter Affär „casier bis“, engem Audit vun der Generalinspektioun vun der Police (IGP) an engem Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) betreffend de Ficher central vun der Police, huet de Procureur général d'État

decidéiert, den Austausch vun Informatiounen mat der ANS am August 2019 anzustellen a sech op den Envoi vum Bulletin 2 vum Casier judiciaire ze limitéieren, bis datt eng eventuell gesetzlech Upassung gemach wier.

No der Decisioun vum Procureur général d'État huet d'ANS Iwwergangsléisung fonnt, déi dem Gesetz vum 1. August 2018 betreffend d'Ëmsetzung vun der Dateschutzdirektiv an dem Avis vun der CNPD Rechnung droen.

Déi Solutioun, déi aktuell en place ass, besteet an der Ëmsetzung vun der „loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière“ an Zesummenarbeit mat der Police. Am Kader vun dëser Prozedur mécht d'ANS eng Demande un d'Police nom Recherchémoull „hit/no hit“, kritt awer keen Accès op d'Procès-verbaux a Rapporten. Den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën duerch d'Police an d'ANS ënnerläit der Kontroll vun der CNPD.

Wat d'Amendementen betreffend den neien Artikel 28 vum Projet de loi 6961 ugeet, sinn dës noutwenneg ginn opgrond vum Depot vum Projet de loi 7741 am Dezember 2020 betreffend d'Datebanke vun der Police am Allgemengen an dem Fichier central am Besonneschen, souwéi vum Depot vum Projet de loi 7882 betreffend d'Applikatioun JU-CHA.

Den Text iwwert den Accès op de Fichier central am Projet de loi 6961 muss alignéiert ginn op den Text am Projet de loi 7741, dee vun der Chamber gestëmmt ginn ass, a wou den Accès vun der ANS op den neie Fichier central gereegelt ass. An deem Sënn muss och den Avis complémentaire vun der CNPD vum 16. Juli 2019 consideréiert ginn (doc. parl. 6961/07).

D'CNPD huet sech an hirem Avis complémentaire vum 11. Juli 2023 betreffend den Accès vun der ANS op de Fichier central favorabel zu enger Previsibilitéit a méi Kloerheet prononcéiert (doc. parl. 7741/10).

Well d'Gesetz betreffend d'Datebanke vun der Police, wat den Accès op de Fichier central (Artikelen 2 an 3) ubelaangt, eréischt 6 Méint no der Publikatioun a Kraaft trëtt, wäert déi aktuell Iwwergangsléisung bis d'Akraafttriede vun den entsprechehenden neien Dispositiounen applizéiert ginn.

Den neien Artikel 43quinquies (6) vum Gesetz beseet:

„Pour l'exercice de leurs missions légales en matière d'enquêtes de sécurité, un accès direct à la partie active du fichier central peut être accordé par le responsable du traitement aux membres de l'Autorité nationale de sécurité chargés des enquêtes de sécurité, nommément désignés par le directeur de l'Autorité nationale de sécurité. Les informations et données à caractère personnel accessibles sont celles prévues au paragraphe 7, à l'exception des procès-verbaux et rapports dont la personne fait l'objet. Les catégories de personnes qui peuvent être consultées sont celles prévues au paragraphe 3, points 1° et 2°, ainsi que par dérogation au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, celles prévues au paragraphe 4, points 1°, 2°, 5°, 8°, 9° et 10°. L'accès est exercé conformément à l'article 43quater, paragraphe 3, alinéa 1^{er}, point 4^o.“

Den neien Artikel 43quinquies (12) reegelt och den Zougang zu den Informatiounen, déi zu enger Verurteilung oder Fräispriechung gefouert hunn:

„Les décisions de condamnation, d'acquiescement, de non-lieu ou de classement sans suites sont mentionnées dans le fichier central.“

Den nei gereegelten Accès vun der ANS op de Fichier central ass eng logesch Suite vun de Gesetzter vun 2004 an 2016 a schaaft déi néideg Kloerheet a

Rechtssécherheet fir d'Police an d'ANS. De Bulletin 2 vum Casier judiciaire ass dobäi eng wichteg Source fir Informatiounen, déi der ANS laut Gesetz ëmmer zur Verfügung steet. Den Accès vun den Enquêteure vun der ANS op d'Partie active vum Fichier central ass op bestëmmte Kategorië vu Persoune limitéiert, entweeder well den Accès op all d'Kategorien net néideg ass oder well d'ANS Accès zu dësen Informatiounen iwwer de Casier judiciaire huet.

Ofschléissend soll bemierkt sinn, dass den Accès op d'Partie „recherche“ vun den nominativen Datebanke vun der Police ass dem Artikel 10 Paragraph 2 h) vum SRE-Gesetz definitiv duerch den Artikel 7 vum Projet de loi 7741 gestrach gëtt. Den SRE brauch dësen Accès a senger neier Form als Fichier central net, fir seng legal Missiounen ze erfëllen, esou wéi se am Artikel 3 vum SRE-Gesetz definéiert sinn. D'Kooperation mat der Police ass am Artikel 9 vum SRE-Gesetz festgehalen.

ad 3. D'Habilitatiounsprozedur an déi associéiert Sécherheetskontrollen, déi op der Basis vum Gesetz vum 15. Juni 2004 ausgefouert ginn, respektéieren déi entsprechend international Reegelen, nämlech um Niveau vun der EU d'Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne, d'NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet an den Accord sur la Sécurité des informations entre les parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3, dee Lëtzebuerg de 14. Juli 1998 ënnerschriwwen huet an duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 approvouert gouf.

D'EU-Decisioun an d'NATO-Direktive gesi vir, dass den „entourage proche“ am Kader vun enger Habilitation de sécurité mat consideréiert gëtt.

D'Gesetz vum 15. Juni 2004 esouwéi d'EU-Direktiv an d'NATO-Direktiv gesi kee Consentement vum Entourage vir.

D'Regierung huet awer duerch den Amendement gouvernemental 20 vum 25. Juni 2018 proposéiert, d'Extensioon vun der Enquête de sécurité op den „entourage proche“ national ze encadréieren. (doc. parl. 6961/02).

De Staatsrot huet den Amendement 20 den 13. November 2018 aviséiert an d'Verstärkung vun der Rechter vun de concernéierte Leit approvouert, mat Aschränkungen, fir d'Proportionalitéit vun der Enquête ze garantéieren.

De Volet vun der Enquête de sécurité vum „entourage proche“ ass a verschidde Reunioune vun der Informatiounskommissioun analyséiert an amendéiert ginn:

– An der Reunioun vum 17. Juli 2019 gouf festgehalen, dass déi aktuell Legislatioun erlaabt, d'Enquête de sécurité op Leit aus dem Stot auszedeenen, opgrond vun der EU-Decisioun 2013/488. An deem Kader sinn nei Textpropositiounen diskutéiert ginn.

– An der Reunioun vum 15. Oktober 2019 ass d'Enquête de sécurité vum „entourage proche“ diskutéiert ginn, wat Risiken ugeet, wéi den Traitement an d'Conservatioun vun den Donnéeën am Respekt vum Dateschutz (Gesetz vum 1. August 2018) sollte gemaach ginn. Als Konklusioun – och op Demande vun den Deputéierten an der Chamberskommissioun – ass zréckbehalte ginn, dass am Allgemenge beim Traitement vun den Donnéeën an der Extensioon vun den Enquêtes de sécurité restriktiv sollt virgaange ginn (PV. IR 29).

– An der Reunioun vum 22. Oktober 2019 si parlamentaresch Amendementer ugeholl ginn, déi d'Enquête de sécurité vum Entourage proche, méiglech

Temoignagé vu Referenzpersounen a Gespréicher mat Persounen, déi mam Demandeur oder mat sengem „entourage proche“ zesummeliwwen, betreffen.

De Staatsrot huet dës Amendementer den 28. Januar 2020 aviséiert a gefrot, d'Prozedur mat de Referenzpersounen ze strächen. De Staatsrot huet och Virschléi gemaach, fir den Text méi kloer a lieserlech ze maachen (doc. parl. 6961/11).

– An der Reunioun vum 4. Mee 2021 stoungen d'Regierung an den SRE der Informatiounskommissioun Ried an Äntwert betreffend Affirmatiounen, déi am Communiqué vun der Personalverriedung vum SRE gemaach gi sinn. Am Suivi dovunner huet de Staatsministère op Demande vun der Commissioun eng Note gemaach.

ad 5. bis 9. D'Habilitatiounen vun alle Matarbechter vum Geheimdéngscht gi gemaach am Respekt vun den internationalen Reegelen. Am Kader vun den Habilitatiounen erhieft d'ANS keng statistesch Donnéeë betreffend Accése vun den Enquêteuren zu de verschidde Informatiounsquellen.

Faillite de Kleos Space | Question 8194 (31/07/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

Der Press no gouf de 25. Juli 2023 op der Bourse vu Sydney bekannt, dass Kleos Space net fäeg ass, „temporär“ Finanzéierung ze fannen, fir op méiglech Keessrecetten ze waarden. Den Dag duerno huet Kleos Space confirméiert, dass se géif a Faillite goen.

Néng vun de 16 Satellitten, déi vu Kleos Space an d'Émlafbunn gesat goufen, hu potenziell gravéierend Problemer entwéckelt oder solle bis Enn 2024 onnëtz ginn. Déi ënnert der Lëtzebuurger Flagg fuerend Entreprise gouf am Kader vun der „New Space“-Politick vum Étienne Schneider (LSAP) invitéiert, sech 2017 zu Lëtzebuerg ze installéieren.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Wirtschaft stellen:

– Wéi vill huet de Lëtzebuurger Staat a Kleos Space investéiert? Wéi steet d'Regierung zu dëser annoncierter Faillite?

– War de Minister sech de Problemer vun der Firma bewosst?

– Wéi erfollegräich sinn d'Investissementer vum Lëtzebuurger Staat an de Weltraumsektor?

Réponse (07/09/2023) de M. Franz Fayot, Ministère de l'Économie

De Lëtzebuurger Staat huet net an d'Firma Kleos Space investéiert an och keng Participatiounen an der Firma geholl.

D'Luxembourg Space Agency (LSA) an de Wirtschaftsministère hu reegelméisseg Echangé mam Betrib a waren esou och iwwer de verstärkte Finanzéierungsbesoin an de Risiko vun enger Faillite vun der Firma informéiert. Et ass nach keng Prozedur fir eng eventuell Faillite opgemaach ginn an aktuell féiert d'Firma Kleos Gespréicher mat méigleche Repreneuren an Investisseuren, de Wirtschaftsministère an d'LSA sinn iwwer dës Gespréicher informéiert.

Haut zielt de Lëtzebuurger Weltraumsektor ronn 80 ëffentlech a privat Acteuren, a beschäftegt iwwer 1.400 Leit. Et ass ee vun den dynameschste Secteuren vum eiser Wirtschaft. Et ass och e Secteur, dee Lëtzebuerg international positionéiert.

De Lëtzebuurger Weltraumsektor konzentréiert sech op spezifesch Aktivitéitsfelder, dorënner Weltraumressourcen, Telekommunikatioun an Äerdobservatioun. D'Entwécklung vum Weltraumsektor ass op

enger Linn mat den digitalen an nohaltegen Ziler vun der Lëtzebuurger Wirtschaft. D'Nohaltegkeet ass dofir am Zentrum vun der neier Weltraumstrategie fir d'Joren 2023 bis 2027. Dës ass a 4 grouss Beräicher opgedeelt:

- Nohaltegkeet vun Aktivitéiten op der Äerd
- Nohaltegkeet vun Aktivitéiten am Weltraum
- Nohalteg Notzung vu Space-Ressourcen
- wirtschaftlech Nohaltegkeet

De Weltraumsektor am Allgemenge, an d'Äerdobservatioun besonnesch, droen derzou bäi, déi grouss Defie vum Ëmweltschutz unzegoen.

Rue Clairefontaine à Diekirch (N17) | Question 8195 (31/07/2023) de M. André Bauler (DP)

D'Kléck zu Dikrich, also d'Rue Clairefontaine (N17), ass zënter Joren an engem schlechten Zoustand. Souwuel den Ennergrond, wéi och den Tapis (Couche de roulement), missten an noer Zukunft erneiert ginn.

Ufank Oktober 2020 hat den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro 2729 geäntwert, dass am September 2020 den detailléierten Avant-projet finaliséiert géif an nach Emprisë misste gemaach ginn. Den Appel d'offres public kéint no enger Rei Demandes d'autorisation ofgeschloss ginn, sou dass d'Aarbechte viraussiichtlech am Joer 2021 kéinten ufänken.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Folgendes froen:

1. Wou ass d'Prozedur de Moment drun?
2. Gouf et Problemer bei den Emprisen?
3. Wéini kéinten d'Aarbechten ufänken a wéi géif dës Chantier konkret organiséiert ginn, fir den Impakt op d'Verkiersfléiss beschtméiglech ze geréieren?

4. Wéi vill Gefierer fueren duerschneitlech iwwer dës Strooss?
Gëtt et do rezent Miessungen?

Réponse (21/08/2023) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet scho méi laang ee fäerdege Soumissiounsdossier betreffend d'Erneierungsarbechten un der Nationalstrooss N17 virleien. Well awer d'Gemengen an vun där Geleehtheit profitéiere wollten, fir hir Infrastrukturen (Waasserleitungen a Kanal) an engem ze erneieren, konnten d'Aarbechte bis dato net ausgeschriwwen ginn.

Dës, well d'Gemengen (Dikrech a Bettenduerf) nach net souwäit an hirer Planung waren.

Am Abléck waart d'Stroossebauverwaltung op de Vote vun de Gemengeréit zu hirem Deel vun den Aarbechten, sou dass all d'Aarbechte gläichzäiteg kënnen ausgeschriwwen ginn.

ad 2. Et gouf keng Problemer bei den Emprisen.

ad 3. Esoubaal déi zwou Gemengen hiren Deel approvouert hunn, kann ausgeschriwwen ginn. Am Mee/Juni 2024 kéint de Chantier da viraussiichtlech ufänken.

Während den Aarbechte wäert d'Nationalstrooss N17 tëscht der Bréck (OA171) zu Gilsdref an der Cité militaire komplett fir de Verkéier gespaart sinn.

Fir den Impakt op de Verkéier ze limitéieren, wäert eng Ëmleedung iwwer de CR356A, de CR356 (rue Principale/route de Gilsdorf), d'Rue Joseph Merten, d'N14 (route de Larochette) a schlussendlech iwwer d'N17A (rue Alexis Heck) ageriicht ginn.

Et sief och drop higewisen, dass den Accès bei d'Pri-vathaiser, déi um concernéierten Deel vun der Rue Clairefontaine lieen, garantéiert bleift.

ad 4. Op der Nationalstrooss N17 befënnt sech de permanenten an automatesche Compteur Nummer 449. D'Auswärtung vun den Donnéeën tëschent dem 1. Januar 2023 an dem 30. Juni 2023 weist, datt d'Zuel vun de Gefierer, déi am Duerchschnitt all Dag do fueren, bei 13.779 läit (Notzgefiierer mat abegraff).

Déi Donnéeë sinn effentlech a kënnen vu jiddwengerem zu all Moment réckwierkend op déi fënnef lescht Joer um Portail des travaux publics opgeruff ginn (<https://travaux.public.lu/fr/infostrafic/comptage.html>).

Faillite de Kleos Space | Question 8196 (31/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Firma Kleos Space huet de 26. Juli Faillite ugemellt. 16 Satellitten huet d'Firma zum Zäitpunkt vun der Faillite bedriwwen, esou d'„Tageblatt“. Laut Advanced Television huet Kleos Space am Joer 2022 ronn 11 Millioune Verloscht gemaach.

D'Firma ass esouwuel zu Lëtzebuerg ewéi an Australien am Weltraumsektor aktiv. De Wirtschaftsminister hat d'Entreprise ënnerstëtz. Esou war den deemolege Minister bei Pressekonferenzen dobäi an d'Firma krut och eng Plaz um Space Campus op der Kockelscheier.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

1. Hat de Staat geschäftlech Relatiounen mat Kleos Space?

– Wa jo, a wat fir engem Kader?

– Wa jo, wat a wéi vill huet de Staat Kleos Space iwwert d'Jore fir dës Servicier bezuelt?

2. An engem Artikel vu „Luxembourg Times“ vum 3. Abrëll ass ze liesen:

„Kleos started providing daily data deliveries to government spy agencies and commercial customers – its primary customers – earlier this year, it has told investors, and is now betting its fortunes will rise on the back of that. It landed a contract with a government intelligence agency it did not identify, which should start revenue flowing in the first half of this year, the company said in a separate March statement. A dozen other government agencies – also unnamed – and 31 companies are examining the data offered by Kleos.“

– Awéifern ass d'Regierung iwwert dës Geschäftserinforméiert?

– Ass der Regierung bekannt, ob Kleos Space hei mat Firms wéi NSO zesummeschafft?

– Handelt et sech bei dem staatleche Geheimdéngscht ëm den SRE?

– Weess d'Regierung, ëm wéi ee staatleche Geheimdéngscht et sech handelt?

3. Weider kann een am Artikel vun der „Luxembourg Times“ liesen:

„Luxembourg's Economy Ministry last month also authorised Kleos to operate a constellation of up to 80 spacecraft, the company said, as the tiny nation is hoping to grab a niche role in the rapidly growing sector.“

Wat geschitt elo mat deenen Autorisatiounen?

4. Wäert d'Plaz am Zenter op der Kockelscheier elo um eng aner Firma goen? U wéi eng?

Réponse (29/09/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1. D'Defense hat am Joer 2022 ee Kontrakt mat Kleos Space fir e Montant vun 1.053.000 Euro (TTC) ofgeschloss a realiséiert. Déi gesammelt Donnéeë

sinn der NATO zur Verfügung gestallt ginn am Kader vun der Entwécklung vum „Allied Persistent Surveillance from Space“-Projet.

ad 2. A reegelméisseg Reunionen, déi d'LSA an de Wirtschaftsministère mat Kleos Space hunn, gëtt och generell iwwert d'Entwécklung vun der Clientèle vum Betrib geschwat, an et ass eng effentlech Informatioun, dass Kleos Space Servicier am Beräich Renseignement an Defense ubitt. Informatiounen zu de genauen Identitéite vun de Clienten ënnerleien dem Geschäftsgeheimnis.

Den SRE war an ass net Client vu Kleos Space.

ad 3. Aktuell féiert d'Firma Kleos Space Gesprécher mat méigleche Repreneuren an Investisseuren, et ass keng Prozedur fir eng eventuell Faillite opgemaach ginn. Déi vum Staat ausgestallten Autorisatiounen kënnen gegebenefalls un e Repreneur vun den Aktivitéite weidergereicht ginn oder zeréckgezu ginn.

ad 4. Zu der Zukunft vun de Raimlechkeeten, déi Kleos Space um private Marché lount an déi net zum Space Campus gehéieren, kann d'Regierung keng Aussoe maachen.

Chantiers sur les routes | Question 8197 (31/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Moment sinn uechtert d'Land erëm op ville Stroossen, Schinnen an Tunnelen Aarbechte geplangt. Et kann dofir virkommen, dass een ënnerwee bis an d'Stad méi Chantieren ënnerwee begéint. Dëst war zum Beispill de Fall mam Chantier op der N12 tëscht Bour an Dondel, wou d'Deviatoun iwwert Miersch op d'Autobunn amgaangen ass, déi hirersäits wéinst den Aarbechten am Tunnel Gousselerbiereg dofir gesuergt huet, dass den Trafick just nach bidirektional gelaf ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Wéi vill Chantiere sinn dëst Joer tëscht dem 15. Juli an dem 15. September geplangt? Ëm wéi eng handelt et sech?

2. Wat mécht de Ministère, fir d'Leit fréizäiteg iwwert dës Chantieren opzeklären?

3. Awéifern spillt et bei de Chantieren eng Roll, wann et sech ëm eng Haaptverkéiersachs handelt?

4. Wéi gëtt verhënnert, dass d'Deviatoun vun engem Chantier net d'Deviatoun vun engem anere verlängert?

Réponse (12/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An där vum Här Deputéierte genannter Period ginn natierlech vill Stroossenaarbechte gemaach, well allgemeng manner Trafick ass a well et sech am Prinzip ëm déi beschten Zäit handelt, fir gréisser Aarbechten duerchzuführen. Heibäi handelt et sech esouwuel ëm Entretiensarbechte ewéi och ëm d'Ëmsetzung vun neie Projeten.

Et ass awer och esou, datt de Kollektivongé an dës Period fält, wou de Génie civil fir ronn 3 Woche praktesch zum Stëllstand kënn.

An der gefroter Period gouf et deemno op de Staatsstroosse 406 Chantieren a Manifestatiounen, dovunner eleng 36 Manifestatiounen, inklusiv d'Spärung fir de Vëlosommer 2023.

Allgemeng falen ënner déi reschtlech Chantieren esouwuel Laangzäitchantieren, déi schonns amgaange waren oder an där Period ufänken oder fäerdege ginn, ewéi och Dageschantieren a Weekendchantieren. Déi verbleiwend 370 Chantiere kann ee folgend kategoriséieren:

– Chantieren am Kader vun enger Permission de voirie (70);

– Entretienschantiere vun de Stroossen (154);

– Markéierungsarbechten (5);

– Stroossebelichtungen (13);

– Leitplankereparaturen (25);

– Bréckeninspektiounen an -arbechten (20);

– Tunnelchantieren (8);

– Eisbunnchantieren (3);

– Kanalisatiounsaarbechten (18);

– Entretien vu begrenzte Flächen (16);

– Entretien vun elektreschen an elektromechaneschen Equipementer (11).

Zousätzlech kommen dann eng Rei Einzelchantieren derbäi, déi lo net direkt ze kategoriséieren waren (27).

Fir déi gréisser Chantiere vun der Autobunn kann ee folgend Chantieren uginn, déi awer gréisstendeels während dem Weekend respektiv nuets stattfanne respektiv stattfonnt hunn:

– refonte des équipements CITA dans le tunnel Gousselerbiereg de l'autoroute A7 ;

– refonte de l'éclairage du viaduc de Lorentzweiler de l'autoroute A7 (LED) ;

– travaux en relation avec la réhabilitation de l'ouvrage d'art „Bowstring Schifflange“ et réfection couche de roulement entre la Jonction Esch et la Croix de Bettembourg de l'autoroute A13 ;

– renouvellement de la couche de roulement entre l'échangeur Helfenterbruck et l'échangeur Mamer de l'autoroute A6 ;

– renouvellement de la couche de roulement sur la Croix de Gasperich ;

– dans le cadre de la construction de la liaison Micheville : Fermeture de l'autoroute A4/B40 entre la Jonction Lankelz et l'échangeur Belval-Gare ;

– entretien de certains portiques de l'autoroute A1 avec fermeture de l'échangeur Strassen ;

– réfections sur l'OA1040 sur le CR231 entre Hesperange et Howald ;

– fermeture complète de l'échangeur Colmar-Berg de l'autoroute A7 pour réalisation de travaux pour le compte de Creos.

ad 2. D'Dauer an déi jeeweileg Deviatounen ginn am Trafickinfo agedroen, ewéi och op den Internetsitten „www.travaux.publics.lu“ a „www.cita.lu“ ugewisen.

Zousätzlech ginn och Communiquéen un d'Press an un déi concernéiert Gemenge geschéck. Den RGTR an de CGDIS ginn natierlech och am Virus informéiert.

Ausserdem ginn och Panneauen op de Stroossen opgestallt, ewéi och d'Infopanneauen op eisen Autobunne benotzt, fir d'Leit ze informéieren.

ad 3. Natierlech huet ee Chantier op enger Haaptverkéiersachs ee méi däitlechen Impakt op de Verkéier an de Schoultransport. Well op dësen Achsen awer och reegelméisseg den Entretien gemaach muss ginn, gëtt opgepasst, fir d'Haaptachsen net gläichzäiteg ze spären an den Trafick esou gutt et geet, op Deviatounsstrecken ëmzeleeden. Chantieren op esou Stroossen (Autobunne souwéi och eng Rei Nationalstroossen) ginn dohier sou geplangt, fir den Impakt op de Verkéier ou geréng wéi méiglech ze halen, andeems zum Beispill och an Zäite geschafft gëtt, wou manner Trafick op de Stroossen ass (Schoulvakanzen, Weekender, nuets etc.).

Bei Spärung vun enger Haaptverkéiersachs kënn et och mol zu méi laangen Deviatounen (cf. N12, Bréckechantier zu Bour), well et keng géeeent Alternativen am direkten Ëmfeld gëtt. Do kënn et dann och séier zu Konflikter mat Spärungen, déi bedéngt sinn duerch aner Constraints, wéi d'Aarbechten am Tunnel Gousselerbiereg. Allgemeng gëtt natierlech versicht, den

Impakt op den Trafick esou kleng wéi méiglech ze halen an d'Deviatiouen esou verständlech wéi méiglech auszeweisen.

Et sief och drop higewisen, datt (um Beispill vum Autobunnreseu) gréisser Stroossechantieren, déi eng komplett Spärung fir den Trafick erfuenderen, duerch all déi genannte Constrainten zäitlech op maximal 10 bis 15 Weekender pro Joer limitéiert sinn. Op dese Weekender muss dann och geschafft ginn, fir de bestoende Reseau fir déi nächst Jore resilient ze halen.

ad 4. Opground vun der Unzuel, der Komplexitéit an der Wiederohängegkeet vun all de verschiddenen Aarbechten a Chantieren, ewéi och deene verschiddene Geneemegungsoplagen, ass d'Stroossebauverwaltung oft zäitlech limitéiert, fir déi verschidden Aarbechten duerchzeféieren. Ausserdeem kann et och virkommen, datt duerch Liwwerengpäss beim Material, zousätzlech Aarbechten duerch Imprevuen an Urogenen et zu Verspéidungen am Planning kënn.

Dëst waren ënnert anerem och d'Grënn, firwat d'Aarbechten op der N12 tëscht Bour an Dondel net ewéi geplangt virum Kollektivcongég fäerdeg gi sinn, mee bis Mëtt September verlängert hu misse ginn.

Allgemeng gëtt ëmmer probéiert, mat eisem aktuelle Stroossereseu déi beschtméiglech Alternativ unzebidden, wou awer net ausgeschloss ass, datt eng Deviatiousstreck duerch een anere Chantier verleeft.

D'Stroossebauverwaltung huet eng informatesch Applikatioun, wou all d'Chantieren, déi op Staatsstroosse stattfannen, agedroe ginn. Sou soll verhënnert ginn, datt eng Deviatiou vun engem Chantier, d'Deviatiou vun engem anere verlängert.

Och all Informatiounen zu Manifestatiounen oder anere Spärungen duerch Drëtter (Gemengen, privat a kommerziell Organistrateuren etc.) déi der Stroossebauverwaltung matgedeelt ginn, ginn hei opgeholl.

Informatiounen vu Chantieren op Gemengestroossen, déi een Impakt op de Staatsreseu hätten, stinn awer nëmmen an engem ganz gerénge Mooss zur Verfügung.

Lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg | Question 8198 (31/07/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt et bei der Firma lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg, am Kader vum Projet „Skypark Business Center“ um Findel Retarden, wat d'Bezuele vun de Rechnungen vun den engagierten Entreprises an de Fournisseuren ueget. Och géif et an de Kontrakter eng Klausel ginn, déi besetzt, datt lux-Airport bei Retarde vun de Rechnungen 10 Prozent Strofzëns bezuele muss.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Transportminister a Minister fir ëffentlech Baute stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt et bei der Firma lux-Airport SA Retarde beim Bezuele vun de Rechnungen gëtt?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Retarden?
- Wa jo, wéi vill Rechnungen stinn nach op an em wat fir eng Zomm handelt et sech?
- Wéini wäerten d'Rechnungen bezuelt ginn?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt an de Kontrakter mat den engagierten Entreprises a Fournisseuren eng Klausel virgesinn ass, datt am Fall vu Retarden 10 Prozent Strofzëns fälleg sinn?

– Wéi vill wäert de Projet „Skypark Business Center“ um Findel insgesamt kaschten?

- Gëtt den urspréngleche Budget agehalen?
- Wann nee, wat sinn d'Ursaache fir den Depasement?

Réponse (06/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung geréiert net den deegleche Betrib vun der Société de l'Aéroport de Luxembourg SA (lux-Airport).

Doriwwer eraus muss lux-Airport als privatrechtlech Gesellschaft keng Stellung an der Ëffentlechkeet huele bezüglech kommerziell Accorden oder kontraktuell Detailer mat ausféierende Firmen.

Réorganisation du Service de renseignement de l'État | Question 8199 (31/07/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser », il est question de la réorganisation du Service de renseignement de l'État (SRE), notamment en ce qui concerne l'accès aux pièces classifiées. Le SRE ne serait pas en mesure d'effectuer correctement son travail, notamment en ce qui concerne la « security clearance », soit l'habilitation de sécurité. L'article évoque également le licenciement d'un collaborateur faisant partie de la représentation du personnel, qui serait intervenu après avoir attiré l'attention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur une possible non-compatibilité de la réforme du SRE à venir avec les critères de l'OTAN.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) L'auteur de l'article estime que l'absence de réforme dans le domaine de l'accès aux pièces classifiées « constitue un risque pour la sécurité du Luxembourg – et de ses alliés ». Est-ce que Monsieur le Ministre partage cet avis ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure est-ce que la sécurité du Luxembourg est mise en danger ?

2) Les travaux parlementaires entourant la réforme de l'accès aux pièces classifiées semblent n'avancer qu'à très petits pas, puisque Monsieur le Ministre avait déposé le texte en question en 2016. À qui en revient la responsabilité ?

– Comment est-ce que Monsieur le Ministre explique que la réforme dans son ensemble du Service de renseignement de l'État ne soit toujours pas réalisée ?

– Comment est-ce que Monsieur le Ministre explique les délais parfois très importants séparant la préparation de documents nécessaires à la bonne poursuite des travaux parlementaires (amendements gouvernementaux, prise de position suite à un communiqué de presse de la représentation du personnel au sujet du texte de la réforme) ?

3) Le département du Service de renseignement de l'État qui s'occupe actuellement de la délivrance de l'habilitation de sécurité n'a qu'un accès limité à la base de données de la police et doit donc demander au parquet de pouvoir consulter un dossier de police, ce qui ne reposerait pas sur une base juridique solide. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de fait ?

– Comment est-ce que le Service de renseignement de l'État pourrait-il délivrer en toute conscience des habilitations de sécurité s'il ne peut avoir accès aux bases de données nécessaires ?

– Combien de demandes du Service de renseignement de l'État ont été adressées au parquet depuis 2019 (par année) ?

– Dans le cas où Monsieur le Ministre refuserait de divulguer cette information, pourquoi est-ce que cette information ne peut-elle pas être rendue publique ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre estime la collaboration entre le Service de renseignement de l'État et le parquet comme étant satisfaisante ?

4) D'après l'article, le président de la représentation du personnel a été licencié pour avoir attiré l'attention de l'OTAN sur une possible non-compatibilité de la réforme à venir. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer le licenciement du collaborateur en question ?

– Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes ?

– En quoi est-ce que l'envoi d'un projet de réforme (qui est du reste disponible publiquement sur le site Internet de la Chambre des Députés) constituerait un motif de licenciement valable ?

– Est-ce que les amendements parlementaires adoptés plus récemment par la Commission parlementaire sur le projet de réforme tiennent effectivement compte des objections formulées par le collaborateur licencié, comme l'indique l'auteur de l'article, et est-ce qu'ils sont davantage en phase avec les obligations internationales en matière de sécurité du Luxembourg ?

• Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas que ces amendements parlementaires sont le fruit d'un dialogue social réussi ?

• Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'une communication formulée au nom d'un syndicat, sous condition qu'elle ait été validée par les membres de la représentation du personnel quant au contenu et à la forme, engage la responsabilité individuelle de la personne syndiquée ayant formulé cette communication, dans ce cas précis le président de la représentation du personnel ?

• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il s'agit d'une atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi ?

5) Si le Luxembourg ne remplit pas les standards minimums en matière de sécurité prévus par l'OTAN, les services secrets étrangers pourraient refuser de coopérer avec le Service de renseignement de l'État en matière d'échange d'informations. Le Service de renseignement de l'État ne serait d'ailleurs pas nécessairement en mesure d'être exclu de cet échange d'informations.

– Est-ce que Monsieur le Ministre voit un risque d'être exclu de la collaboration internationale ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre considère que l'approche du Gouvernement est en phase avec les obligations internationales du Luxembourg ?

Réponse (16/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) Le Luxembourg a à tout moment été à même de délivrer des habilitations de sécurité conformes aux normes nationales et internationales applicables. La gestion des habilitations de sécurité n'a donc pas constitué de risque pour la sécurité du Luxembourg et de ses alliés.

ad 2) Le projet de loi n° 6961 a connu, au cours de sa genèse, un certain nombre de vicissitudes qui ont ralenti les travaux, dont notamment en 2019 l'affaire dite du « casier bis » qui a conduit les auteurs du projet de loi à devoir composer avec les modifications législatives qui allaient être envisagées en matière de fichiers de police ou de l'application JU-CHA (projets de loi n° 7741 et n° 7882 respectivement) et qui allaient avoir un impact direct sur le projet de loi n° 6961. Plutôt que de poursuivre les travaux sur base de prémisses qui allaient rapidement être dépassées, il a (plutôt) été retenu de suivre la progression des réformes entamées dans le cadre des projets de loi n° 7741 et n° 7882 et d'adapter le projet de loi n° 6961 à cette nouvelle donne, a fortiori parce que la solution intermédiaire mise en place donne à l'ANS les accès requis pour mener à bien ses missions en matière d'enquêtes de sécurité.

Le Gouvernement renvoie à ce sujet à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8193 de l'honorable Député Sven Clement.

ad 3) Le Gouvernement renvoie à ce sujet à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8193 de l'honorable Député Sven Clement.

ad 4) Le Gouvernement ne se prononce pas sur des affaires disciplinaires en cours devant les instances compétentes.

ad 5) Le Gouvernement renvoie à la réponse à la question n° 1 reprise ci-dessus.

Augmentation récente de la délinquance | Question **8201** (02/08/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Rezent ass et zu aussergewéinlech villen Iwwerfäll a souguer Messerpickereien uechter d'Land komm. Eleng bannent deene leschte puer Deeg kouw et zu enger Messerpickerei zu Gréiwemaacher, zu enger Schéisserei zu Esch an zu enger weiderer Messerpickerei zu Rëmerschen. Dobäi kommen eng ganz Partie Iwwerfäll an Abréché, déi vun der Police verzeechent gi sinn. Dës Tendenzen, déi eng kloer Hausse u graven Infraktiounen weisen, sinn a Vakanzzeiten, wéi dat aktuell de Fall ass, ëmsou méi beonrouegend.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Woura gesäit den Här Minister d'Ursaache fir des rezent signifikant Hausse u graven Infraktiounen?
2. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir dësen Tendenzen entgéintzewierken?
3. Wat ass schonn ënnerholl ginn, fir esou Virfäll preventiv entgéintzewierken?

Réponse (29/08/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. D'Froen vun den Hären Deputéierte mussen an de Kontext vun der Mediatisatioun vun eenzele Faite gesat ginn.

Wéi scho bei der Presentatioun vun de polizeileche Kriminalitéitsstatistiken ufanks des Joers präziséiert, ass feststellen, dass eenzel Incidente grouss mediatiséiert ginn a vill iwwert d'Réseaux sociaux verbreet ginn, ouni dass dat awer statistesch aussokräfteg wier a punkto Unzuel bzw. Representativitéit.

Och kann ëmmer nëmmen de Fait brut matgedeelt ginn, sou wéi e sech déi éischt Momenter duerstelt. Ëfters ginn awer no den éischten Enquête-Elementer Aspekter ersichtlech, déi de ganzen Incident an engem anere Liicht erschéng loossen, mee déi aus enquêtetechneschen a prozedurale Grënn vun der Justiz herno net méi kommunizéiert kënnen ginn.

Et gëtt eng generell Hausse vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, esou wéi se och an den Nopeschlänner feststellen ass. Allerdéngs ass zu de Statistiken vun deene grave Faite, op déi sech d'Froen vun den Hären Deputéierte bezéien (Messerpickerei, Schéisserei), aktuell keng Hausse feststellen, mee eng Tendenz zu enger Baisse. Aus deene bekannte Grënn, déi och ëmmer bei all Presentatioun vun de polizeileche Kriminalitéitsstatistiken erwäant ginn, kënnen aktuell keng offiziell Zuele kommunizéiert ginn, well se ë. a. nach ze vill fluctuant sinn.

Deen Trend vun enger Baisse a verschiddene vun deene viséierte Faite vun dëser QP, ass iwwert déi lescht Méint konstant feststellen.

ad 3. Aktuell weist déi cibléiert Preventiounsaarbecht vun der Police éischter positiv Entwécklung u

verschiddene polizeileche Kriminalitéitsstatistiken an de vun dëser QP cibléierte Beräicher. Och gezielt Actiounen d'engverngere an Enquêtes, déi säitens der Police an Zesummenaarbecht mat der Justiz duerchgefouert goufen, weisen positiv Resultater. Den MSI an d'Police wäerte weiderhin d'Situatioun analyséieren a mat de kompetente Partner zesummeschaffen, fir adaptéiert Mesuren opstellen an d'Police weider ze stäerken.

Règles de rotation des cultures et utilisation des jachères | Question **8203** (03/08/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'lescht Joer hat d'EU-Kommissioun als Reaktioun op den Ukrainkrich déi obligatoresch Flächenstilllegung vu 4 Prozent an d'Rotatioun bei de Kulturen ausgesat, dat mam But, d'Liewensmëttelversuergung op internationalem Plang ze garantéieren. Nodeems Russland d'Kärenofkommens Métt Juli net méi verlängert huet, besteet nees de Risiko, datt et zu enger weltwäiter Liewensmëttelknappheet kënn. An der Sëtzung vun der Agrarkommissioun nom Agrar-Conseil vum 25. Juli zu Bréssel huet de Minister gesot, de Sujet kéim eréischt am September op den Ordre du jour vum Conseil.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

- Setzt Lëtzebuerg sech am September fir eng Verlängerung vum Aussetze vun der Flächenstilllegung an der Rotatioun an, fir esou d'Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren?
- Wann nee, aus wat fir Grënn ass d'Regierung géint e weidert Aussetze vun der Stilllegung an der Rotatioun?

Réponse (12/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Lëtzebuerg huet am Moment eng ofwaardend Approche bezüglech der Aussetzung vun der Flächenstilllegung vu 4 % a vun der Rotatioun vun de Kulturen op den Akerflächen.

D'Entscheidung, fir sou eng Verlängerung ze erméiglechen, läit bei der EU-Kommissioun, ass awer à ce stade nach net geholl ginn an am aktuelle Kontext och net ze erwaarden.

Duerch den Ausbau vun de Solidaritéitskorridoren iwwert de Land- a Waasserwee konnt eng Liewensmëttelverknappung ofgefiedert ginn. D'Kärenexporter aus der Ukrain an d'EU sinn esou am vergaangene Joer vum Wäert vu 7 Milliarden Euro op 13 Milliarden Euro geklommen.

D'Kärepräisser hunn sech no extreeme Präishaussen am Joer 2022 aktuell op engem éischter niddregen Niveau agependelt.

Des Weideren ass et am Hibleck vun der Previsibilitéit vun der EU-Legislatioun a vun der Planungsécherheet an eise Betriber kontraproduktiv, déi elo a Kraaft getruede Reegelen op en Neits ze änneren.

Installation de la société américaine PureCycle à Luxembourg | Question **8204** (03/08/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans un article publié récemment sur paperjam.lu, « PureCycle ou le récit d'une autre occasion gâchée », il est question de la société américaine PureCycle, qui aurait eu l'intention de s'installer au Luxembourg. D'après l'article, la société a finalement préféré y renoncer face aux délais très longs de l'Administration de l'environnement. Il s'agirait donc d'un nouvel exemple d'une société qui a jeté l'éponge à la suite

des procédures fastidieuses et interminables de l'Administration de l'environnement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la société PureCycle avait manifesté son intention de s'installer au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que cette société n'a pas pu s'installer au Luxembourg comme elle le souhaitait ? Est-ce que le Gouvernement peut confirmer le montant des investissements qui étaient prévus et les emplois qui auraient pu être créés ? Quelle est son appréciation de la situation ?

- Les raisons invoquées dans l'article semblent pointer vers les procédures très longues de l'Administration de l'environnement. Est-ce que Madame la Ministre de l'Environnement peut faire l'inventaire des échanges ayant eu lieu avec la société PureCycle et quels ont été les délais de réponse ?

- Quels sont les délais de réponse normalement prévus dans ce type de situation ?
- Si les délais trop longs sont à l'origine de l'échec des négociations pour l'implantation de cette société au Luxembourg, est-ce que le Gouvernement n'estime pas que ces délais devraient être revus considérablement à la baisse ?
- La société en question indique sur son site Internet « voir les déchets plastiques comme une ressource renouvelable » et se spécialise donc dans le recyclage du plastique – une entreprise qui devrait donc s'inscrire pleinement dans la stratégie d'économie circulaire affichée par le Gouvernement. Pourquoi est-ce que le Gouvernement n'a pas fait les efforts nécessaires pour s'assurer de l'implantation d'une telle société au Luxembourg ?

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la société s'est finalement installée en Belgique pour son premier emplacement en Europe ?

- Est-ce que compte tenu des cas d'échecs cuisants pour attirer de nouvelles entreprises au Luxembourg ces dernières années – Fage, Knaut, Google et maintenant PureCycle –, le Gouvernement n'estime pas qu'il serait nécessaire de revoir sa politique d'attraction des investissements d'entreprises étrangères ?

Réponse (15/09/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Les ministres tiennent à préciser que plusieurs informations de l'article cité par l'honorable Député sont erronées.

Aucune demande d'autorisation n'a été introduite par l'entreprise et il n'y a eu aucun échange entre l'Administration de l'environnement ou bien avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et la société PureCycle.

Il y a eu des échanges généraux et peu concrets entre le Ministère de l'Économie et un cabinet de conseil dont l'entreprise PureCycle s'était attaché les services, ainsi qu'avec l'entreprise PureCycle. Ces échanges concernaient la collecte d'informations préliminaires, dans le cadre des démarches de la société pour évaluer ses possibilités de développement en Europe et préparer un éventuel projet d'investissement.

Le Ministère de l'Économie a ainsi fourni à l'entreprise et à ses conseillers des informations générales, notamment concernant l'environnement économique, la disponibilité de terrains de grande envergure en zones d'activités, les réseaux, les autorisations nécessaires

pour l'implantation d'une activité industrielle et les différents délais qui y sont liés et fixés légalement.

Après quelques échanges en 2020, aucun plan d'affaires pluriannuel ou projet d'investissement concret avec des montants d'investissement et un nombre de salariés envisagés n'a jamais été présenté au Ministère de l'Économie. Cependant, la très grande dimension du terrain apparemment nécessaire pour l'activité envisagée ainsi qu'une consommation particulièrement importante en eau de l'entreprise sur son site aux États-Unis laissent déjà planer un doute sur la faisabilité du projet dans un pays au territoire restreint. Les derniers échanges avec le cabinet de conseil en question en janvier 2021 indiquaient qu'un site en Allemagne ou aux Pays-Bas était envisagé et clôturaient ces échanges préliminaires.

De manière générale, tout intéressé peut s'adresser à tout moment aux services du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, que ce soit pour un projet non encore développé, des questions en amont de l'introduction d'une demande ou en cours de procédure et tout exploitant est encouragé à commencer les démarches administratives liées à son projet dès qu'il dispose des informations nécessaires à la constitution d'un dossier. Des informations sont également mises à disposition sur emwelt.lu et des mesures telles que le cycle de séminaires et le site Internet « *Betribber&Emwelt* » ou la permanence « *commodo* » assurée auprès du « *House of Entrepreneurship* », facilitent les échanges avec les entreprises, la diffusion d'information et la sensibilisation afin de familiariser les entreprises avec les dispositions de la législation environnementale.

Toutes les procédures d'autorisations environnementales, ainsi que celle de l'évaluation des incidences sur l'environnement, disposent de délais précis. Dans le contexte « *commodo* », ce délai est d'un an au maximum après l'introduction d'une demande d'autorisation concrète.

Cette période peut être fortement raccourcie si l'exploitant présente une demande complète et exhaustive comprenant toutes les informations requises. Le Luxembourg, contrairement à d'autres pays européens, affiche dans toutes ses lois environnementales des délais précis et ces délais respectent déjà les délais imposés par le règlement européen d'urgence de décembre 2022 relatif aux procédures pour le déploiement de l'énergie renouvelable qui a comme objectif de réduire les délais d'autorisation au niveau communautaire. D'ailleurs, une priorisation des dossiers e. a. en relation avec la décarbonisation est prévue (projet de loi n° 8284). Enfin, la nouvelle loi « *commodo* » qui suit actuellement la procédure législative va nettement simplifier la procédure d'autorisation (projet de loi n° 8302).

Finalement, il est rappelé que la mise en place du « *Compatibilitétscheck fir Entreprises* » fin 2022 assure une approche cohérente et un suivi efficace de nouveaux projets d'investissement industriel.

Le ciblage du développement économique et de la promotion économique est orienté vers des entreprises et des activités qui apporteront une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en consolidant le développement qualitatif et durable du pays.

Vaccins périmés | Question **8206** (03/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 6873 huet d'Madamm Minister mir een Tableau zoukomme gelooss mat all den Oflafdatumer vun de Vaccinen zu deem Moment.

Dësen Tableau huet Informatiounen bis zum 31.7.2023 enthalen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de Flaconen, déi een am Tableau vun der Äntwert vum 19. Oktober 2022 kann noliessen, sinn um Enn zerstéiert ginn? Respektiv un d'Hiersteller fir eng Zerstéierung zrëckgi ginn?

2. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatumer grad ewéi déi verbleiwend Unzuel un Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

3. Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen insgesamt zerstéieren? Kann d'Regierung oplëschen, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

4. Wéi héich war de Käschtepunkt bis elo insgesamt vun deenen zerstéierte Flaconen?

Réponse (18/10/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministère de la Santé

ad 1. Fir an den Negociatiounen mat de Produzenten eng besser Positioun ze hunn, huet Lëtzebuerg sech um gemeinsamen Approvisionnement vun Impfdose vun der Europäescher Union bedeelegt an ass deemno, genau esou wéi all anert Land aus der EU, kontraktuell gebonnen, eng proportionell Unzuel vun Dose mat anzekafen. Genau wéi et och an deenen anere Länner vun der EU de Fall ass, war et och a Lëtzebuerg net méiglech ze verhënnere, dass eng gewëssen Unzuel vun Flaconen aus diverse Grënn hu missen zerstéiert ginn.

Vun de Flaconen, déi am Tableau vun der Äntwert vum 19. Oktober 2022 opgelëscht waren, si folgend Flaconen an Dosen zerstéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. De folgendenden Tableau renseigneiert iwwert de Stock op den 18. Oktober 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Op den 18. Oktober 2023 goufe 755.240 Dosen zu Lëtzebuerg zerstéiert respektiv fortgeschéckt fir zerstéiert ze ginn, dorënner:

- AstraZeneca: 17.900 Dosen
- Janssen: 31.520 Dosen
- Novavax: 61.550 Dosen
- Pfizer: 52.410 Dosen
- Moderna: 591.860 Dosen

Divers (gebrache Flaconen, net korrekt Manipulationen, Dokteren, déi d'Flaconen net receptionnéiert hunn, Ënnerbriechung vum Killprozess): 112 Dosen.

ad 4. De Gesamtkäschtepunkt vun den zerstéierten Dose gëtt op EUR 16.789.430,15 geschat, wuel wëssend, dass d'applizéiert Wiesselcoursen zum Zäitpunkt vun de Paiementer vun de verschiddene Rechnungen de Gesamttotal liicht ännere kënnen.

Réduction du gaspillage alimentaire | Question **8207** (04/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, fir d'Iessensverschwendung ze verréngere. Wéi een um Landwirtschaftsportal liest, goufen Enn 2022 am Duerchschnitt 88,5 kg Liewensmëttel pro Stot ewechgehäit. Dës wieren, laut Portal, zu 21 % vermeidbar gewiescht.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Liewensmëttelverschwendung 2018 (a kg pro Kapp)?

2. Wéi héich ass d'Liewensmëttelverschwendung haut (a kg pro Kapp)?

3. Wéi vill ass d'Liewensmëttelverschwendung bis elo erofgaangen (a % an an absolutten Zuelen)?

4. Wéi vill Prozent vun den Iessensoffäll ginn a Biogasanlage verschafft?

5. Wéi vill Prozent vun den Iessensreschter zu Lëtzebuerg goufe vu Stéit produzéiert? Wéi vill vun aneren Acteuren (Eenzelhändler, Restauratioun)?

Réponse (25/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2018 haten d'Privatstéit 94,9 kg Liewensmëtteloffäll pro Kapp produzéiert.

D'Zuel vun 88,5 kg, déi um Landwirtschaftsportal genannt gëtt, bezitt sech och op d'Joer 2018. Dës Zuel gouf an enger Etude ermëttelt, déi vun der Ëmweltverwaltung beoptraagt gouf: https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-dedechets/Bio-dechets/Gaspillage_alimentaire/Etudes_et_resultats.html. D'Berechnungsmethod ass hei awer liicht ënnerschiddlech wéi bei der offizieller Berechnung fir d'Soumissioun un Eurostat.

ad 2. Déi aktuellsten Zuele bezéien sech op d'Joer 2021. Am Joer 2021 haten d'Privatstéit 73,6 kg Liewensmëtteloffäll pro Kapp produzéiert.

ad 3. D'Liewensmëtteloffäll vun de Privatstéit sinn tëschent 2018 an 2021 ëm 0,415 t erofgaangen, wat ronn 18 % ausmécht.

ad 4. Enger grober Schätzung no kann ee soen, dass bal 50 % separat agesammelt an an enger Biogasanlage oder Kompostanlag verschafft goufen. Dës Zuel beinhalt och den Eegekompost.

ad 5. 2021 goufe folgend Liewensmëtteloffäll produzéiert: 46.727 t (56 %) vun de Privatstéit, 8.861 t (11 %) vum Einzelhandel, 9.466 t (11 %) vun der Restauratioun an 11.333 t (13 %) vun der Industrie. Zousätzlech sinn nach 7.235 t (9 %) an der Primärproduktioun ugefall.

Conséquences du vol d'une « Master Key » Microsoft | Question **8209** (04/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschiddenen däitsche Medien no ass et chineeschen Hacker gelongen, duerch ee geklaute Master-Key vu Microsoft, un d'E-Maile vun europäesche Verwaltungen ze kommen. Outlook, Sharepoint, Office 365, Teams, OneDrive an Drëttsäiten, déi „Sign in with Microsoft“ ubidden, solle betroff sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Huet d'Lëtzebuerg Regierung Informatiounen zu deem Tëschefall vu Microsoft krut? Wa jo, wéi eng? Wann nee, wäert d'Regierung sech informéieren?

2. Wäert d'Regierung d'Verwaltungen uweise fir ze verhënnere, dass et zu Informatiounsleaks bei staatleche Servicer duerch vun den Hacker hannerloossen Hannerdiere kënn?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheetsgefor vun deem Tëschefall fir d'Lëtzebuergesch Verwaltungen an?

Réponse (05/09/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

ad 1. Microsoft huet keng Initiativ geholl, fir dem Lëtzebuerger Staat um direkte Wee Informatiounen zu deem Tëscheffall matzedeleen. Microsoft huet eng gewëssen Zäit no dem Tëscheffall ëffentlech kommunizéiert, dat besonnesch iwwert verschidde Foren:

– MSRC Blog: Microsoft mitigates China-based threat actor Storm-0558 targeting of customer email (<https://msrc.microsoft.com/blog/2023/07/microsoft-mitigates-chinabased-threat-actor-storm-0558-targeting-of-customer-email/>)

– Microsoft on the Issues: Mitigation for China-Based Threat Actor Activity (<https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2023/07/11/mitigation-china-based-threat-actor/>)

– Microsoft Threat Intelligence: Analysis of Storm-0558 techniques for unauthorized email access (<https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/07/14/analysis-of-storm0558-techniques-for-unauthorized-email-access/>)

– Microsoft Security Blog: Expanding cloud logging to give customers deeper security visibility (<https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/07/19/expandingcloud-logging-to-give-customers-deeper-security-visibility/>)

Den Zentrum fir Informatiounstechnologien (CTIE) huet vu sech aus de Kontakt mat Microsoft gesicht, fir detailléiert Informatiounen zu deem Tëscheffall ze kréien, an ass och weider am Kontakt mat Microsoft. Microsoft huet confirméiert, dass all direkt betreffen Entitéiten informéiert goufen. Well de Lëtzebuerger Staat net vun deem Tëscheffall betraff ass, goufen d'staatlech Entitéiten net spezifesch vu Microsoft kontaktéiert. Dat selwecht gëllt och fir de CGIE (Centre de gestion informatique de l'éducation), dee jo een Deel vun der Microsoft Cloud gebraucht respektiv den HCPN/GOVCERT, deen zanter dem 13. Abrëll 2023 de „Government Security Program Agreement“ mat Microsoft ënnerschrift huet. Vu dass den Tëscheffall d'staatlech Servicere net direkt betraff huet, huet deen Agreement laut Microsoft net gespilt.

De CTIE an de GOVCERT hunn doriwuer eraus gemeinsam eng Stellungnam vu Microsoft gefrot. Microsoft huet nach eemol confirméiert, dass dese speziellen Tëscheffall keen Impakt op d'Systemer vun der Lëtzebuerger Regierung huet, well de geklaute Schlëssel keen onerlaabten Accès op eis Systemer erméiglecht.

ad 2. De GOVCERT an de CTIE setzen all Dag hir Moyenen an, fir zesumme mat de Verwaltungen eng zäitgeméiss Cybersécherheet ze garantéieren. Dorënner falen esouwuel organisatoresch wéi och eng ganz Rei technesch Moossnamen. Well mir an deem spezifesche Fall net betraff waren, hat den Hacker keng Geleeënheet, fir „Hannerdieren“ ze installéieren.

Zousätzlech organiséiert d'ANSSI reegelméisseg Sensibilisierungscampagnen, fir d'Agenten op d'Problematike vun der Cybersécherheet opmierksam ze maachen.

ad 3. D'Sécherheetsgefor gëtt als relativ geréng ageschat, well d'Verwaltungen aktuell nach net vill Donnéeën an der Microsoft Cloud hunn.

D'Verwaltunge vum Staat benotzen den Ament, bis op punktuell Uwendungen, keng Servicere aus der Microsoft Cloud. Souwuel Outlook (Exchange), Share-Point wéi och Skype4Business gi vum CTIE a sengen Datenzentren hebergéiert. Teams gëtt, wéi och aner Plattformen wéi Zoom oder Webex, de Moment just genotzt, wa Beamten un externe Meetingen deelhuele, déi op dese Plattformen organiséiert sinn.

.....
Censure des réseaux sociaux | Question **8210** (04/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nodeems dass Frankräich rezent iwwert eng Woch laang vu massiven, gewalttätege Krawaller erfaasst gouf, huet de President Emmanuel Macron eng zäitlech limitéiert Zensur vun de sozialen Netzwerker an d'Gespréich bruecht. Hei handelt et sech ëm eng Praxis, déi ee virun allem aus net demokratresche Staate kennt a beispillsweis am Fall vun der Tierkei an der Vergaangenheet och vun der EU kritiséiert gouf.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär des Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu enger méiglecher Zensur vun de soziale Reseauen z. B. am Fall vun Onrouen? Géif d'Regierung wellen esou eng Zensur vun de soziale Medien aféieren? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen a mat wéi enge méigleche Begrënnungen? Wéi e rechtliche Kader géif et ginn, fir esou eng Zensur anzeféieren? Wéi kéinten d'Bierger sech juristesches géint esou eng Zensur wieren?

2. Am Fall wou d'Regierung esou eng Zensur géif envisagéieren, wär dat net am Widerspruch zum Artikel 23 (2) vun eiser Verfassung?

Réponse (30/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

D'Regierung steet fir e fräien an oppenen Internet a wärt deemno keng Zensur vun de sozialen Netzwerker aféieren.

.....
Campagne « Not sharing is caring » | Question **8211** (04/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Ëmmer rëm gouf d'ëffentlechkeet zu Lëtzebuerg déi lescht Joren duerch Zeene vu Jugendgewalt schockéiert, wou d'Affer net nëmme zerschloen, mee och nach entsprechend Filmer op de soziale Reseauen verbreet goufen. Dës Videoe bedeite fir d'Affer dacks eng Zousatzbelaaschtung, well si hir Péng ëmmer nees op en Neits virun Ae gefouert kréien an och nach hir Anonymitéit a Privatsphär verléieren.

Op där anerer Säit goufen d'Filmer, déi am Kader vun engem rezente Virfall bei der ZithaKlinik entstanen sinn, mam Accord vun den Eltere bewosst weidervbreit, fir d'ëffentlechkeet op de Brutalitéit opmierksam ze maachen an d'Identifizierung vun Täter ze ënnerstëtzen. Och de Staat hänt op ëffentleche Plaze Kameraen op, fir Täter ze identifizéieren an ofzeschrecken. Doriwuer eraus verbreet d'Police déi entsprechend Biller dacks iwwer d'Press, fir weider Hiwaiser ze sammelen. Am gläiche Sënn kënnen Zeien, déi d'Police alarméiert hunn, awer sech fir eng weider Interventioun misste selwer a Gefor bréngen, den Handy asetzen, fir Beweiser ze sécheren an Täter sou eventuell ofzeschrecken. Och bei Gewaltvideoen am Kontext vun der Jugendkriminalitéit kënnen Filmer dozou bäidroen, Strofdoten ze dokumentéieren an Täter ze identifizéieren.

De Schoulministère huet ënnert dem Titel „Not sharing is caring“ elo rezent eng Campagne lancéiert, déi eesäiteg den Aspekt vun der Privatsphär vum Affer viséiert a just drop opmierksam mécht, dass een sech an all Fall, wou een esou e Video verbreet, strofbar mécht. Och am Fall virun der ZithaKlinik huet de Parquet e Schreiwes zirkuléiere gelooss, fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, dass si hei géint e Gesetz verstoussen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär des Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi eesäiteg Ausriichtung vun der „Not sharing is caring“ Campagne motivéiert ass an dobäi preziséieren, firwat d'Regierung de Fokus net och wëll op d'Ofschreckung vu potenziellen Täter leeën? Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, dass Leit aus Angscht, sech strofbar ze maachen, sech net traue, Strofdoten ze dokumentéieren an ze denoncéieren?

2. Sollen eventuell Richtlinnen a Prozeduren definéiert ginn, fir et ze erméiglechen, iwwer d'Verbreedung vu privaten Handyvideoen, déi eng Strofdot dokumentéieren, vu Fall ze Fall ze entscheeden?

3. Besteet net och en Interessi vun der Æffentlechkeet, fir transparent iwwer d'Zoustänn am Beräich vun der Kriminalitéit hei am Land informéiert ze sinn?

Réponse (11/09/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Campagne, déi vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend initiéiert gouf, ass duerch eng Zesummenaarbecht tëscht deem genannte Ministère, de Justizautoritéiten, vertrueden duerch de Parquet Lëtzebuerg, an der Police entstanen.

De gemeinsame Wëlle vun deenen uewe genannten Acteuren ass, fir d'ëffentlechkeet ze sensibiliséieren fir e Phänomeen, deen et leider ëmmer méi heefeg gëtt. De Fokus läit um Schutz vum Affer, mee soll och d'Affer encouragéieren, eng Plainte bei der Police ze maachen, fir dass d'Justiz d'Täter verfolge kann. Duerch d'Campagne soll och déi grouss Majoritéit vu Jonken, déi mat Gewalt nëmme als Zeien an net als Affer oder Täter konfrontéiert gëtt, encouragéiert ginn, Zivillcourage ze weisen a responsabel an empathesche Decisiounen ze treffen. Wichtig ass allerdings, dass d'Zeien sech net onnéideg a Gefor bréngen, wéi zum Beispill doduerch, dass si probéieren, Beweiser op Video opzehuelen. Dofir leet d'Campagne „Not sharing is caring“ de Fokus dorop, d'Police ze ruffen a Videoen net ze deelen.

Fir dass e Videoclip en Impakt op d'Publikum huet, muss e kuerz sinn a sech op e spezifesch Thema konzentréieren, an dobäi awer kënnen eng allgemeng Situatioun presentéieren.

D'Videokomponent vun der Campagne „Not sharing is caring“ ass effektiv haaptsächlech axiéiert op de Message un de Grand public, dass d'Diffusioun vun Zeenen, déi Kanner involvéieren oder ënner gewësse Konditiounen u Kanner adresséiert sinn, strofbar ass. D'Internetsäit vun der Campagne (www.notsharing.lu) bitt nach zousätzlech Informatiounen an ënnerscheet tëschent zwee Cas-de-figures. Esou sinn Zeie gebieden, ee Gewaltvideo ze späicheren an der Police ze weisen, wann si Persounen am Video erkennen. Sollt dat net de Fall sinn, sollen d'Zeien de Video läschen, well ouni Informatioun, wien op dem Video ass, kann d'Police net domat schaffen.

D'Lutte géint Gewaltvideoen beschränkt sech awer net nëmme op dee Videoclip, mee geet doriwuer eraus. Et gëtt verschidde Mesuren, déi all concernéiert Acteuren implizéieren.

Sou wärt zum Beispill am Hierscht eng spezifesch Formatioun fir Enseignantë via den IFEN ugebued ginn, wou Outile presentéiert ginn, fir an esou Situatioune kënnen richteg an adäquat ze reagéieren. D'Enseignantë kréien an deem Kader zum Beispill vum Parquet d'Aspekter iwwer d'Affer, d'Täter an d'Zeien erkläert (déi handelen, déi kucken, déi encouragéieren a schliisslech déi filmen), mee och iwwer d'Roll vun den Elteren. Doriwuer eraus erkläert de Parquet och de Fonctionnement an d'Roll vun de

Justizautoritéiten an déi legal Konsequenzen, mat deenen déi jeeeweileg Persounen mussen rechnen.

ad 2. D'Justiz ass onofhängeg an applizéiert d'Gesetz. De Parquet huet d'Opportunité des poursuites an all eenzeler Affaire.

ad 3. Eng transparent Informatioun fir d'Effentlechkeet féint statt. Esou sinn Echangë mat der Chamber oder och Interviewen an der Press gewiescht.

D'Police grand-ducale publizéiert all Joer hir Statistiken zu der Kriminalitéit, déi och effentlech sinn an um Site vun der Police an dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet ze fanne sinn. Och de Justizministère publizéiert all Joer en Aktivitéitsbericht, an deem och d'Zuele vum Parquet Jugendschutz senger Aarbecht dra virkommen (Jugendschutz, Mëssbrauch, Delinquenz). An dësen Zuele sinn esouwuel déi, déi de Schutz wéi déi, déi d'Delinquenz betreffen, enthalen.

Parquet Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Parquet Diekirch:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....

Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram | Question 8214 (07/08/2023) de Mme Diane Adehm | M. Marc Lies (CSV)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8147 vum 12. Juli 2023 iwwert finanziell Entschiedegunge fir Geschäftsleit, déi laanscht de Chantier vum Tram leien, schreift den Här Minister Follgendes: „Ee Budget fir Indemnisiatiounen gouf just fir d'Finanzéierungsgesetz vum Tram tëschent der Gare a Luxexpo vun der Chamber votéiert. Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or goufe keng Indemnisiatiounen virgesinn.“

Am Document parlementaire N° 7209 iwwert d'Finanzéierung vum Tram op d'Cloche d'Or kann een op der Säit 39 d'„Fiche financière“ vum Gesetzestext kucken, wou ënnert der N° „C“ e Punkt „Divers et imprévus“ virgesinn ass an der Héicht vu 6.500.000 Euro. Ënnen op der Säit 39 kann een dann och noliesen, wat de Punkt „Divers et imprévus“ beinhalt: „C – Les divers et imprévus, correspondant à environ 6 % du montant total des investissements, comprennent notamment : ... • L'indemnisation des commerçants riverains.“

Deemno geet kloer aus der Fiche financière vum deemolege Projet de loi ervir, dass am „Divers et imprévus“ och Budget fir d'Indemnisiatiounen fir Geschäftsleit virgesi war.

Dat selwecht géllt och fir d'Verlängere vum Tram op de Findel. Am Dokument N° 7210 kann een op der Säit 37 d'Fiche financière vum Gesetzestext liesen, wou och ënnert der N° „C“ e Punkt „Divers et imprévus“ virgesinn ass an der Héicht vu 5.600.000 Euro. An dëser Fiche financière kann een och ënnen op der Säit d'Explikatiounen zu den „Divers et imprévus“ nokucken, wou Follgendes ze liesen ass: „C – Les divers et imprévus, correspondant à environ 6 % du montant total des investissements, comprennent notamment : ... • L'indemnisation des commerçants riverains.“

Deemno si laut der Fiche financière vum deemolege Projet de loi iwwert d'Verlängerung vum Tram op de Findel och Indemnisiatiounen fir Geschäftsleit virgesinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

– Bleift den Här Minister weiderhi bei sengen Aussoen, dass: „Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or keng Indemnisiatiounen virgesi goufen“?

– Wa jo, muss den Här Minister sech bei der Ëmsetzung vum engem Finanzéierungsgesetz net un den Inhalt vum engem Fiche financière halen? Gëtt a sou engem Fall d'Gesetz richteg ëmgesat, wann een sech net un d'Virgabe vum der Fiche financière muss halen?

– Wa jo, wéi sinn den Inhalt an d'Explikatiounen an engem Fiche financière vum engem Gesetz ze bewäerten?

Réponse (22/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am parlamentareschen Dokument vum éischte Gesetzesprojet betreffend d'Finanzéierung vum Tram (Luxexpo–Gare centrale) aus dem Joer 2013 kann een op der Säit 18 follgenden Text am „exposé des motifs“ liesen:

„La mise en œuvre de la première ligne de tram doit également s'accompagner de mesures visant à prendre en compte les conséquences de sa réalisation. Aussi est-il retenu le principe d'une indemnisation amiable des commerçants riverains. Pour ce faire, une commission d'indemnisation devrait être mise en place dont le but est d'examiner les revendications des professionnels implantés dans un périmètre à définir autour du couloir de passage du tram et qui subiraient une perte financière significative sur leur marge commerciale brute. L'examen des dossiers relèvera de critères prédéfinis et il sera suivi d'une proposition d'indemnisation de la part de la commission ad hoc soumise à l'accord de Luxtram, maître d'ouvrage, qui en assumera ensuite la charge financière.“

Och war d'Natur vun den Aarbechten, déi am éischte Finanzéierungsgesetz vum Tram virgesi waren, eng aner.

Op der Säit 11 vum „exposé des motifs“ steet:

„Outre le positionnement latéral de la plateforme par rapport à la voirie, l'insertion de la ligne du tram tient compte des autres espaces fonctionnels composant l'espace public, à savoir les voies de circulation automobile, les cheminements piétons, les itinéraires cyclables, les emplacements de stationnement, les accès riverains, etc. Ainsi, les travaux qui accompagneront la réalisation de cette plateforme s'étendront de façade à façade entre la gare centrale et le Glacis.“

Den deemolege GIE Luxtram krut also den Optrag, ee Projet „façade à façade“ ze maachen an niéft dem Tram, och d'Strooss, d'Trottoiren, d'Vëlospisten, d'Bamreien an déi ënnerierdesch Infrastrukture komplett ze reamagéieren.

D'Dicht vun de Geschäfte, déi betraff waren, souwéi d'Aarbechten, déi vu Luxtram duerchgefouert goufen, waren immens intensiv. Et gouf an deem Kontext op politeschem Niveau net zu Onrecht vum engem „Joerhonnertchantier“ geschwat.

An de follgende Finanzéierungsgesetz vum d'Verlängerung vum Tram op de Findel a vun der Gare centrale op d'Cloche d'Or gëtt et keng Beschreiwung am „exposé des motifs“ iwwert méiglech Entschiedegungen. Et ass awer richteg, dass d'„fiche financière“ op eng méiglech Entschiedegung am Punkt C ënnert „divers et imprévus“ hiweist. Dëst bezitt sech awer logescherweis just op déi Aarbechten, déi an de Finanzéierungsgesetz virgesi sinn.

Anescht wéi am éischte Finanzéierungsgesetz vum Tram, belafen sech d'Aarbechte vun de follgende Finanzéierungsgesetz net op ee Projet „façade à façade“. D'Finanzéierungsgesetz vum de

Verlängerungen op de Findel respektiv op d'Cloche d'Or limitéieren sech op der Säit 7 op follgend Aarbechten:

„Les travaux liés ... se limitent à l'infrastructure du tram. Le réaménagement et la création des voiries attenantes à la plateforme du tramway sont portés par l'Administration des ponts et chaussées et feront si nécessaire l'objet de lois de financement distinctes du présent projet.“

D'Gesetz bezéien sech also just op d'Leeë vun de Gleiser an d'Opstelle vun de Catenairen.

Follgend kënnen och just am Kontext vun deene spezifeschen Aarbechte vu Luxtram effentlech Gelder fir Entschiedegunge fir Geschäftsleit virgesi ginn.

Dës Aarbechte vu Luxtram loossen sech awer schwéier vun den Aarbechte vun der Stroossebauverwaltung trennen a maache just ongeféier 15 % vum Gesamtchantier aus. D'Ëmstänn, déi dës Aarbechte vu Luxtram fir Geschäftsleit maachen, sinn zäitlech och staark begrenzt. Réischt ganz zum Schluss vum Chantier, wann all d'Leitunge frësch geluecht gi sinn an d'Trottoire souwéi d'Strooss rëm op ass, ginn d'Gleiser op eng vun der Stroossebauverwaltung préparéiert Plattform geluecht.

D'Finanzéierungsgesetz säitens der Stroossebauverwaltung, déi niéft gréissere Stroosenaarbechten, och Amenagementer betreffend d'Verlängerung vum Tram vun der Gare centrale op d'Cloche d'Or (loi du 24 août 2016 relative à la réalisation de la phase 1 de la route nouvelle N3 entre la gare centrale et le pôle d'échange Bonnevoie/loi du 21 août 2018 relative à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas) virgesinn, gesi keng Entschiedegunge fir Geschäftsleit vir. Et géllt hei de Prinzipp, wéi bei allen aneren Aarbechten, déi vun der Stroossebauverwaltung un effentlechen Infrastrukturen duerchgefouert ginn, och, datt dës een „intérêt général“ duerstellen a follgend keng Entschiedegunge virgesi sinn.

Am Règlement interne vum Comité d'indemnisation, deen och um Internetsite vu Luxtram ka consultéiert ginn, ass dofir decidéiert ginn, méiglech d'Entschiedegunge just op d'Streck Gare centrale–Luxexpo ze limitéieren:

„Sont susceptibles d'introduire une demande en vue d'une compensation financière, les commerçants, artisans et restaurateurs situés le long du ou dans le périmètre d'intervention de Luxtram. Les commerces en question doivent subir des troubles sérieux et une diminution significative de leurs activités commerciales. Le lien du préjudice avec les travaux de la ligne de tramway (Gare centrale–Luxexpo), dans le périmètre défini par la loi de financement du tramway, doit être clairement identifié.“

.....

Rentrée scolaire | Question 8215 (07/08/2023) de Mme Diane Adehm (CSV)

Avec la rentrée scolaire qui approche, de nombreux parents s'inquiètent de ne pas trouver de place pour leur enfant dans la formation de leur choix. Faut de places disponibles dans les lycées, les parents inscrivent leurs enfants dans des établissements qui ne correspondent pas forcément au premier choix de l'élève concerné. Dans un article paru dans « L'essentiel » en date du 6 août 2023, le Ministère de l'Éducation nationale reconnaît qu'il peut arriver qu'un élève ne puisse pas intégrer la formation souhaitée et que la Maison de l'orientation conseille l'élève (et les parents) afin de l'orienter vers une autre formation. Par ailleurs, le ministère précise que l'ouverture de classes supplémentaires est soumise « à la disponibilité des infrastructures et du personnel enseignant ».

Comme il ressort de différents témoignages et puisqu'il semble qu'il y ait un réel manque de places dans les lycées, empêchant les élèves de poursuivre les études de leur premier choix, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves se trouvent dans une telle situation, contraints de choisir un lycée différent de leur premier choix ?

– Combien d'élèves obtiennent effectivement leur deuxième respectivement troisième choix de lycée ?

2) Sur la base de quels critères les élèves sont-ils refusés ou admis dans un lycée ?

3) Le ministre ne pense-t-il pas qu'une telle situation est intolérable et démotive les jeunes ?

4) Quels sont les lycées qui manquent actuellement de places et doivent refuser des élèves ?

5) Le Gouvernement que prévoit-il pour remédier à cette situation ?

– Des places supplémentaires seront-elles mises à la disposition des élèves ?

– Est-il prévu d'engager des enseignants supplémentaires pour les lycées concernés ?

– Le Gouvernement a-t-il recherché des infrastructures susceptibles d'être développées ?

Réponse (31/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3) Je tiens tout d'abord à souligner que l'article de presse en question relatant le cas d'un élève n'ayant pu intégrer une formation dans le lycée de son premier choix s'appuie sur un cas particulier et qu'une solution a pu être trouvée dans la mesure où cet élève s'est vu offrir une place dans un autre lycée de la même région où il peut suivre la formation de son choix.

Il est à noter que pour des raisons organisationnelles, des élèves peuvent exceptionnellement être amenés à suivre leur formation dans un lycée autre que celui de leur premier choix ; de tels cas se sont présentés dans le passé au Luxembourg et peuvent se présenter également dans nos pays voisins où les distances supplémentaires à parcourir peuvent être bien supérieures à celles observées chez nous.

Concernant le nombre de cas où des élèves « se trouvent dans une telle situation, contraints de choisir un lycée différent de leur premier choix », signalons d'emblée que comme le traitement des demandes d'inscription n'est pas réalisé de manière centralisée, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne dispose pas de données chiffrées en la matière. Le MENJE n'a cependant pas connaissance d'une multiplication de ces cas au cours des dernières années.

D'une manière plus générale, le sujet abordé par l'honorable Députée est celui de l'organisation scolaire de l'enseignement secondaire ; il se résume à la question de savoir dans quelle mesure les lycées doivent procéder à l'ouverture de classes supplémentaires afin de permettre à chaque élève de poursuivre son parcours scolaire dans le lycée de son premier choix.

Il s'agit en l'espèce de trouver un équilibre entre les trois exigences suivantes :

- la volonté tant du MENJE que des lycées de répondre au mieux aux attentes et aux souhaits des élèves et de leurs parents ;
- la disponibilité des capacités en infrastructures et en personnel enseignant ;
- la gestion des ressources en bon père de famille.

Lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible dans le lycée de leur premier choix, les élèves se voient proposer un autre lycée dans la même région.

Les lycées accordent en général une priorité d'inscription à leurs propres élèves.

Les lycées, de même que le ministère, et notamment la Maison de l'orientation, mettent tout en œuvre afin de permettre aux élèves de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions possibles afin d'éviter tout problème de démotivation.

ad 4) Comme il est à supposer que le nombre de cas varie d'une année à l'autre et qu'il dépend des formations choisies, il n'est pas possible de désigner des lycées « qui manquent actuellement de places et doivent refuser des élèves ».

ad 5) Le ministère entreprend tous les efforts nécessaires en vue du recrutement de personnel enseignant et de la mise à disposition d'infrastructures.

.....

Impact du changement climatique sur la végétation au Luxembourg | Question 8217 (08/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Klimawandel féiert dozou, datt d'Vegetationsperioden sech queesch duerch Europa verlängert hunn.

Verschiede Kulturen oder Feldfrüchte kréien et méi schwéier, fir gutt iwwer de Summer ze kommen, well et ze laang Drécheperiode gëtt. Dëst Joer sinn d'Kären an eenzelen Deeler vum Land scho fréi erageholt ginn (Mëtt Juli), während op anere Plaze weinst deem ville Ree vun Enn Juli bis Ufank August huet misse gewaart ginn.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Vegetationsperiod hei am Land am Verglach mat aneren europäesche Regione verännert?

2. Wéi gesäit aus der Siicht vum Landwirtschaftsministerium eng dem Klima ugepasste Landwirtschaft aus? Gëtt et do scho konkret Perspektiven a Konzepter, déi eise Baueren ennerbreet gi sinn oder ginn, fir hir Betriber op weider Erausforderunge virzubereeden?

3. A wéi engem Mooss wäert sech d'Vegetationsperiod mat Fudder verännern? Wäert do enner anerem och verstärkt op Kléigrasorte gesat ginn, déi ganzjäreg wuessen a méi déif wuerzelen, sou datt se dréche Periode besser iwwerstinn?

Réponse (11/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir d'Vegetationsperiod ze charakteriséieren, gëtt et verschidden Definitioune, awer keng, déi fir Eestëmmegeeket enner de Fachleit steet. An der Vergaangenheet gouf zum Beispill bei europäeschen Dossierien d'Vegetationsperiod definiert duerch d'Unzuel vum Deeg iwwert 5° C Dagesmitteltemperatur iwwert d'ganz Joer gekuckt. Eng agronomesch méi cibléiert Definitiou ass deen Zäitraum, wou d'Dagesmitteltemperatur während 6 konsekutiven Deeg iwwert 5° C läit bis zu deem Zäitraum, wou während 6 Deeg d'Dagesmitteltemperatur enner 5° C fällt. Den Ennerscheid tëschent de Rechemethoden ass net grouss.

Geet een dann nach vun deene järeleche Schwankungen aus, kann ee festhalen, dass an deene leschten 12 Joer (2010–2022) d'Vegetationsperiod am Éislek tëschent dem 17. an 20. März ugefaangen huet an tëschent dem 8. an 13. November eriwuer war. Op der Musel, wou et méi waarm ass, huet se tëschent dem

5. an 21. Februar ugefaangen an tëschent dem 24. an 28. November opgehalen. Dat sinn 8 bis 9 Méint. Am Verglach mat Europa, läit Lëtzebuerg an där selwechter Klimazon wéi déi belsch Ardennen, de Grand Est a Frankräich, d'Eifel, d'Saarland an den Norde vun Däitschland. No Westen an no Süde vun Europa hi verlängeren sech d'Vegetationsperioden. A Portugal an a Spunien ass bal d'ganz Joer wuessbaart Wieder. An Zentral- an Osteuropa sinn et 7 bis 8 Méint. A Skandinavien an an de baltische Länner sinn et 5 bis 7 Méint.

Déi generell Temperaturerhéijung vun deene leschte Joerzénge hat een Afloss op d'Längt vun der Vegetationsperiod. Vergläicht een d'Perioden 1990–2022 an 1960–1989 unhand vun 2.055 Wiederstationen aus dem European Climate Assessment Dataset, stellt ee fest, dass Nordeuropa an d'Biergregionen am stärkeste vun der Verlängerung betraff waren. An der Moyenne huet sech d'Vegetationsperiod an Europa ëm 3 bis 27 Deeg verlängert.

Zu Lëtzebuerg huet d'Vegetationsperiod am Éislek ëm 11 bis 15 Deeg an am Guttland ëm 16 bis 25 Deeg zougeholl. An der Moyenne mécht dat 16 bis 17 Deeg, verdeelt op 2/3 am Fréijoer an 1/3 am Hierscht. D'Guttland läit dobäi am selwechte Beräich wéi d'Beneluxländer, Nordfrankräich an dem gréissten Deel vun Däitschland. Norddäitschland an den Norde vun Holland hu méi ee staarken Impakt vun der Temperaturerhéijung ze verzechnen. Am Süde vun Europa huet d'Erhéijung vun der Temperatur ee manner groussen Afloss op d'Verlängerung vun der Vegetationsperiod gehat.

ad 2. De landwirtschaftleche Secteur muss, wéi all anere wirtschaftleche Secteur, flexibel bleiwen, wann d'Rahmebedingung changeieren. Adaptatioune an der traditioneller Vei- a Mëlchwirtschaft bedede virun allem, d'Fudderproduktioun iwwert d'Joer verdeelt ze diversifizéieren, fir souwuel mat laangen Drécheperiode wéi och mat laange Reeperioden eens ze ginn. An Drécheperiode kann dat z. B. duerch méi Feldfudderubau oder duerch d'Asilëiere vu Kären a Form vu Ganzplanzesilage geschéien. Am Grénglandberäich huet sech an der Praxis erausgestallt, dass déi 2 éischt Grasschnëtter am Fréijoer d'Grundlag mussen leeën, fir souwuel vun der Qualitéit wéi vun der Quantitéit hier d'Fudderratioun vum Wanter ofzesécheren. Dat bedeit enner anerem, genuch landwirtschaftlech Flächen am eegene Betrib zur Verfügung ze hunn, well den Zoukauf vu Fuddermëttelen deier ass. Zousätzlech gëllt et, den Zoustand vun de Wisen a Weede stänneg ze ennerhale mat Noséine vu Grasorten, déi besser un d'Dréchent ugepasst sinn. D'Zortversuchsfelder vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) an deene verschiddene Regione vum Land leeën an deene leschte Jore en verstärkten Akzent op d'Resistenz vun de Grieser an deenen anere Fudderplanzen op d'Dréchent an awer och op d'Regeneratioun vun den eenzelen Aarten an Zorten no der Dréchent.

Am Beräich vum Geméis- an Uebstbau spillt d'Bereetstelle vu genuch Waasser schon an normale Jore eng entscheidend Roll. Fir d'Wuesstumspotential vum lokalen Uebstbau kënnen anzuschätzen, leeft den Abléck eng grouss ugelychte wëssenschaftlech Etüd op der Universitéit Léck iwwert déi global Waasserreserven zu Lëtzebuerg.

ad 3. Esou ewéi d'Klima an och d'Vegetationsperioden sech änneren, esou wäert och an d'Zukunft d'Fudderproduktioun sech änneren hei zu Lëtzebuerg. Et ass dovun auszegoen, datt opgrond vun der zouhuelender Summerdrécht d'Fudderproduktioun während de Summerméit zukünfteg ganz staark ageschränkt wäert sinn. Par contre kënn et, notamment well och d'Vegetationsperiod méi fréi ufänkt a méi spéit ophält, esou ewéi an der Äntwert op d'Fro 1

ervirgestrach, zu enger Verlagerung vun der Fudderproduktioun an d'Fréijoer an och an den Hierscht.

Am Zesummenhang mat de Bestriewunge vun enger méi héijer Eewäissautarkie, hunn des Weideren d'Veibetrieb an deene leschte Jore scho verstärkt op d'Veerbesserung vum Gréngland mat Kléigrasmëschung gesat. Dat selwecht ass de Fall beim Ubau vu Feldfudder, dat aus Mëschung vu Grieser mat Kléi oder Grieser mat Luzerne besteet. Dës Leguminosen hunn de Virdeel, dass se ab dem 2. Joer méi déif Wuerzele maachen an iwwert de Summer nach viru wuesse kënnen, wann d'Gras stoe bleift. Ugepasst, resilient an drécheresistent Grieser a Kléiaarten an -zorte sinn effektiv een Element, fir d'Fudderproduktioun hei zu Lëtzebuerg un de Klimawandel unzepassen. Duerfir ginn dës Krittären an den Zortevernich vun der ASTA besonnesch gepréift. Allerdéngs stoussen an extreem dréchene Joren, wéi dat 2022 de Fall war, all Fudderkulturen un hir Grenzen.

Retrait de Luxair de la manutention de fret aérien au CargoCenter | Question 8218 (08/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

D'Luxair, déi bis dato den Handling vum CargoCenter um Findel assuréiert huet, huet Enn Mee an hirem Verwaltungsrot d'Decisioun getraff, net méi bei der aktueller éffentlecher Ausschreibung matzemaachen. Dës Decisioun wier strateegesch, well sech d'Luxair an Zukunft op d'Airline wéilt konzentréieren. Deemno ginn elo zwou aner Gesellschaften gesicht, déi fir 7 Joer den Handling vu Cargo iwwerhuele sollen, an een Invest, deen op 200 Milliounen Euro geschätzt gëtt, missten iwwerhuelen. RTL-Informatiounen no hunn nieft der Cargolux zwou weider Gesellschaften bei der éffentlecher Ausschreibung matgemaach.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister eis méi konkret soen, wéi mat enger Decisioun iwwert d'Ausschreibung gerechent ka ginn?

– Wéi eng Konsequenze kéinte fir déi ronn 1.200 Mitarbeiter beim Cargo Handling entstoen?

– Wat sinn déi méiglech Auswierkungen heivun op aner Servicer vun der Luxair respektiv op de Flughafeselwer?

Réponse (06/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ënner Virbehalt vun eventuellen Imprevuen, déi mat der Ausschreibungsprozedur verbonne sinn, ass geplangt, d'Lizenz fir den Handling am Cargoberäich am November 2023 auszehänegen.

D'Mataarbechter am Cargohandling sinn duerch e sektorielle Kollektivvertrag ofgeséichert, an och duerch d'Reglementatioun iwwer den Transfert vu Personal am Fall vun enger Lizenzüwernam duerch een drëtten Prestataire.

Duerch dëse Changelement wäert d'Luxair sech kënnen méi op hire aner Sparte konzentréieren, besonnesch d'Aktivitéit vun der Airline an dem Tour Operator, wou och an den nächste Jore muss investéiert ginn.

Déi obligatoresch Neiausschreibung vun den Handling-Lizenzen baséiert op der EU-Direktiv 96/67/CE vum 15. Oktober 1996, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 19. Mee 1999 iwwer den „accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg“ ëmgesat gouf. Duerch dës Reglementatioun soll een effikassen an adaptéierten Handling assuréiert ginn. lux-Airport, als Gestionnaire vum Flughafen, muss sech un dës Prozeduren halen.

Précarité des enfants et des jeunes | Question 8219 (08/08/2023) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La précarité des enfants et des jeunes est une réalité au Luxembourg. Comme Caritas Luxembourg l'a rappelé dans une prise de position en mars 2022, les enfants et jeunes constituaient déjà avant la crise sanitaire le groupe de personnes le plus exposé au risque de pauvreté, mais ce risque s'est encore aggravé depuis.²¹ Concernant les allocations familiales et autres aides pour les familles concernées, Caritas Luxembourg souligne que « nombreuses sont les personnes qui ne connaissent pas les aides auxquelles elles ont droit ou qui ont des difficultés à faire les démarches nécessaires pour l'obtention ». Dans cet ordre d'idées, Caritas estime qu'une « simplification administrative, ainsi qu'un système plus compréhensible (...) devraient être mis en place ».

En son ancienne qualité de député et rapporteur de la loi budgétaire pour l'année 2023, Monsieur le Ministre avait également soulevé la problématique en soulignant que : « Pour ce qui est des transferts sociaux monétaires, force est de constater que bon nombre de personnes éligibles pour une certaine aide sociale n'en profitent pas. »²²

En général, le non-recours des personnes éligibles aux aides sociales s'explique par une multitude de raisons, parmi lesquelles figurent notamment la crainte des conséquences négatives, la complexité des démarches, le souhait de s'en sortir soi-même ou encore le manque d'information sur les aides. Le phénomène est d'autant plus préoccupant dans le domaine des aides familiales qu'il désavantage des enfants issus des familles en question, alors que le non-recours ne leur est nullement imputable.

Voilà pourquoi l'une des recommandations émises dans le cadre du rapport budgétaire susvisé était de rendre plus accessible les aides étatiques à travers un regroupement et une simplification administrative, à l'instar de ce qui est pratiqué déjà aujourd'hui au niveau de la « Klima-Agence » pour les aides dans le domaine de l'énergie.

Dans cet ordre d'idées, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant l'ampleur du phénomène de non-recours aux aides financières et autres aides sociales s'adressant aux familles ? Est-il possible de chiffrer les montants des aides non touchées ?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un regroupement des aides en question constitue un pas important en vue d'assurer que les familles et notamment les enfants et jeunes éligibles ne passent pas à travers les maillons du filet social ?

En sus de l'accessibilité des aides, un autre volet important est la manière dont celles-ci sont aménagées, notamment en ce qui concerne l'aspect de l'équité. Dans ce contexte, le Statec a constaté ce qui suit :

« Les allocations familiales financent de manière inégale les budgets minimums directs des enfants selon leur âge. Pendant la petite enfance, les allocations directes couvrent de manière très généreuse les besoins minimums, avec même une couverture de 100 % pour un enfant de 6 mois. Entre 8 et 14 ans, les allocations directes couvrent encore presque ¾ du budget direct. C'est dans l'adolescence avancée que l'écart

entre le budget minimum et les allocations directes se creuse. »²³

3) Quelles sont les raisons pour cette dégressivité du taux de couverture par les allocations directes du surplus de budget induit par la présence d'enfants ? Existe-t-il des réflexions ou initiatives au niveau du Ministère de la Famille afin de pallier ce déficit ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'accord que la dégressivité peut constituer un désavantage pour certain.e.s adolescent.e.s, notamment pour ceux/celles issu.e.s des familles les plus désavantagées ?

Enfin, sous l'aspect de l'équité, un enjeu important est la situation des familles monoparentales. À ce sujet, le Statec a constaté que :

« (P)our l'adulte monoparental, ce surplus en budget est couvert à hauteur de 60 % (adulte avec deux enfants de 0-6 ans) et de 39 % (adulte avec un ou deux enfants de 14-18 ans). Pour les couples avec enfants, les ordres de grandeur sont similaires et varient entre 57 % et 36 %. »²⁴

5) Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette différence très faible en termes du taux de couverture est équitable au vu de la différence en termes de revenu qui est susceptible d'exister entre les couples et les familles monoparentales ?

6) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus équitable de façonner les aides à ce que le taux de couverture ne dépende pas de la situation familiale des parents ?

Réponse (06/10/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) et 2) L'honorable Députée fait référence à une étude menée par le Statec ensemble avec le Ministère de la Famille sur le budget minimum des enfants et sa couverture par les transferts sociaux publiée dans le cadre du « Rapport travail et cohésion sociale » de 2022²⁵ du Statec. En ce qui concerne l'idée préconisée par l'honorable Députée d'un regroupement des aides financières et aides sociales s'adressant aux familles afin de lutter contre le non-recours aux aides mises à disposition des familles et des enfants, il y aurait d'abord lieu d'analyser la faisabilité d'une telle démarche, sachant que les conditions d'accès à ces aides voire les attributaires de ces aides diffèrent d'une législation à l'autre. Cependant, comme l'honorable Députée le relève à juste titre, je reste très sensible au non-recours des personnes éligibles aux aides sociales. Voilà pourquoi j'ai chargé l'Observatoire des politiques sociales d'élaborer des recommandations afin de mieux appréhender le phénomène du non-recours aux aides sociales et de mettre en place des mécanismes de lutte contre ce non-recours. Dans ce contexte, et comme je suis persuadé que la circulation de l'information est cruciale dans la lutte contre le non-recours, j'ai invité les collègues des bourgmestres et des échevins ainsi que les conseils communaux nouvellement élus à une matinée d'information, le 25 septembre prochain, sur l'ensemble des aides étatiques qui sont de la compétence de mon Ministère.

ad 3) et 4) L'étude précitée a en effet constaté que dans l'adolescence avancée, l'écart entre le budget minimum et les allocations directes se creuse. Une étude intitulée « Des budgets de référence pour les jeunes âgés de 15 à 18 ans : les adolescents face à leurs besoins minimum » , publiée en avril 2022²⁶ et réalisée par le Statec en collaboration avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

²³ Statec, Rapport travail et cohésion sociale, 2022, p. 184

²⁴ Ibid., p. 185.

²⁵ Statec, Rapport travail et cohésion sociale, 2022

²⁶ Statec, Économie et statistiques ; Working Papers du Statec ; n° 130 avril 2022

²¹ <https://www.caritas.lu/sites/default/files/imported/position-precarite-jeunes-enfants-20220513.pdf>

²² Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 (PL n° 8080), Rapport de la Commission des Finances et du Budget, p. 49.

explique les raisons à la base de l'augmentation du budget minimum des adolescents lorsqu'elle conclut que : « (...) les adolescents ont toutefois aussi une série de besoins spécifiques à leur tranche d'âge, besoins qui symbolisent leur quête d'une identité propre et des intérêts particuliers. Nous avons pu observer ceci notamment dans les paniers de l'éducation, des multimédias et de la mobilité ».

En ce qui concerne les familles les plus désavantagées je tiens à relever que le « Rapport travail et cohésion sociale » constate que « le REVIS augmenté des transferts sociaux couvre les budgets de référence de tous les types de ménages avec enfants » ; il y a lieu de préciser que tout exercice de définition d'un budget minimum se base sur des hypothèses théoriques qui peuvent différer du vécu d'une famille.

ad 5) et 6) L'extrait du « Rapport travail et cohésion sociale » de 2022 cité par l'honorable Députée se réfère à un surplus en budget minimum direct des enfants grâce aux allocations familiales. En effet, l'étude a montré que le taux de couverture du budget direct d'un enfant par rapport aux seules allocations directes (à savoir allocations familiales, allocations de rentrée scolaire et allocations de naissance) ne diffère que légèrement d'un ménage monoparental par rapport à un couple. Il y a lieu de rappeler que la réforme du système des prestations familiales (cf. doc. parl. n° 683210) avait justement comme objectif « une individualisation des droits de l'enfant selon l'adage "un enfant = un enfant" ». La philosophie à la base des allocations familiales fait donc en sorte que le système des allocations familiales est insensible à la composition des ménages et la leur situation financière. Dès lors je ne suis pas d'avis qu'il faille façonner les allocations familiales, de manière à ce qu'elles tiennent compte de la situation familiale des enfants.

Risque de pénurie de médicaments pour enfants | Question 8220 (08/08/2023) de M. Claude Lamberty | Mme Carole Hartmann (DP)

De Präsident vum däitsche Beruufsverband vun de Kanner- a Jugenddokteren, den Thomas Fischbach huet an engem Artikel op en Neits drop higewisen, dass d'Medikamenter fir Kanner den nächste Wanter an Däitschland knapp kéinte ginn. Esouguer haut scho kéinten d'Leitinnen net ëmmer agehale ginn, op ville Plaze géif et u Medikamenter fir Kanner feelen, besonnesch Penicillin a Medikamenter géint Féiwer a Péng.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheitsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun zu Lëtzebuerg aus? Gëtt et Medikamenter fir Kanner, déi den Dokteren haut scho feelen? Wa jo, wéi eng wieren dat?
2. Wéi héich schätzt d'Madamm Ministesch de Risiko an, dass et dësen Hierscht a Wanter zu gréisserer Versuerungsenkpass bei de Medikamenter fir Kanner kënn?
3. Wéi eng Mesurë si virgesi fir ze evitéieren, dass et dëse Wanter zu engem Manktem u Kannermedikamenter kënn?
4. Wéi eng Mesurë si virgesinn, falls dësen Zenario trotzdeem sollt antrieden?

Réponse (08/09/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. Reegelméisseg goufen zu Lëtzebuerg, esouwéi an allen europäesche Länner Liwwerungsenkpass vu Medikamenter fir Kanner festgestallt. Et handelt sech haaptsächlech ëm den Amoxicillin an de Paracetamol. Och wann am Moment dës Produiten erëm disponibel sinn, gëllt et nach ëmmer virsichteg ze sinn, besonnesch am Fall vun enger Zounam vun

Infektiounskrankheete bei Kanner, déi eng gréisser Nofro vun dëse Medikamenter mat sech bréngen.

ad 2. Zu dësem Zäitpunkt ass et schwéier méiglech, Liwwerungsenkpass vu Medikamenter fir Kanner konkret anzuschätzen. De Gesondheitsministère rechent allerdéngs, wéi all Hierscht a Wanter, mat enger Zounam un Infektiounen vun den Otemweeër, déi eng staark Nofro un Antibiotiken a Medikamenter géint d'Péng an d'Féiwer wäerte mat sech bréngen.

Sou war d'Joer 2022 beispillsweis markéiert duerch en ongewéinlech fréien Ufank vun der Grippezeit, bedéngt duerch de Virus vun den Otemweeër (RSV), der Gripp vun Typ A a B a verschidden aner Virussen, déi d'Nofro vun Amoxicillin a vu Medikamenter géint d'Féiwer an d'Péng gesteigert hunn.

ad 3. Op europäeschem Niveau sinn eng Rei Mesurë vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) virgesinn, fir esou Indisponibilitäten ze verhënneren an un deenen de Gesondheitsministère bedeelegt ass. An deem Zesammenhang iwwerwaacht d'EMA, an Zesammenarbeit mat der Direction générale de la préparation et de la réaction aux urgences sanitaires vun der Europäescher Kommissioun (DG HERA), ganz no d'Offer an d'Demande vu verschiddenen Ënnergruppe vun Antibiotiken, dorënner den Amoxicillin, fir direkt op eventuell Enkpass kënnen ze reagieren an dës beschméiglech ze verhënneren.

Wat d'Medikamenter géint Péng a Féiwer betreffen, encouragéiert d'EMA esouwéi och de Groupe de pilotage exécutif sur les pénuries et la sécurité des médicaments (MSSG), déi national Autoritéit vun de Memberstaten, vu verschiddene Flexibilitäten ze profitieren, déi am reglementaresche Kader vun der EU fir pharmazeutesch Produite virgesi sinn.

Et geet hei drëm, d'Liwwerung vu verschiddene Medikamenter ze erlaben, déi beispillsweis an engem bestëmmte Memberstaat net autoriséiert sinn, oder verschidden Derogatiounen virzegesinn (ganz oder partiell) déi d'Etikettéierungs- an d'Verpackungsufuerderunge betreffen, fir esou eventuell Enkpass ze verhënneren.

Do dernieft kënnen d'EMA an den MSSG déi verschidde Memberstaten ënnerstëtzen, fir eventuell zousätzlech koordinéiert Mesuren ze huelen, fir d'Situatioun vun de concernéierte Patienten ze verbessern an déi öffentlech Gesondheet an der Europäescher Unioun ze ënnerhalen, zum Beispill duerch eng direkt Interventioun bei den Hiersteller, fir d'Fabrikatiounskapacités eropzesetzen.

ad 4. D'Mesuren, déi musse geholl ginn, hänke vun den Ursache vum Enkpass of. Well de Problem komplex a multifaktoriell ass, musse verschidde Mesuren op verschiddenen Niveaue geholl ginn, déi souwuel national wéi europäesch kohärent musse sinn. Onofhängeg vun den Aktiounen vun de verschiddenen Acteuren an der Fabrikatioun a Verdeelungsketten, mécht de Manktem en enger Rei essenzielle Medikamenter e rationalen Ëmgang mat dëse Medikamenter zwéngend néideg.

Am Fall vun enger Penurie vun engem bestëmmte Medikament kënnen Recommendatiounen un d'Doktere betreffend d'Verschreiwung vun dësem Medikament respektiv d'Asetze vun alternative Medikamenter hëllefen, esou engem Enkpass entgéintzewierken. Och Recommendatiounen un d'Apdikteren an un d'Patienten selwer kënnen an esou engem Fall derzou bäidroen, esou en Enkpass ze iwwerbrécken.

Situation au Centre socio-éducatif de l'État | Question 8221 (09/08/2023) de M. Léon Gloden | M. Laurent Mosar (CSV)

An engem aktuellen RTL-Artikel vum 8. August 2023 sinn Exmatarbechter aus dem Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) interviewt ginn. Dobäi erzielt ee vun den Exmatarbechter z. B.: „Déi Jonk hunn hiren Joint an der Hand oder an der Täsche, kiffe virun den Ae vum Personal a verstoppe sech mol net méi.“ D'Fouille des personnes soll generell net anstänneg duerchgefouert ginn, heescht et weider. Och de Geschlechtsverkéier am CSEE ass ee grousst Thema: „Eng Educatrice aus der Unisec ass souguer schwanger gi vun engem Jong, deen do placéiert war“, erzielt ee vum Expersonal. Doriwwer eraus soll eng weider Educatrice eng Affär mat engem knapp 16 Joer ale Pensionnaire gehat hunn, de Jong eleng gesinn hunn, em Kaddoe gemaach hunn an hie bei sech doheem verstoppt hunn.

An deem Kontext wéillt mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Kann de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend déi am RTL-Artikel genannte Faite bestätegen?
- Wa jo, säit wéini huet de Ministère Kenntnis iwwert dës Situatioun?
- Sinn déi am RTL-Artikel genannte Faite stroferechtlech poursuivéiert ginn?
- Wann nee, firwat?
- Wa jo, wat waren d'Konsequenzen dovun?
- Sinn déi am RTL-Artikel genannte Faite disziplinaresch poursuivéiert ginn?
- Wa jo, zu wéi enge Strofen ass et komm?
- Wann nee, firwat?

– Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung am Kader vun der Drogeproblematik am CSEE ze huelen? Wat ass scho gemaach ginn?

- No wéi enge Krittere gëtt d'Personal am CSEE agestallt?
- Si Formatiounen a punkto Drogeproblematik ugebuede ginn, fir d'Liewen an engem Prisong wéi dem CSEE besser ze verstoen?
- Kann de Ministère bestätegen, dass et kloer Instruktiounen un d'Personal ginn ass, dass keng Relatioun tëscht Jugendlechen an dem Personal entstoe soll?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Sécherheet an d'Kontrollen am CSEE substanzuell missten eropgesat ginn?

- Wa jo, wéi wäert dat ausgesinn?

Réponse (06/09/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Aussoe vun e puer fréiere CSEE-Matarbechter si vu perséinlechen Erfarungen a subjektiven Opfaassungen an Interpretatiounen gezechent a kënnen op kee Fall als allgemeng Wourecht ugeholl ginn. Dës Aussoe kënnen spezifesch Situatiounen, individuell oder och institutionell Konflikt- a Krisemomenter reflektieren, awer sécher net déi alldéiglech Realitéit vun enger ganzer Institutioun. Et ass bedauerlech, dass esou d'Aarbecht an dëser Institutioun ofgewäert gëtt an datt jonk Leit, déi ënner de Jugendschutz gestallt ginn, esou stigmatiséiert ginn.

Et ass evident, dass intim Relatiounen tëschen Personal an enger sozialer Struktur an de Jonken, déi do betreit ginn, net akzeptabel sinn. An deem Fall, deen der Direktioun vum CSEE zougedroe ginn ass, huet d'Direktioun esouwuel disziplinaresch Mesuren ergraff, wéi och de Fall dem Parquet gemellt. Des Weideren huet d'Direktioun de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) iwwer dësen Tësche-fall informéiert. De MENJE huet d'Direktioun an hiren

Demarchen ënnerstëtzt a ka confirméieren, datt si hire Responsabilitéiten als Supérieur hiérarchique nokomm ass. Déi honorabel Deputéiert wärte mir zoustëmmen, datt d'Feelverhale vun enger Persoun net dierf als Verfeelung vun enger ganzer Institution gewäert ginn.

Wat d'Suchtproblematik ubelaangt, huet de CSEE kloer Prozeduren am Ëmgang mat Drogekonsum. An enger Struktur wéi dem CSEE, wou verschidde Jonker mat Suchtproblematiken ze kämpfen hunn, kann et leider ni ganz ausgeschloss ginn, datt ee Pensionnaire Droge bei sech dréit. Wann ee Jonke mat Drogen erwëscht gëtt, kuckt d'Personal selbstverständlich net ewech. Och d'Fouillen, déi zu de be-laaschtendste Situatioune vun der Aarbecht am CSEE zielen, si gesetzlech kloer gereegelt (loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'État) a ginn no deene Reegelen a Prozeduren duerchgefouert. D'Mataarbechter si speziell fir dës Fouillë forméiert.

De CSEE huet eng ganz Rei Mesuren en place gesat, fir mat de Suchtproblematike vu verschiddene Pensionnaires ëmzegoen. Engersäits hëlt d'Personal vum CSEE ëmmer erëm u Weiderbildungen zum Thema Drogekonsum deel an ass extra geschoult, fir mat Jonke mat enger Suchterkrankung ze schaffen. An der pädagogescher Aarbecht selwer setzt de CSEE dorop, de Jonken Handlungsalternativen ze ginn, fir de Besoin ze erfëllen, deen um Ursprong vun hirem Konsum ass. Sou léieren si zum Beispill, hir negativ Gefiller anescht ze reguléieren. An dëser Aarbecht schafft de CSEE enk mat externe Partner zesummen, déi ee spezifesch Suivi vu Jonke maachen, déi Drogen huelen. All Jonken, deen an d'Unité de sécurité (Unisec) placéiert gëtt, mécht och bei senger Admissioun een Drogescreeening.

Och an der Präventioun vum Drogekonsum ass de CSEE aktiv. Hei schafft de CSEE virun allem zesumme mat der Police, déi op Demande vum CSEE mat der Hondsstaffel kënnt, fir Drogen, déi eventuell um Site vum CSEE verstoppt kéinte sinn, ze beschlagamen. Natierlech ginn och all Drogen, déi de CSEE sécherstelt, der Police gemellt an iwwerginn. Zudeem gëtt zanter e puer Méint och den Ausseberäich verstärkt kontrolléiert.

Déi konzeptuell Ausriichtung vum CSEE leet de Fokus zanter enger Rei vu Joren op déi pädagogesch Ënnerstëtzung vu Jonken, déi dacks vill Schëmmes erliift hunn, traumatiséiert sinn an deelweis psychiatresch an aner gesondheetlech Problemer hunn, a geet esou ewech vun enger reng punitiver Approche, déi dacks nëmme kuerzfristeg Resultater liwwert. De MENJE ënnerstëtzt de CSEE voll a ganz bei der Ëmsetzung vun sengem Konzept. Wéi rezent international Etudé weisen, ass een traumaorientéierten a systeemeschen Usaz bei der Aarbecht mat hinnen deen Usaz, deen am meeschte Potential huet, nohalteg Verbesserungen am Liewe vun deene Jonken ze bréngen. Esou eng Approche verlaangt vun de Professionelle vill Feingefill an si sichen dacks d'Gespréich mat de Pensionnairen, fir mat hinnen zesumme Léisungen a Strategien ze entwéckelen, fir zukünfteg ongepasstent Verhalen ze vermeiden. Datt d'Ëmsetzung vun deemem Konzept och beim Personal Zäit brauch, an datt et zu ënnerschiddlechen Opfaassungen innerhalb vum Personal kënnt, wéi ee soll mat dëse Jonken ëmgoen, ass een Deel vum deemem Changementsprozess, dee voll amgang ass. Datt domat awer verstane gëtt, datt déi Jonk maache kéinten, wat se wëllen, respektiv ee Laissez-faire-Stil reprochéiert gëtt, ass absolutt inakzeptabel a falsch.

D'Direktioun vum CSEE ass drop beduecht, d'Sécherheet an d'Prise en charge vun deene Jonke kontinuéierlech un déi sech verännerend Situatioune

a Standarden unzepassen. D'Sécherheet an d'Kontrollen am CSEE entspriechen den internationale Standarder fir esou Institutionen. Zousätzlech fanne Sécherheitsuadite vun auslänneschen Experte statt, op Basis vun deenen d'Sécherheitsstandarden deene leschten internationalen Normen ugepasst ginn. Och de geplangten Ëmbau vun der Unisec an ee Centre pénitentiaire pour mineurs am Kader vum Gesetzesprojet Nr. 7991 (Jugendstrafgesetz) soll den héchste Standarder fir esou Strukturen entspriechen.

D'Direktioun bestätegt nach eng Kéier, datt de Mandat, deen hir vun de Justizautoritéiten uvertraut gouf, am beschten Interêt vun de jonke Leit ausgeüübt gëtt a berücksichtegt déi neiste Resultater aus der wëssenschaftlecher Fuerschung a puncto Ëmgang mat enger Noutsituatioun an/oder dem Risiko vu Jugendkriminalitéit am Aklang mat dem aktuelle legislative Kader zu Lëtzebuerg.

D'Direktioun an déi multidisziplinär Ekip vum CSEE sinn dorop ausgeriicht, fir e psychopedagogesche Kader opzebauen, deen déi Jonk engersäits mat hire Verfeelungen a Schwierigkeete konfrontéiert a si anersäits op hir Ressourcen a Perspektiven hiweist.

Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel | Question 8222 (09/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mam Règlement grand-ducal vum 10. Juni 2013 iwwert de Barème médical fir d'Assurance accident gouf eng nei Referenz fir medezinnesch Ënnersichungen an Expertisen am Kontext vu bliewende Schied no Accidenter agefouert.

Iwwert den nationale Kader eraus, ass d'Thema vun der Evaluatioun vu kierperlechen Aschränkungen an den domat verbunnene finanziellen Entscheedungen och en Thema vun der Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel (CEREDOC).

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Op Basis vu wéi enger reglementéierter Nomenclature a wéi enge Critères d'appréciations ginn d'Ënnersichunge beim CMSS gemaach? Gëllt hei och de Barème médical aus dem Reglement vum 10. Juni 2013 oder gëtt et eng aner legal Basis?

Falls de Barème vun 2013 gëllt: Mussen ëmmer all d'Krittäre genotzt ginn?

Bzw. ass et dem Dokter oder der Doktesch beim CMSS iwwerlooss, zousätzlech zum Reglement vum 10. Juni 2013 weider Krittären ze consideréieren, bzw. d'Krittäre jee no Fall liicht unzepassen oder Krittären ewechzeloossen?

Falls et fir d'Ënnersichunge beim CMSS guer keng eenheetlech Richtlinie gëtt: Ass d'Cellule d'expertise médicale oder en anere Service bei der Santé beoptraagt ginn, dës auszeschaffen?

2. Wéi wäit sinn d'Harmoniséierungsbeméiunge bei der Elaboratioun vun engem Guide unique fir kierperlech Aschränkungen an den domat verbunnene finanziellen Entscheedung vum der Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel (CEREDOC)?

Bréngt Lëtzebuerg sech an dës Aarbechten an a falls jo, wéi?

Ass d'Cellule d'expertise médicale oder d'Santé un den Aarbechte bedeelegt?

3. Gëtt et Harmoniséierungsbeméiunge vusäite vu Lëtzebuerg, fir d'Barèmes médicaux fir d'medezinnesch Kontrollen am Beräich vun der Sécurité sociale op europäeschem Niveau unzegliichen?

Falls jo: Wou sinn d'Aarbechten drun a wat fir eng Roll spillt Lëtzebuerg?

Ass d'Cellule d'expertise médicale oder d'Santé un den Aarbechte bedeelegt?

Réponse (11/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministere de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé

ad 1. D'Ënnersichunge beim Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (CMSS), wéi dat an der Medezinn iwwerall Usus ass, ginn net op Basis vun enger reglementéierter Nomenclature gemaach. Fir déi medezinnesch Ënnersichunge gëllen déi selwecht Standarden, wéi se am Medezinnstudium geléiert ginn an dono an der deeglecher Praxis ugewannt ginn. Do ënnerscheet de Kontrolldokter vum CMSS sech net vun all anerem Dokter, dee mat kranken, beziéungsweis verletzte Persoune schafft. D'Appreciationskrittäre sinn eebenfalls déi, déi an der jeeeweils aktueller medezinnescher Wëssenschaft gëllen. D'groussherzogleche Reglement vum 10. Juni 2013 ass applikabel an der Onfallversécherung a gëllt do selbstverständlech als legal Basis.

- Dat gëtt vu Fall zu Fall gekuckt; eng Verallgemeinerung gëtt et och hei net, vu datt net all Fall onbedéngt identsch ass, beziéungsweis et (medezinnesch) Ënnerscheeder gëtt. Wat d'Krankerversécherung an d'Pensionsversécherung betrëfft, ass den ugeschwate Barème (CEREDOC) net gesetzlech bindend; et ass ee Barème vu villen, mat deem de CMSS schafft. Do gëtt et zum Beispill déi offiziell franséisch an däitsch gesetzlech festgeluechte Barëmen, wéi och zum Beispill dee ganz bekannte Barème vum „Concours médical“, enger franséischer Fachzäitschrëft. Da stinn dem CMSS eng ganz Rei medezinnesch Fachbicher a Fachzäitschrëften zur Verfügung, déi ganz aktuell sech ëmmer nees mam Thema vun der Evaluatioun, beziéungsweis der medezinnescher Expertise befaassen. Et ass och wichteg ze wëssen, dass d'Zuelen an engem Barème och ëmmer nëmme eng Forschett uginn, am Kader vun där den Expert sech beweegt an och eventuell doriwirer erausgeet. Et ass jo gewosst, dass d'Medezinn keng exakt Wëssenschaft ass an all Fall anescht riskéiert ze sinn.

- Weeder d'Cellule d'expertise médicale (CEM) nach e Service bei der Direktioun vun der Santé sinn hei kompetent. Et gëtt awer eng Zesummenaarbecht mat engem Verrieder vum Contrôle médical, wat Krittäre fir de Statut vum „Salarié handicapé“ ubelaangt. De Representant vun der Santé assureiert d'Présidentschaft vun der medezinnescher Kommissioun vum Handicap vum Aarbechtsministère. An engem interne Reglement vun dëser medezinnescher Kommissioun ass festgehalen, dass déi 5 Memberen sech op verschidde Barèmen stäipen, fir hir Decisioun ze huelen, ob ee Salarié dëse Statut kritt oder net.

Folgend Barème ginn dofir benotzt:

- Barème médical applicable à l'assurance accident (RGD du 10/06/2013);

- Barème d'évaluation médico-légale français de la Société de médecine légale et de criminologie de France et de l'Association des médecins experts en dommages corporels;

- Barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun du Concours médical;

- Évaluation du handicap et du dommage corporel du Dr. L. Melennec;

- Barème européen d'évaluation des atteintes à l'intégrité physique et psychique.

Déi medezinnesch Kommissioun muss verschidde Barèmen benotzen, well net all Krankheet a Sequelle vun Accidenter ausféierlech behandelt ginn an engem eenzege Barème.

ad 2. Weeder dem Ministère vun der sozialer Sécherheet, nach den zoustännege Verwaltungen an

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Institutiuone sinn esou Harmoniséierungsbeiméiunge bekannt. An dësem Kader ass et net oninteressant ze wëssen, dass et déi éischt an déi lescht Versioun vun dem Barème vun der CEREDOC, 2010 gouf. Dëse Barème ass och net en offizielle Barème vun der Europäescher Unioun. Dëse Barème ersetzt och net déi offiziell per Gesetz definéiert Barèmen aus den Nopeschlänner.

Laut den Informatiounen, déi dem Ministère fir sozial Sécherheet zur Verfügung stinn, ass de CEREDOC eng Confederatioun, déi verschidden national Associatioune vereent, mee keng offiziell EU-Institutiuon oder Änlechen.

Weeder de CMSS, nach d'CEM oder d'Associatioun vun der Onfallversécherung sinn am CEREDOC vertruuden. De Ministère fir sozial Sécherheet huet net Kenntnis vun enger Lëtzebuurger Associatioun oder soss enger Verwaltung, déi am CEREDOC vertruuden ass. Dëst géllt och fir de Gesondheetsministère.

ad 3. Laut den Informatiounen, déi dem Ministère fir sozial Sécherheet esouwéi dem Gesondheetsministère zur Verfügung stinn, gétt et am Moment op europäeschem Niveau keng Harmoniséierungsbeiméiungen op dësem Punkt. Dobäi muss een och präzisieren, datt d'sozial Sécherheet eng national Kompetenz ass. Legal bindend Krittere missten also an der nationaler Gesetzgebung verankert ginn.

Courrier concernant les dispositifs de sécurité des marchés de Noël | Question urgente 0037 (23/11/2023) de M. Dan Biancalana | Mme Francine Cloesener (LSAP)

Les villes et communes de la Région « Sud » viennent de recevoir en date du 8 novembre 2023 de la part de la Direction régionale de la police un courrier les invitant à prendre des mesures de sécurité relatives à l'organisation des marchés de Noël et d'autres manifestations d'envergure rassemblant un grand nombre de personnes.

Ce courrier leur parvient fort tardivement, à un moment où elles sont en train d'organiser voire de finaliser ces événements.

Le plan « Vigilnat » est cité au niveau d'alerte 2. Les communes sont censées devoir en tenir compte. Il y a donc lieu de prévoir un renforcement des dispositifs de sécurité. Ils sont au nombre considérable de sept voire neuf.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Pour quelles raisons ce courrier a-t-il été envoyé si tardivement aux communes ?
- 2) Pour quelles raisons les communes n'ont-elles pas été associées aux discussions autour de la mise en place de ces dispositifs, notamment dans le cadre des comités de prévention communaux ?
- 3) À notre connaissance, un tel courrier n'a pas été communiqué aux communes les années précédentes. Nous aimerions savoir dans quelle démarche ledit courrier s'inscrit.
- 4) Quelle instance est chargée du contrôle de ces dispositifs ?
- 5) Quant aux « fouilles ciblées » suggérées dans le courrier de la Direction régionale de la police, quel type de fouilles est préconisé ?
- 6) Quelles sont les mesures prévues par la Police grand-ducale pour les marchés de Noël et autres manifestations jugées « sensibles » par la police ?

Réponse (29/11/2023) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

De prime abord, je tiens à relever que bien que la lettre, dont question, ait été envoyée le 8 novembre 2023, les honorables Députés n'ont soumis leur inquiétude qu'en date du 23 novembre 2023. Par ailleurs, eu égard au fait que la lettre précitée a été envoyée avant mon entrée en fonctions, je n'en ai pris connaissance par le biais de la présente question parlementaire.

ad 1) La Direction de la Région Sud-Ouest a pris l'initiative de ce courrier et a décidé du moment de l'envoi. Elle entendait par le biais de ce courrier rappeler certains principes de sécurité à prendre en considération dans le cadre de l'organisation d'un marché de Noël ou autre événement d'envergure. Selon la police, il s'agit d'un type de lettre qui est régulièrement envoyé aux organisateurs privés et publics de tels événements.

Le niveau de la menace par rapport aux manifestations d'envergure ne diffère pas de celui des années précédentes. Le plan « Vigilnat » prévoit actuellement un niveau d'alerte 2.

ad 2) Les comités de prévention sont convoqués par le bourgmestre au moins une fois par an et toutes les fois que les circonstances l'exigent. D'après la police, de tels sujets ne sont en principe pas discutés au sein des comités de prévention communaux, mais s'inscrivent dans le cadre de l'article 36 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale qui dispose qu'en cas d'événements susceptibles de troubler l'ordre public, l'autorité communale et la police échangent les informations utiles, sans fournir de précision quant à la forme de ces échanges.

ad 3) Il est fait référence à la réponse à la question 1.

ad 4) La police se tient à disposition des organisateurs pour donner des conseils supplémentaires concernant les mesures envisagées, mais ne contrôle pas a posteriori le dispositif mis en place.

ad 5) Les « fouilles ciblées » mentionnées dans le courrier de la police visent le contrôle des accès.

ad 6) La police, par le biais de ses patrouilles préventives, assurera comme d'habitude une présence autour des marchés précités.

En tant que Ministre des Affaires intérieures, il m'importe de promouvoir la collaboration entre la police et les communes à travers notamment les mesures prévues dans l'accord gouvernemental. Dans ce même ordre d'idées, j'encourage une communication proactive et dans des délais appropriés.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799